

25
+ 516
886
1
869

25
+ 516
886
1
869

Le Monde

étranger

LES PERSPECTIVES DE CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LE PROCHE-ORIENT

La Knesset approuve le « document de travail » israélo-américain

De notre correspondant

Jérusalem. — La réunion extraordinaire de la Knesset, qui avait dû interrompre ses vacances d'été quelques jours avant leur fin normale à la demande des deux principaux partis d'opposition, n'a pas été la séance houleuse attendue généralement. L'Assemblée a rejeté, après une brève discussion, par 44 voix contre 27, une proposition du parti travailliste d'engager un débat sur le « document de travail » israélo-américain du 5 octobre, prévoyant les conditions de convocation de la conférence de Genève.

Après l'exposé de M. Shimon Peres, qui, en présentant la proposition travailliste, a fait le

procès de la politique gouvernementale, la réponse du ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a provoqué une certaine sensation. Il a, en effet, donné lecture du document, qui devait rester secret tant que les Arabes ne se seraient pas prononcés à son sujet. Cette divulgation a immédiatement apaisé les inquiétudes qu'élevaient les rumeurs propagées la veille sur le contenu du document. « Il est bon », a déclaré M. Dayan, que tout le monde connaisse le texte intégral d'un document dont une partie a été diffusée d'une manière inexacte et tendancieuse par la presse, et principalement après la réunion de la commission des Affaires étrangères du 12 octobre.

Le document, rédigé le 5 octobre, soit quatre jours après la publication de la déclaration américano-soviétique sur le Proche-Orient, est considéré dans les milieux officiels de Jérusalem comme une « rectification » consentie par les Américains à leurs engagements avec les Soviétiques. Le 5 octobre, Washington apportait en effet une précision sur un point auquel Israël attache

une grande importance : la référence aux résolutions 242 et 338. Cette référence n'est pas mentionnée dans le texte américano-soviétique.

Le texte Vance-Dayan, à la lecture duquel le président Carter a pris personnellement une grande part, parle dans son paragraphe 4 de la nécessité de se pencher sur le problème des « réfugiés arabes et juifs ». C'est la première fois qu'un document adopté par un gouvernement étranger fait mention des « réfugiés juifs » dans le contexte du conflit israélo-arabe. Enfin, la délégation arabe unique sera bien accueillie après la séance inaugurale et ne participera pas en bloc à l'examen de toutes les questions qui seront portées à l'ordre du jour de la conférence de Genève.

Des commissions bilatérales réunissant la délégation d'Israël, avec, selon le sujet, celle de l'Égypte, de la Syrie, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite, seront « habilitées à négocier » et à conclure un traité de paix. Les questions portant sur la Cisjordanie et Gaza, seront discutées par des commissions

de travail qui comprendront des Israéliens, des Jordaniens, des Égyptiens et des Arabes de Palestine.

La révélation du contenu du document de travail a sensiblement réduit les appréhensions éprouvées la veille, et le « tournant » amorcé par les Américains dans leurs rapports avec Israël a paru moins prononcé qu'on ne l'avait redouté. L'« érosion » n'est pas moins réelle, dans la mesure où, comme l'a souligné le leader travailliste, M. Peres, le gouvernement croit pouvoir conclure une paix globale avec les Arabes, tout en conservant la Cisjordanie et Gaza. Ce à quoi M. Moshe Dayan n'a pas manqué de rétorquer qu'il n'était pas plus facile de parvenir à des accords avec les Arabes, en créant, comme l'ont fait les précédents gouvernements, des colonies dans la région de Chana-Chana, à Gaza, en Cisjordanie et dans le Golan.

Une deuxième demande de débat sur les implantations israéliennes dans les territoires occupés a été elle aussi rejetée par une majorité que MM. Begin et Dayan paraissent avoir pleinement rassurée.

ANDRÉ SCAMAMA.

L'O.L.P. « ne fera pas de concessions » sur son exigence de représenter les Palestiniens

De notre correspondant

Beyrouth. — Commentant le document de travail américano-israélien, tel qu'il a été révélé par M. Dayan, le porte-parole de l'O.L.P., M. Mahmoud Labadi, nous a déclaré : « Nous insistons pour que l'O.L.P. soit présente sur un pied d'égalité avec toutes les autres parties à la conférence de Genève. Qui plus est : elle devrait être présente avant l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban, parce que l'affaire palestinienne constitue le fond du conflit, les problèmes du Golan et du Sinaï n'étant que des répercussions. »

« Nous ne ferons pas de concessions sur le fait que les Palestiniens doivent être représentés à Genève par l'O.L.P. ayant à sa tête Yasser Arafat. »

« En tout état de cause, tout n'est pas dit et nous continuons à escompter des développements positifs pour la cause palestinienne. L'insistance d'Israël à ignorer l'O.L.P. signifie simplement que ce pays entend persister dans une politique de guerre de nature à entraîner le monde dans un conflit nucléaire. » — I. G.

● A PARIS, M. Abdo Rabbo, porte-parole du F.D.L.P., nous a déclaré que le document de tra-

vail israélo-américain se situait « cent pas en arrière » par rapport au communiqué soviéto-américain du 1^{er} octobre. La politique de M. Carter, a-t-il ajouté, vise essentiellement à semer la discorde entre Palestiniens en les divisant en « modérés » et « extrémistes », « ceux qui seraient acceptables et ceux qui ne le seraient pas ». On essaie, « dans ce but, d'arracher des concessions politiques à l'O.L.P. qui est ainsi incitée à reconnaître elle-même qu'elle ne représente pas véritablement le mouvement palestinien. Autant lui demander de se suicider politiquement ».

« Une conférence internationale pour un règlement juste de la crise au Proche-Orient se tiendra les 14, 15 et 16 octobre, à Paris, Salle des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche. Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue jeudi, au siège du Mouvement de la paix, le président du Comité international d'action pour une paix juste au Proche-Orient, M. Ramesh Chandra, a annoncé que des délégués venant d'une cinquantaine de pays, notamment d'Israël, ainsi que des représentants de l'O.L.P. participeraient aux débats.

LE TEXTE DE L'ACCORD

Voici le texte du « document de travail » israélo-américain, tel qu'il a été rendu public par M. Dayan :

« 1) Les parties arabes seront représentées par une délégation arabe unifiée ou figurant des Arabes palestiniens. Après la session d'ouverture, la conférence se scindera en groupes de travail :

« 2) Ces groupes de travail pour la négociation et la conclusion des traités de paix seront constitués comme suit : a) Égypte-Israël ; b) Jordanie-Israël ; c) Syrie-Israël ; d) Liban-Israël (toutes les parties sont convenues que le Liban peut participer à la conférence à sa demande) ;

« 3) Le problème de la Cisjordanie et de Gaza sera discuté par un groupe de travail formé d'Israël, de la Jordanie, de l'Égypte et des Arabes palestiniens ;

« 4) La solution du problème des réfugiés arabes et des réfugiés juifs sera discutée conformément aux termes énoncés ci-dessus ;

« 5) La base convenue pour la négociation à la conférence de Genève sur le Proche-Orient est constituée par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU ;

« 6) Tout changement dans la forme de la conférence sera soumis à l'accord de toutes les parties. »

Liban

La « fausse » guerre du Sud

De notre envoyé spécial

Bent-Jbeil. — Après Salda, les routes qui mènent au Sud-Liban débouchent sur une planète extravagante. Passé les derniers postes de l'armée israélienne où trois sentinelles somnolent dans la poussière, commencent un territoire flou, et fou, qu'aucun romanier, aucun voyageur n'aurait osé imaginer. Les Libanais eux-mêmes, après dix ans de guerres de défile et de fusillades embrasées, songeraient-ils encore à s'étonner de l'absurde qui se joue aux yeux ?

Sur ces quelques centaines de kilomètres, carres, comités entre la Méditerranée et la frontière d'Israël, sur ce pousoir de poche, se croisent et se défont chaque jour les processions de réfugiés refoulés du village au village, au rythme des canonnades. La rumeur paysanne qui court avec eux, du sud au nord, des

des grands-parents. Sur la place principale pourtant, quelques villageois ont réintégré, comme à la sauvette, leurs états de gros raisins sucrés, de figues et de mandarines. Un colporteur balade du verre pilé dans sa boutique, soulevé par une explosion. Chacun paraît indécis, flottant, surveillant le ciel.

Dans les ruelles en pente où rôdent des chats maigres et des volailles, deux ou trois visages apparaissent aux fenêtres. Ici, on a délogé des hommes pour ouvrir les maisons. Là-bas, un domestique, en mission « de compte des impacts », sur une façade à colonnades criblée d'éclats. Là, des enfants déambulent en agitant les mains, incofortables pour reconnaître au son le 155 ou le 175 à longue portée. Cent, deux cents personnes peut-être : c'est l'arrière-garde téméraire d'une population envahie de trente-cinq mille habitants, mais que l'on sent prête, elle aussi, à fuir en quelques secondes vers le nord, dans le grincement des

des grands-parents. Sur la place principale pourtant, quelques villageois ont réintégré, comme à la sauvette, leurs états de gros raisins sucrés, de figues et de mandarines. Un colporteur balade du verre pilé dans sa boutique, soulevé par une explosion. Chacun paraît indécis, flottant, surveillant le ciel.

Dans les ruelles en pente où rôdent des chats maigres et des volailles, deux ou trois visages apparaissent aux fenêtres. Ici, on a délogé des hommes pour ouvrir les maisons. Là-bas, un domestique, en mission « de compte des impacts », sur une façade à colonnades criblée d'éclats. Là, des enfants déambulent en agitant les mains, incofortables pour reconnaître au son le 155 ou le 175 à longue portée. Cent, deux cents personnes peut-être : c'est l'arrière-garde téméraire d'une population envahie de trente-cinq mille habitants, mais que l'on sent prête, elle aussi, à fuir en quelques secondes vers le nord, dans le grincement des



vigilant taxis Mercedes. Exode cent fois recommencé, par précipitation, ni effets dramatiques. Il faut partir à temps, c'est tout. Comme on se garde, de la grêle, à la campagne, en pestant à l'avance contre le défilé. Une chose est sûre, l'arrivée des obus venus des enclaves chrétiennes ou d'Israël est aussi peu prévisible qu'un accident climatique. Elle obéit à un code diplomatique précis, mais difficile à déchiffrer d'ici quand on ne possède pas toutes les clés.

nouth, et qui paraissent flotter dans les décomptes d'une caserne bombardée le mois dernier. Ils sont des uniformes repassés, beaucoup de courtoisie et une bonne volonté insistante. « Nous, surmonterons tous les obstacles que l'on dresse devant la paix », réclament-ils. Si l'on nous confie une mission nous la remplirons coûte que coûte. » Finiront-ils par y croire ?

Pas d'armée, pas d'Etat, ni police ni fonctionnaires depuis des mois. Comment donc définir le Sud-Liban ? Comme un espace bizarre où, extraordinairement, la vie s'obstine et s'accroche. C'est sans doute la vraie surprise : en dépit de ce vide politique absolu et des bombardements qui dispersent sans arrêt la population, ce n'est ni la catastrophe ni le désordre. Dans les villages à moitié vides, par l'effet d'une pesanteur tranquille ou d'un instinct de conservation, un certain ordre social se perpétue.

Bent-Jbeil, à 5 kilomètres de la frontière israélienne, en est un bon exemple. Cette ville musulmane aux mille cordonniers, qui travaillent jadis pour tout le monde arabe, est bombardée chaque jour depuis lundi, après avoir connu deux semaines de cessez-le-feu. Elle s'est donc vidée de ses habitants pour la énième fois. A 2 kilomètres vers le sud-ouest, commencent les premières maisons du village d'Ain-Ebel, tenu par les phalangistes, adossé à la frontière et probablement contrôlé par les Israéliens. Entre les deux, la route est minée depuis onze mois. « Il n'y a pourtant rien entre nous », murmure un jeune instituteur sans élèves (pas d'école ici depuis deux ans), « autrefois, on s'entendait bien. Maintenant encore, dès que le calme a fait de nouveau, quelques obus suffisent à relancer la bagarre. C'est absurde. C'est Israël qui décide de ça ».

Les gens du village et les Palestiniens s'efforcent de maintenir un contact avec Aïn-Ebel. Intégrité de facto à Israël ? Pendant le dernier cessez-le-feu, disent-ils, nous avons laissé passer les habitants d'Aïn-Ebel qui voulaient aller vers le nord. Ils faisaient le tour par Yaroun pour éviter les mines. Mais eux n'ont jamais laissé passer personne. »

L'instituteur insiste en hochant la tête. Les obus aujourd'hui l'ont surpris en plein déjeuner. Avec sa femme et ses deux enfants il s'est donc précipité ici il y a trois heures. Ici, c'est-à-dire au moulin municipal, grosse bâtisse à voûtes gothiques et aux allures de crypte qui sert d'abri aux rescapés de l'exode. Vingt-cinq personnes sont arrivées avec lui et se pressent dans un singulier décor de calicots, de guirlandes multicolores et de photos découpées, œuvre des ouvriers mineurs. « C'est tout ce qui reste du village », explique le monsieur. Regardez, nous sommes le dernier carré. »

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● M. TENG HSIAO-PING, vice-premier ministre, a offert jeudi 13 octobre, un banquet d'adieu en l'honneur de M. Pol Pot, premier ministre cambodgien, revenu à Pékin Corée du Nord. — (Reuters)

Grande-Bretagne

● QUINZE PERSONNES ont été blessées dans la nuit du 13 au 14 octobre par l'explosion de plusieurs engins incendiaires dans un pub du centre de Londres, le Northumberland Arms, dans Kings-Cross. La police a écarté la possibilité d'un attentat de l'IRA provisoire. Les derniers attentats à la bombe à Londres remontent au 30 janvier 1977. Treize

engins incendiaires de petite taille avaient alors explosé dans des magasins d'Oxford Street. — (A.F.P.)

Norvège

● DES PRIX DE LA LIBERTÉ ont été décernés pour la première fois à Oslo par le groupe Libertas, organisation financée par la Norvège des affaires, à l'issue de la tenue d'une conférence de quatre-vingt-deux délégués de dix-huit pays. Les lauréats sont : M. Lewis Powell, juge à la Cour suprême des États-Unis ; Mgr. Festo Kivengere, évêque ougandais en exil ; l'écrivain russe André Sinel'nikov et le groupe trotskyste de la Charlie 77. — (A.F.P.)

Philippines

● LE GOUVERNEMENT DE MANILLE a demandé, jeudi 13 octobre, au représentant de la commission supervisant le cessez-le-feu dans les îles du Sud, de lui remettre le dirigeant du Front national de libération Moro, Usma Ali, tenu pour responsable de la mort récente de trente-cinq militaires dans la ville de Jolo (le Monde du 12 octobre). Jeudi 13, un colonel et plusieurs soldats ont été tués dans la même région. — (A.F.P.)

Rhodésie

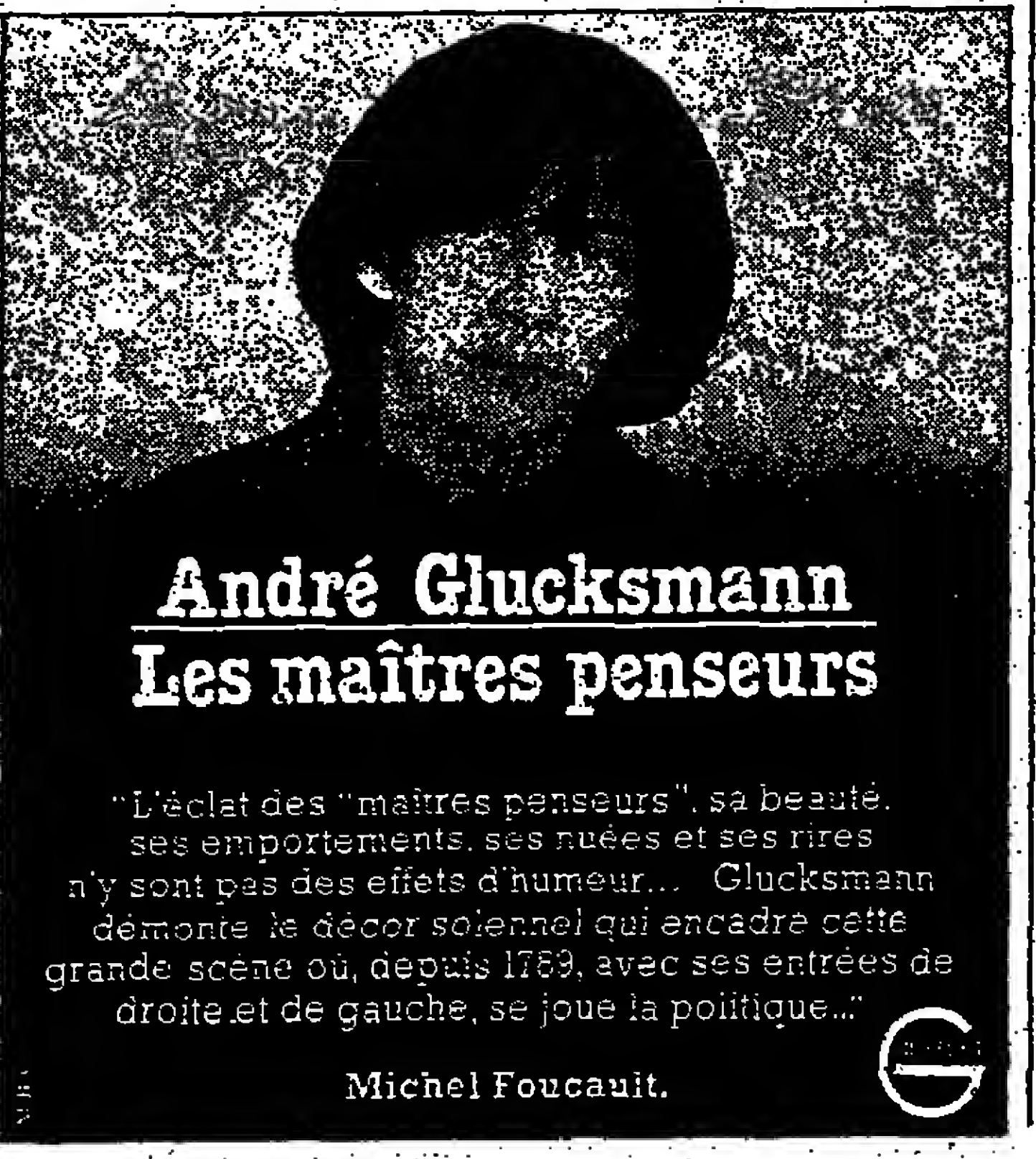
● LE COMMANDEMENT MILITAIRE a pris, jeudi 13 octobre, un décret imposant à tous les correspondants de presse étrangers de quitter le territoire rhodésien sous peine de sanctions. Le décret mettait en jeu des problèmes de sécurité. — (O.P.T.)

Swaziland

● DES VIOLENCES MANIFESTES se sont produites, le jeudi 13 octobre, au Swaziland, dans la capitale Mbabane et à Manzini, seconde ville du pays. A Mbabane, plusieurs milliers de manifestants, qui projetaient de marcher sur le ministère de l'Éducation en signe de solidarité avec leurs professeurs dont le syndicat « Swaziland Teachers Union » vient d'être interdit pour avoir déclenché une grève, se sont heurtés à d'importantes forces de police. Trois jeunes gens auraient été blessés par balles. Plusieurs manifestants ont été légèrement blessés par des pierres que jetaient les manifestants.

Le roi Sobhuza II, âgé de soixante-trois ans, sur le trône depuis cinquante-quatre ans, a appelé la population à une manifestation de soutien devant sa résidence de Lobamba, ce vendredi. (O.P.T.)

Le commandement de Swaziland (1734 kilomètres carrés, indépendants depuis 1968, compte environ cinquante et une mille habitants. Bien qu'opposé à la politique d'apartheid, il conserve des liens étroits avec Pretoria, et est membre de l'Union des États du Sud-Afrique.)



André Glucksmann
Les maîtres penseurs

« L'éclat des "maîtres penseurs", sa beauté, ses emportements, ses nuances et ses rires n'y sont pas des effets d'humeur... Glucksmann démonte le décor solennel qui encadre cette grande scène où, depuis 1789, avec ses entrées de droite et de gauche, se joue la politique... »

Michel Foucault.

AMÉRIQUES

GRACE A UN COMPROMIS

Le projet de loi sur l'aide américaine à l'étranger va pouvoir être voté

Washington (A.F.P.). — Une initiative de M. Carter a permis de débloquer le projet de loi sur l'aide à l'étranger. Ce texte était bloqué par la volonté de la Chambre des représentants d'inscrire deux amendements spécifiant que les contributions des États-Unis à la Banque mondiale et aux autres institutions financières internationales ne pouvaient être utilisées pour des prêts à sept pays: Vietnam, Laos, Cambodge, Ouganda, Cuba, Angola, Mozambique. Le Sénat s'opposait à ces amendements qui auraient empêché les institutions multilatérales d'accepter les contributions américaines (le Monde du 14 juillet).

M. Carter a promis par lettre aux représentants qu'il donnerait aux délégués des États-Unis dans ces institutions l'instruction de voter contre les prêts à ces pays. Cette formule a été acceptée par la commission conjointe chargée de rédiger un compromis et elle sera certainement acceptée par le Congrès. Elle n'aura aucun effet sur les prêts de la Banque mondiale, où les États-Unis n'ont pas de majorité de blocage.

Une situation similaire existe déjà en ce qui concerne les prêts à l'Inde de l'Association internationale pour le développement (AID), filiale de la Banque mondiale. Le Congrès a interdit que les contributions américaines soient utilisées pour des prêts à ce pays tant qu'il n'aura pas ratifié l'accord de non-prolifération nucléaire. Depuis deux ans, le représentant américain à l'AID vote contre les prêts, ce qui n'a pas empêché le gouvernement indien de verser le plus gros bénéficiaire de l'aide de cette institution.

Le compromis maintient la suspension des ventes militaires à crédit à l'Argentine, au Brésil, au Salvador et au Guatemala. Ces pays avaient d'ailleurs refusé cette aide, les États-Unis ayant critiqué leur politique en matière de droits de l'homme. Le projet sur l'aide à l'étranger, qui porte sur un total de 4,8 milliards de dollars de crédits, interdit aussi toute aide militaire à l'Éthiopie et à l'Uruguay. Il supprime enfin l'aide à l'Argentine pour la formation de son armée.

APRÈS LE GESTE SUÉDOIS

Washington n'est pas favorable à l'annulation des dettes des pays pauvres

Après l'annulation par la Suède de la dette contractée à son égard par les nations pauvres, une annulation qui intervient après celle qui a été annoncée par le Canada dès le mois de juin à l'occasion de la conférence terminale Nord-Sud à Paris et de la réunion du Club des amis du Sahel à Ottawa (1). — un porte-parole du département d'État a déclaré jeudi 13 octobre, que les États-Unis n'étaient pas en faveur d'une exonération générale de dettes des pays en voie de développement. L'administration est légalement tenue par le Congrès de maintenir une distinction entre l'annulation d'une dette et l'octroi d'une aide. Les États-Unis estiment que l'annulation d'une dette d'un pays en voie de développement ne constitue pas un stimulus économique véritablement efficace. Enfin, très peu de pays en voie de développement ont contracté à leur égard des dettes suffisamment importantes pour que leur annulation générale ait un impact économique sensible.

Le porte-parole a avancé trois raisons pour justifier la position des États-Unis. L'administration est légalement tenue par le Congrès de maintenir une distinction entre l'annulation d'une dette et l'octroi d'une aide. Les États-Unis estiment que l'annulation d'une dette d'un pays en voie de développement ne constitue pas un stimulus économique véritablement efficace. Enfin, très peu de pays en voie de développement ont contracté à leur égard des dettes suffisamment importantes pour que leur annulation générale ait un impact économique sensible.

(1) Les dettes ainsi annulées par le Canada s'élevaient à 254 millions de dollars, soit 1 320 millions de francs. Cette annulation sera considérée comme faisant partie de la contribution de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) que le Canada s'est engagé à verser à un fonds international d'aide aux pays en voie de développement.

La politique du président des États-Unis

M. Carter s'en prend aux compagnies pétrolières

(Suite de la première page.)

Le sort du programme sera décidé dans les prochaines semaines par une conférence des deux Chambres chargée d'harmoniser les résultats contradictoires de leurs travaux, et l'on saura donc bientôt quel est le rôle des compagnies pétrolières ou du président, sur le dernier mot M. Carter s'est pourtant adonné, au moins implicitement, avoir commis deux erreurs tactiques au cours des débats.

La première est d'avoir négligé de « travailler au corps » les sénateurs, comme il l'avait fait cet été avec succès auprès des représentants. Voyant que la Chambre avait voté à peu près ce qu'il voulait et croyant à tort que le travail d'explication déployé valait pour les sénateurs, le président a laissé le champ libre aux groupes de pression, qui alertés par les votes dangereux de la Chambre, s'employèrent à partir d'abord à empêcher leur confirmation par le Sénat. Comme l'avait dit le président lors de sa dernière conférence de presse, les

groupes de pression sont traditionnellement plus actifs dans la seconde phase d'un vote. M. Carter avait négligé ce fait, mais semble avoir retenu la leçon.

La seconde erreur a été commise tout récemment lorsque l'administration a aidé à mesurer fin au « filibuster » (pratique d'obstruction procédurière) que deux de ses supporters, M. Abovitz et M. Moynihan, avaient déclenché au Sénat pour empêcher le vote sur la libération des prix du gaz. Le vice-président Mondale, qui est en droit président du Sénat, se chargea de la besogne en enterrant de manière autoritaire et expéditive, en accord avec le chef de la majorité démocrate au Sénat, M. Byrd, les centaines d'amendements que les deux sénateurs avaient déposés pour retarder la clôture des débats. Finalement, il est apparu que M. Mondale s'était rendu sur la « colline » sans savoir ce que lui demanderait M. Byrd. Il se précipita à la manœuvre, au risque de décourager ses propres partisans. M. Carter s'est borné à dire, jeudi, qu'il n'avait été

informé ni du début ni de la fin de l'opération, ce qui était une manière de s'en distancier.

Le traité avec Panama

Un autre sujet évoqué à la conférence de presse de jeudi, le traité avec Panama, relève aussi des difficultés rencontrées par M. Carter au Capitole. Avec un sans groupe de pression, l'opposition est suffisamment forte pour rendre à peu près impossible la ratification. Le coup le plus dur a été porté à ce sujet par le sénateur Bob Dole, candidat à la vice-présidence sur le « ticket » Ford l'an dernier, qui a publié un télégramme secret de l'ambassade des États-Unis à Panama, rendant compte d'un entretien avec un des négociateurs panaméens du traité. Selon cette personnalité, le traité de neutralité ne garantirait nullement aux États-Unis un droit d'intervention au Panama après la restitution du canal, comme l'affirme l'administration. D'autre part, la promesse contenue dans le même document d'assurer aux navires de guerre américains un passage « diligent » (expeditious) en cas d'urgence internationale ne signifie pas que ces bâtiments passeront en priorité, en « file de tête », comme l'assuraient les négociateurs américains.

Le général Torrijos, chef d'État de Panama, est arrivé à Washington pour s'entretenir ce vendredi de ces problèmes avec M. Carter. Ce dernier a affirmé jeudi que le texte du traité lui paraît « adéquat » et qu'il n'envisage pas de rouvrir les négociations à son sujet. Il espère toutefois mettre au point avec son hôte un texte de « clarification » qui satisfait les ennemis du traité au Sénat.

En réalité, la tâche sera difficile, car comme l'a dit le président américain, « nous avons à vendre le même produit sur deux marchés différents ». À propos du droit d'intervention, le général ne peut aller au-delà de ce qui est dit dans l'article 4 du traité de neutralité, par une phrase particulièrement ambiguë et « évasive »: « Les États-Unis d'Amérique et la République de Panama sont d'accord pour maintenir le régime de neutralité établi par ce traité, qui sera maintenu de manière que le canal reste neutre en permanence, malgré la conclusion de tout autre traité auquel les deux parties contractantes pourront adhérer. » Faudra-t-il pour conclure aux sénateurs conservateurs, établir formellement un « droit d'intervention » que la puissance des États-Unis et l'importance de leurs intérêts rendent déjà plus que probable le jour où Panama s'aviserait de refuser le passage aux navires américains?

Le franc-tireur et les caciques. Le président Carter, bien qu'il ait affaire à un Congrès dominé par son parti, ce qui n'est pas le cas de ses prédécesseurs, rencontre dans sept ou huit mois au Capitole des difficultés que ceux-ci n'ont pas connues. Les causes de cette situation sont diverses, selon les observateurs, mais toutes tendent vers un point de vérité. Pour les uns, M. Carter est entré à la Maison Blanche comme un franc-tireur du parti démocrate et même contre le gré des caciques du parti: on lui fait payer aujourd'hui cette témérité. Pour d'autres, l'équipe du président comporte

EN AMÉRIQUE LATINE

Argentine

UN ATTENTAT À LA BOMBE dirigé contre le directeur des filiales industrielles de la firme Chrysler, a eu lieu le jeudi 13 octobre, dans la banlieue de Buenos-Aires. Il a provoqué la mort de deux passants et en a blessé grièvement deux autres. Aucun mouvement n'a jusqu'ici revendiqué la responsabilité de l'acte. (A.F.P., Reuter.)

Bolivie

QUATRE MINISTRES ont démissionné le 13 octobre. Il s'agit de M. Carlos Calvo (finances), seul civil du gouvernement, du général Julio Trigo (transports et communications), du contre-amiral Santiago Masera (urbanisme et logement), et du général Guillermo Jimenez (énergie et hydrocarbures). Selon des sources proches de la présidence bolivienne, il ne s'agit pas d'une « crise de cabinet » mais d'une simple « relève ministérielle ».

Colombie

LES NEGOCIATIONS NATIONALES sur les salaires ont été rompues le 13 octobre à Bogota: le gouvernement colombien proposait 12 % d'augmentation; les centres syndicaux en demandaient 50 %. Les organisations des travailleurs menacent les autorités de relancer une grève nationale comparable à celle du 14 septembre si leurs revendications ne sont pas satisfaites. D'autre part, les incidents se multiplient entre les ouvriers et les propriétaires de plus de deux mois, de l'entreprise colombienne des pétroles (ECOPETROL) et les forces de l'ordre. — (A.F.P.)

Cuba

LA DÉCISION DE LIBÉRER une ressortissante américaine, Mme Maria del Carmen y Ruiz, internée depuis huit ans sous l'accusation d'espionnage, a été prise par le département d'État, à Washington, comme un « geste de bonne volonté » de la part de Cuba.

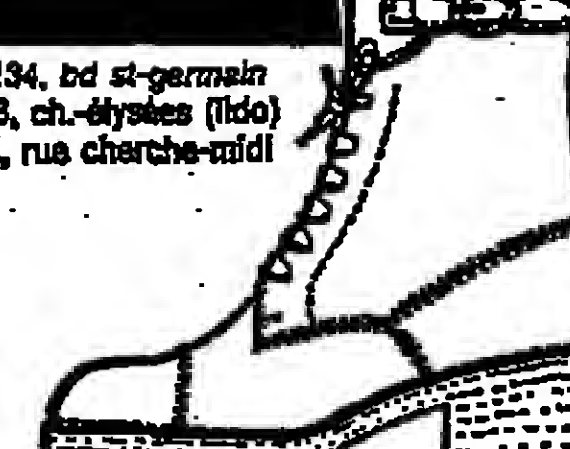
Nicaragua

DES GUÉRILLEROS DE GAUCHE se sont momentanément emparés, le jeudi 13 octobre, de la ville-frontière de San Carlos, avant d'être repoussés par la garde nationale. Les guérilleros cherchaient apparemment à armer la population dans l'espoir de provoquer un soulèvement contre le président Anastasio Somoza. La plupart ont été repoussés vers les collines. Mais trois d'entre eux au moins sont entrés au Costa-Rica où ils ont été arrêtés. Ils ont affirmé que dix membres de la garde nationale du Nicaragua avaient été tués dans les combats, dont deux officiers supérieurs. La frontière entre le Costa-Rica et le Nicaragua a été fermée. — (Reuter.)

Le franc-tireur et les caciques

Le président Carter, bien qu'il ait affaire à un Congrès dominé par son parti, ce qui n'est pas le cas de ses prédécesseurs, rencontre dans sept ou huit mois au Capitole des difficultés que ceux-ci n'ont pas connues. Les causes de cette situation sont diverses, selon les observateurs, mais toutes tendent vers un point de vérité. Pour les uns, M. Carter est entré à la Maison Blanche comme un franc-tireur du parti démocrate et même contre le gré des caciques du parti: on lui fait payer aujourd'hui cette témérité. Pour d'autres, l'équipe du président comporte

Jocelyn
PARIS



134, bd St-Germain
75, ch.-d'Orléans (14)
5, rue Charbonnière

NOUVEL ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

COLORIS EXTRAS EN MOQUETTE BOUCLEE

MOQUETTE VELOURS 15 F/m²

29 F/m² FIN DE SÉRIE GRANDE LARGEUR

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

DEPECHEZ-VOUS

MOQUETTE DECOREE 29 F/m²

FIN DE SÉRIE


APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT: Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. Sam. de 9h à 20h

PARIS 13°: 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél.: 584-72-38	BAGNOLET: 191-193, av. Pasteur 5 m Porte des Lilas. Tél.: 858-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS: Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél.: 471-03-44
PARIS 14°: 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél.: 539-38-62	COIGNIERES (N 10°): près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél.: 461-70-12	MAISONS-ALFORT: 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél.: 375-44-70
PARIS 18°: 114, rue Damrémont. Tél.: 606-05-73	BOULOGNE: 82 bis, rue Galigny. Tél.: 605-45-12	SAINT-DENIS: 73, rue de la République. Tél.: 320-92-63
PARIS 19°: 144, bd de La Villette. M. Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél.: 203-00-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	
SARCELLES: 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél.: 990-00-77		

LES Bahamas

vous connaissez?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Haïti. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons. Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente. Les Bahamas où vous irez tenter la chance au casino. Les Bahamas où tout semble possible. Paradis pour milliardaires? Jugez-en vous-même: 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F 2250.*

Alors! Pourquoi pas les Bahamas?

* 1 semaine, transport d'et, hôtel, compris. Llc A 478. Llc A 496. Llc A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

C'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

et les réactions
LE PERSONNAGE

Le jeu bancaire

mêmes

AMÉRIQUES

et les réactions de l'opinion américaine

LE PERSONNAGE DE M. CARTER ÉCHAPPE A SES COMPATRIOTES

par ALAIN CLÉMENT

Depuis la fin de l'ère Eisenhower, il y a dix-sept ans, se sont succédés à la Maison Blanche une série de présidents dont le profil s'imposait rapidement à l'opinion. Dès ses premiers pas, J.-F. Kennedy incarnait l'élan républicain d'une nation jusqu'alors maintenue en hibernation. Ce fut — et d'extrême justesse — à cause de cela, — le premier président catholique de l'histoire américaine, il représentait, avec plus qu'un brin de présomption, mais aussi avec élégance, la couche « arrivée » des immigrants irlandais — dont tant, dans son Massachusetts natal, n'ont pas encore franchi le seuil de l'aisance.

De toute sa gaucheie dégingandée, Lyndon Johnson trahissait, malgré trente ans passés dans les trévas du Congrès, la fièvre omnipotente des petites gens du Texas d'avant le boom pétrolier. Richard Nixon, c'était... disons, la face cachée du soleil californien, un politicien de fortune dont les pénibles « entre-tiens » télévisés avec David Frost furent redondants, mais non rassurés, un blason calamiteux. A l'inverse, Jerry Ford, un marginal à sa manière (on confond trop facilement l'enclave de piétisme réformé qu'est sa circonscription de Grand Rapids, au nord du Michigan, et l'industrie automobile du même Etat), perdit son temps et sa présidence à relever le défi historique d'une Ronald Reagan, matamore de bazar. Imagine-t-on une « convention » républicaine choisissant un autre candidat que le président en exercice ? Sa grossière erreur tactique n'empêchera pas la postérité de décerner à M. Ford, victime provinciale de l'oblivionisme super-provincial de l'Ouest américain, une mention honorable.

Qu'en est-il de Jimmy Carter ? Il assume ses fonctions depuis plus de huit mois et, pourtant, ses compatriotes n'ont pas encore l'impression de l'avoir vu vraiment à l'œuvre. Par sa dignité, il inspire le respect. On ne lui prête ni intentions suspectes ni vices secrets. Il n'en est pas transparent pour autant. Les augures professionnels ont beau démontrer les ressorts supposés de ses démarches, scruter son psychisme, dresser un bilan provisoire de sa politique, le personnage leur échappe. Parce qu'il est un produit de la jointaine George ? Mais en fait, là-bas, la même expérience, « Gouverneur de l'Etat entre 1971 et 1975 », il y a laissé un bon souvenir, mais ses enthousiasmes l'ont suivi à Washington. Ses

anciens administrés n'en perdent que si on les met sur le sujet.

En revanche, Atlanta ne tarit pas d'éloges pour le gouverneur en place, M. G. Busbee. Celui-ci, profitant de ce courant de sympathie, a réussi le tour de force d'obtenir de la législature un amendement de la Constitution de Géorgie qui l'autorise à briguer, en 1978, un second mandat d'affilié. M. Carter visait-il plus loin ? En tout cas, ce Sudiste de vieille souche demeure incassable. On ne recueille sur son compte que de fades anecdotes.

Une sorte de vide

Sans doute n'a-t-il pas encore assués le feu de ces épreuves qui dévoile dans le drame les dimensions du chef de l'exécutif. Jusqu'à ce jour, les succès et les revers de M. Carter n'ont pas eu de conséquences assez tangibles pour qu'on puisse se hasarder à évaluer ses performances. Mais surtout, l'écho des uns et des autres se perd dans une sorte de vide qui l'assourdit. Un vide tapissé d'indifférence. Peu importe, à ce point, que la cote du président soit en baisse. Le problème déborde de beaucoup les fluctuations statistiques des sondages. Elles occultent la conjoncture psychologique qu'a trouvée M. Carter à son arrivée au pouvoir et dont il n'a pas encore renversé la tendance. Pourquoi le ferait-il d'ailleurs, puisque cette tendance lui laisse — à l'intérieur du cadre assez rigide imposé désormais par le Congrès aux initiatives interventionnistes de l'action présidentielle — une liberté de manœuvre enviable ?

Tandis, en effet, qu'à la suite d'événements qu'il n'est plus besoin de récapituler, le Congrès a resserré et renforcé ses moyens de contrôle sur la direction des affaires publiques, la masse des citoyens semble moins concernée que jamais par le cours de ces dernières. Démoralisation ? Démoralisation ? Les mots cherchent la réalité à tâtons. D'une part, il est évident que la supériorité fédérale se fait de plus en plus sentir à travers le continent. Par un biais ou par un autre — d'habitude financier ou judiciaire —, bien peu de questions se traitent à l'échelon des Etats sans que l'assistance ou la contrainte de Washington se manifeste. D'autre part, face ou parallèlement à cet envahissement, les individus, au lieu

de répondre à sa pression par la riposte d'une « volonté générale », s'enfoncent dans le cercle de leurs intérêts immédiats et des instances administratives dont ils ont la gestion. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Les Etats-Unis ne se sont pas constitués en une « république une et indivisible ». Dès l'origine, leur unité a servi aussi bien à protéger les particuliers qu'à proclamer l'universel.

La dislocation des villes de type classique, l'éclatement indéfini des « suburbs », ont relâché ce qu'il pouvait y avoir dans leur passé d'idéalisme communautaire. Le sens « civique » se confond de plus en plus avec la défense égoïstique des priorités locales et du bien-être acquis. Ce rétrécissement de l'horizon politique, cette « inularisation » sociale de petits groupes séparés, se reflète dans l'évolution de la presse. Pour les saisir, il suffit de considérer les transformations du *New York Times*, obligé depuis quelques années de multiplier les « sections » (pages spéciales) consacrées à l'aménagement domestique, à l'art culinaire, aux loisirs, afin de complaire à une clientèle qui augmente moins vite que ne décline son seuil d'attention aux affaires nationales et internationales.

Progression

de la majorité silencieuse

Certes, qui désire s'en instruire ou s'en mêler ne manque ni de sources d'information (conférences, revues, livres, etc.) ni d'occasions d'avoir voix au chapitre — si limitée soit-elle. Mais la « majorité silencieuse », celle qui, de propos délégués, se réfugie dans le décrochage et la distraction — tout en continuant à faire passer le « job » avant toute autre préoccupation — gagne sans cesse du terrain. Un des grands thèmes de la campagne électorale de M. Carter, il y a un an, n'était-il pas que le gouvernement fédéral était une institution plutôt gênante et parasitaire ? Il faut croire que c'était aussi l'avis des électeurs puisque, malgré une simplification sans précédent des formalités d'inscription sur les listes électorales, domaine jadis hérissé d'obstacles et de chicanes, à peine plus de la moitié des adultes qualifiés pour prendre part au scrutin current-utile de se dérangier pour

élire le président des Etats-Unis. Douze mois plus tard, cet abstentionnisme n'a pas reculé. Qu'attendre de Washington ? Le règne des périphéries a étouffé jusqu'à l'idée de centre.

Autre signe de ces temps-là : le « réveil » des ethnies. Pas seulement des Noirs. Tout au contraire, ces derniers ont, pour la plupart, dépassé aujourd'hui le stade de la revendication d'autonomie « raciale ». L'abolition rigoureuse des discriminations légales ou pseudo-légales, la poursuite persévérante par le gouvernement fédéral d'une politique (mal connue en Europe continentale) d'« action affirmative » ouvrant largement aux Noirs l'accès aux professions, aux promotions et aux divers recours établis par la loi pour compenser le lourd handicap de leurs antécédents, ont fini par convaincre les Noirs en mesure d'en profiter que « l'égalité des chances » n'était plus un vain mot. Les différences variantes du « pouvoir noir » à la mode dans les années 60 ont déperlé en proportion. Pour tous ceux possédant un minimum d'éducation et de motivation, la ségrégation volontaire imposée par le « black power » signifiait désormais le croulement volontaire.

Mais l'« avancement » quasi préférentiel de centaines de milliers de Noirs qui, il y a seulement quinze ans, avec un bagage comparable — mais aussi un bagage comparable — n'aurait pu prétendre qu'à des besoins subalternes ou serviles ne s'est pas fait sans frictions. Non que — sauf exception — ces Noirs aient « pris la place » de Blancs aussi méritants : la disparité du taux de chômage suffit à prouver que les premiers sont les plus touchés par l'instabilité de l'emploi. Mais ce n'est pas sur ce plan que se situe la querelle : l'insertion progressive des Noirs (qui reste assez symbolique au niveau du logement) dans la société américaine provoque des réactions de jalousie rétrospective.

L'esclavage, c'est terminé depuis plus d'un siècle. Les vexations, les préjugés, l'exploitation, les immigrants pauvres débarrquant des quatre coins du monde les ont endurés une ou deux générations de suite. Certains, des millions, en subissent encore les séquelles. Mais ceux qui « s'en sont sortis », des millions et des millions, n'ont pas bénéficié de

la sollicitude du gouvernement fédéral. Ils doivent tout à leur effort, à leur esprit de sacrifice et d'entraide. N'est-ce pas d'ailleurs la voie tracée par le « modèle américain » ? Pourquoi les Noirs, mis enfin et légitimement sur le même pied que le reste de leurs compatriotes, jouiraient-ils d'un statut privilégié, se verraient-ils conférer non seulement des avantages mais des immunités déniées à la moyenne des citoyens ?

Des « communautés de défense »

Il n'y a pas lieu de s'étendre sur les arguments de ce débat intérieur américain, sinon pour signaler qu'ils trouvent leurs plus ardents propagandistes dans les collaborateurs de la revue *Juive Commentary*, mensuel new-yorkais de haute qualité dont la diffusion n'est nullement restreinte aux seuls milieux israéliens. Que ce soit cette intelligentsia qui abjure ouvertement les valeurs de compassion du « libéralisme » américain et dénonce du même coup le « consensus » sur lequel reposait depuis le

New Deal l'équilibre « pluraliste » des forces sociales du pays en dit long sur la mentalité que nous avons tant de carner et qui pourrait tenir dans le slogan d'un « chacun pour soi » ethno-corporatiste.

Car les ethnies qui s'évertuent à se définir et à s'organiser n'ont plus grand-chose à sauver de leur « héritage » culturel et linguistique. Ce qu'elles aspirent à créer, ce sont des « communautés de défense » au sein de régions elles-mêmes sur la défensive, avant tout le Nord-Est industriel. A la grande solidarité du « rêve américain », elles tentent de substituer, sur des bases souvent factices et fatalement archaïques, des solidarités de groupes en écession de l'intérêt général.

Jusqu'où ira ce mouvement rétractile de protestation fractionniste, dont l'« ethnicité » n'est qu'un paravent ? Il a devant lui un vaste champ inerte qui peut se prêter à tous les découpages. Et un président qui sera jugé, en dernière analyse, sur sa capacité à rassembler ces âmes éparpillées et à leur relater une communauté de destin.

Qu'est-ce qu'une gentillommière aujourd'hui ? ... et peut-on encore en trouver ?

Une gentillommière aujourd'hui, c'est la noblesse traditionnelle de la belle et vaste demeure d'autrefois* avec tout ce que le confort actuel offre de plus raffiné et de plus luxueux.

C'est un haut niveau de vie dans un immense parc boisé entouré de hauts murs avec un grand jardin gazonné enclos autour de la maison.

C'est aussi tous les moyens de

communication avec Paris à quelques minutes à pied ou en voiture. Autant dire que c'est pratiquement quelque chose d'introuvable.

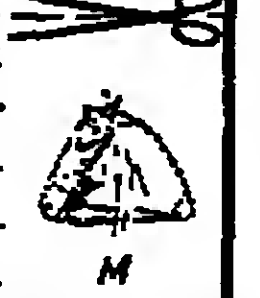
Pourtant quelques privilèges peuvent encore découvrir ces quelques rares gentillommières dans la merveilleuse région de Chantilly, les HARAS au BOIS.

(Petites tables plates « historiques », corniches pierre taillée et lucarnes chêne massif).

DEVIC, 60, avenue Joffre, 60500 CHANTILLY. Tél. : (034) 457.12.02

Veillez m'envoyer, sans engagement, une documentation sur les GENTILLIOMMIÈRES DU HARAS AU BOIS.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Tél. : _____



Le jour où toutes les banques donneraient les mêmes réponses...

...vous auriez intérêt à ne pas poser trop de problèmes personnels.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait des rapports personnels entre le client et sa banque.

Le jour où il n'y aurait plus de banques en concurrence, vous devriez renoncer à trouver en face de vous cette qualité d'attention, cette rapidité de décision, cette émulation dans les propositions qui sont nécessaires à la libre entreprise. Et oublier aussi que votre problème personnel nécessite une réponse personnelle.

Tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée, notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.



CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CCF, 103, avenue des Champs Elysées 75008 Paris Tél. 720 62 00

Publi-Service

**Vous vivez dans 40 m²,
ou vous venez d'emménager
dans un 5 pièces ?**

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois vous rencontrerez
des gens qui connaissent leur métier et qui sont
là pour vous conseiller.

hésitez entre deux modèles de canapés,
ou vous avez toute une ambiance à créer.
Roche-Bobois est là. Venez samedi, vous
en assurez vous-même.

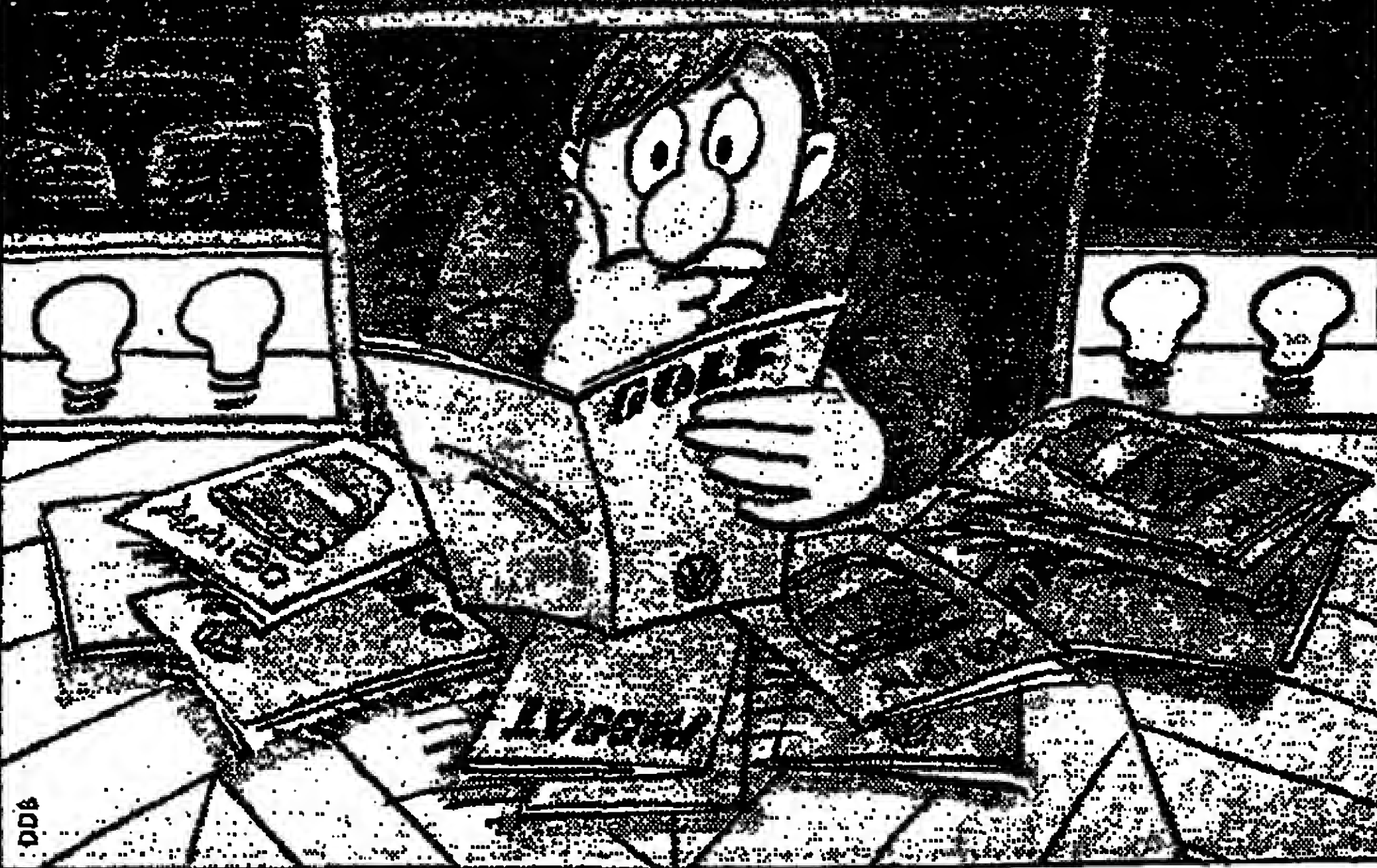
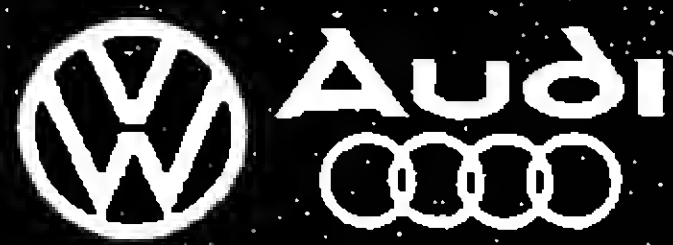
A Paris, 10 à 18, rue de Lyon - 92-98, bd de Sébastopol - 197-207, bd St-Germain
52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRE
FRANOR 70, RUE AMELOT
TEL. 700.87.94
1^{er} St-Sébastien. Fermé le samedi.

**PALAIS
DE CHAILLOT**
VOLKSWAGEN ET AUDI
présentent
**AUTOS
D'AUTOMNE**

Une super exposition en 54 voitures.
Tous les jours, du 8 au 23 octobre, de 10 h à 20 h.
Entrée libre. Essai gratuit de tous les modèles.
Gamme Volkswagen : Passat - Scirocco - Golf - Polo.
Gamme Audi : Audi 50 - Audi 80 - Audi 100.
Et pour leurs débuts dans la circulation :
la Volkswagen Derby - l'Audi 100, 5 cylindres.



EUROPE

Espagne

L'opposition de gauche marque son hostilité au projet de loi antiterroriste

De notre correspondant

Madrid. — Deuxième phase des négociations, le jeudi 13 octobre, entre le gouvernement Suarez et l'opposition espagnole : cette fois les chefs des partis et le premier ministre ont discuté politique. Lorsque les conversations seront terminées (elles se poursuivront la semaine prochaine), on saura si l'Espagne aura, elle aussi, son « compromis historique ».

Le premier round s'était achevé sur l'adoption d'un plan d'urgence économique. Mais l'unité constatée dimanche, à la sortie de la Moncloa, le palais présidentiel, a connu, entre temps, quelques soubresauts. L'Alliance populaire (droite) ne semble pas désireuse de signer un pacte. Et le principal leader de l'opposition, M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier, a multiplié les réserves et les mises en garde.

Au menu des conversations de jeudi figurait un « projet de loi de défense de la démocratie » contre le terrorisme, a suscité par le triple assassinat de Guernica, le 8 octobre. Ni les socialistes ni les communistes n'ont accepté le texte préparé par le ministre de l'Intérieur. Celui-ci prévoyait de nombreuses mesures d'exception contre les activistes de la « droite autoritaire » et de la « gauche révolutionnaire » : unités spéciales de police, prolongation des gardes à vue, mise au secret des détenus, arrestation sur mandat judiciaire, écoute téléphonique, censure de l'information sur la lutte antiterroriste.

La gauche estime impossible d'édicter de telles mesures d'exception, alors que les libertés publiques et privées n'ont pas encore reçu force de loi.

Les autres points du plan politique sont moins contestés, et beaucoup figuraient dans les programmes électoraux de l'Union du centre, du P.C.E. et des socialistes. Le gouvernement Suarez est disposé, semble-t-il, à accepter un contrôle parlementaire sur la radio-télévision d'Etat, par le biais d'une commission mixte formée de représentants des ministères, ainsi que de députés et de sénateurs. Il est prêt également à édicter une nouvelle loi de

● **PRECISION.** — Dans l'article consacré à l'agitation au Pays basque et aux négociations sur un projet d'autonomie (le Monde du 14 octobre), nous avons écrit, par erreur, que les institutions « forales », supprimées en 1936 par la République, et maintenues par Franco dans les provinces d'Alava et de Navarre, qui avaient combattu à ses côtés.

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'entretien avec M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier (le Monde du 11 octobre), il fallait lire, à propos des secteurs touchés par la lutte contre l'inflation : « Quels secteurs ? Voilà qui préoccupe moins les gouvernements conservateurs », et non « voilà qui préoccupe aussi les gouvernements conservateurs », comme une erreur de transcription nous l'a fait écrire.

l'ordre public qui respecterait les libertés couramment admises en Europe occidentale (droit de réunion et d'association, etc.). Il prévoit de renforcer le contrôle du pouvoir civil sur les forces de police, dont certaines, comme la garde civile et la police armée, sont nettement militarisées.

Toujours selon les projets exposés jeudi et pas encore discutés, le fonctionnement de la justice serait démocratisé, le code de justice militaire réformé, le pénal profondément remanié, afin de supprimer les discriminations contre la femme, d'abolir ou d'atténuer les sanctions contre l'avortement, l'usage des anticonceptionnels, l'homosexualité, la toxicomanie, etc.

Le plat de résistance des conversations en cours est constitué par le plan d'urgence économique, que des commissions spéciales, formées par le gouvernement et les principaux partis, ont commencé jeudi à étudier dans le détail. On attendait les réactions des syndicats et du patronat. Elles ont été diverses. Les commissions ouvrières (centrale communiste) ont donné un accord de principe. Cette approbation paraît confirmer le fait que le secrétaire général du P.C.E., M. Santiago Carrillo, est l'un des inspirateurs de l'initiative gouvernementale. En revanche, l'Union

générale du travail (socialiste) exprime les mêmes réserves que M. Felipe Gonzalez devant les mesures de limitation des hausses de salaires envisagées. Certes, le plan d'urgence indique que les prix et les salaires devront évoluer au même rythme. Mais M. Nicolas Redondo, secrétaire général de l'U.G.T., disait, jeudi, dans les corridors des Cortes, qu'il fallait, dans ce cas, mettre au point un système d'indexation, ce qui n'est actuellement pas prévu.

Les patrons ont été les plus hostiles. Après deux jours de délibérations, la Confédération espagnole des organisations d'entreprises (C.E.O.E.), qui représente surtout le grand patronat, a critiqué, dans un communiqué, sa mise à l'écart pendant les conversations. La Confédération s'est plainte également qu'aucune mesure réelle n'ait été adoptée contre deux des fléaux du système de production actuel : la baisse de productivité et la rigidité des effectifs.

Le parti socialiste ouvrier propose que le programme économique soit examiné au cours d'une réunion entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. Apparemment opposé à l'idée d'un pacte global, dont M. Suarez pourrait tirer des avantages politiques, il affirme que ce plan, une fois discuté par les parlementaires sociaux, devra être débattu au Parlement.

CHARLES VANHECKE.

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS CONSERVATEUR

Débats tumultueux sur la Rhodésie et le rétablissement de la peine de mort

De notre envoyé spécial

Blackpool. — A la veille de sa conclusion, le congrès conservateur est sorti, jeudi 13 octobre, de sa torpeur. La discussion s'est brusquement et dangereusement envenimée au point de mettre en cause la belle ordonnance d'un débat jusqu'ici parfaitement contrôlé par les dirigeants du parti. Les discussions sur l'ordre public et sur la Rhodésie ont révélé le mécontentement, les inquiétudes, les frustrations des classes moyennes face à la vague montante de la criminalité, et ont jeté, d'autre part, une lumière crasse sur le racisme qui cherche à se justifier par la « solidarité » avec les colons blancs de Rhodésie isolés au milieu des masses africaines.

Le premier appel d'un orateur pour le rétablissement de la peine de mort provoqua un tonnerre d'applaudissements assez gênant pour les dirigeants tories, et notamment pour M. Whitelaw, le ministre du Home Office, du cabinet fantôme, qui votèrent en 1964 l'abolition de la peine capitale. M. Whitelaw, reconnaissant les « sentiments intenses » du congrès, déclara qu'un gouvernement conservateur remettrait à l'ordre du jour le débat sur la

peine de mort. Il a précisé, toutefois, qu'un scrutin éventuel serait à libre vote. Les délégués hurlèrent leur désapprobation. En unanime, le congrès, unanimement, approuva la décision de demander au gouvernement d'accorder à la police une augmentation de salaires dépassant largement la norme autorisée de 10 %. Il s'agit là d'un « cas spécial », déclara M. Whitelaw, après avoir évoqué la crise qui sévit chez les policiers, mais payés pour un travail de plus en plus difficile en raison de l'accroissement des violences et du nombre des délits qui, à l'avenir, doubleront dans la prochaine décennie.

Le débat sur la Rhodésie dégénéra en tumulte après qu'un jeune délégué ait traité M. Smith, le premier ministre rhodésien, de « tricheur » et même d'« assassin ». « Que diriez-vous si l'Angleterre était dirigée par une petite élite étriquée », déclara-t-il sous les huées. Selon un autre délégué, M. Smith est la victime d'un « complot marxiste dirigé contre le monde occidental ». Le marquis de Salisbury prédit que les propositions anglo-américaines encourageaient les luttes tribales et aboutiraient à un bain de sang.

Le congrès retrouva le calme avec le débat de politique étrangère. M. John Davies annonça qu'un gouvernement conservateur honorerait les engagements de la Grande-Bretagne envers ses alliés en augmentant les dépenses militaires annuelles de 3 %. M. Douglas Hurd, porte-parole pour les affaires européennes, précisait que sur la question de la représentation proportionnelle pour les élections au Parlement européen, les députés conservateurs se prononceraient dans un vote « libre ».

HENRI PIERRE.

Allemagne fédérale

LE DÉTOURNEMENT D'AVION (Suite de la première page.)

Les quatre pirates de l'air demandaient des vivres, mais pas de carburant, et fixaient un délai de quarante-huit heures, expirant dimanche, pour la libération des prisonniers politiques détenus en Allemagne de l'Ouest et en Turquie.

Tandis qu'à Bonn, le cabinet délibérait après avoir appris que les ravisseurs de M. Hans Martin Schleyer fixaient un nouvel ultimatum, expirant dimanche à 9 heures, pour que le gouvernement fédéral accepte leurs revendications. En fin de matinée, le Boeing-737 était toujours à l'aéroport de Dubai, où le cheikh Mohammed Ben Rachid, ministre de la défense des Emirats arabes unis, maintenait le contact avec les pirates de l'air.

Selon l'agence d'information du Qatar, les pirates de l'air seraient quatre, dont trois Allemands.

A Ankara, on indiquait que deux Palestiniens purgèrent à Istanbul une peine de détention à vie pour avoir mitraillé un avion israélien le 11 août 1976.

Norvège

Le gouvernement veut réduire la consommation en 1978

De notre correspondant

Oslo. — Préserver l'emploi sera la tâche prioritaire du gouvernement norvégien, a déclaré le roi Olav V à la séance inaugurale du nouveau Parlement (Storting) le mercredi 12 octobre. Le chômage n'atteint que 0,7 %, la population active, soit quatorze mille personnes, mais la lenteur de la reprise économique inquiète le gouvernement minoritaire travailliste : en effet, ce n'est que grâce aux ressources fournies par le pétrole de la mer du Nord qu'il a pu jusqu'ici faire face aux conséquences de la crise. Dans le discours lu par le roi, le gouvernement proclame qu'il veut assurer en 1978 une augmentation des salaires supérieure à celle des prix. Il entend aussi créer une situation plus favorable pour les industries exportatrices, dont les coûts de production sont les plus élevés en Europe.

Le gouvernement a annoncé aussi qu'il poursuivait la démocratisation et la réforme du système fiscal. Il entend renforcer la planification, surtout en matière d'utilisation des ressources, et présentera un nouveau programme pour économiser l'énergie. Enfin, un ministre des affaires pétrolières et de l'énergie sera créé.

Le projet de budget pour l'année financière 1978, présenté jeudi au Storting par M. Kleppe, ministre des finances, vise clairement à réduire la consommation. Il augmente les taxes sur l'esprit, l'alcool, le vin et le tabac, les prix du téléphone et des transports publics. En revanche, les taxes sur les investissements dans l'industrie et le secteur minier diminueront de 18 %.

Les dépenses du budget totalisent 72 400 000 000 de couronnes (1 couronne = 200 skilling) en 1977. Le déficit est de 17 milliards 600 000 000 de couronnes, pour le couvrir, le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 7 milliards de couronnes à l'étranger.

M. Kleppe a précisé que ce seront surtout les retraités et les agriculteurs qui bénéficieront d'une augmentation du pouvoir d'achat.

Des crédits sont prévus pour l'achat de nouveaux avions de combat américains F-16 et la création d'une flotte spéciale pour surveiller la nouvelle zone de pêche de 200 milles.

Le produit national brut augmentera cette année de 4,3 %, selon les estimations du ministre des finances, soit 2,7 % de moins que les prévisions faites au printemps. Cette réduction est due à la perte des revenus pétroliers, en raison de l'accident sur la plate-forme « Bravo » du gisement d'Ekofisk, au mois d'avril, et au retard de la mise en service du gazoduc d'Ekofisk à Svinen.

Le déficit actuel de la balance des paiements, estimé à 27,5 milliards de couronnes, devra être réduit à 16 milliards l'année prochaine, mais la dette extérieure atteindra près de 100 milliards de couronnes, dont 67 milliards de couronnes, qui, en 1978, représenteront 1 % du produit national brut.

STEINAR MOE.

(1) 1 couronne vaut 0,82 F.

Le représentant des États-Unis
dénonce les obstacles à la libre circulation
entre l'Est et l'Ouest

SAINT LAURENT

**Les
Socialistes**
Thierry Pfister

LES REVENUS DE FAMILLE
LES RITÉS... MOE ET LES HK
DU PREMI
PARTI
DE FRAN



DIPLOMATIE

A BELGRADE

Le représentant des États-Unis dénonce les obstacles à la libre circulation entre l'Est et l'Ouest

Le climat commence à s'aggraver à la conférence de Belgrade, où la question des droits de l'homme est devenue le thème principal. C'est ainsi que, mercredi 12 octobre, le représentant américain, M. Vorontsov, dans une intervention énergique, a mis en garde les participants à la conférence contre « la transformation de cette assemblée en un forum de guerre psychologique qui pourrait servir les intérêts des dirigeants des pays qui ont signé les accords d'Helsinki en 1975 ».

« La propagande et la polémique sont fustigées », a-t-il ajouté. M. Vorontsov, qui a aussi exprimé sa surprise et son regret « devant la législation américaine qui refuse le statut officiel de la clause de nation la plus favorisée à des considérations politiques, ce qui n'a rien à voir avec les relations commerciales entre les pays ».

Le lendemain, cependant, le chef de la délégation américaine, M. Goldberg, s'est violemment élevé contre les « caprices gouvernementaux » qui empêchent des milliers de gens de quitter les pays communistes et qui obligent des familles à vivre séparées. « Des milliers de membres de groupes ethniques, a-t-il dit, se sont vu refuser la permission de rejoindre leurs familles dans d'autres pays, et il est prouvé que des milliers d'autres ont été incités à ne pas déposer leur de-

mande de visa... Je ne comprends absolument pas pourquoi un mari et une femme doivent être séparés par un caprice gouvernemental. Pourquoi un homme se voit-il refuser le droit de quitter le pays sous prétexte qu'il est en possession de secrets d'État, alors qu'un autre qui a eu le même emploi est autorisé à partir ? Pourquoi certains candidats au départ se trouvent-ils dans la situation kafkaïenne de perdre leur emploi parce qu'ils ont fait une demande de visa et puis d'être arrêtés parce qu'ils sont sans travail ? »

Les représentants du Canada, de l'Italie, du Danemark et de l'Allemagne de l'Ouest se sont également élevés contre les restrictions à la libre circulation des hommes et des idées entre l'Est et l'Ouest.

A propos de la coopération économique, objet de la deuxième corbeille, le représentant de la France, M. Philippe Richier, a évoqué les obstacles de toutes sortes auxquels se heurtent les hommes d'affaires occidentaux dans les pays de l'Est : absence de statistiques ou retard dans leur publication, manque d'annuaires et d'organigrammes, difficultés pour l'octroi de visas ou l'obtention de bureaux, coût excessif de ces derniers, restrictions apportées à l'établissement de représentations commerciales sur place. — (U.P.I., Reuters, A.F.P.)

● Dans un memorandum envoyé aux chefs des trente-cinq délégations qui participent à la conférence, Sept organisations culturelles de Bretagne, d'Occitanie, du Pays basque, de Catalogne (Rousillon), d'Alsace-Moselle, de Flandre et de Corse — fédérées à l'échelon national — accusent le gouvernement français de violation des accords d'Helsinki en ce qui concerne le respect dû par un État à ses minorités linguistiques et culturelles. « Il est clair, affirme le memorandum, pour toute personne sans préjugé, que la politique suivie par le gouvernement français à l'égard des langues et cultures de nos régions ne respecte absolument pas les différentes prescriptions des accords internationaux. »

DEVANT L'ASSEMBLÉE DE L'ONU

M. Bouteflika demande que le problème sahraoui soit réglé en dehors de tout chauvinisme

Nations unies (New-York). — L'Assemblée générale des Nations unies a terminé, jeudi 13 octobre, son débat général en entendant le discours du ministre algérien des affaires étrangères, M. Bouteflika. Ce dernier a déclaré que son pays est prêt à explorer toutes les voies pour institutionnaliser les rapports intermaghrébains dans un cadre qui sauvegarde les intérêts de tous. Il a insisté toutefois sur le fait qu'« il ne faut pas pour autant mettre le peuple sahraoui dans une « parenthèse meurtrière et coupable ». M. Bouteflika a jugé important de transcrire certains concepts « équilibrés et équilibrés » pour construire un ensemble maghrébin au sein duquel le peuple sahraoui trouverait sa juste place. Le chef de la diplomatie algérienne a souligné en outre le caractère international du problème du Sahara : « Vouloir faire de ce problème un différend bilatéral, c'est fermer les yeux sur la réalité. »

Le ministre a indiqué que la formule régionale de concertation que l'Espagne a récemment évoquée pourrait être un « cadre » pour le dialogue si elle s'effectuait sous l'égide de l'ONU et de l'O.U.A., avec la participation de toutes les parties, y compris le Front Polisario (1).

(1) Le ministre algérien fait sans doute allusion à la déclaration de M. Oreja devant les Cortes, le 20 septembre. Le ministre espagnol des affaires étrangères avait dit : « Le gouvernement (de Madrid) est disposé à collaborer avec toutes les parties intéressées pour trouver une solution au conflit. » (Le Monde des 22 et 24 septembre). Le ministre algérien a déclaré que l'Espagne avait accepté de remettre en cause l'accord de Madrid, de novembre 1975, qui reconnaissait au Maroc et à l'Algérie l'administration du Sahara Occidental.

« Le conflit du Sahara devient chaque jour plus meurtrier, et l'hypothèse qu'il fait peser sur l'ensemble de la région est lourde », a dit M. Bouteflika. « C'est pourquoi il est impératif d'examiner à l'ONU, à l'O.U.A., dans le cadre maghrébin, toutes les solutions possibles. »

Utilisant le droit de réponse, le ministre algérien des affaires étrangères s'est étonné que le représentant de l'Algérie puisse parler en ces termes, alors que son gouvernement est « responsable des convulsions actuelles du Maghreb ». Le représentant du Maroc, tout en remerciant l'Algérie qui « fait obstacle » à une solution, a ajouté : « M. Bouteflika a fait appel à la sagesse, et nous espérons que cet appel est sincère. Notre main lui est tendue. Le Maroc est prêt à une solution qui préserve l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. »

● Commentant les visites que M. Babib Chatty, ministre tunisien des affaires étrangères, vient de faire récemment à Alger et à Rabat, le quotidien du parti socialiste, l'« Espoir », écrit dans un éditorial consacré aux relations entre les pays maghrébains : « La relance du grand Maghreb arabe est une idée qui est en train de faire son chemin dans l'esprit des dirigeants des quatre pays maghrébains. La réalisation du projet d'une confédération entre les États du Maghreb — longtemps mise en sommeil, — à l'heure où les ministres arabes des affaires étrangères s'apprennent à tenir une réunion à Tunis, est une idée qui est de nature à consolider le front arabe commun. » — (A.F.P.)

AFRIQUE

Ethiopie

Une nouvelle vague de répression aurait frappé des responsables civils

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Des informations en provenance d'Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, dans les nuits des 9 et 10 octobre, des fusillades auraient eu lieu, entraînant la mort de plusieurs personnes. Selon un voyageur certain, des diplomates en poste à Addis-Abeba auraient mentionné le chiffre de trois cents victimes.

Le gouvernement éthiopien s'est contenté, ces derniers jours, de signaler les meurtres de quelques cadres du régime, présentés comme des cas isolés et attribués à des « rétrogrades » et agents de l'« imperialism ». Si les informations parvenues à Nairobi sont confirmées, il s'agirait de la plus importante vague de répression depuis le massacre des étudiants en mai 1977. Selon la même source, la principale cible des autorités serait le parti « Melsion » (1), dont de nombreux dirigeants sont internés, en fuite, ou portés disparus depuis près de six semaines.

(1) Mela Ethiopia Socialist Movement, mouvement socialiste pan-éthiopien fondé en 1969 par des étudiants.

Ces dissensions internes revêtent d'autant plus d'importance qu'elles interviennent au moment où les forces somalises, après avoir reçu des renforts, s'apprêtent à lancer de nouvelles attaques contre Harar et Dire-Daoua, les deux dernières positions éthiopiennes dans le Harrar septentrional. Bien que mieux équipées et supérieures en nombre, les forces éthiopiennes semblent avoir de graves problèmes de ravitaillement. Le président Mengistu se serait de nouveau rendu à Harar, la ville la plus exposée, pour rendre courage à la garnison. Selon certains observateurs, les forces somalises voudraient tenter de prendre Harar avant le 21 octobre, date à laquelle Mogadiscio fêtera le huitième anniversaire du coup d'État de 1969.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● Le général M. Nemeiry, président du Soudan, a proposé jeudi 13 octobre sa médiation dans le conflit opposant Addis-Abeba à Dire-Daoua, les deux dernières positions éthiopiennes dans le Harrar septentrional. Le président Mengistu se serait de nouveau rendu à Harar, la ville la plus exposée, pour rendre courage à la garnison. Selon certains observateurs, les forces somalises voudraient tenter de prendre Harar avant le 21 octobre, date à laquelle Mogadiscio fêtera le huitième anniversaire du coup d'État de 1969.

(Rendre.)

Tunisie

De violents incidents ont opposé, à Ksar-Elal, des grévistes à la police

De notre correspondant

Tunis. — La ville de Ksar-Elal, dans le Sahel tunisien, où vivent quarante-trois ans M. Bourguiba, a été le théâtre, mercredi 12 et jeudi 13 octobre, de violents incidents entre la population et les forces de l'ordre.

Pour protester contre la nomination d'un nouveau directeur, étranger à la ville et à la région, à la tête de la plus importante usine de la Société générale d'industrie textile (SOGITEX), qui est implantée dans la localité, les mille deux cents ouvriers de l'entreprise avaient déclenché une grève sauvage le 10 octobre. Une partie d'entre eux occupent depuis les ateliers. Les premiers incidents se sont produits mercredi, lors de l'évacuation de l'usine par les forces de l'ordre. Jeudi, les grévistes, auxquels s'étaient joints des habitants de la région, ont organisé dans les rues de la ville plusieurs manifestations de protestation. Elles furent dispersées par la police après des heurts qui auraient revêtu à plusieurs reprises un caractère violent. Selon diverses sources, les services officiels n'ont pas confirmé des

comptes de feu auraient été tirés des rangs des manifestants. L'agence Tunis Afrique Presse (TAP) se borne à indiquer que des membres des forces de l'ordre ont été blessés et que des arrestations (dont le nombre n'est pas précisé) ont été opérées « à la suite d'actes de violence et notamment lorsque certains manifestants ont mis le feu à des véhicules se trouvant sur les lieux ».

À la sortie de la crise qui l'a opposée ces derniers mois au gouvernement à propos de la politique économique et sociale, la centrale syndicale U.G.T.T. ne s'est pas officiellement manifestée ni pour condamner ni pour soutenir l'action des grévistes de la SOGITEX. Elle s'est bornée jusqu'à présent à dépêcher à Ksar-Elal un membre de son comité exécutif. En revanche, la presse dénonce le « tribalisme » et le « régionalisme » qui sont à l'origine de l'affaire. Les journaux mettent aussi l'accent sur le préjudice que cette grève porte à l'économie du pays, et sur les dangers qu'elle représente pour l'avenir de l'entreprise. — M. D.



Les éditions François Maspero ont publié en septembre et en octobre:

L'histoire d'aujourd'hui...

- Fernando Claudin
L'eurocommunisme 121F
- Roy et Jaurès Medvedev
Khrouchtchev 35F
- René Lefort
L'Afrique du Sud
Histoire d'une crise 14F

...et l'histoire d'hier

- Marie-Christine Bardouillet
La Librairie du Travail 75F
- Grégoire Madjarian
La question coloniale et la politique du parti communiste français 10F
- Norbert Truquin
Mémoires et aventures d'un prolétaire à travers la révolution 15F

Des ouvertures sur le monde...

- Nations indiennes, nations souveraines
Un livre de textes et d'images réunis par J.-F. Graugnard, E. Putrouilleau et Sébastien Eimeo u Rua 50F
- Vivre en dépit des jours
Trois poètes du Nord, réunis et traduits par Lucie Albertini et Carl Gustaf Bjurström 30F
- Langage et cultures africaines
Essais d'ethnolinguistique réunis et présentés par Geneviève Calame-Grünle 85F
- A quoi sert le paysage ?
Un numéro spécial d'HERODOTE 18F

...et sur la vie quotidienne

- L'école en lutte
Un dossier du S.G.E.N. (C.F.D.T.) 11F
- Jean Carpentier
Médecine générale 30F
- Jean Nicolas
Questions de femmes 18F

Les lois de l'histoire et de l'économie

- Perry Anderson
Les passages de l'antiquité au féodalisme 60F
- Maurice Dobb et Paul-M. Sweezy
Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition
Avec des contributions de R. Hilton, A. Soboul, K. Takahashi, C. Hill, G. Proccacci, C. Lefebvre, E. Hobsbawm, H. Stuhl, H. Resende tome 1: 18F tome 2: 14F
- Alain Lipietz
Le capital et son espace 35F

Catalogue gratuit en remplissant ou en recopiant ce bon.

M. _____
adresse _____
François Maspero
1 place Paul-Painlevé 75005 Paris

SAINT LAURENT rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6



Les socialistes

Thierry Pfister

LES SECRETS DE FAMILLE, LES RITES, LE CODE ET LES HOMMES DU PREMIER PARTI DE FRANCE



« Qui veut connaître le Parti Socialiste doit regarder d'abord le tableau vivant qu'en offre Thierry Pfister. Ce « guide du P.S. » est plus savoureux que les concours culturels. »

MAURICE DUVERGER, LE MONDE.

« Un livre chaleureux mais sans complaisance. »

CLAUDE TUDO, L'ESPRESSO.

AM

Le Monde

politique

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE

UN DÉFILÉ LUGUBRE

Sinistre avait été, mercredi, la présentation par M. Barre du contexte économique international. Lugubre fut, jeudi, le défilé à la tribune des « ténors » des différents groupes s'exprimant devant des travées désertées.

M. Debré (R.P.R.), qui accepte de parler « en vain » mais préfère le faire devant une assistance nombreuse, regrette qu'il n'existe pas un article du règlement invitant l'Assemblée à suspendre ses travaux les jours de réception à l'Académie. Il est dommage cependant que l'ancien premier ministre (tout comme M. Marchais d'ailleurs) ait été à son tour absent lorsque M. Boulin monta à la tribune pour répondre aux différents orateurs.

Ainsi fut cette discussion générale : on s'y écouta peu, on n'y dialogua que rarement, on s'y tourna souvent le dos, on signora. M. Barre, dans son superbe isolement, avait donné l'exemple. Ceux qui lui succédèrent se complurent à leur tour dans la solitude des couloirs de fond.

M. Marchais d'abord, qui évoqua le combat de son parti et présenta son budget, sa politique hors de laquelle « il n'y a que replâtrage du système actuel ». Certes, il insista sur la volonté de sa formation d'agir pour permettre l'accord des partis de gauche et de prendre toute la place qui lui revient dans le gouvernement de la France. Mais s'il parla d'union, il ignora le programme commun et réaffirma la position de son parti sur les nationalisations. Après ce solo, il ne restait plus à M. Mitterrand qu'à l'applaudir très mollement, les mains cachées sous son puitre.

M. Barre avait surtout consacré son discours de mercredi à l'état de la nation. M. Debré, lui, aurait volontiers proposé un dialogue, mais, en l'absence du premier ministre, il assena au ministre délégué, chargé de l'économie et des finances, privé d'Académie, un monologue sur l'état de guerre. Certes, il cautionna le plan de redressement du gouvernement et approuva la politique d'effort proposée au pays, mais, pour

fonder cette approbation sur une totale certitude, il réclama un véritable sursaut national dont il fixa lui-même les priorités, espérant que le gouvernement y souscrirait et qu'il se convertirait enfin à une politique qui soit à la fois de protection et d'expansion.

Dans la guerre économique où nous sommes supposés nous trouver, M. Debré a joué les généraux en retraite, venant en pleine bataille présenter, la baguette à la main, une stratégie de rechange qui, seule, permettrait de l'emporter.

Moins lyrique, plus pragmatique, M. Bouloche (P.S.) jura quant à lui les professeurs, annotant fort sévèrement la copie de M. Barre : « Budget artificiel, arbitraire, injuste, inadéquat, sans imagination, des mots, toujours des mots, pour camoufler l'impuissance et l'immobilisme ». Puis, il évoqua le programme commun de la gauche, « dûment actualisé », programme que son parti entend proposer au pays. Le tout dans un discours fastidieux.

Celui de M. Montagne (réformateur) le fut encore davantage. On comprit toutefois que ce budget « réaliste, honnête et sage » entraînerait son adhésion. M. Hamel (P.R.) se laissa, lui, entraîner sur la pente du lyrisme qui lui est familier. Convaincu, fut-il convaincant ?

Il ne restait plus à M. Boulin qu'à redescendre sur terre et à faire ce que M. Barre n'avait point fait : polémiquer avec une gauche dont il exploita à plaisir l'actuelle démission. M. Marchais l'avait accusé d'être « l'instigateur du replâtrage », l'élus des familles d'aristocrates et d'affairistes. Il lui reprocha à son tour son « affairisme électoral ».

Ainsi décriés, les députés devaient en séance de nuit émerger de leur torpeur. On s'y traîna notamment d'« imbécile » et de « zinzin ». Il faut modifier notre langage si nous voulons modifier notre comportement », avait pourtant prévenu l'après-midi M. Debré. Voilà qui est bien mal parti.

PATRICK FRANÇOIS.

Jeudi 13 octobre, sous la présidence de Mme Fritsch (réf.), l'Assemblée nationale poursuivit la discussion générale du projet de loi de finances pour 1978.

« On continue », déclare M. MARCHAIS (P.C.), qui préface : « L'injustice ? Vous continuez. La hausse des prix ? Vous continuez. Le chômage ? Vous continuez. En vérité, votre politique enfonce le pays dans la crise et la conduit à la catastrophe. Que les pauvres soient plus pauvres et que les riches soient plus riches, voilà le fond de votre politique de classe ».

« (...) Nous avons trop le sens de nos responsabilités pour nous cantonner dans une opposition systématique et stérile. Nous soutenons sans hésitation toute décision positive, lorsque s'en produit. Mieux encore, nous avons la volonté de prendre toute notre place dans le gouvernement de la France. Naturellement, nous ne voulons pas aller au gouvernement à n'importe quel prix. Nous voulons y aller pour mettre en œuvre les changements qui sont nécessaires et possibles. Pour ce faire, nous proposons un budget comportant les moyens de sortir notre peuple de la misère et notre pays de la crise. Totalement différents du votre, ce serait le budget du changement ».

Après avoir indiqué que son groupe a élaboré ce projet de manière précise, et fait observer que c'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un parti d'opposition « se livre à un tel effort constructif », le secrétaire du P.C.F. présente les principales orientations du texte.

1) Un budget de progrès social : c'est la priorité des priorités pour faire reculer la pauvreté, réduire les inégalités, relancer sélectivement les revenus et la consommation populaire. M. MARCHAIS énumère les principales mesures proposées à ce sujet par son parti.

2) Un budget de relance économique de l'emploi : « Que personne n'ose dire qu'il faut s'accommoder du chômage. Nos mesures, claires et vigoureuses, risquent à criser cinq cent mille emplois par an, la plus grande partie devant résulter de la relance de l'activité économique ».

Cent mille emplois publics seraient créés, cent cinquante mille salariés de l'état titularisés. Nos initiatives permettraient une relance de la croissance de la production qui pourrait être, pour 1978, de 6 % à 8 %. Il s'agirait d'une croissance nouvelle, car elle ne serait plus soumise aux impératifs du profit ».

3) Un budget d'indépendance nationale : « Nous voulons restaurer cette indépendance, ce qui requiert une défense nationale se situant au niveau indispensable pour répondre aux exigences de sécurité du pays. Parler d'indépendance tout en comptant sur le parapluie américain, est faire preuve d'hypocrisie. Nous ne voulons pour la France ni de ce protectionnisme ni d'aucun autre, ni autarcie, ni isolement. Sur cette question de l'indépendance nationale, le P.C.F. est et sera toujours intransigent ».

Abordant ensuite les moyens nécessaires pour réaliser une telle politique, M. Marchais déclare : « La justice fiscale doit être l'objectif. Pour cela, le moyen tient en une petite phrase : faire payer les riches. Nous proposons une modification du barème de l'impôt sur le revenu, un grand impôt moderne sur le capital des sociétés, un impôt sur les fortunes des personnes physiques et la suppression des avantages fiscaux ».

M. DEBRÉ : trois priorités

M. MICHEL DEBRÉ (R.P.R.) : « Le plan de redressement était un plan nécessaire, car il était urgent de réagir. Le gouvernement l'a essentiellement fait par un début de politique des revenus, c'est-à-dire en fixant un plafond à la hausse des salaires. Malgré les critiques, il a maintenu sa politique. Le premier ministre a prononcé un discours clair et courageux, et tenu, comme chef du gouvernement, des propos que je tiens, comme parlementaire, depuis 1972. Pour le poursuite de cette politique, le gouvernement mérite d'être approuvé, et il le sera. Reste une hésitation qui s'explique par la difficulté d'apercevoir le bout de la route. Il faudrait revenir à une situation de plein emploi et à une hausse des prix de l'ordre de 4 % ». Cette

espérance implique un véritable sursaut national. Après avoir affirmé qu'il s'agit moins d'une crise que d'une « guerre économique », l'ancien premier ministre estime que le principal effort pour la France est de mettre en place une politique des priorités. Il précise à ce sujet : « La première priorité, c'est le développement des sources nationales d'énergie. J'ai eu honte cet été de l'extraordinaire publicité donnée par les moyens d'information aux manifestations contre les centrales nucléaires ». Soulignant que l'idée d'un moratoire, lancée par M. Mitterrand, ne sert pas dans la campagne électorale, il rappelle qu'elle a provoqué la défaite des socialistes suédois.

La seconde priorité c'est le développement de nos industries de base, de main-d'œuvre d'appoint.

M. BOULOCHE (P.S.) : vous pilotez à vue

Pour M. BOULOCHE (P.S.), « ce budget, inspiré du capitalisme libéral et dans la ligne de ceux qui l'ont précédé, traduit une politique qui fait supporter aux travailleurs le poids de la crise ». Il poursuit : « Budget artificiel, arbitraire, sans imagination, mais surtout caractérisé par un manque de sincérité et de justice. Ses hypothèses économiques ne reposent sur rien de sérieux. Le taux de croissance prévu est en contradiction avec les prévisions des analystes internationaux ».

Après avoir nuancé le « réalisme gouvernemental » en ce qui concerne la bonne tenue du franc, le député relève la croissance de l'endettement extérieur des entreprises. Selon lui, le déficit budgétaire subi et non voulu, n'aura aucun effet de relance. Vous restez obstinément sur votre ligne, observe-t-il : « la priorité absolue à la lutte contre l'inflation ».

M. Bouloche poursuit : « Vous avez renoncé à toutes les réformes de structure, reconnaissant ainsi votre impuissance à changer les choses. C'est s'exprimer le poids des forces conservatrices qui vous soutiennent et par la croyance presque mystique du premier ministre aux vertus de la concurrence ». Dénouant ensuite le caractère injuste de ce budget, il analyse les dispositions fiscales et qualifie « d'énigme » la hausse des taxes de barème de l'impôt sur le revenu.

M. Bouloche déplore également la baisse des crédits consacrés aux équipements collectifs, baisse que ne peuvent payer les collectivités locales en raison de la situation catastrophique de leurs finances, problème qui demeure non résolu.

« Les Français ne sont pas dupes. Derrière votre politique il y a l'intérêt, non de la France, mais des grands groupes des affaires. En fait, comme nos prédécesseurs, vous pilotez à vue. Le délabrement des finances publiques s'ac-

croît. Pour M. Debré, le troisième effort, c'est enfin une politique des cotés de revient, « la France vivant sur un très grand pied ».

Pour M. BOULOCHE (P.S.), « ce budget, inspiré du capitalisme libéral et dans la ligne de ceux qui l'ont précédé, traduit une politique qui fait supporter aux travailleurs le poids de la crise ». Il poursuit : « Budget artificiel, arbitraire, sans imagination, mais surtout caractérisé par un manque de sincérité et de justice. Ses hypothèses économiques ne reposent sur rien de sérieux. Le taux de croissance prévu est en contradiction avec les prévisions des analystes internationaux ».

Après avoir nuancé le « réalisme gouvernemental » en ce qui concerne la bonne tenue du franc, le député relève la croissance de l'endettement extérieur des entreprises. Selon lui, le déficit budgétaire subi et non voulu, n'aura aucun effet de relance. Vous restez obstinément sur votre ligne, observe-t-il : « la priorité absolue à la lutte contre l'inflation ».

M. Bouloche poursuit : « Vous avez renoncé à toutes les réformes de structure, reconnaissant ainsi votre impuissance à changer les choses. C'est s'exprimer le poids des forces conservatrices qui vous soutiennent et par la croyance presque mystique du premier ministre aux vertus de la concurrence ». Dénouant ensuite le caractère injuste de ce budget, il analyse les dispositions fiscales et qualifie « d'énigme » la hausse des taxes de barème de l'impôt sur le revenu.

M. Bouloche déplore également la baisse des crédits consacrés aux équipements collectifs, baisse que ne peuvent payer les collectivités locales en raison de la situation catastrophique de leurs finances, problème qui demeure non résolu.

« Les Français ne sont pas dupes. Derrière votre politique il y a l'intérêt, non de la France, mais des grands groupes des affaires. En fait, comme nos prédécesseurs, vous pilotez à vue. Le délabrement des finances publiques s'ac-

croît. Pour M. Debré, le troisième effort, c'est enfin une politique des cotés de revient, « la France vivant sur un très grand pied ».

Pour M. BOULOCHE (P.S.), « ce budget, inspiré du capitalisme libéral et dans la ligne de ceux qui l'ont précédé, traduit une politique qui fait supporter aux travailleurs le poids de la crise ». Il poursuit : « Budget artificiel, arbitraire, sans imagination, mais surtout caractérisé par un manque de sincérité et de justice. Ses hypothèses économiques ne reposent sur rien de sérieux. Le taux de croissance prévu est en contradiction avec les prévisions des analystes internationaux ».

Après avoir nuancé le « réalisme gouvernemental » en ce qui concerne la bonne tenue du franc, le député relève la croissance de l'endettement extérieur des entreprises. Selon lui, le déficit budgétaire subi et non voulu, n'aura aucun effet de relance. Vous restez obstinément sur votre ligne, observe-t-il : « la priorité absolue à la lutte contre l'inflation ».

M. Bouloche poursuit : « Vous avez renoncé à toutes les réformes de structure, reconnaissant ainsi votre impuissance à changer les choses. C'est s'exprimer le poids des forces conservatrices qui vous soutiennent et par la croyance presque mystique du premier ministre aux vertus de la concurrence ». Dénouant ensuite le caractère injuste de ce budget, il analyse les dispositions fiscales et qualifie « d'énigme » la hausse des taxes de barème de l'impôt sur le revenu.

M. Bouloche déplore également la baisse des crédits consacrés aux équipements collectifs, baisse que ne peuvent payer les collectivités locales en raison de la situation catastrophique de leurs finances, problème qui demeure non résolu.

« Les Français ne sont pas dupes. Derrière votre politique il y a l'intérêt, non de la France, mais des grands groupes des affaires. En fait, comme nos prédécesseurs, vous pilotez à vue. Le délabrement des finances publiques s'ac-

croît. Pour M. Debré, le troisième effort, c'est enfin une politique des cotés de revient, « la France vivant sur un très grand pied ».

Pour M. BOULOCHE (P.S.), « ce budget, inspiré du capitalisme libéral et dans la ligne de ceux qui l'ont précédé, traduit une politique qui fait supporter aux travailleurs le poids de la crise ». Il poursuit : « Budget artificiel, arbitraire, sans imagination, mais surtout caractérisé par un manque de sincérité et de justice. Ses hypothèses économiques ne reposent sur rien de sérieux. Le taux de croissance prévu est en contradiction avec les prévisions des analystes internationaux ».

Après avoir nuancé le « réalisme gouvernemental » en ce qui concerne la bonne tenue du franc, le député relève la croissance de l'endettement extérieur des entreprises. Selon lui, le déficit budgétaire subi et non voulu, n'aura aucun effet de relance. Vous restez obstinément sur votre ligne, observe-t-il : « la priorité absolue à la lutte contre l'inflation ».

M. Bouloche poursuit : « Vous avez renoncé à toutes les réformes de structure, reconnaissant ainsi votre impuissance à changer les choses. C'est s'exprimer le poids des forces conservatrices qui vous soutiennent et par la croyance presque mystique du premier ministre aux vertus de la concurrence ». Dénouant ensuite le caractère injuste de ce budget, il analyse les dispositions fiscales et qualifie « d'énigme » la hausse des taxes de barème de l'impôt sur le revenu.

M. Bouloche déplore également la baisse des crédits consacrés aux équipements collectifs, baisse que ne peuvent payer les collectivités locales en raison de la situation catastrophique de leurs finances, problème qui demeure non résolu.

« Les Français ne sont pas dupes. Derrière votre politique il y a l'intérêt, non de la France, mais des grands groupes des affaires. En fait, comme nos prédécesseurs, vous pilotez à vue. Le délabrement des finances publiques s'ac-

croît. Pour M. Debré, le troisième effort, c'est enfin une politique des cotés de revient, « la France vivant sur un très grand pied ».

A L'ASSEMBLÉE NA

le contre-budget présenté

M. Marchais (P.C.F.) a présenté son contre-budget. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Debré (R.P.R.) a répondu à M. Marchais. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Bouloche (P.S.) a répondu à M. Debré. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Montagne (réformateur) a répondu à M. Bouloche. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Hamel (P.R.) a répondu à M. Montagne. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Boulin a répondu à M. Hamel. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Barre a répondu à M. Boulin. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

M. Marchais a répondu à M. Barre. Il a souligné la nécessité d'une politique de relance et d'une justice fiscale. Il a proposé une augmentation de 10 % des salaires et une réduction de 10 % des dépenses publiques. Il a également proposé une augmentation de 10 % des crédits pour l'équipement collectif et une réduction de 10 % des crédits pour les dépenses militaires.

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS...
ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE.

Shopping Décor

les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs,
Shopping Décor vous offre la différence,
et en plus 10 % sur votre prochain achat.

Shopping Décor le grand magasin de la décoration
5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

100 150

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le contre-budget présenté par M. Marchais : 57 milliards de dépenses et de recettes supplémentaires

Le contre-budget qu'a présenté M. Marchais à l'Assemblée nationale comporte, par rapport au budget de 1977, 57 milliards de dépenses supplémentaires et un montant équivalent de recettes complémentaires, le solde n'étant donc pas changé. Voici (en milliards de francs) la décomposition de ces modifications telle que l'évalue le P.C.F. :

DEPENSES NOUVELLES	RECETTES SUPPLÉMENTAIRES
I. — Revalorisation des salaires et créations d'emplois (création de 100 000 emplois et 150 000 titularisations).....	I. — Impôts sur les entreprises..... + 29
II. — Prestations et équipements sociaux.....	Dont :
III. — Dépenses militaires supplémentaires.....	— Augmentation normale à législation constante..... 9
IV. — Aides nouvelles à la production.....	— Effets des mesures nouvelles (impôts sur les sociétés, création de l'impôt sur le capital)..... 20
V. — Réduction des prix excessifs des marchés publics et des aides abusives aux monopoles.....	II. — Impôts sur les ménages..... + 44
VI. — Indemnisation des nationalisations.....	Dont :
TOTAL..... + 57	— Augmentation normale liée à celle de la consommation à législation constante..... + 19
	— Allègement des impôts sur les bas revenus et sur la consommation populaire..... - 15
	— Augmentation des impôts sur les hauts revenus, réduction de la fraude fiscale, création de l'impôt sur la fortune..... + 40
	III. — Transferts aux collectivités locales..... - 16
	Dont :
	— Remboursement de la T.V.A. sur les investissements..... - 7
	— Autres transferts de recettes..... - 9
	TOTAL..... + 57

Objectifs et impasses

Le parti communiste, persévérant dans la logique qui lui avait fait chiffrer le 10 mai — veille du débat télévisé entre MM. Barre et Mitterrand — sa version d'actualisation du programme commun, a rendu publiques jeudi 13 octobre, par la voix de son secrétaire général, les conséquences budgétaires en 1978 de cette orientation. C'est la première fois que le P.C.F. se livre à un tel exercice, auquel s'étaient essayés, il y a dix ans déjà, le P.S.U. et le Nouvel Observateur.

La portée politique de la démarche est claire : montrer à l'opinion que le P.C. est conséquent avec lui-même, qu'il chiffrerait ses projets et en prépare le financement. La dimension pédagogique de l'opération est tout aussi nette : 1 500 000 exemplaires d'une feuille spéciale de l'Humanité sont diffusés cette semaine, reproduisant le discours de M. Marchais à l'Assemblée nationale et les principaux éléments du contre-budget qu'il a présenté. Au-delà des militants, toute une partie de l'opinion sera ainsi informée en détail de l'effort fait par le P.C. pour proposer un projet de gouvernement — « budget de changement » — s'attaquant « à la domination du grand capital sur la vie » des Français.

Sans le dire — mais en y pensant assurément — le parti communiste entend se montrer ainsi le plus diligent des partis

de gauche. M. Mitterrand avait d'ailleurs utilisé la même méthode en 1975 et 1976, quand il avait présenté aux députés — et à travers eux au pays — des actualisations successives de son programme présidentiel de 1974.

Sur le fond, le contre-budget communiste applique, bien entendu, les choix antérieurs du P.C. Aucune surprise donc à y voir retenu le principe d'une relance massive de l'économie par la consommation et, côté recettes, celui d'une amélioration de l'équité fiscale. L'essentiel en la matière figure dans le programme commun de 1972 (chapitre 8 de la deuxième partie), et plusieurs des modalités retenues ont été par les trois partis de gauche ont été transcrits dans le contre-projet : création de cinq cent mille emplois par an (dont cent mille dans les services publics), majoration substantielle du SMIC et principe de resserrement de l'éventail des salaires, droit à la retraite au taux plein à soixante ans (cinquante-cinq pour les femmes), minimum vieillesse de 1 200 francs par mois, retour au remboursement à 80 % - 100 % (selon les cas) par la Sécurité sociale, dépeçage progressif des cotisations, « rallonge » pour les H.L.M. locatives, les crèches, les écoles, aide publique à certains investissements, notamment dans les secteurs où l'industrie française est en retard...

Au passage, le contre-projet de M. Marchais reprend bien entendu, les formules d'actualisation du programme commun que le P.C. n'avait pu faire accepter par ses partenaires en août-septembre : le SMIC à 2 200 F et le resserrement chiffré de l'éventail des salaires (le P.S. et le M.R.G. préféraient que ces deux sujets soient, le premier, discuté avec les syndicats, le second, négocié librement dans le cadre des conventions collectives). Plus étonnant apparaît le fait que le parti communiste semble remettre en cause, dans son projet, certains des accords passés avec ses partenaires cet été. La hausse des allocations familiales en deux étapes de 25 %, étalées sur 1978 et 1979 notamment ; le P.C. propose maintenant que ces hausses interviennent dès janvier et juillet 1978.

La liste des mesures nouvelles proposées étant longue, le coût en est élevé : 57 milliards, soit environ 17 % de plus que le budget 1977, qui sert de référence au P.C. Comment la courir, alors que, simultanément, on réduit sensiblement (de 15 milliards) l'impôt sur le revenu et la T.V.A. sur la consommation courante ? En faisant « payer les riches », selon la formule consacrée (40 milliards d'impôts en plus pour les hauts revenus), ainsi que les entreprises (+ 20 milliards) ; mais aussi en encaschant les dividendes fiscaux de la relance économique attendue.

Incertitudes ou incobérance ?

C'est là qu'apparaissent les trois impasses du projet :

1) Le P.C. est-il sûr que la réanimation économique par la consommation permettrait à la production nationale d'augmenter des 5,5 % qu'il prend en compte, alors que, pour l'instant, les experts les plus sérieux de l'administration se demandent si la croissance pourra — vu l'environnement international — atteindre 4 % l'an prochain (3 % en 1977) ? Faute d'éléments, la démonstration reste à faire. L'objectif paraît pour l'instant très optimiste ; donc, aussi, tous les calculs qui lui sont liés, sur les recettes fiscales notamment.

2) Alors que, depuis dix ans, les importations françaises augmentent à peu près deux fois plus vite que le produit national, le P.C. escompte qu'elles progresseront l'an prochain à peine plus vite que lui et que

la consommation des ménages. Est-il possible de trainer la machine à ce point, et aussi vite, en « fabriquant et achetant français », sans contingenter les importations ? Et si celui-ci avait lieu, pense-t-on que l'étranger resterait impassible devant ce protectionnisme français, au point de permettre à nos exportations de progresser de 8 % ? Si l'hypothèse est irréaliste, c'est tout l'objectif commercial du P.C. qui le devient aussi ; et, par voie de conséquence, son propos sur les moyens de l'indépendance nationale.

3) Enfin, pour équilibrer les comptes des entreprises — dont les charges sont accrues de 173 milliards : salaires, impôts, cotisations sociales... — le P.C. prévoit, entre autres, 50 milliards d'économies : sur les « gâchis financiers », les « fuites de bénéfices » et de capitaux à l'étranger, les « transferts plus ou

moins frauduleux », les « frais financiers », les « démantèlements », les « remplacements » excessifs de matériels... Il y a, certes, beaucoup à économiser sur tout cela, en rompant avec des pratiques de gaspillage, d'obsolescence trop rapide, d'investissements comptables. Mais de là à trouver 50 milliards, c'est-à-dire près du quart du total des investissements des firmes (publiques et privées) cette année, il y a une marge !

Faute d'explications détaillées et convaincantes sur ces trois points, la crédibilité du contre-projet communiste laisse à désirer. Tout comme l'affirmation de M. Marchais selon laquelle la hausse annuelle des prix, qui n'arrive pas à baisser au-dessous de 9 % depuis trois ans malgré la stagnation, tomberait l'an prochain à 6 %, malgré le « boom » économique. A trop vouloir prouver...

GILBERT MATHIEU.

● Déception des P.M.E. après le discours de M. Raymond Barre. La Confédération générale des petites et moyennes entreprises « regrette que, dans le projet de budget pour 1978, aucune des mesures souhaitées par les

P.M.E. n'ait été retenue », et « déplore » qu'alors qu'on leur demande de « rouir l'avenir avec confiance en embauchant, en investissant, en se créant, on refuse de leur manifester la même confiance en maintenant

contre elles un climat de suspicion paralysant ».

● Pouvait-on acheter : le C.N.P.F. suivra la même politique que le gouvernement, a déclaré M. Ceyrac, président du C.N.P.F. jeudi 13 octobre, au micro de R.T.L.

● DÉPENSES

Parmi les principales dépenses supplémentaires prévues par le parti communiste figurent :

— Un relèvement du SMIC (2 200 francs au pouvoir d'achat d'avril dernier pour quarante heures) et une hausse différentielle des salaires de 4 % jusqu'à quatre fois le nouveau SMIC ;

— La création de cinq cent mille emplois (dont cent mille dans les services publics et les collectivités locales) ; (1) représente, en 1978, 12 % de masse salariale supplémentaire (83 milliards) et ramène de 1 à 9 l'écart entre le salaire des cadres supérieurs les mieux payés dans les conventions collectives (ou les statuts) et le SMIC (cet écart est de 1 à 12 aujourd'hui) ;

— Une hausse des prestations sociales, comportant notamment le remboursement des soins à 80 % et 100 % pour l'hospitalisation, la gratuité pour les personnes âgées,

les enfants de moins de six ans et les chômeurs sans ressources, ainsi que la revalorisation des bases de pensions d'invalidité (coût : 11 milliards) ;

— Une majoration de 25 % des allocations familiales le 1^{er} janvier, suivie d'une augmentation analogue le 1^{er} juillet 1978 et complétée par la hausse d'autres prestations (coût : 17 milliards) ;

— Une hausse des retraites analogues le 1^{er} juillet 1978 et complétée par la hausse d'autres prestations (coût : 28 milliards) ;

— Une revalorisation des allocations chômage : minimum fixé aux deux tiers du SMIC quand le salaire du travailleur licencié est le seul de la famille à 80 % pour les autres ; allocation d'un demi-SMIC aux jeunes à la recherche d'un premier emploi permanent ; minimum de ressources garanti pour les chômeurs chargés de famille (coût total : 9 milliards).

Les quelque 63 milliards de dépenses sociales supplémentaires seraient financés à concurrence de 54 milliards par des cotisations sociales supplémentaires et de 8,5 milliards par l'Etat.

— Divers investissements collectifs supplémentaires : scolaires

et sportifs (6,5 milliards), de santé (1 milliard, notamment pour construire deux cents crèches), immobiliers ou urbanistiques (9 milliards, pour la mise en chantier de cent mille H.L.M. locatifs notamment).

● RECETTES

Les principales modifications que le P.C. propose d'apporter à la fiscalité sont les suivantes :

— Aménagement du barème de l'impôt sur le revenu, dont les taux les plus élevés seraient portés à 65 % (à partir d'un revenu imposable de 110 000 francs par part de quotient familial), 70 % (à partir de 130 000 francs par part), 75 % (150 000 francs), 80 % (180 000 francs) et 85 % (au-delà de 210 000 francs).

Simultanément, l'avantage familial par demi-part de revenu imposable ne pourrait être inférieur à 1 900 francs d'impôt ni supérieur à 2 750 francs. Enfin, seraient exonérés d'impôt sur le revenu les contribuables salariés dont le revenu (net de frais professionnels) n'excède pas 23 500 francs (correspondant au SMIC de 2 200 francs par mois).

(Lire la suite page 10.)

Une étude chiffrée de la Sofres révèle :

LA GAUCHE A DÉJÀ PERDU LES ELECTIONS SAUF SI...

Ce n'est pas un sondage de plus que publie cette semaine, le Nouvel Observateur. C'est une simulation chiffrée, faite par des experts de la SOFRES et du Nouvel Observateur, une étude électorale qui donne les chances réelles de la gauche.

Aujourd'hui, la gauche perd à cinq sièges près seulement. Mais l'étude du Nouvel Observateur apporte une information importante : la gauche peut encore gagner. Si socialistes et communistes sont d'accord, en mars 1978, il suffira que les reports de voix se fassent normalement en suivant les consignes des partis.

Pour comprendre ce qui peut se passer en mars 1978.

lisez

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

مركز الأبحاث

POLITIQUE

Le contre-budget présenté par M. Marchais

(Suite de la page 9.)

Ces aménagements aboutiraient à exonérer d'impôt sur le revenu deux millions de familles modestes, à réduire l'imposition pour l'immense majorité des contribuables (-500 à 950 francs par rapport au barème proposé par le gouvernement, pour les salariés mariés avec deux enfants gagnant jusqu'à 12 000 francs par mois), mais à l'augmenter pour les plus élevés (+ 9 700 francs d'impôt pour le salarié marié ayant deux enfants et gagnant par mois 25 000 francs).

— Déduction de 10 % pour frais (avec minimum de 500 francs) pour les pensionnés et retraités; extension de la déduction pour frais de garde à toutes les femmes travailleuses, au niveau de 3 000 francs dans un premier temps.

— Plafonnement de certains avantages pour les revenus salariaux les plus élevés, notamment limitation en valeur absolue de la déduction pour frais professionnels pour les hauts revenus;

— Suppression d'avantages profitant essentiellement aux plus hauts revenus: pour les revenus des capitaux et des portefeuilles, suppression de l'avoir fiscal, du prélèvement libératoire, de l'abattement de 3 000 francs sur les revenus de dividendes, du régime des comptes d'épargne à long terme; les dirigeants de sociétés qui détiennent la contrôle ou la direction d'une entreprise ne seront plus considérés comme des salariés (sauf dans une limite, et en tenant compte des intérêts des dirigeants des petites et moyennes entreprises);

— Création d'un impôt sur les fortunes des personnes physiques, avec un abattement de 1 million pour un célibataire, 2 millions pour une famille, 3 millions lorsqu'il s'agit d'une entreprise individuelle (pour tenir compte des biens affectés à l'exploitation). Son taux serait progressif, de 1,5 à 8 %, en fonction des tranches de fortune (8 % au-delà de 15 millions de francs).

— Création d'un impôt sur le capital « à haut rendement pour inciter les entreprises à lutter contre les gaspillages d'équipement et de matières, à mieux utiliser leurs moyens de production, à mieux orienter leurs dépenses en capital, à moins s'endetter ». Assis sur la valeur des immobilisations, stocks et titres de participation, cet impôt connaît un taux allant de 1 à 2,5 % selon l'importance du capital par rapport à la valeur ajoutée.

— Majoration de l'impôt sur les

société (taux maximum porté à 55 %), un taux réduit (45 %) étant appliqué aux petites et moyennes sociétés; les déductions pour frais généraux seraient réduites et les règles d'amortissement et de provisions rendues plus sévères.

— Taxation à 30 % des plus-values à long terme et aux taux ordinaires des produits des licences et brevets.

— Modulation de la T.V.A.: exemption sur les produits de première nécessité (alimentation, livres, presse) et les médicaments; taux réduit pour le tourisme po-

L'incidence du projet

Le parti communiste donne trois exemples de l'incidence qu'aurait, selon lui, ce dispositif.

● **Sur la fiscalité**: 15 milliards d'impôts en moins (par rapport au projet gouvernemental) sur les bas revenus (T.V.A.: - 8,5; impôt sur le revenu: - 6,5); 40 milliards d'impôts en plus sur les hauts revenus (impôt sur la fortune: + 9; imposition des revenus: + 21; T.V.A.: + 4; lutte contre la fraude: + 8; recouvrements accrus: + 3); 20 milliards d'impôts en plus sur les entreprises (impôt sur le capital: + 13; T.V.A.: + 2; suppression de l'avoir fiscal: + 0,5; autres dispositions: + 4,5).

● **Sur les comptes de la nation**: le P.C. évalue à 8,8 % en 1978 la croissance du produit intérieur brut qui résulterait de ses choix, permettant une augmentation de la consommation des ménages de 7,3 % et des investissements de 4,6 %. Pour empêcher que cela ne provoque en 1978 une détérioration de la balance commerciale (et même que l'on aboutisse en 1979 à l'équilibre complet des échanges), le P.C. propose des mesures visant « à fabriquer et à acheter français » et à « diversifier les échanges et à les inscrire dans des accords commerciaux et de coopération d'intérêt mutuel ».

S'agissant des prix, l'objectif du P.C. est de « ramener leur hausse moyenne à 6 % » grâce à diverses mesures: blocage des prix à la production des grands produits industriels et des produits de grande consommation populaire; contrôle démocratique de la formation des prix au niveau des grandes entreprises; réforme des circuits de grande distribution (visant notamment à réduire les profits et les charges finan-

cières excessifs); réduction des « gachis matériels, financiers et humains dans les entreprises »; application des plans de modernisation et de développement dans les secteurs-clés; réduction des coûts non salariaux et relèvement de la productivité véritable; enfin mesures pour stopper les évènements de ressources à l'étranger et la spéculation.

● **Sur les comptes des entreprises**: le P.C. prévoit d'accroître (par rapport à 1977) de 173 milliards de francs les dépenses des firmes: 104 milliards pour les salaires et cotisations sociales, 7 milliards pour les revenus des paysans et entrepreneurs individuels, 33 milliards pour les investissements, et 29 milliards pour les impôts; mais, en sens inverse, il chiffre à 90 milliards les économies réalisables: 33 milliards grâce à « un arrêt des démantèlements et à une diminution des emplacements » d'équipement; 27 milliards grâce à des économies de gachis financiers; lutte contre les fuites de bénéfices et de capitaux à l'étranger; lutte contre les transferts plus ou moins frauduleux qui appauvrissent les entreprises au bénéfice des privilégiés; réduction des frais financiers.

Les 123 milliards de charges nettes supplémentaires seraient couvertes ainsi: croissance de la T.V.A.: + 96 milliards; emprunts supplémentaires auprès des établissements financiers: + 20 milliards; aide publique supplémentaire: + 25 milliards (dont 11 milliards pour les firmes publiques (2), 3 milliards pour l'agriculture, 3 milliards pour les P.M.E., 3 milliards pour l'aide à l'emploi, et 5 milliards pour la Banque nationale d'investissement); investissements des entreprises individuels: + 2 milliards. En sens inverse, une éco-

nomie de 20 milliards pourrait être réalisée, selon le P.C., par « une réduction des aides octroyées et des prix excessifs des marchés publics concernant les trusts ».

(3) Le P.C. cite, à titre d'exemple, l'équipement d'un D.F. en centrales hydrauliques et à fuel, des grilles pour la construction de l'avion A 300, du train à grande vitesse, de transports urbains et la rénovation ou le développement des lignes secondaires.

LA HAUSSE DES PRIX A MOINS DIMINUÉ QUE PRÉVU estime le rapporteur général du Sénat

M. Maurice Blin, rapporteur général du budget (Union centriste), a fait jeudi 13 octobre devant la commission des finances du Sénat un exposé sur la situation économique et sociale de la France au terme d'un an de politique de redressement. Cette situation, a-t-il indiqué, soutient, « en dépit de ses ombres, la comparaison avec celle des principales nations industrielles (...). En revanche, la hausse des prix a moins diminué que prévu et la demande d'emplois s'est étendue ». M. Blin a souligné que, compte tenu de la lenteur prévisible du retour à un taux d'expansion qui, même s'il s'amoindrirait, restera inférieur à celui du passé, toute politique économique à long terme a pour préalable un certain nombre de mesures en profondeur concernant pour l'essentiel la fiscalité des entreprises, les circuits financiers et le système d'enseignement.



LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Le Sénat accentue le caractère informatif de l'étiquetage des produits

Le Sénat a adopté jeudi 13 octobre, en première lecture avant l'Assemblée nationale, le projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs, duquel il a apporté quelques modifications.

Le texte, dont le rapporteur est M. JEAN PRORIOL (rép. ind. Haute-Loire), concerne la répression des fraudes, la qualification des produits, l'élimination des clauses abusives dans certains contrats et la lutte contre la publicité mensongère. L'innovation principale du projet réside dans la possibilité pour l'extensif de généraliser la réglementation de la fabrication des produits dangereux pour les consommateurs. Il tend à orienter les industriels vers un étiquetage informatif comme c'est actuellement le cas pour les produits d'alimentation. L'objectif n'est donc plus de guider le consommateur, mais de l'informer.

Ce projet, estime le rapporteur, ouvre la route à un droit qui peut apparaître comme le plus protecteur d'Europe.

M. JACQUES THYRAUD (rép. ind. Lot-et-Garonne), exprimant l'avis de la commission des lois, pense qu'il est nécessaire, sans remettre en cause l'économie générale du projet, de préciser la portée des dispositions laissées à l'appréciation du pouvoir réglementaire.

« Les objectifs recherchés », déclare M. THYRAUD, secrétaire d'Etat à la consommation, sont d'assurer aux consommateurs la liberté de leur choix et de leur donner ainsi les moyens de jouer leur rôle de partenaires à pari entière de la vie économique. »

En ce qui concerne l'information, le projet, précise-t-elle, introduit un régime de certification des caractéristiques des produits industriels et complète le régime actuel des labels agricoles. Pour mieux protéger la santé et la sécurité des consommateurs, il permet notamment à l'autorité réglementaire de prescrire le retrait d'un produit ou d'en suspendre la distribution.

La loi sur la protection et l'information des consommateurs, duquel il a apporté quelques modifications.

M. MARCEL BRÉGERE (P.S., Dordogne), souligne que ce n'est plus la demande qui module l'offre, mais l'inverse. Pour rétablir un régime normal, il faudrait légiférer à l'échelon européen. Sinon, demain, le consommateur, déclare-t-il, aura davantage d'information et plus de revenus, mais la pression publicitaire se fera plus massive.

M. GERMAIN CHATELAIN (P.C., Val-d'Oise) considère que les problèmes essentiels sont érudits, notamment la participation des consommateurs et de leurs organisations à leur propre défense. La priorité donnée aux encouragements à l'exportation ne lui paraît pas non plus une politique favorable aux consommateurs.

Les modifications

Les sénateurs ont apporté plusieurs modifications au projet gouvernemental. A l'article premier qui permet de réglementer par décret les conditions de fabrication et de commercialisation des produits pouvant présenter des dangers pour la santé ou la sécurité, ils ont réduit le champ d'application du pouvoir réglementaire prévu par le texte, de telle sorte que ce pouvoir ne puisse empiéter sur la législation.

L'article 2, dont certaines dispositions se trouvaient annulées par la modification de l'article premier, a été supprimé.

L'article 19 instaure un système d'étiquetage informatif certifié. Le Sénat a suivi son rapporteur en accentuant notamment le caractère descriptif des certificats de qualité.

Les sénateurs ont enfin adopté avec des modifications purement formelles les articles 30 et 36 du projet, le premier définissant le rôle de la commission des clauses abusives, le second prévoyant que l'amende infligée en cas de publicité mensongère pourra s'élever jusqu'à 50 % des dépenses engagées pour la campagne publicitaire. L'ensemble du projet de loi a été voté à main levée. — A. G.

EUROPE 1

c'est naturel

Les éditorialistes du matin.



Guy Thomas.
8h50.

Jean Boissonnat.
7h50.

Etienne Mongeotte.
8h15.

Yvan Leva.
8h30.

Alain Duhamel.
7h35.

Un entretien avec

Vous cherez
en cuir sauvage
ou une tasse à

ROCHER

POLITIQUE

Un entretien avec M. Georges Ségué

(Suite de la première page.)

« Voterons-nous pour le changement réel ou pour la gestion de la crise ? Telle est la grande question de fond. De ce point de vue, je suis toujours surpris de la légèreté avec laquelle certains parlent de la question décisive des nationalisations, de l'impôt sur le capital et de la taxation des hauts revenus. »

On accordera sans doute quelque compétence économique à la première centrale syndicale nationale, eh bien ! quand nous disons qu'il y a un seul minimum de nationalisations et de moyens fiscaux au-dessous desquels il est illusoire de promettre le règlement des revendications des travailleurs, c'est en conscience des réalités économiques concrètes qu'il n'est pas sérieux ou pas honnête de nier.

« Quand nous avons fait le compte des neuf grosses nationalisations par l'application du programme commun en proposant d'y ajouter la sidérurgie, l'autonomie et le pétrole en raison de l'aggravation de la crise, de l'inflation et du chômage, nous avons compté en usines, en travailleurs et en profits. »

Toutefois en cause de ce qui était clairement établi et convenu depuis 1972 équivalant, aux yeux des travailleurs, à un manquement aux engagements pris.

« La question de l'extension des pouvoirs des travailleurs dans les entreprises nationalisées revêt effectivement un intérêt majeur, mais la, outre l'aspect purement économique du problème, il est évident que la portée de cette extension ne peut être que directement proportionnelle à l'efficacité des nationalisations elles-mêmes. C'est le bon sens ! Je ne pense pas qu'il y ait une analyse syndicale sur la situation actuelle plus approfondie que la nôtre. »

« La C.G.T. compte parmi ses responsables de nombreux dirigeants et militants communistes, mais elle regroupe aussi des membres du parti socialiste et, surtout, une masse de travailleurs sans affiliation politique. Votre Confédération n'est-elle pas contrainte pour maintenir son unité de limiter ses déclarations politiques et de laisser ainsi la place aussi bien à la C.F.D.T. qu'aux sections politiques d'entreprise ? »

« Nous tenons à l'unité de la C.G.T. comme à la prunelle de nos yeux. Vous avez raison de souligner la diversité politique et idéologique qui caractérise la composition de la C.G.T. et de ses organisations de direction à tous les niveaux. C'est une qualité qui n'est concevable que dans le plus strict respect de l'indépendance syndicale, des règles de la démocratie syndicale, des limites et de la vocation du syndicat. Mais il serait erroné d'en tirer la conclusion qu'il en résulte une retenue telle que l'expression publique de la C.G.T. pourrait en être restreinte. »

« Nous n'avons jamais confondu l'indépendance et la neutralité. Une étude comparée des programmes respectifs de chaque centrale syndicale permet de constater que la C.G.T. est l'organisation syndicale nationale la plus avancée sur les positions les plus progressistes. »

« Contrairement à une thèse plus ou moins entretenue par la presse, la C.G.T. est un lieu de discussions animées, de débats intenses, d'échanges d'idées parfois passionnés, mais chacun de nous s'interdit d'utiliser ses responsabilités syndicales pour imposer les orientations de telle ou telle organisation politique ou autre extérieure au mouvement syndical. »

« Finalement, nous nous retrouvons tous, souvent unanimement d'accord et unis sur notre programme syndical spécifique et sur l'orientation de notre action démocratiquement élaborée entre nous. C'est ce qui nous permet de participer au débat en cours à gauche par simple référence à notre propre programme et à nos propres orientations, en toute indépendance. La cohésion de la C.G.T. sur laquelle se déroulent trop de dissertations n'est finalement que le résultat d'une large démocratie interne. »

« Sur ce plan, nous entendons occuper toute notre place et avoir toutes les initiatives que nous jugerons utiles et opportunes pour l'union. »

« Ne craignez-vous pas que la remise au premier plan des divergences politiques entre votre organisation, la C.F.D.T. et la F.V. ne rendent plus difficile l'unité d'action dans les prochaines semaines et ne vous conduise à prendre le plus souvent des initiatives unilatérales, comme nous l'avons d'ailleurs fait le 13 octobre pour l'emploi ? »

« Dans les circonstances présentes, si nos alliés de l'unité d'action syndicale se laissent glisser sur des options politiques partiales, l'unité d'action pourrait en être affectée. Il faut soulever, dans l'intérêt des travailleurs, que l'esprit unitaire et le réflexe d'indépendance syndicale préservent tous les syndicalistes de ce genre de dérapage politique et de la tentation d'en revenir aux vieux clivages syndicalo-politiques. »

« Le mouvement syndical n'est pas seulement confronté à la crise de la gauche ; il est aussi, et surtout, confronté à la politique foncièrement antisociale du pouvoir en place, au plan Barre, l'inflation, la hausse des prix, le chômage, la détérioration du pou-

La F.S.M. doit s'ouvrir aux idées nouvelles

« Vous avez participé récemment, à Moscou, à une réunion des instances dirigeantes de la Fédération syndicale mondiale dont le secrétaire général est un Français, M. Pierre Gensous. Des dirigeants de la C.G.T. italiens, qui participaient aussi à cette réunion, ont porté des jugements sévères sur le dogmatisme et la sclérose de la F.S.M. Quelle est la position de la C.G.T. à ce sujet ? Envisagez-vous de prendre vos distances avec la F.S.M., ce qui, du même coup, pourrait favoriser votre entrée, comme les Italiens à la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), dont la C.G.T. est une des seules grandes organisations à ne pas faire partie ? »

« Bien avant cette réunion à Moscou, j'ai manifesté, avec d'autres dirigeants de la C.G.T., à bien d'autres discussions sur ces problèmes dans diverses capitales d'Europe. Nous l'avons fait sans tapage, avec la volonté d'apporter notre modeste contribution à une œuvre de rénovation devenue indispensable. Notre préoccupation n'est pas de nous attribuer le mérite d'une évolution, mais d'avoir l'assurance que les changements qui s'imposent se produiront effectivement. »

« Née de l'après-guerre par une volonté unitaire internationale quasi unanime, l'unité de la F.S.M. n'a pas résisté à la guerre froide. Par la suite, elle a traversé toutes sortes d'épreuves et soutenu maints combats dont elle n'a pas à rougir, au contraire. Mais le temps a passé. La vie économique, sociale, et par conséquent syndicale, a évolué sur tout le globe. La question se pose depuis longtemps déjà de savoir si la F.S.M., telle qu'elle est aujourd'hui, correspond aux besoins syndicaux des travailleurs à l'échelle internationale ; la même question se pose d'ailleurs pour la C.I.S.L. et la C.M.T. (1). L'expérience montre à quel point certains vieux schémas sont périmés, par exemple, celui qui

consiste à classer formellement les syndicats en deux catégories : de classe et réformistes. »

« Par ailleurs, on assiste à des regroupements syndicaux par région où se retrouvent des organisations de différentes affiliations internationales. Cela correspond à un besoin, tout comme celui qui pousse à des regroupements internationaux sur le plan professionnel en réponse aux entreprises hégémoniques des multinationales. »

« Tout cela nous amène à penser que la F.S.M. ne peut prétendre jouer un rôle sur la scène syndicale internationale, si elle ne parvient pas à s'adapter aux réalités contemporaines, à se réformer, à s'ouvrir à toutes les idées nouvelles nées de la vie et de l'action syndicale universelle. »

« C'est pourquoi nous pensons qu'il y a lieu de repenser certaines orientations et structures, d'éliminer certains tabous concernant les pays socialistes et de procéder à une modification des statuts en conséquence. »

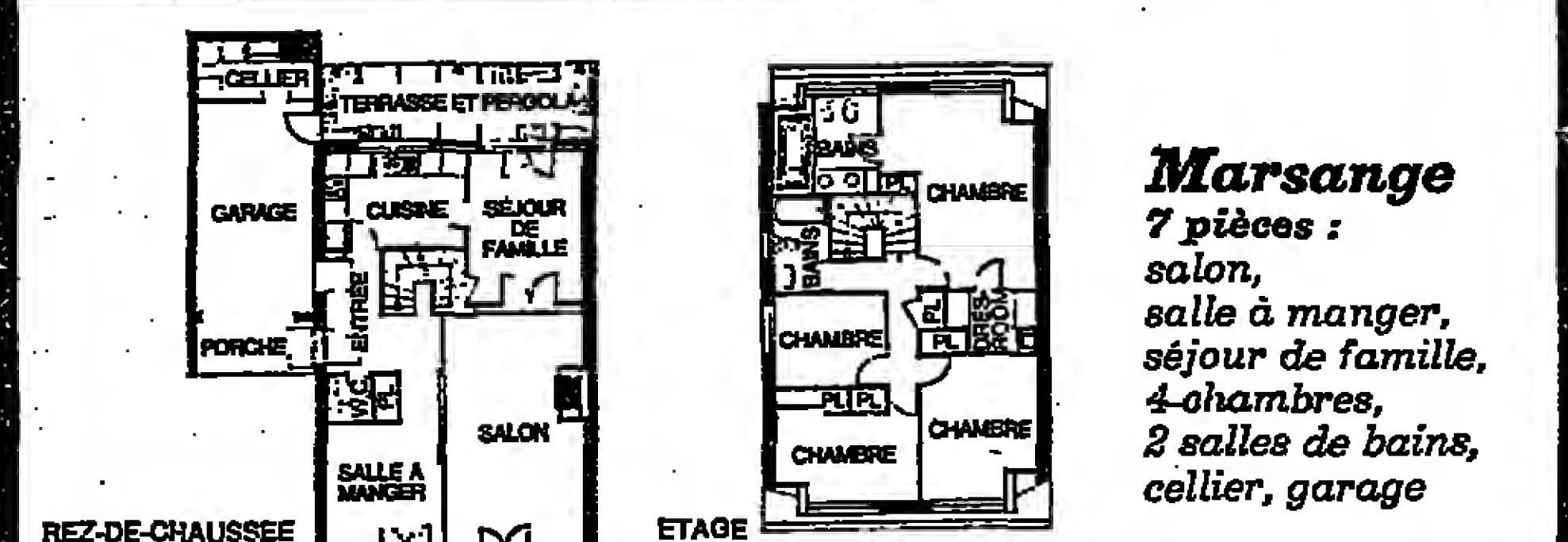
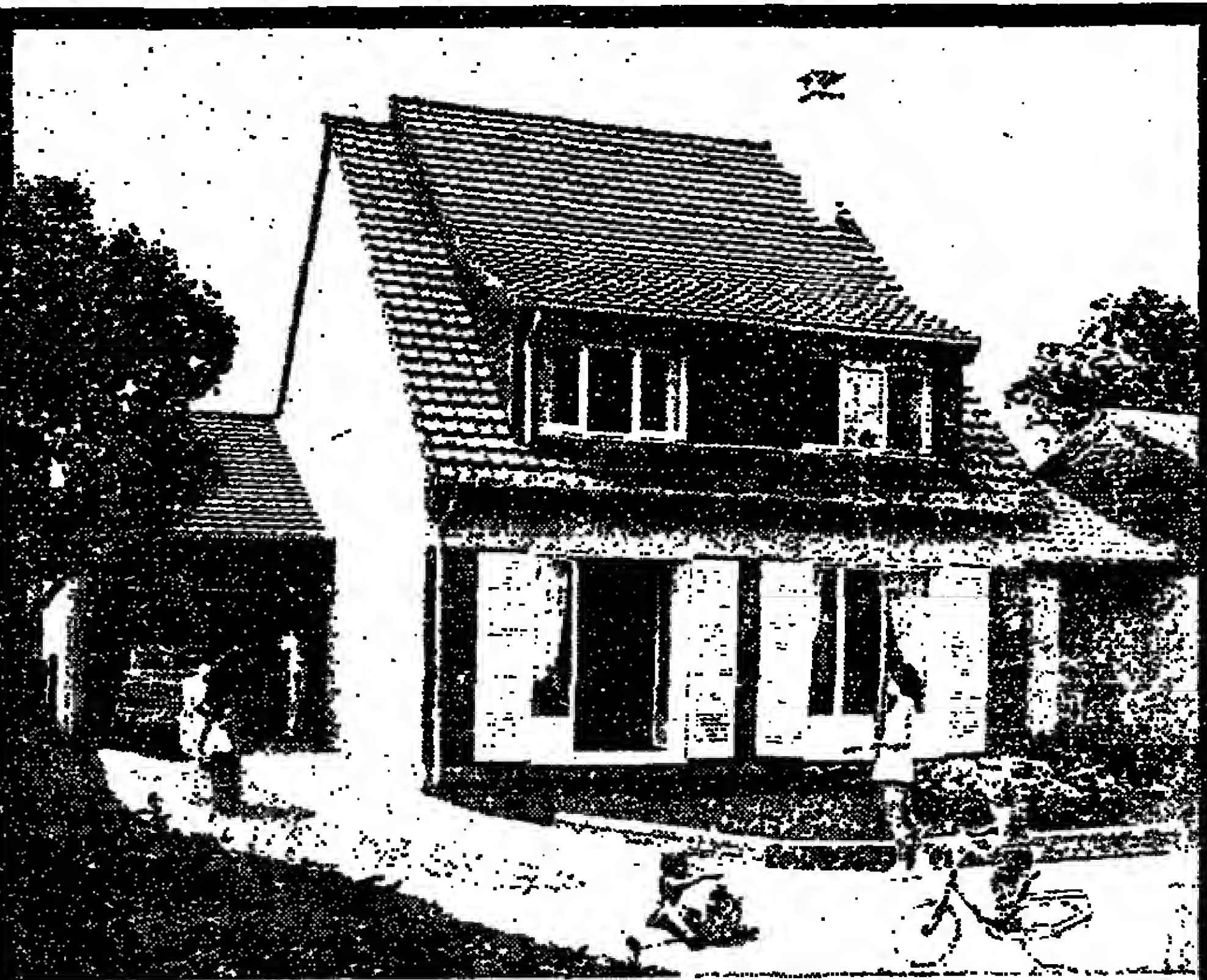
« Pour la C.G.T., il y a deux attitudes imaginables : prendre discrètement ou spectaculairement des distances avec la F.S.M., ou contribuer à son renouvellement au service de l'unité et de la solidarité des travailleurs et des syndicats du monde. Nous préférons opter pour la seconde, avec la conviction que tous les syndicalistes conséquents, qu'ils soient autonomes, affiliés à la C.I.S.L., à la C.M.T. ou membres de la C.E.S., comprendront et approuveront cette manière constructive et unitaire de concevoir l'avenir. »

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) La Confédération internationale des syndicats libres regroupe notamment la plupart des syndicats des pays anglo-saxons (C.I.O. américain, T.O.C. britannique, D.G.B. allemand, L.O. scandinave) et, pour la France, l'Union française des travailleurs (U.F.T.) et la Confédération internationale des syndicats chrétiens, à laquelle adhère toujours, malgré des divergences de plus en plus nettes, la C.F.D.T. (N.D.R.L.)

Les maisons villageoises de l'Angelus

3 modèles de maisons vendues à prix fermes et définitifs, terrain compris. Elles sont groupées par deux ou par trois et parfois isolées.



Marsange

7 pièces :
salon,
salle à manger,
séjour de famille,
4 chambres,
3 salles de bains,
cellier, garage

Chalouette

4 pièces :
séjour, 3 chambres,
salle de bains, salle d'eau,
cellier, garage.

Bièvres

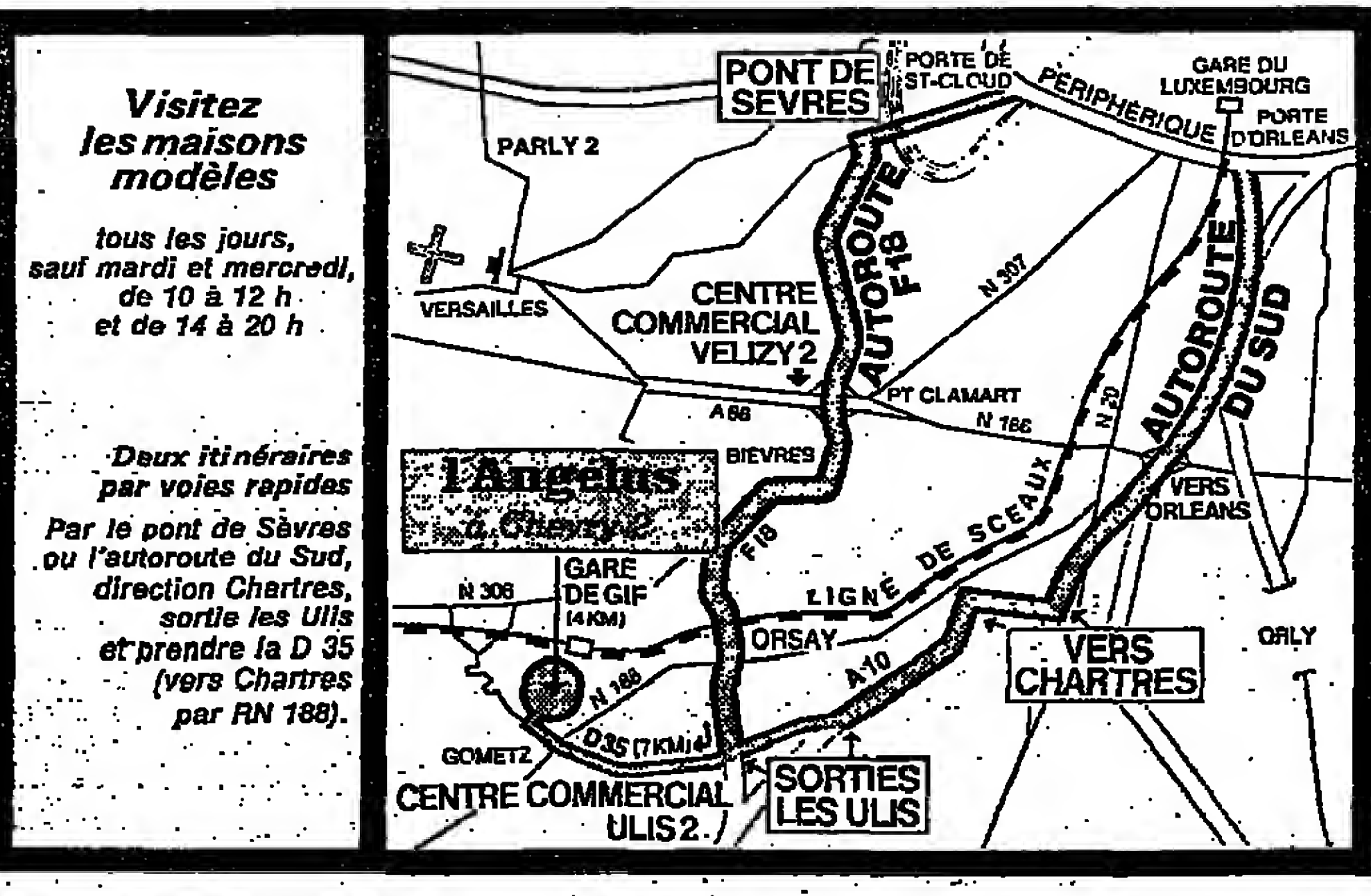
(2 options)
4 ou 5 pièces :
séjour, repas, 2 ou 3 chambres,
salle de bains, cellier, garage.

Conçues et construites dans un esprit traditionnel, les maisons villageoises de l'Angelus bénéficient, dans le cadre de Chevry 2, des qualités, des équipements et de l'environnement d'un programme vivant et réputé.

Les équipements de Chevry 2

- Ecoles/Colège : 2 maternelles, 2 primaires, 1 C.E.S., 1 crèche, 2 garderies.
- Supérette et pharmacie • Centre commercial Ulys 2, à moins de 4 km.
- Piscine/country-club avec restaurant.
- Tennis/sports : 4 courts, 2 gymnases et une salle omnisports.
- Golf 9 trous, practice, pitch and putt, sur 27 hectares et club-house.

CONSORTIUM PARISIEN DE L'HABITATION
ALLEE DE MOUSSOURIS, 91190 GIF
TEL. 012.31.12



Vous cherchez un canapé en cuir sauvage ou une tasse à thé à fleurs ?

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois, vous pouvez installer votre maison de A à Z, que vous cherchiez des éléments de rangement, une bibliothèque, un patchwork, un canapé ou un service à thé.

Alors, samedi, venez nous voir. Nous vous conseillerons pour choisir un meuble, coordonner des tissus, harmoniser des couleurs, créer une ambiance. C'est notre métier.

A Paris et en banlieue, Athis-Mons, 37 route de Fontainebleau - Bouris-la-Reine, 72 bd du Mal-Joffre - Melun, 2 rue St-Etienne - St-Germain-en-Laye, 98 rue L'Éton - Versailles, 6 rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

POLITIQUE

LA MAJORITÉ ET LE « NOUVEAU

Le « paysage politique » a bel et bien changé. Un mois après la première rupture des négociations de la gauche, les partis politiques sont loin d'avoir encore analysé toutes les conséquences de cet événement, mais ils ont déjà commencé à adapter leurs stratégies à la nouvelle situation.

Les giscardiens, comme on le verra à la lecture des documents sur lesquels doit tra-

vailer, ce week-end, leur conseil national, sont optimistes. Les sondages auxquels ils se réfèrent font d'eux — de manière un peu théorique, il est vrai — le premier parti de la majorité et le second parti de France, derrière le P.S. et devant le R.P.R. Pour « consolider » cette situation, l'état-major du P.R. considère qu'il doit donner à la formation giscardienne une image « centre-gauche » plus marquée et affirmer plus

clairement encore qu'aspirant le lien étroit entre le parti républicain et le président de la République. Le premier de ces deux objectifs vise à occuper le terrain au moment où le P.S. risque de trouver au centre des « compensations » à son désaccord avec le P.C. et où le R.P.R. cherche à « gauchir » un peu sa silhouette politique. Le second objectif vise à profiter au mieux du regain de popularité du chef de l'Etat,

confirmé par le dernier sondage Ifop-France-Soir.

Du côté du R.P.R., ce n'est pas l'optimisme qui prévaut mais une certaine inquiétude. « Le parti gaulliste est un bateau dont les voiles vascillent dans un vent mal établi », déclarait jadis un responsable de cette formation. Le fait est qu'aucun des éléments actuels de la

Les giscardiens revendiquent le titre de deuxième parti de France

Le conseil national du parti républicain, qui siège samedi et dimanche à Paris, adoptera définitivement le programme de la formation que dirige M. Jean-Pierre Soisson. Ce programme, publié sous le titre de « Projet républicain », sera ensuite présenté à la presse et rendu public.

Au cours de la même session, les cadres giscardiens vont être informés des récentes études réalisées sur la situation de leur parti du point de vue des intentions de vote et de sa cote dans l'opinion publique.

Le rapport de synthèse qui sera communiqué aux responsables du P.R. a été rédigé par M. Michel Pinton, conseiller politique de M. Jean-Pierre Soisson. Comme

un précédent document élaboré au mois d'août et analysé dans le Monde du 20 septembre, ce rapport rassemble les résultats d'un certain nombre d'enquêtes menées par plusieurs organismes de sondage parmi lesquels la SOFRES et l'IFOP. Le bureau d'étude que dirige le conseiller politique de M. Soisson permet à l'état-major giscardien de faire traiter et analyser non seulement des enquêtes réalisées pour le R.P. lui-même mais aussi d'utiliser le stock de données dont disposent les grands instituts. Ainsi le parti républicain a-t-il mis au point depuis six mois un instrument de mesure dont les conclusions sont exploitées régulièrement.

Si le rapport de synthèse, que nous publions ci-contre, est diffusé largement samedi auprès des militants c'est évidemment parce qu'il donne une image très positive de l'évolution de la forma-

tion giscardienne au cours des derniers mois.

Cette situation favorable s'explique, selon les dirigeants du P.R., par plusieurs séries de raisons. Les premières tiendraient au recul du R.P.R. Les intentions de vote en faveur du parti gaulliste seraient passées de 23 % en avril dernier, à un peu moins de 21 % en ce mois d'octobre. Cette régression serait due à l'image trop forte, trop « polarisée » du R.P.R. et de son chef : tous deux suscitent des adhésions ou des répulsions tout aussi nettes les unes que les autres mais ils n'inspirent pas d'opinions mitigées grâce auxquelles ils pourraient espérer progresser : leurs cotes paraissent bloquées parce que leurs « contours » sont trop nettement dessinés.

D'autres causes de cette évolution tiennent au parti républicain lui-même. D'abord, il semble que cette formation ne pouvait guère tomber plus bas qu'elle n'était en mai dernier, date à laquelle elle a tenté de se rénover. La reprise en main par la nouvelle équipe peut avoir provoqué un effet favorable. Ensuite, à la différence du R.P.R., le P.R. jouit dans l'opinion d'un plus grand potentiel de croissance. C'est-à-dire que, lorsqu'on analyse ce que les statistiques nous ont « en deuxième choix » des électeurs, on constate que, placé devant le cas d'école selon lequel le parti de leur premier choix n'existerait pas (on les décevrait totalement), un nombre non négligeable de sympathisants des partis centriste, gaulliste et socialiste admettraient de voter pour la formation giscardienne. Pour théoriser qu'elle soit cette constatation n'est pas sous-estimée au P.R.

Enfin, une des explications principales du redressement giscardien tiendrait au président de la République. Le rétablissement de son image (sa cote de popularité vient de passer de 49 à 51) entraîne celui du parti qui apparaît comme le plus proche de lui. Les responsables et les techniciens du P.R. soulignent que le redressement de la cote du chef de l'Etat s'est amorcé entre avril et mai, c'est-à-dire avant la crise de la gauche. Ils expliquent cette évolution favorable par le fait que M. Giscard d'Estaing a renoncé — sur leurs conseils ? — à certaines pratiques trop « ponctuelles » trop spectaculaires et trop « gestuelles », rangées par nombre de citoyens parmi les gâchis du genre dîner chez l'habitant, petit déjeuner avec les chômeurs, participation à des festivités villageoises, etc. Cette adaptation réfléchie et, paraît-il, soigneusement préparée aurait abouti à l'attitude actuelle qui consiste à préférer les discours destinés à des catégories sociales ou professionnelles précisément définies (les agriculteurs, les personnes âgées, les avocats) ou centrés sur des thèmes délimités : l'environnement, la santé par exemple. Cette modification du comportement — présidentiel se traduit également par un silence délibéré en matière de politique « politicienne ».

A cela s'ajoute que le P.R. semble avoir gagné à apparaître, depuis juillet comme un parti refusant la querelle et la discorde. Cet élément est d'ailleurs lié au précédent. Les études réalisées par le P.R. ont en effet établi que la polémique entre les giscardiens et les gaullistes était plus dommageable aux premiers qu'aux seconds parce que les sympathi-

sants du P.R. assimilaient ce parti au chef de l'Etat, traduisaient logiquement le débat P.R.-R.P.R. en débat Giscard d'Estaing-Chirac : le président de la République (et donc son parti d'origine) ayant alors tout à perdre à paraître dérangé ainsi. De même l'amélioration de l'image de la formation giscardienne a pu être favorisée par le fait que son secrétaire général donne une idée plus claire d'attachement au chef de l'Etat. Ainsi relève-t-on que M. Michel Poniatowski, perçu à la fois comme ami intime du chef de l'Etat et comme chef de parti querelleur et brouillon, nuisait à M. Giscard d'Estaing et à ce qui était alors la Fédération des républicains indépendants (peut-être faut-il voir dans cette dernière constatation les raisons qui inspirent à certains dirigeants giscardiens leur refus d'envisager un retour de M. Poniatowski rue de la Bienfaisance).

Reste l'analyse des conséquences de la crise de la gauche sur l'électorat giscardien. Sur ce point, l'état-major du P.R., à la différence de celui du G.D.S., se veut optimiste. Les sondages dont il dispose le conduisent à

affirmer que le P.S., délogé de la pesanteur du P.C., n'apparaît pas plus attirant aux sympathisants du P.R. Selon leurs analyses, la situation actuelle du parti socialiste lui interdirait d'espérer un tel report de voix modérées parce qu'elle fait de lui une formation ayant perdu son identité avec l'échec de l'union de la gauche. De plus, la rupture avec le P.C. donne à penser à certains électeurs que le P.S. était jusqu'à la soit de mauvaise foi avec ses alliés soit leur victime. Les récentes enquêtes témoignent de cette évolution et d'un début d'effritement de la cote du P.S.

Bien qu'ils s'imposent la prudence — les enquêtes dont ils disposent analysent pas les intentions de vote dans les circonscriptions électorales — les dirigeants du P.R. restent mal à une certaine jubilation. Et peut-être même à une certaine provocation à l'égard de leurs alliés gaullistes quand ils revendiquent le titre de deuxième parti de France derrière le P.S. et devant le R.P.R.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

La cote de M. Giscard d'Estaing se redresse

Un sondage de popularité France-Soir-IFOP, réalisé entre le 4 et le 11 octobre, fait apparaître un redressement de la cote de M. Giscard d'Estaing et de celle de M. Barre.

Le pourcentage des personnes qui se déclarent très satisfaites ou plutôt satisfaites du président de la République passe de 49 en septembre à 51. On ne dénombre plus que 36 % de « plutôt mécontents » ou « très mécontents » au lieu de 40 % le mois précédent. 13 % des personnes interrogées — au lieu de 11 % — ne se prononcent pas. On observe que la proportion des mécontents l'emporte sur celle des satisfaits chez les personnes de vingt et un à

trente-quatre ans (46 contre 41) chez les employés et cadres moyens (45 contre 42), et chez les ouvriers (44 contre 43).

Le pourcentage des opinions favorables au premier ministre progresse de 41 à 43, et celui des opinions défavorables régresse de 46 à 43. 14 % des personnes interrogées — au lieu de 13 % — ne se prononcent pas. M. Barre suscite plus de mécontentement que de satisfaction dans les quatre « tranches » d'âge qui vont de dix-huit à quarante-neuf ans chez les employés et cadres moyens, et chez les ouvriers. Les femmes sont plus satisfaites que mécontentes (44 contre 40), mais les hommes sont plus mécontents que satisfaits (47 contre 41).

Comment le P.R. analyse sa progression

Voici le texte du rapport sur les progrès du parti républicain qui sera transmis au conseil national de ce parti, convoqué à Paris samedi 15 et dimanche 16 octobre.

« Depuis sa fondation en mai 1977, le parti républicain a progressé de façon telle qu'il est devenu aujourd'hui, sur le plan électoral, le premier parti de la majorité et le second parti de France. Cette ascension a été marquée par une batterie d'études différentes dont les résultats sont parfaitement concordants. Les deux plus simples et les deux plus faciles à présenter se trouvent dans les graphiques ci-joints.

« Une bonne mesure de popularité consiste à recueillir les opinions favorables et les opinions défavorables sur l'ensemble des partis. Le graphique n° 1 montre que le parti républicain, prenant la suite de la Fédération nationale des républicains indépendants, a gagné six points d'opinions favorables en six mois (de 37 à 43). Une telle hausse est rarement constatée par les spécialistes. Le graphique n° 2 montre qu'aujourd'hui, le parti républicain est le seul parti de la majorité à recueillir plus d'opinions favorables que d'opinions défavorables, et que sa cote le place en tête de tous les partis, derrière le P.S.

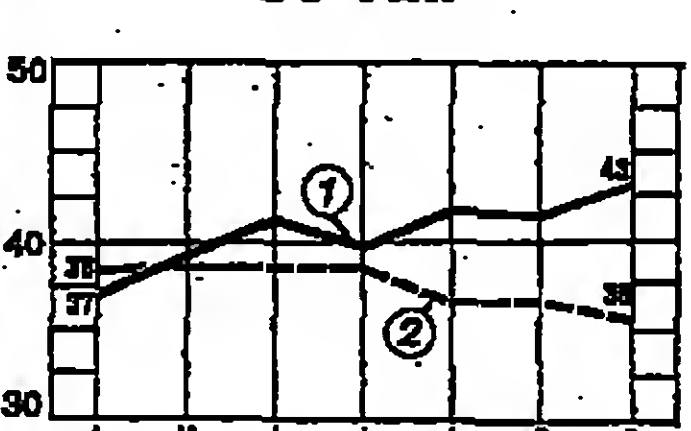
« Une autre mesure de popularité consiste à demander aux électeurs leurs intentions de vote pour l'ensemble des partis. Le

graphique n° 3 montre que le parti républicain a progressé, ici encore, de cinq points en six mois (de 18 à 23 %). Cette hausse est elle aussi un phénomène rarement observé. Le P.R. précède aujourd'hui légèrement le R.P.R. dans la faveur des électeurs et distancie l'ensemble des centristes. Seul le P.S. fait mieux sur l'échiquier politique avec 38 % des intentions de vote environ.

« Il reste à traduire ces intentions en votes réels. En raison de l'implantation des formations et des accords de candidatures uniques, le P.R. n'est pas encore certain d'apparaître, en mars prochain, à la place qui lui donne ces enquêtes. Il doit, pour cela, progresser encore, et tout montre qu'il le peut. »

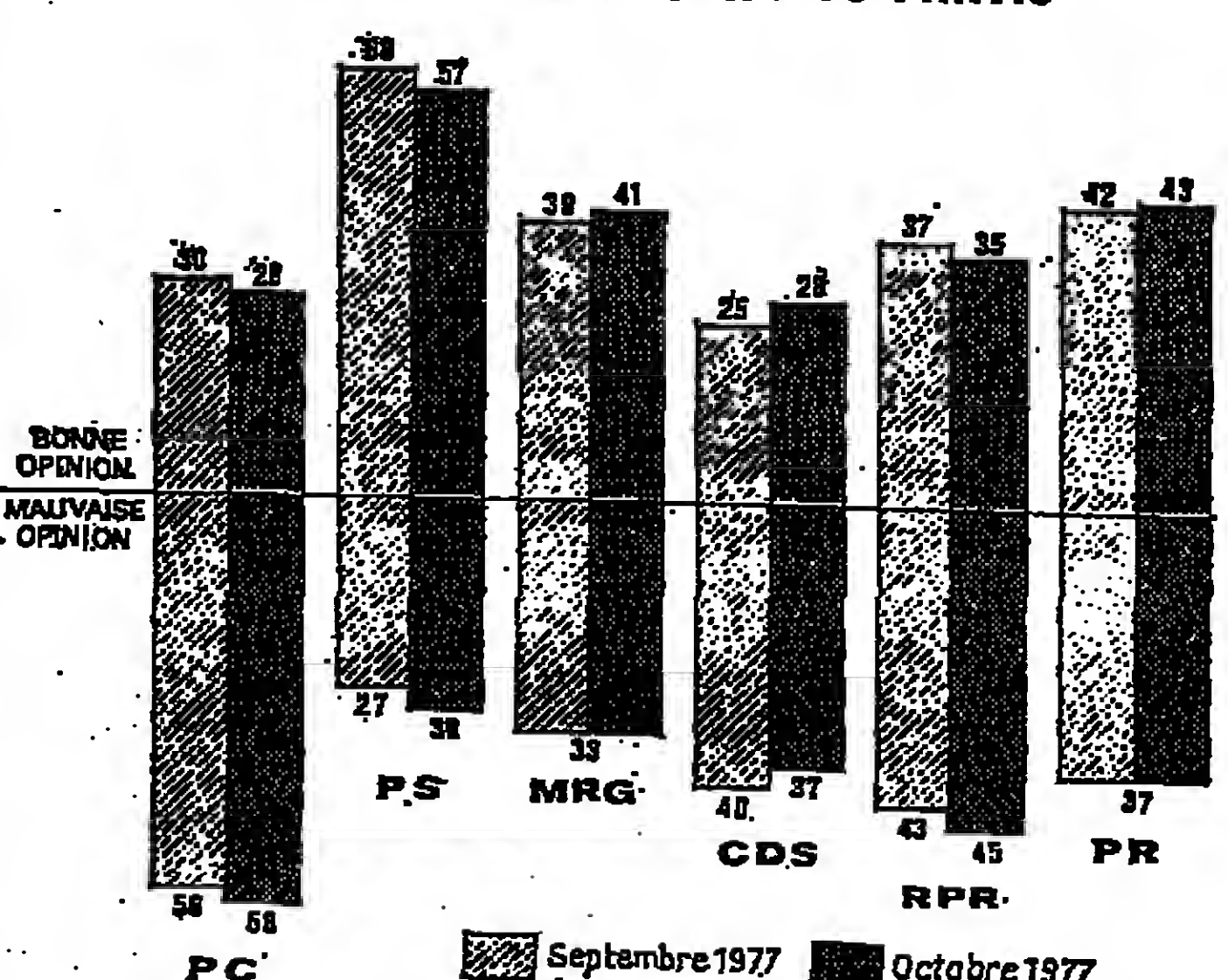
(N.D.L.R. — Les graphiques ont été établis par les experts du P.R.)

I. EVOLUTION DE LA COTE DU P.R.

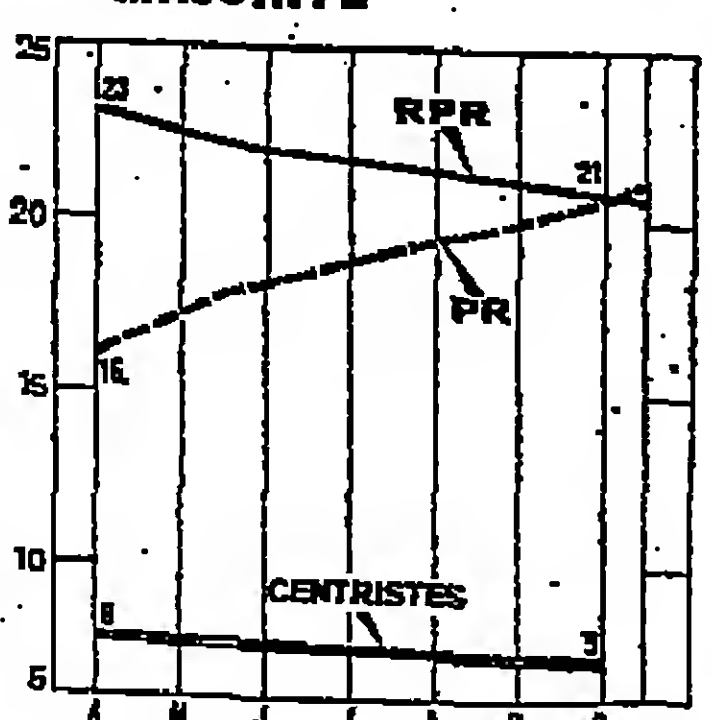


Les opinions positives sont représentées par un trait continu ; les opinions négatives par un trait discontinu.

II. LA COTE DES DIFFÉRENTS PARTIS



III. EVOLUTION DES INTENTIONS DE VOTE POUR LES PARTIS DE LA MAJORITÉ



« Le mouvement « Autrement » gardera son nom. — M. Henry Doucier, fondateur de la revue Autrement, ayant demandé en référé qu'il soit interdit aux jeunes giscardiens de donner le nom de sa publication à leur mouvement. Mme Simone Rozès, président du tribunal de Paris, a déclaré, jeudi 13 octobre, qu'il n'y avait pas lieu à référé. Car il existe, à son avis, une « contestation sérieuse », outrepassant les limites d'un juge des référés. Le magistrat donne acte d'autre part aux défenseurs de leurs engagements de ne publier aucun journal ni aucun livre portant le titre Autrement.

Votre heure sera la nôtre. Paris-New York 3 fois par jour.

Paris 10 h 00	Le premier vol du matin. En Boeing 707. A bord le service "New York Spécial".	New York 13 h 00
Paris 13 h 30	Le vol du milieu de journée. En Boeing 747. A bord, le salon Étoile en classe économique.	New York 16 h 15
Paris 20 h 00	Le dernier vol du soir. En Concorde jusqu'à Washington. New York en correspondance immédiate.	New York 21 h 00
Paris 17 h 30	Un 4 ^e vol 2 fois par semaine. En Boeing 747. A bord, le salon Étoile en classe économique.	New York 20 h 15

Air France est la seule compagnie qui vous offre :

- le plus grand choix d'horaires bien répartis dans la journée
- le choix entre 3 types d'appareils
- le plus grand nombre de vols en Boeing 747,
- et Concorde le long courrier le plus rapide.

AIR FRANCE
Les U.S.A. plus proches.

PAYSAGE

Le R.P.R. rectifié et renforcé

Le R.P.R. rectifié et renforcé. Le parti républicain, qui a connu une série de revers électoraux, cherche à se redresser. Il a récemment gagné six points d'opinions favorables en six mois, passant de 37 à 43 %. Cette hausse est rarement constatée par les spécialistes. Le graphique n° 2 montre qu'aujourd'hui, le parti républicain est le seul parti de la majorité à recueillir plus d'opinions favorables que d'opinions défavorables, et que sa cote le place en tête de tous les partis, derrière le P.S.

Vous installez de petite fille ou celle d'un p...

ROCHE. Vous installez de petite fille ou celle d'un p... Roche est une marque de vêtements pour enfants. Les vêtements sont de qualité et à la mode. Ils sont disponibles dans les magasins Roche.

MÉDECINE

Le prix Nobel est décerné à trois chercheurs américains pour leurs travaux sur les hormones du cerveau

Le prix Nobel de médecine et physiologie pour 1977 a été attribué, jeudi 13 octobre, par l'Académie royale de Suède, à trois professeurs américains : MM. Roger Guillemin, Andrew V. Schally et Mme Rosalyn Yalow. Tous trois, travaillant séparément, ont contribué à la découverte des hormones

secrétées par le cerveau. Leurs efforts fondamentaux ont ouvert la voie à une science entièrement nouvelle, la neuro-endocrinologie, à laquelle ont été consacrés, depuis quelques années, plus de dix mille publications.

La moitié du prix (750 000 F) sera remise à Mme Rosalyn Yalow, de l'hôpital de l'administration des anciens combattants du Bronx (New-York), pour la mise au point de la technique radio-immunologique qui a permis tous les développements et les identifications d'hormones ultérieures.

L'autre moitié est partagée entre les professeurs Roger Guillemin, né à Dijon en 1918 et naturalisé américain en 1965, et Andrew Schally, qui, l'un et l'autre, et en une véritable course de vitesse, ont identifié et analysé les hormones hypothalamiques connues à ce jour.

L'idée, émise il y a quelques vingt-cinq ans, selon laquelle les cellules nerveuses pourraient sécréter de véritables hormones, était tenue à l'époque pour une hérésie. Une série de travaux remarquables, conduits essentiellement à la Nouvelle-Orléans sous la direction des professeurs A. Schally et Roger Guillemin (à l'institut Salk, Californie), ont

montré néanmoins, et en quelques années, que c'est bien le cerveau (dans une zone nommée hypothalamus située à sa base) qui commande tout l'équilibre endocrinien, par la sécrétion de substances simples, ou peptidiques, qui agissent de manière très spécifique tant sur l'hypophyse que sur des cibles directes, tissulaires ou glandulaires.

Francis d'origine, le professeur Guillemin était directeur du département d'endocrinologie expérimental du Collège de France jusqu'en 1963. Les liens apportés à ses travaux l'incitent à s'installer à Houston où il occupe une chaire de physiologie. C'est là qu'il identifie la première hormone cérébrale ou T.R.F., après un travail colossal qui avait conduit au stockage et à l'étude de près de cinq millions de cerveaux de moutons, et à la manipulation de sept tonnes d'hypothalamus.

Installé à l'institut Salk, à La Jolla en Californie, le professeur Guillemin devait poursuivre l'identification, puis la synthèse de la thyroïdine qui commande le fonctionnement ment thyroïdien et dont les liens avec une part de la pathologie mentale (dépressions) intéressent beaucoup les cliniciens.

Deux ans plus tard, les équipes de Schally et de Guillemin annonçaient à quelques semaines d'intervalle l'identification et la synthèse d'une autre hormone cérébrale (hypothalamique), le L.R.F., qui commande tout l'équilibre de la reproduction et ouvrait dès lors des perspectives entièrement nouvelles sur le traitement de la stérilité, l'étude de la reproduction, la contraception.

Elles offrent, en outre, ce qui est rare en science, un système explicatif unique, cohérent, autorisant la synthèse de notions innombrables et disparates, concernant les grandes régulations de l'organisme, des humeurs et des comportements.

SCIENCES

Libres opinions

Interdits de recherche

par PAUL-HENRY CHOMBART DE LAUWE (*)

TANDIS que la politique de la recherche est à l'ordre du jour et que des promesses retentissantes sont faites publiquement par le gouvernement, la colère monte chez de nombreux responsables de centres du C.N.R.S. et des universités, et chez les jeunes chercheurs. Contrairement à ce que croit le public, les chercheurs du C.N.R.S. sont bien moins nombreux que les chercheurs hors statut. Plusieurs milliers de ces derniers sont depuis des mois dans l'incertitude sur leur avenir, et beaucoup d'entre eux, parmi les meilleurs, se trouvent au chômage après avoir obtenu jusqu'ici des résultats brillants. La contradiction entre les intentions annoncées et cette situation scandaleuse est trop flagrante et trop significative du malaise de la recherche en France, pour être passée sous silence.

Pour comprendre la portée de cette affaire, il est nécessaire de remonter quelques années en arrière. Estimant que les organismes classiques de recherche avaient besoin d'être plus proches des problèmes pratiques de la vie du pays, les autorités responsables avaient opté pour une extension rapide du système des contrats. Pour obtenir des crédits, les chercheurs du C.N.R.S. ou de l'université, comme les chercheurs des sociétés privées devaient passer des contrats avec des services publics (ministères, Commissariat au Plan, Délégation générale à la recherche...) et fournir dans un temps très limité les résultats d'un travail répondant à une demande. Cette mesure qui avait un intérêt certain, a été complètement détournée de son but par une machine administrative inadaptable et par des instructions données d'en haut sans aucune compréhension des besoins et des exigences de la recherche, et, il faut le dire, sans vouloir écouter les avis des chercheurs eux-mêmes. Les crédits permanents des laboratoires ont été systématiquement diminués (contrairement à ce qui est souvent annoncé) pour obliger les chercheurs à passer un plus grand nombre de contrats, et, en attendant, plus de rentables — que la recherche orientée par les chercheurs eux-mêmes avec les crédits qui leur sont alloués par les commissions composées de leurs pairs. Cela a abouti parfois à déséquilibrer complètement le travail de très bonnes équipes constituées depuis longtemps, d'où un gaspillage absurde d'argent et, ce qui est plus grave encore, de compétences reconnues.

Les contrats obligent les responsables d'une recherche à engager de jeunes chercheurs pour un temps très limité (en général de six mois à trois ou quatre ans) ; mais, une fois formés dans une première expérience, ils sont préparés à travailler sur de nouveaux contrats. Les responsables sont alors amenés parfois à chercher des contrats pour éviter qu'ils ne deviennent chômeurs. Pour remédier à cette situation, un système d'intégration a été proposé. Les chercheurs se trouvant travailler sur contrat au 31 décembre 1975 (pourquoi cette date ?) devaient être engagés sur un poste permanent de chercheur, date qui leur aurait été indiquée par la commission de la recherche nationale. Ainsi le travail et la valeur se trouvaient récompensés et le C.N.R.S. s'enrichissait de spécialistes formés pratiquement et présentant des garanties. La solution paraissait trouvée.

Mais des restrictions successives sont venues tout compromettre. Tout d'abord le personnel répondant aux critères ci-dessus était « recensé » sur des listes spéciales et pouvait seul être engagé sur des contrats de l'Etat (sauf pour des travaux très limités pour moins de six mois à mi-temps, sur vacations), ce qui empêchait en fait tout recrutement de nouveaux chercheurs. Mais, surtout, pendant plusieurs mois, le ministère des finances a annoncé qu'une mesure allait être prise pour refuser l'inscription sur les listes d'intégration aux chercheurs ayant reçu des crédits par l'intermédiaire des associations dites « loi 1901 », qui servaient de relais sur la demande même des ministères, aux centres universitaires (des marchés ne pouvant être passés entre deux services publics). Cela supprimait la très grande majorité des chercheurs sur contrats. Pendant des mois, les jeunes chercheurs ont donc vécu dans l'expectative. Pendant des mois, les contrats ont été systématiquement retardés, en attendant toujours une solution qui n'est toujours pas venue. Les listes d'intégration ont été réduites de moitié. Une invraisemblable confusion a résulté de ces rumeurs, de ces hésitations, de ces discussions entre ministères dont les chercheurs étaient tenus à l'écart. Tout dernièrement, au moment où tout le monde croyait que la question allait être réglée favorablement, et après qu'un certain nombre de chercheurs sur contrats aient reçu un avis favorable à leur intégration, on apprend qu'une décision est prise (où ? quand ? comment ?) excluant définitivement tous les chercheurs ayant participé à des contrats passés avec les centres universitaires, par des associations relais.

Ainsi les centres qui ont été obligés de passer des contrats se voient maintenant pénalisés, ne peuvent plus en passer, et se trouvent paralysés devant des groupes de jeunes chercheurs inscrits au chômage. Pour ne citer qu'un exemple, un groupe de trois chercheurs en sciences humaines, qui ont travaillé sur contrat depuis plusieurs années et ont déjà de nombreuses publications dont un ouvrage collectif publié au C.N.R.S., dont les travaux sont utilisés à la fois par toute une série d'universités pour la préparation des étudiants, et par des services publics pour des plans d'urbanisme, pour des organismes d'éducation, etc., sont au chômage depuis le 1^{er} octobre. Le contrat d'éducation, etc., qui avait été accepté par un ministère depuis plus d'un an et demi n'a pas pu être signé parce qu'il a fait la navette entre les contrôleurs financiers, les directions de ministères, les organismes universitaires, etc. Au moment où tout paraît enfin réglé, des chercheurs apprennent qu'ils ne pourront pas être engagés puisqu'ils tombent sous le coup de la nouvelle décision annoncée. Ils sont donc « interdits de recherche » et sont au chômage sans espoir d'en sortir. Peut-on imaginer le gaspillage que représentent de tels arrêtements ? Peut-on imaginer le futur et le dégoût de ces jeunes, et l'ajout, en connaissance de cause, de ceux avec lesquels ils travaillent.

Non, les chercheurs ne sont pas des marionnettes, et les jeunes ne sont pas impunément envoyés injustement au chômage par des erreurs aussi manifestes ! Cette histoire n'intéresse pas seulement la recherche. Elle peut être méditée par beaucoup de Français, et montre la nécessité de transformations administratives et politiques beaucoup plus profondes que celles qui sont actuellement en cours.

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Des perspectives sans précédent

Les études concernant les substances morphiques sécrétées par le système nerveux (endorphines) ont couronné cette tâche, qui ouvre des perspectives cliniques et thérapeutiques sans précédent.

Il semble, disait au congrès de médecine interne, en septembre dernier, le professeur Chrétien (Montréal), que l'époque qui s'ouvre à présent pour la médecine grâce à ces découvertes ne peut être comparée qu'à l'âge d'or — qui suivit durant une décennie et dans les années 50 la découverte des stéroïdes. Découverte grâce à laquelle la thérapeutique s'est enrichie de toute la gamme des cortisocorticoïdes et des hormones sexuelles ouvrant la voie, notamment, à la contraception.

Nombre de concepts majeurs concernant notamment le diabète, la contraception, la stérilité, la douleur, les toxicomanies et plus généralement l'ensemble des disciplines concernant les maladies nerveuses, mentales et métaboliques sont en voie d'être profondément modifiés à la lumière de ces découvertes.

(1) Le Monde a consacré de nombreuses pages à la découverte de la neuro-endocrinologie, et notamment à la neuro-endocrinologie, et notamment le 6 février 1974, 27 octobre 1976, 2 février, 7 septembre et 21 septembre 1977.

UNE FEMME POUR LA DEUXIÈME FOIS

Mme Rosalyn Yalow (Etats-Unis) est la deuxième femme lauréate du prix Nobel de médecine. Elle a été précédée par Mme Gertrude Gori, qui l'avait obtenu en 1947 avec son époux, Karl Gori, Tchécoslovaque naturalisé américain.

De nombreuses femmes ont, dans d'autres disciplines, obtenu un prix Nobel :

● EN CHIMIE, Marie Curie, en 1911, puis Irène Joliot-Curie, en 1935.
● EN PHYSIQUE, Marie Curie, en 1903, conjointement avec son époux Pierre Curie et Henri Becquerel, Marie, Corpet-Mayer (Etats-Unis) l'obtint en 1963 avec Hans Jensen (Allemagne) et Eugene Paul Wigner (Etats-Unis).

● LE PRIX NOBEL DE LA PAIX fut décerné en 1956 à l'Allemande Bertha Kinsky, en 1931 à l'Américaine Jane Adams et à Emily Greene Balch (Etats-Unis) en 1946. Rappelons celui de 1976 attribué, cette année à Betty Williams et Mairead Corrigan pour leur action à la tête du Mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord.

● EN LITTÉRATURE, six femmes ont obtenu le prix Nobel : Selma Lagerlöf, Suédoise, en 1909 ; Sigrid Undset, Norvégienne, en 1928 ; Pearl Buck, Américaine, en 1938 ; Grazia Deledda, Italienne, en 1926 ; Gabriela Mistral, Chilienne, en 1945 ; et, en 1946, Nelly Sachs, Israélienne.

ROSALYN YALOW

Mme Rosalyn Sussman Yalow, née le 19 juillet 1921 à New-York, n'est pas médecin, mais titulaire (1945) d'un doctorat de physique. Spécialisée en médecine nucléaire, elle devint assistante (à la tête) de service des radio-isotopes de l'hôpital de Bronx à New-York, puis chef du service de médecine nucléaire. Mme Rosalyn Yalow est actuellement chercheuse à l'hôpital du Mont-Sinai, membre de la Commission nationale de protection contre les radiations et du groupe d'études sur les cancers féminins. Membre de nombreuses sociétés scientifiques et de l'Académie des sciences américaines, Mme Yalow est mère de deux enfants.

ROGER GUILLEMIN

Roger Guillemin est né le 11 janvier 1918 à Dijon (France). Après une scolarité dans sa ville natale, il poursuit des études médicales à la faculté de médecine de Lyon, où il obtient sa thèse de docteur en médecine en 1949. Il part ensuite en Amérique : d'abord au Canada, où il se forme à la médecine et à la chirurgie expérimentales à l'université de Montréal (Québec) puis aux Etats-Unis où il arrive en 1953. Il occupe, pendant sept ans à l'université Baylor (Texas), la chaire de physiologie.

De 1960 à 1963, il fut directeur du département d'endocrinologie expérimentale du Collège de France. En 1970, il rejoint, avec toute son équipe, l'institut Salk à La Jolla, en Californie. C'est dans les complexes rendus de l'Académie des sciences, en France, qu'ont été publiés certains des plus importants travaux du professeur Guillemin. Il fait d'ailleurs de fréquents voyages en France, où il ne cache pas son amertume envers les structures scientifiques ou universitaires de son pays, qui n'ont pas pu — ou pas voulu — l'accueillir. Le professeur Guillemin est marié et a six enfants.

ANDREW V. SCHALLY

Né le 30 septembre 1926 à Vîlno (Pologne), le professeur Andrew V. Schally, après des études scientifiques en Angleterre, obtient un doctorat en biochimie à l'université McGill, à Montréal, en 1957. Jusqu'en 1962, il est assistant de recherche à l'université Baylor, à Houston (Texas), où il collabore avec le professeur Guillemin, puis il prend la tête du laboratoire des polypeptides et d'endocrinologie de l'hôpital des Vétérans de La Nouvelle-Orléans, en 1962.

Le professeur Schally est, depuis 1973, directeur des recherches de l'ensemble du puissant système hospitalier et scientifique que possèdent aux Etats-Unis les anciens combattants. Citoyen américain, il est marié et a deux enfants.

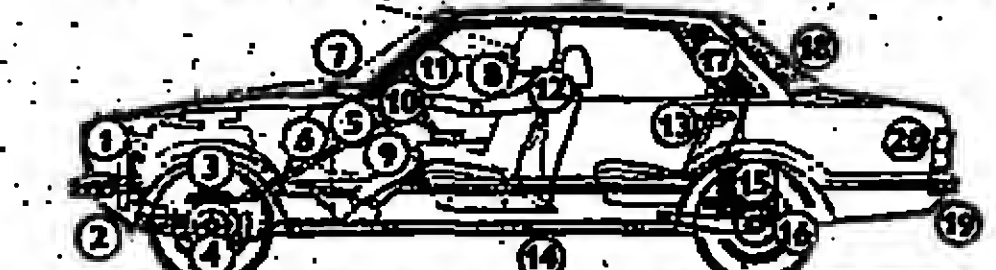


FORD TAUNUS 7 CV. METTEZ-VOUS EN SECURITE.

Pour vous assurer toute la sécurité possible, pour vous et votre famille, la Ford Taunus dispose d'un équipement de sécurité très dans une voiture de sa catégorie : regardez donc le tableau ci-dessous.

Une famille doit être sûre :

① Deux ceinturons de sécurité. ② Ceinture à l'avant : stabilité



renforcée. ③ Volants AV et AR les plus larges de sa catégorie. ④ Freins à double circuit, assistés par servo, à disques. ⑤ L'avant : ⑥ Volant lumineux de contrôle des freins. ⑦ Essieu à 2 vitesses et large espace électrique. ⑧ Pare-chocs en verre feuilleté. ⑨ Habitacle passagers renforcé avec des déformables à l'avant et à l'arrière. ⑩ Colonne de direction à absorption d'énergie. ⑪ Volant de sécurité. ⑫ Tableau de bord antidive et antiroulis. ⑬ Ceintures de sécurité à enrouleur. ⑭ Blocage de sécurité des portes pour les enfants. ⑮ Centre de gravité très bas. ⑯ Nouvelle suspension AR à ressorts à flexibilité progressive. ⑰ Barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière. ⑱ Climatiseur ventilation à 2 vitesses, réglable et orientable pour désembuer les vitres latérales. ⑲ Démarrage/dégivrage de la lunette arrière. ⑳ Phares de recul. ㉑ Feux arrière enveloppés.

Une famille peut être belle

— La Ford Taunus est une belle voiture. Regardez ses lignes.

lisses, très pures. Sa surface vitrée. Sa ceinture de caisse élégante. L'impression de race qui se dégage de la Ford Taunus n'est pas une illusion.

Une famille doit être confortable

La Ford Taunus offre cinq places spacieuses. Ses sièges sont enveloppés, moelleux. Le tableau de bord, clair et complet, est d'une finition luxueuse.

Dans son coffre (430 dm³), les bagages tiennent à l'aise. La suspension à flexibilité progressive à l'arrière assure une conduite souple et précise quelle que soit la charge. Et pour la tenue de route vous pouvez avoir confiance : empatement optimal, voies avant et arrière extra-larges (1422 mm). Tout en silence.

Il existe 5 modèles de Ford Taunus : Spéciale, Luxe, CL, S et Ghia. En 3 versions possibles : coupé 2 portes, berline 4 portes, break 5 portes. Vous pouvez choisir entre 3 moteurs 1400 cm³ à 1600 cm³ à 1800 cm³ à 2000 cm³ à 2300 cm³ à 2600 cm³ à 3000 cm³ à 3300 cm³ à 3600 cm³ à 4000 cm³ à 4400 cm³ à 4800 cm³ à 5200 cm³ à 5600 cm³ à 6000 cm³ à 6400 cm³ à 6800 cm³ à 7200 cm³ à 7600 cm³ à 8000 cm³ à 8400 cm³ à 8800 cm³ à 9200 cm³ à 9600 cm³ à 10000 cm³ à 10400 cm³ à 10800 cm³ à 11200 cm³ à 11600 cm³ à 12000 cm³ à 12400 cm³ à 12800 cm³ à 13200 cm³ à 13600 cm³ à 14000 cm³ à 14400 cm³ à 14800 cm³ à 15200 cm³ à 15600 cm³ à 16000 cm³ à 16400 cm³ à 16800 cm³ à 17200 cm³ à 17600 cm³ à 18000 cm³ à 18400 cm³ à 18800 cm³ à 19200 cm³ à 19600 cm³ à 20000 cm³ à 20400 cm³ à 20800 cm³ à 21200 cm³ à 21600 cm³ à 22000 cm³ à 22400 cm³ à 22800 cm³ à 23200 cm³ à 23600 cm³ à 24000 cm³ à 24400 cm³ à 24800 cm³ à 25200 cm³ à 25600 cm³ à 26000 cm³ à 26400 cm³ à 26800 cm³ à 27200 cm³ à 27600 cm³ à 28000 cm³ à 28400 cm³ à 28800 cm³ à 29200 cm³ à 29600 cm³ à 30000 cm³ à 30400 cm³ à 30800 cm³ à 31200 cm³ à 31600 cm³ à 32000 cm³ à 32400 cm³ à 32800 cm³ à 33200 cm³ à 33600 cm³ à 34000 cm³ à 34400 cm³ à 34800 cm³ à 35200 cm³ à 35600 cm³ à 36000 cm³ à 36400 cm³ à 36800 cm³ à 37200 cm³ à 37600 cm³ à 38000 cm³ à 38400 cm³ à 38800 cm³ à 39200 cm³ à 39600 cm³ à 40000 cm³ à 40400 cm³ à 40800 cm³ à 41200 cm³ à 41600 cm³ à 42000 cm³ à 42400 cm³ à 42800 cm³ à 43200 cm³ à 43600 cm³ à 44000 cm³ à 44400 cm³ à 44800 cm³ à 45200 cm³ à 45600 cm³ à 46000 cm³ à 46400 cm³ à 46800 cm³ à 47200 cm³ à 47600 cm³ à 48000 cm³ à 48400 cm³ à 48800 cm³ à 49200 cm³ à 49600 cm³ à 50000 cm³ à 50400 cm³ à 50800 cm³ à 51200 cm³ à 51600 cm³ à 52000 cm³ à 52400 cm³ à 52800 cm³ à 53200 cm³ à 53600 cm³ à 54000 cm³ à 54400 cm³ à 54800 cm³ à 55200 cm³ à 55600 cm³ à 56000 cm³ à 56400 cm³ à 56800 cm³ à 57200 cm³ à 57600 cm³ à 58000 cm³ à 58400 cm³ à 58800 cm³ à 59200 cm³ à 59600 cm³ à 60000 cm³ à 60400 cm³ à 60800 cm³ à 61200 cm³ à 61600 cm³ à 62000 cm³ à 62400 cm³ à 62800 cm³ à 63200 cm³ à 63600 cm³ à 64000 cm³ à 64400 cm³ à 64800 cm³ à 65200 cm³ à 65600 cm³ à 66000 cm³ à 66400 cm³ à 66800 cm³ à 67200 cm³ à 67600 cm³ à 68000 cm³ à 68400 cm³ à 68800 cm³ à 69200 cm³ à 69600 cm³ à 70000 cm³ à 70400 cm³ à 70800 cm³ à 71200 cm³ à 71600 cm³ à 72000 cm³ à 72400 cm³ à 72800 cm³ à 73200 cm³ à 73600 cm³ à 74000 cm³ à 74400 cm³ à 74800 cm³ à 75200 cm³ à 75600 cm³ à 76000 cm³ à 76400 cm³ à 76800 cm³ à 77200 cm³ à 77600 cm³ à 78000 cm³ à 78400 cm³ à 78800 cm³ à 79200 cm³ à 79600 cm³ à 80000 cm³ à 80400 cm³ à 80800 cm³ à 81200 cm³ à 81600 cm³ à 82000 cm³ à 82400 cm³ à 82800 cm³ à 83200 cm³ à 83600 cm³ à 84000 cm³ à 84400 cm³ à 84800 cm³ à 85200 cm³ à 85600 cm³ à 86000 cm³ à 86400 cm³ à 86800 cm³ à 87200 cm³ à 87600 cm³ à 88000 cm³ à 88400 cm³ à 88800 cm³ à 89200 cm³ à 89600 cm³ à 90000 cm³ à 90400 cm³ à 90800 cm³ à 91200 cm³ à 91600 cm³ à 92000 cm³ à 92400 cm³ à 92800 cm³ à 93200 cm³ à 93600 cm³ à 94000 cm³ à 94400 cm³ à 94800 cm³ à 95200 cm³ à 95600 cm³ à 96000 cm³ à 96400 cm³ à 96800 cm³ à 97200 cm³ à 97600 cm³ à 98000 cm³ à 98400 cm³ à 98800 cm³ à 99200 cm³ à 99600 cm³ à 100000 cm³ à 100400 cm³ à 100800 cm³ à 101200 cm³ à 101600 cm³ à 102000 cm³ à 102400 cm³ à 102800 cm³ à 103200 cm³ à 103600 cm³ à 104000 cm³ à 104400 cm³ à 104800 cm³ à 105200 cm³ à 105600 cm³ à 106000 cm³ à 106400 cm³ à 106800 cm³ à 107200 cm³ à 107600 cm³ à 108000 cm³ à 108400 cm³ à 108800 cm³ à 109200 cm³ à 109600 cm³ à 110000 cm³ à 110400 cm³ à 110800 cm³ à 111200 cm³ à 111600 cm³ à 112000 cm³ à 112400 cm³ à 112800 cm³ à 113200 cm³ à 113600 cm³ à 114000 cm³ à 114400 cm³ à 114800 cm³ à 115200 cm³ à 115600 cm³ à 116000 cm³ à 116400 cm³ à 116800 cm³ à 117200 cm³ à 117600 cm³ à 118000 cm³ à 118400 cm³ à 118800 cm³ à 119200 cm³ à 119600 cm³ à 120000 cm³ à 120400 cm³ à 120800 cm³ à 121200 cm³ à 121600 cm³ à 122000 cm³ à 122400 cm³ à 122800 cm³ à 123200 cm³ à 123600 cm³ à 124000 cm³ à 124400 cm³ à 124800 cm³ à 125200 cm³ à 125600 cm³ à 126000 cm³ à 126400 cm³ à 126800 cm³ à 127200 cm³ à 127600 cm³ à 128000 cm³ à 128400 cm³ à 128800 cm³ à 129200 cm³ à 129600 cm³ à 130000 cm³ à 130400 cm³ à 130800 cm³ à 131200 cm³ à 131600 cm³ à 132000 cm³ à 132400 cm³ à 132800 cm³ à 133200 cm³ à 133600 cm³ à 134000 cm³ à 134400 cm³ à 134800 cm³ à 135200 cm³ à 135600 cm³ à 136000 cm³ à 136400 cm³ à 136800 cm³ à 137200 cm³ à 137600 cm³ à 138000 cm³ à 138400 cm³ à 138800 cm³ à 139200 cm³ à 139600 cm³ à 140000 cm³ à 140400 cm³ à 140800 cm³ à 141200 cm³ à 141600 cm³ à 142000 cm³ à 142400 cm³ à 142800 cm³ à 143200 cm³ à 143600 cm³ à 144000 cm³ à 144400 cm³ à 144800 cm³ à 145200 cm³ à 145600 cm³ à 146000 cm³ à 146400 cm³ à 146800 cm³ à 147200 cm³ à 147600 cm³ à 148000 cm³ à 148400 cm³ à 148800 cm³ à 149200 cm³ à 149600 cm³ à 150000 cm³ à 150400 cm³ à 150800 cm³ à 151200 cm³ à 151600 cm³ à 152000 cm³ à 152400 cm³ à 152800 cm³ à 153200 cm³ à 153600 cm³ à 154000 cm³ à 154400 cm³ à 154800 cm³ à 15

JUSTICE

L'INCUPLATION DES DEUX RESPONSABLES D'UN «HOTEL DE CURE» DANS L'AUBE

« Une histoire d'illuminés »

Troyes. — Après la mort suspecte de trois pensionnaires de l'hôtel de cure qu'il avait créé à Rigny-la-Nonneuse (Aube), M. Albert Mosseri, cinquante et un ans, a été inculpé dans la soirée du 12 octobre, après vingt-quatre heures de garde à vue (« Le Monde » du 14 octobre). Il a été inculpé par M. Hovart, juge d'instruction à Troyes, d'homocide volontaire, d'exercice illégal de la médecine, d'omission de porter secours et d'escroquerie.

A l'exception de l'escroquerie (il n'est poursuivi sur ce point que de complaisance), le docteur Charles Courrier, soixante-seize ans, médecin à Nogent-sur-Seine, s'est vu notifier les mêmes chefs d'inculpation, y compris celui d'exercice illégal de la médecine. Il s'agit là d'une application rare de l'article L.372 du code de la santé publique, qui prévoit qu'un médecin peut lui-même être poursuivi pour ce motif lorsqu'il a

apporté son concours ou sa caution à une personne se livrant indûment à des pratiques d'ordre médical. Le docteur Courrier a été laissé en liberté.

Selon les derniers éléments de l'enquête, il apparaît que le dossier d'instruction pourrait ne pas se limiter seulement aux trois décès actuellement connus : l'un en 1972 (pour lequel M. Mosseri a déjà été condamné en 1974 à 1000 F d'amende et 10 000 F de dommages et intérêts pour non-assistance à personne en danger), les deux autres en mai et septembre 1977. L'analyse des causes de la mort d'autres personnes, survenues après une « cure » dans l'établissement de M. Mosseri, pourrait également être versée à ce dossier. D'autre part, l'un des dix pensionnaires évacués le 12 octobre par la police reste hospitalisé à Troyes dans un état d'affaiblissement prononcé dû au jeûne prolongé prescrit par M. Mosseri.

De notre envoyé spécial

Il y a un régime végétarien. Ce traitement semblait, selon ses clients, être universel, propre à soigner toutes les affections du corps et de l'esprit. Il se serait inspiré pour définir sa science, de certains auteurs américains. A chaque nouvel arrivant, il distribuait des brochures résumant ses méthodes, qui paraissent tantôt simplistes, tantôt extraordinairement complexes au point de devenir incompréhensibles.

La foi des désespérés

Pendant des années, et en dépit du premier accident, en 1972, les dix chambres de l'hôtel ont été presque continuellement occupées par des curistes venus de toute la France et de l'étranger. Que venaient-ils y soigner ? Tout et n'importe quoi. La plupart venaient en désespoir de cause tenter de perdre une obésité ou un embonpoint irréductible et insupportable. Un jeûne de quarante jours donnait dans ce cas des résultats assurés. Mais d'autres clients pensaient pouvoir ainsi guérir toutes sortes de maladies (des rhumatismes déformants à la tumeur cancéreuse) et, surtout, des dépressions nerveuses. « Il est indéniable que la privation de nourriture finit toujours par créer un état euphorique, remarque ironiquement un médecin de Nogent-sur-Seine. Les patients reprennent étonnés, mais apparemment et provisoirement heureux ».

Il semble que la plupart des patients étaient convaincus de trouver chez M. Mosseri une guérison ou un soulagement que la médecine conventionnelle n'avait pu leur apporter. Ils avaient la foi aveugle des désespérés et pensaient avoir plus d'autorité que de s'en remettre au propagandiste de l'hygiène naturelle. Tel ce comédien suisse, profondément outré par l'interdiction de la police et la fermeture de l'établissement, qui déclare : « Je souffre de dépression et, depuis cinq ans, je suis en incapacité de travail. J'ai été traité dans différents hôpitaux, qui n'ont rien fait pour moi. Ici,

je suis un traitement par le jeûne ; c'est une désintoxication, il n'y a rien de plus naturel ».

M. Mosseri, qui est né à Londres, le 22 mai 1977, un mois après la fin d'une cure à Rigny-la-Nonneuse. Il était âgé de vingt-huit ans et ne parlait pas plus de 200 mots au moment de sa mort. Il suivait par correspondance des indications de M. Mosseri. Le 30 septembre dernier, M. Mosseri avait écrit à son client, âgé de cinquante ans, ressortissant suisse, résident à l'hôpital des Hauts-Clois à Troyes, 21 meublé 178 mètre carré, de lui envoyer des lettres. Silhouette discrète, un banc du palais de justice de Troyes, en attendant la décision du juge d'instruction, M. Mosseri semblait indifférent à l'agitation provoquée par cette affaire. Cet homme au visage émacié, au regard distant, semblait rester fidèle à sa réputation : celle d'un personnage criminel et des grâces au ministère de la justice. Il était content de présenter ainsi sa défense : « Mon rôle était de loger mes clients, de les nourrir, de les garder. Je n'ai rien fait de leur vie et un médecin les visitait quand ils le désiraient ».

Croyait-il lui-même à ses méthodes et à sa mystique du jeûne ? Peut-on lui reprocher une escroquerie involontaire ou volontaire ? Son colporteur, le docteur Courrier, le défend en affirmant que M. Mosseri observait lui-même des jeûnes épuisants. Pour lui, précise le médecin, « il s'agissait d'une discipline et pas seulement d'un traitement ». Cependant, on ne peut pas lui reprocher de substantiels bénéfices en faisant payer de 60 à 120 francs par jour une pension, alors que l'Aube n'a pas de régime de jeûne, rétribuait au minimum et que le confort de la diète de chambre de l'hôtel était, dit-on, inexistante et à la limite de l'insupportable.

Le jeûne, dit-on, n'est pas un traitement. C'est un mode de vie. C'est un mode de vie qui, si on le pratique correctement, est, lui, radicalement opposé à celui de M. Mosseri. Cet ancien médecin de la légion étrangère, ancien député communiste de l'Aube, a été condamné à deux ans de prison pour avoir organisé, à Paris, un mouvement de désobéissance civile. Paradoxalement, le médecin des adeptes de la privation et du jeûne affiche, avec ostentation et humour, un embonpoint conforme à son rôle de conseiller en jeûne. Il ne peut pas être considéré comme un adepte de la privation et du jeûne, mais comme un adepte de la privation et du jeûne. Il ne peut pas être considéré comme un adepte de la privation et du jeûne, mais comme un adepte de la privation et du jeûne.

Désabusé, incrédule, le docteur Courrier n'est pas du genre à décevoir. Il a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin. Il a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin. Il a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

de M. Mosseri, qui a fait de la médecine à l'ancienne, mais il est un médecin.

A Bonn

Une conférence de presse pour la défense de M. Croissant

De notre correspondant

Bonn. — Une conférence de presse internationale pour la défense de M. Croissant, le jeudi 13 octobre à Bonn, a rassemblé autour de plusieurs avocats allemands des représentants de l'Italie et de l'Irlande du Nord. La France était représentée par M. Marie-Françoise Schimidt, du barreau de Paris, et par M. Claude Bourdet, s'abstenant de discuter en détail les charges qui pèsent sur l'avocat de Stuttgart, actuellement détenu en France. M. Schimidt et M. Bourdet ont mis l'accent sur la violation des droits de la défense qui résulte, selon eux, de la nouvelle loi allemande autorisant la suspension temporaire de tout contact entre les détenus et leurs avocats.

M. Schimidt a précisé qu'elle parlait au nom d'un grand nombre d'avocats et de juristes français de tous les bords politiques. Sa présence à Bonn visait à soutenir « les courageux compatriotes allemands qui ont posé un cri d'alarme contre l'incroyable loi qui vient d'être

SPORTS

AUTOMOBILISME

LE RENFORCEMENT DE L'AUTORITÉ DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE

Au cours d'une conférence de presse, réunie mercredi 12 octobre à Paris, M. Jean Leclerc, secrétaire général de la Fédération française du sport automobile (F.F.S.A.), a annoncé qu'il a traité de deux questions. La première, celle de la démission de M. Baletre, ministre de la défense, avait dans une lettre du 3 octobre, apporté tous les apaisements souhaitables sur le rôle des services de gendarmerie, et dans leurs approches. A la place des 1000 % d'augmentation précédemment annoncés, le renforcement sera en réalité de 22 %, en moyenne, et pour le président de la F.F.S.A., il a été d'une somme de 1000 F. Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

Le Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

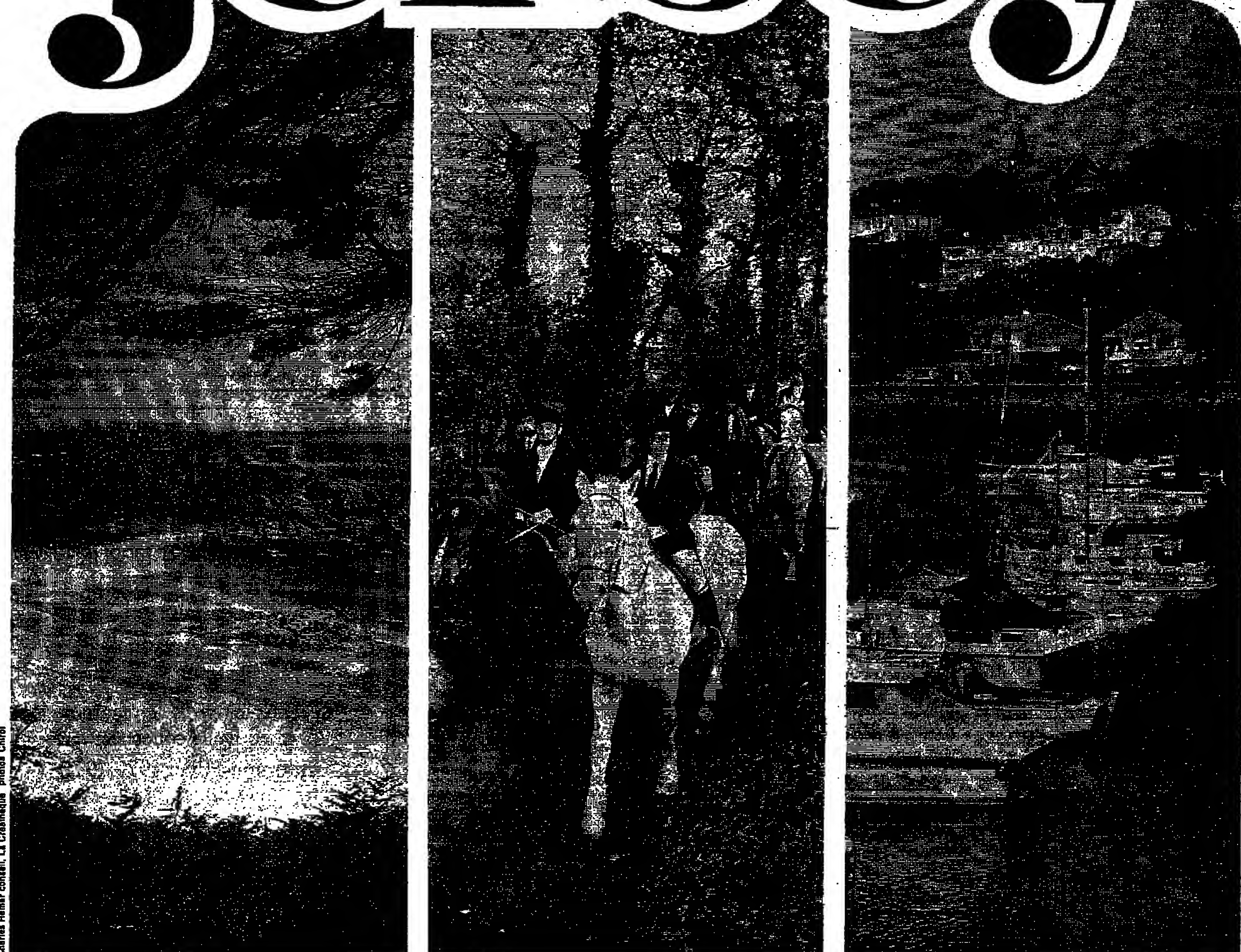
M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d'un spectacle professionnel, sans trop tenir compte de l'aspect sportif de leurs activités. — F. J.

M. Baletre a également abordé le problème de la réforme et de la réorganisation de la Commission sportive internationale (C.S.I.) dans le cadre de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.). Le président de la F.F.S.A. a engagé une action pour donner une plus grande dimension à la C.S.I. et il entre dans ses projets de créer éventuellement une fédération internationale du sport automobile pourvue d'un statut plus élevé et d'une compétence élargie. M. Baletre, entre autres choses, voudrait faire en sorte que les constructeurs de formule 1, groupés dans la Fédération internationale (F.I.A.), aient plus la tentation de gérer eux-mêmes les grands prix, à la manière d

Dans ses salons du 1^{er} étage
COLLECTION NOUVELLE
Grande mesure et prêt à porter

116 km² de Charme jersey



En Automne l'île merveilleuse

Des plages, du sable fin, des criques, des falaises, des petits ports, des chemins creux, des fleurs, de la verdure... soyez-en sûr, il y en a : c'est superbe !

Pour apprécier tout cela, de petites voitures rutilantes, en location pour une bouchée de pain : c'est impeccable et amusant !

Des pubs, des auberges, des distractions, des golfs : ce n'est pas cela qui manque.

De très grands palaces (attention, dîner habillé), de charmants hôtels, de petites pensions : il y a le choix et les prix sont très doux.

Mais ce qui est extraordinaire, c'est que Jersey, petite île de rêve (20 km de long sur 10 de large) située à 20 km seulement des côtes normandes, soit, depuis sept siècles, un joyeux petit Etat, rattaché à la Couronne d'Angleterre, mais indépendant, avec sa Constitution, ses lois, son

Gouvernement, sa monnaie, ses traditions et, depuis 1969, son autonomie postale avec ses émissions propres : cela, vraiment, il faut le faire !

Et ils sont heureux de vivre les 75 000 habitants qui jouissent, au surplus, d'importants privilèges. Ils vous en feront largement profiter. A Saint-Hélène, la capitale, les deux célèbres rues King Street et Queen Street, réservées aux piétons et grouillantes de vie, regorgent de marchandises détaxées.

Elles ont été appelées les rues les moins chères du monde. Vous y trouverez à des prix records tous les tabacs, tous les alcools, tous les cashmères, tous les shetlands — de toutes tailles, de toutes formes, de toutes couleurs — tous les parfums, les costumes, les disques, l'argenterie...

Mais si ce petit Etat adorable est indiscutablement le paradis du shopping, Jersey reste, avant tout, une oasis de paix et de beauté.

L'automne, et l'hiver, sont des périodes tout à fait favorables pour découvrir ce zeste de Côte d'Azur flottant sur le Gulf-Stream.

Un week-end, une semaine à Jersey, c'est le dépaysement, la vraie détente.

Jersey vous attend dès demain. Bon voyage !



BIA

BRITISH ISLAND AIRWAYS

Avec BIA, Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud.

Plusieurs vols par semaine.

Réervations 686.80.80

Consultez votre Agence de Voyages.

Jersey par avion : Paris, grandes villes de l'Ouest.

Par bateau, par hydroglisseur : Saint-Malo, Carteret, Portbail, Granville.

une très belle documentation en couleurs

Pour recevoir cette documentation en couleurs, ayez la gentillesse de retourner ce coupon en timbrant à 1,40 F à l'Office National du Tourisme - Service France LMS Jersey (Îles Anglo-Normandes).

Nom _____

Adresse _____

LMS

Le

La Yougoslavie et la politique de l'

Le milliard de dollars

Le milliard de dollars, c'est un chiffre qui résonne dans les médias. Mais qu'en est-il vraiment ?

En Yougoslavie, ce chiffre a une importance capitale. Il représente le montant des investissements étrangers dans le pays.

Les investisseurs étrangers sont attirés par la main-d'œuvre qualifiée et les infrastructures modernes de la Yougoslavie.

Cependant, la Yougoslavie doit faire face à de nombreux défis, notamment en matière de développement économique et social.

LES PROJETS

Un projet de loi a été présenté au Parlement yougoslave. Il vise à renforcer la coopération internationale.

Le projet prévoit la création d'un organisme chargé de promouvoir les échanges commerciaux et culturels.

Les experts estiment que ce projet est une étape importante dans le développement de la Yougoslavie.

Les charters gagnent du terrain avec nouvelles frontières

Les charters gagnent du terrain avec les nouvelles frontières. Les compagnies aériennes proposent de nouvelles destinations.

Les voyageurs sont attirés par les paysages spectaculaires et les cultures exotiques.

Les compagnies aériennes offrent des tarifs réduits pour encourager le tourisme.

NOUVELLES FRONTIÈRES

66 boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél : 329 12 14

34 rue Franklin
69002 LYON
Tél : 37 16 47

7 place Chénier
67000 STRASBOURG
Tél : 22 17 12

J.P. 11/10/77

La S.N.C.F. investit 48 millions dans l'industrie du voyage

पुस्तक

clientèle vers le rail. » Une mise en garde qui n'est pas une mise en sommeil. « Nous pouvons traiter, à l'intérieur de l'Hexagone, au moins deux cents mille touristes français au lieu de quarante mille actuellement, admet M. Luraschi.

Pour ce faire, une holding, la Société d'investissement pour le tourisme (Frantour) — a été mise en place le 1^{er} juillet dernier, qui cofinanciera toutes les filiales du tourisme de la S.N.C.F. (1). Une augmentation de son capital — de 30 à 48 millions de francs — est en cours de réalisation : la Société générale, l'Union européenne, la Banque de Suède et la B.N.P. y participent, à hauteur de 1,5 millions de francs ; la SCETA, qui possède désormais 60 % des actions de Frantour, apporte, dans cette opération, 6 millions d'argent frais.

(Lire la suite page 21.)

Une agence pour les handicapés

Comme avant-guerre

Comme avant-guerre, au temps du P.L.M., Frantour cherche à ressusciter des hôtels en « bout de quai ». « A Austerlitz, c'est une nécessité ; à la gare de Lyon, il en faudra un vers 1982, lorsque le train à grande vitesse entrera en service ; à la gare du Nord, nous songeons à quelque chose au-dessus de la future gare souterraine », expliquent les dirigeants de la holding.

Le groupe tourisme de la S.N.C.F. réalisera, cette année, un chiffre d'affaires de 550 millions de francs. Peu de chose, comparé à celui de la maison mère : 27 milliards de francs. *Les cheminsots n'ont à craindre ni démantèlement ni privatisation de la société nationale*, concluent les responsables des ferroviaires. *Nous restons fidèles à notre vocation première : faire rouler des trains.* Et les remplir. Pour un agent de gare, vendre du soleil, ce n'est pas forcément vendre du vent.

JACQUES DE BARRIN.

S'aidant d'une solide trésorerie, le groupe tourisme de la S.N.C.F. a donc pu, ces dernières années, renforcer ses structures d'accueil : un « deux étoiles » et un « une étoile de trois cent trente chambres chacun dans le quartier des Batignolles à Paris, un hôtel de cent vingt chambres à Marina Viva, quatre-vingt-trois studios à Boulogne, et un village de vacances de cinq cent quatre-vingt-treize lits à Najac, dans l'Aveyron. Ses responsables risent encore plus loin.

La maison mère ne fera pas obstacle à ces ambitions. « Les filiales doivent grandir selon leur propre loi, assure M. Ronze. Notre branche tourisme a les moyens d'aller de l'avant. Toutefois, ce développement, lié à la vocation même de la S.N.C.F., doit avoir pour but d'orienter la

(1) Frantour possède neuf filiales à 100 % : les cinq agences européennes de France Tourisme Service ; Euro-Paris, qui gère l'hôtel Sultzen La Tour ; Sato-Bellignolles, qui gère les deux établissements de l'avenue de Clichy ; « Prexotel », qui exploite les cinq villages de vacances, et Paris-Luce, qui a en charge, place Clichy, un restaurant pour touristes de passage dans la capitale.

Frantour possède une filiale à 75 % : les Studios de vacances S.V.C. et une filiale à 60 % : le fabricant de voyages, « Vacances 2000 » où, cette année, traitera quelque 30 000 personnes.

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

VOIS SPÉCIAUX (aller et retour)

NEW-YORK	1.500 F
MONTREAL	1.500 F
TREBON	1.700 F
BANGKOK	1.750 F
(au départ de Londres)	
COLOMBO	2.500 F
SINGAPOUR	2.750 F
BALI	4.100 F
(avec 7 nuits d'hôtel)	

Nom

Adresse

Code Postal

Ville

☐ désire recevoir
votre brochure.

AIR ALLIANCE
Lic. A 741

4, rue de l'Échelle - 75001 PARIS
Tél. 260 74 93 & 44 69

3 bis, rue de Vaugirard - 75006 PARIS
Tél. 325 76 25 & 82 19

La chasse à la palombe fait frémir les Basques

TOUT le Sud-Ouest est fébrile à l'heure de la chasse à la palombe. L'automne basque, tiède et doré, caressé par le vent du sud, la saison reine. Alors se déploie l'ultime vague touristique avant l'hiver. Les hôteliers affichent complet. Plusieurs mois à l'avance, l'attribution des postes de chasse donne lieu à des adjudications publiques. Une région tout entière est ainsi sur le pied de guerre. « Le monde peut bien crouler », écrit François Mauriac, « il n'y a que les palombes qui comptent ».

Pour le Basque, c'est un appel irrésistible qu'il ressent au plus profond de son âme. On le surprend à imaginer de vastes horizons et les voyages lointains des palombes, grandes migratrices que leur infatigable instinct mène par-dessus les hautes vallées, en direction des côtes pyrénéennes. Pour un peu, il prétendrait que les palombes sont basques ! Alors, il engage avec elles un combat singulier qui consiste à les capturer vivantes. Si l'on en croit les habitants, la plus forte proportion des passages est de 50 % environ entre le 15 et 31 octobre. « A la Saint-

Luc, c'est le grand truc », mais on dit aussi (le 15 octobre) : « A la Saint-Graç, les gran pascach », et l'on assure que les grands vols passent deux jours avant la lune !

Familier des palombes, dont il connaît les mœurs, le Basque connaît bien aussi leur plus redoutable ennemi, l'épervier, fragile mais féroce entre tous. Le rapace possède une technique toute particulière pour attaquer sa proie : il l'éperonne. La scène a toujours pour décor l'une des

grandes vallées pyrénéennes ; le prédateur plonge au-dessous du vol migrateur pour remonter vers lui au maximum de sa vitesse afin d'atteindre la gorge de sa proie, qu'il percute. La palombe n'a que deux chances de lui échapper : ou bien elle entreprend une fuite éperdue mais hypothétique, ou bien elle adopte un vol en rase-mottes qui enlève à son ennemi toute possibilité d'attaque car il ne dispose plus de son champ d'action habituel.

Les moines de Roncevaux

Le Basque s'est inspiré de cette technique jusqu'à imaginer un épervier artificiel, sous forme d'une palette peinte, sorte de raquette de ping-pong. Dans le grand amphithéâtre de la vallée, toute une stratégie est mise en place. Le col, lieu de passage traditionnel, est fermé par de hauts filets, tendus — et camouflés — entre de grands chênes. Ce sont les pantières.

Des gîteurs postés à plusieurs kilomètres de là signalent l'arrivée des volatiles à grand sons de

cornets à bouquin. Puis des rabatteurs (*chatarri*), à grands renforts de cris, de drapaux blancs agités, poussent le gibier en direction du col. Enfin, les lanceurs de palettes (*chatarri*) doivent intervenir à l'endroit exact, à la fraction de seconde près, car toute fausse manœuvre compromettrait dangereusement le succès de l'opération. Réflexe d'auto-défense, la palombe pique, s'apprête à franchir le col presque à ras du sol, en épousant la conformation topographique de celui-ci, mais se fait

prendre au piège dans un bruit de vagues, fendant aveuglément à des vitesses de 100 à 150 kilomètres à l'heure.

L'automne venu, le rendez-vous est pris dans une dizaine de cols en Pays basque ou en Béarn : Etchegaray, Les Aldudes, Le-cumberry, Béhoriéguy, Osquich, Nappi, Gatagone, Lantabat et Lannes, où il est arrivé que les prises soient aussi nombreuses que celles de tous les autres cols réunis. Dans ce petit village béarnais de sept cents habitants, chacun reçoit une palombe à la fin de la saison de chasse.

Cette chasse très particulière permet aux Basques de se différencier. Ils sont les seuls, en effet, à avoir imaginé toute une stratégie à partir d'un oiseau de proie artificiel, alors que, dans tous les autres cas, les chasseurs ont recours soit à des appâts vivants, soit à des appâts morts.

Le légende veut que les chatoines de Roncevaux aient été de mode de chasse au point, en installant au col d'Ibaneta les premières grandes pantières... La technique adoptée n'a pas variée depuis le Moyen Âge, sauf quelques perfectionnements apportés au mécanisme des filets. Mais les commandements sont toujours exécutés en basque.

CHRISTIAN BOMBEDIAC.

« Soupe à la grimace » (suite)

Dans l'article intitulé « Soupe à la grimace » et consacré aux difficultés de l'Association pour la formation continue dans l'industrie hôtelière (ANFIE), il était affirmé, sur la foi de renseignements communiqués par le secrétaire d'Etat au tourisme, que « deux organismes seulement bénéficiaient de conventions signées avec le secrétariat d'Etat leur permettant de rémunérer les stagiaires » (le Monde du 1^{er} octobre).

Deux associations de formation nous demandent de préciser qu'elles jouissent aussi du même régime : l'Ecole hôtelière de Paris — formation continue (20, rue Mélière, 75011 Paris (tél. : 622-53-26)), a signé une convention avec le ministère de l'Education nationale pour la préparation aux C.A.P. de cuisine classique et de restaurant, de novembre 1977 à mai 1978.

De son côté, l'association Formation et démocratie (26, rue Emile-Raspail, 94110 Arcueil, tél. : 657-56-16) est habilitée par convention avec le secrétariat d'Etat au tourisme à organiser un stage rémunéré préparant aux fonctions de directeur d'équipement et de services de tourisme social (villages et centres de vacances). Ce stage débutera en janvier 1978.

JEAN-CLAUDE QUINOU.

journaliste, organisateur des Rencontres internationales des villes de l'Est-de-Berrie.

(1) Renseignements sur les 3^{es} Rencontres (septembre 1978) : Association culturelle de la ville nouvelle de l'Est-de-Berrie, 13 800 litres. Téléphone : (15) 42-55-24-77.

POINT DE VUE

VIDÉO-LOISIRS

L'Étourisme a, de tout temps, été un moteur de l'industrie de l'image. Cartes postales, photos, diapos, super-8, ont réglé, au fil des techniques, l'organisation de la mémoire collective et familiale de notre consommation active de temps libre.

L'image électronique, la « plume verte », qui fait voler aux jeunes : « Ouvrez les fenêtres ! Fermez la télé ! » ou encore : « Dispersions, dispersion... c'est l'heure de ton feuilleton », est, au contraire, le symbole de la consommation passive de notre espace de liberté.

Avec les kits, ces jeux électroniques qui entraînent la conquête de l'Europe, le cycle vidéo-bout-dodo va représenter le plus clair de quelques dizaines de millions de notre espérance de vie.

Il était légitime que, en tant qu'en cause toutes les formes de la division sociale du travail, on se préoccupe d'une meilleure organisation du temps de loisir. Le développement de la vidéo dans le champ du tourisme — du tourisme social et du tourisme des jeunes, en particulier — pourrait en constituer un axe privilégié.

Il faut s'entendre sur le mot. Les Américains, pour marquer la rupture avec la T.V., inversent les lettres : V.I.T. ou vidéo tagée. Répète, le bande magnétique, c'est l'enregistrement du son comme de l'image. En Europe, la vidéo s'impose comme synonyme de moyens électroniques légers de production et de diffusion audiovisuelle. Moyens légers, portables et supportables : 7 kilos et 7 000 F, cent fois, mille fois moins que l'appareillage « broadcast » des télévisions nationales. Du « super-8 » sans trahi de développement, immédiatement visionnable sur un écran de télévision, et qui, couplé à un deuxième appareil, autorise toutes les possibilités de montage, de mixage, de trucage à la sauce Avery.

Même si les quelques milliers d'utilisateurs, au grand dam des théoriciens de la vidéo, n'ont pas encore trouvé d'« œuvre » spécifique et reproduisant les modèles de la télévision de tous les jours, ils sont unanimes à constater qu'« ils ne peuvent plus regarder la télévision comme avant ». De consommateurs maltraités et soumis, ils deviennent observateurs, parfois amusés, et, s'ils n'interviennent pas plus dans la production et la programmation, ils ne se trompent plus sur l'emballage et rejettent les colorants artificiels.

Une année

pour convaincre

Se refaire le muscle optique, se nettoyer le cerveau et les oreilles, voilà déjà un objectif de vacances qui ne rentrait plus dans le cadre de l'été. Mais les choses deviennent plus sérieuses quand on se risque à imaginer que la réalité américaine ou italienne pourrait se traduire, en France, par la mise en place de plusieurs dizaines, de plusieurs centaines de télévisions locales : une « quatrième chaîne » gérée et produite par les habitants eux-mêmes. Les plus riches, les plus cultivés ? Les plus « à l'aise devant ou derrière le miroir et la caméra ? Bref, toujours les mêmes ? Ce n'est pas évident pour les animateurs des Rencontres internationales de la vidéo (1), qui ont choisi pour 1978 comme thème de développement de leurs objectifs : « Le tourisme et l'organisation sociale du temps libre ».

L'imagination est peut-être au bout de la caméra vidéo. L'imagination et le pouvoir. Le pouvoir-politique, le pouvoir-d'opinion, le pouvoir-imaginaire. Tous ces pouvoirs qui restent en cause. Le Pouvoir, tyrannique, hégémonique, qui brise toute possibilité d'émergence d'un mode nouveau de communication sociale, de participation populaire, d'informa-

nous, si ces mots n'étaient pas été usés et galvaudés par les médias-médias, par les moyens lourds de manipulation des masses, même si leurs servants spécialistes sont animés des plus nobles intentions.

La formation élargie à ces techniques est la condition indispensable pour briser le cercle des hégémonies culturelles, linguistiques. Les centres de loisir, les villages de vacances, les colonies de vacances, etc., pourraient en être les lieux privilégiés. Par ailleurs, l'installation d'équipements audiovisuels dans ces structures tomberait à point pour fournir aux gestionnaires et usagers une partie de la solution des problèmes les plus aigus qui se posent aux centres : la communication entre jeunes et adultes, les relations avec les communes d'accueil et surtout l'optimisation de l'occupation des lits tout au long de l'année. Classes variées, séjours de troisième âge, stages de formation, participeraient à cette multi-affectation des locaux dans la mesure où la polyvalence des équipements intérieurs correspondrait à leurs besoins : pédagogiques, éducatifs et distancés, mixés de radio-visuel.

Les organisateurs de ces rencontres, qui veulent créer une dynamique vidéo dans le secteur du tourisme social, ont une année pour convaincre : collectivités locales, comités d'entreprises, associations de loisirs de l'intérêt de cette conjonction. Une année qui, en toute hypothèse, sera décisive pour la prise en compte par les pouvoirs publics de ces nouvelles techniques de la communication sociale.

Tourisme



CHARLEROI

22 salon de la maison et des vacances

24 FEVRIER-6 MARS 78

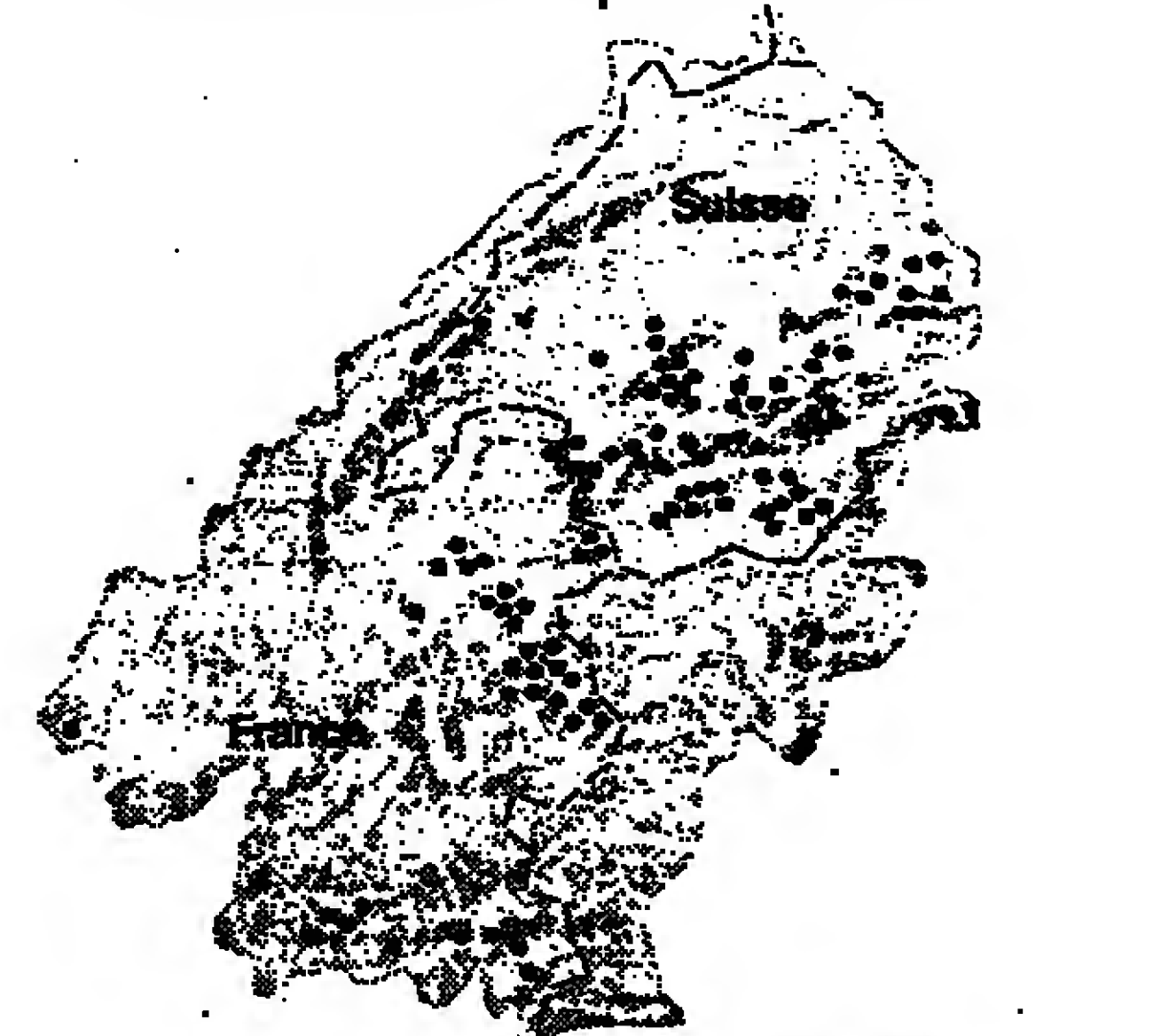
Le salon de tourisme de la Vallée.

Départ 22 régions, départements et S.I.-C.T. français invités. Pourquoi pas vous ?

Renseignements : Palais des Expositions, 8-5000 Charleroi (Belgique).

Tél. (071) 31 23 20 - Téléc. : 048000/51240

Comment? vous renoncerez à un logement confortable pour vos vacances d'hiver? Nous vous proposons 3543 bonnes raisons de ne pas le faire.



Dans les régions de sports d'hiver en France et en Suisse, Swiss Chalets-Inter Home vous offre quelques belles possibilités de transformer les longues veillées d'hiver en agréables soirées de détente dans l'un des 3543 logements de vacances, tous décrits dans le guide de locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home, avec une précision telle que vous pouvez vraiment comparer et juger.

Du reste, ce guide ne vous coûte rien. Si vous expédiez le coupon de cette annonce, il vous parviendra par retour du courrier. Vous le trouverez aussi dans votre agence de voyages. Et pour réserver la location de vacances de votre choix, un coup de fil suffit.

SWISS CHALET — INTER HOME

tous les logements de vacances dans toute l'Europe.

Veuillez m'envoyer, sans frais et sans engagement pour moi, votre guide de locations de vacances qui contient 4636 logements répartis dans cinq pays alpins.

Nom : _____

Adresse : _____

CP/localité : _____

A envoyer à : Swiss Chalets-Inter Home S.A., 88, bd de Latour-Maubourg, 75007 Paris, tél. 555.70.45.

Dans votre agence de voyages, demandez exclusivement le guide de locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home.

L'automne à Londres est fabuleux avec les prix spéciaux de TOWNSEND THORESEN

Depuis quelques temps, LONDRES est devenue à juste titre un pôle d'attractions où se retrouvent tous ceux qui aiment découvrir et vivre autre chose.

Le week-end à LONDRES est une idée originale et bon marché qui ne manquera pas de vous séduire si vous voyagez avec TOWNSEND THORESEN CAR FERRIES.

TOWNSEND THORESEN CAR FERRIES vous offre des prix spéciaux exceptionnels pour rendre encore plus avantageux votre séjour à LONDRES.

En effet, pour des séjours de courte durée (de 48 h à 5 jours maximum) vous bénéficiez d'importantes réductions sur nos tarifs habituels.

Pour un week-end de 48 heures
Demi-tarif voiture et passagers.
Pour un séjour jusqu'à 5 jours
Prix forfaitaire aller-retour jusqu'à 4 adultes (2 enfants = 1 adulte) et passage entièrement gratuit de la voiture (A/R).

Complétez le coupon ci-dessous et indiquez le nom :

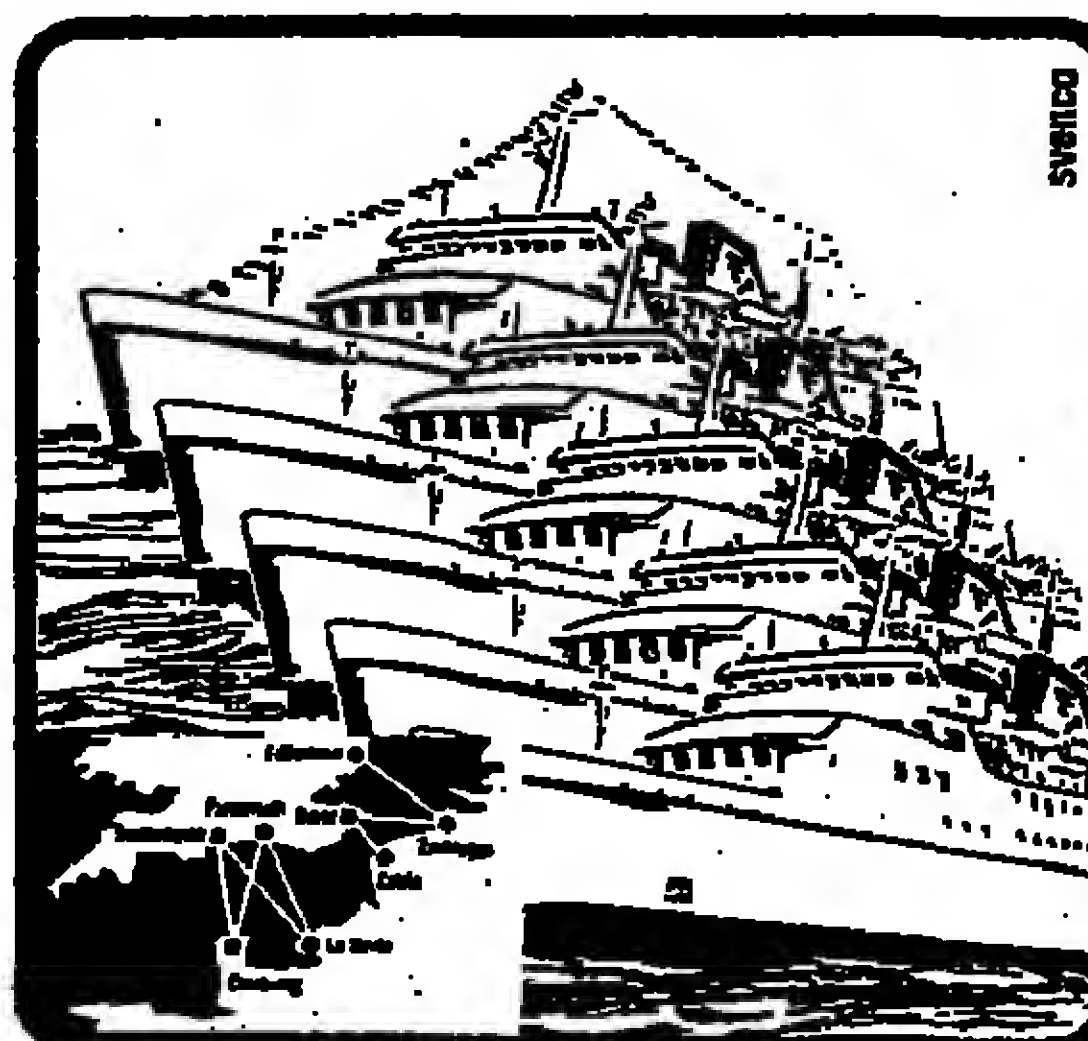
• TOWNSEND THORESEN CAR FERRIES
• 41, Boulevard des Capucines
• 75002 PARIS
• Tél. : 261/51/75

Nom : _____

Adresse : _____

Desire recevoir votre documentation en couleur et vos tarifs 1977.

TOWNSEND THORESEN
European Ferries



VOUS PENSEZ SPORTS D'HIVER SERRE-CHEVALIER VIENT A VOUS !



du 3 au 16 octobre

LA MAISON DES HAUTES-ALPES

TEL. 296.06.08 / 4, AV. DE L'OPERA (75001 PARIS)

VOUS ATTEND POUR VOUS DONNER LES RENSEIGNEMENTS SUR LA STATION ET RESERVER DIRECTEMENT VOTRE HOTEL, VOTRE APPARTEMENT MEUBLE OU VOTRE CHALET

OFFICE DU TOURISME / 05330 SERRE-CHEVALIER
TELEX : 400152 / TEL. : (92) 24.00.34

AISE
tout est là

Du rêve à la réalité Ceylan: Sri Lanka

Cette éclatante île royale vous offre ses terrasses de riz d'un vert lumineux, ses coteaux de thé vert profond, ses plages au sable fin, bordées de cocotiers, ses jardins botaniques, ses parcs nationaux. Vous découvrirez encore en ce pays une multitude de choses splendides: la civilisation bouddhique avec ses fêtes religieuses que vous pourrez admirer, ses villes sacrées parsemées d'innombrables temples et ruines diverses. Laissez-vous émerveiller par les splendeurs sous-marines de l'Océan Indien. Vous serez touchés par l'accueil chaleureux des habitants de Sri Lanka.

*Une semaine à partir de 2.900 FF, vol et hôtel inclus. Les touristes bénéficient d'un taux de change très avantageux: 65% en plus du taux de change officiel.

**sri Lanka
Ceylan**

Si vous désirez d'autres renseignements, veuillez prendre contact avec votre Agence de Voyages ou:
OFFICE DU TOURISME CEYLANAIS
61, quai d'Orsay. 75007 Paris. Tél. 705 26 79

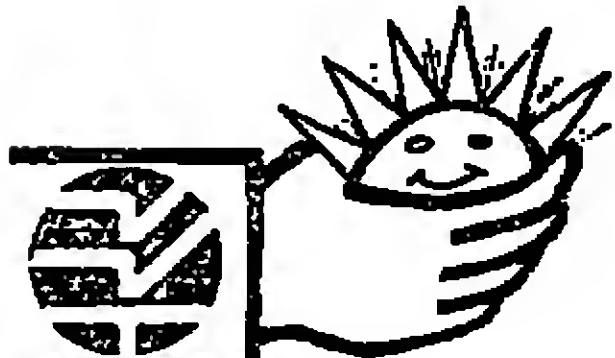
ROBIN des BOIS C'EST TOUT DE MÊME AUTRE CHOSE

A 20 minutes de l'Étoile - Cuisine renommée - Grand parc - Tennis - Équitation
Calme - Repas - Prix raisonnables
RÉCEPTION - SÉJOURS - WEEK-END
CHATEAU HOTEL *** domaine de Châteaufort
à PISCOP (35) - Tél. : 990-1921 (3 lignes) - RN 1 (PARIS - BEAUVAIS)

antilles/réunion : du soleil en location

La formule la plus économique :
1 semaine GUADELOUPE + 1 semaine MARTINIQUE
à partir de 3490 F (avion compris).
1 semaine LA RÉUNION
à partir de 3850 F (avion compris).

Pour mieux découvrir les merveilles de ces îles lointaines en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule de location en bungalows climatisés (2, 3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.
Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Trianne (Martinique), Saint-Gilles-les-Bains (La Réunion).



**voyages
vacances
tourisme**
5, bd de Vaugirard 75015 Paris
tél. 533 30 00
11, quai des Celestins 69002 Lyon
tél. 478 37 83 90

Tourisme

DORMIR DANS LES CHAMBRES DES LORDS

LA vie de château, faite jadis pour l'existence dorée de parade, de bals et de fêtes, est devenue aujourd'hui un circuit fermé mortellement ennuyeux. En particulier à l'époque des vacances, où de nobles familles se cloîment avec une volubilité morose sous les toits à courants d'air de leurs demeures historiques. Les Britanniques, toujours pratiques, viennent de créer une formule qui donne accès à leurs terres, comme des lieux publics dont les propriétaires font les honneurs en personne. Sept grands noms de l'aristocratie, groupés dans l'association les Magnificent Seven, ont ainsi réorganisé cet été le « métier de châtelain » en accueillant les touristes à l'intérieur de leurs somptueuses propriétés privées: lord Montagu, à Beaulieu; le marquis de Bath, à Longleat; le duc de Marlborough, à Blenheim; le comte de Harewood, à Harewood; Mr. George Howard, à Castle Howard; le marquis de Tav-

istock; à Woburn; et lord Brooke, à Warwick. Ces propriétaires, transformés en imprésarios, ont d'abord considéré que rien n'était moins excitant, singulièrement pour des estivaux accompagnés d'enfants, que la visite de vieilles pierres ou de salles de musée sans âme, sous la conduite de guides pealmodant un texte béhémot, appris par cœur. Ils ont estimé par voie de conséquence que ce qui attirait le plus les visiteurs, c'était le charme de demeures habitées, où la présence de familles mêlées à l'histoire, exposant une partie du patrimoine national dont ils avaient de père en fils la responsabilité, conférerait une cordialité émouvante. Ils ont enfin rivalisé d'imagination non seulement en dirigeant eux-mêmes le « tour du propriétaire », mais en offrant en prime à l'exhibition de leur monument des distractions sportives ou zoologiques. C'est cette « expérience », que nous avons vécue au cours d'une randonnée motorisée d'une semaine à travers la campagne anglaise.

reproductions gravées aux éven- taires — qui fait recette. Curieuses sensations dans ces « salles Churchill », où les musiques militaires et la voix d'outre-tombe du grand homme transforment les visiteurs en statues de sel. Warwick Castle, le Château-Gaillard médiéval qui se trouve au centre géographique de l'Angleterre, possède, lui, une précieuse collection d'armures dans un cadre à la Walter Scott qui surplombe de beaux jardins donnant sur la rivière Avon, où des peons s'égosillent à pousser des cris lugubres jusqu'au pied de la tour du fantôme, lointains échos de sa chambre de torture. Dans les appartements privés, la « touche » familière et insolite: une brosse avec sa pâte dentifrice, toute fraîche oubliée sur un lavabo de marbre, sans doute par la reine Anne descendue de son cadre ou par un chevalier à l'épée plantée dans la porte. Ici plus que nulle part ailleurs, par... le fantôme!

Digne du Louvre

La merveille des merveilles, nous l'avons découverte tout au nord de notre itinéraire, près d'York. Au débouché d'allées forestières pour haquenées buvées de lignes droites, un château du siècle des Lumières apparaît soudain au milieu de parterres où s'élèvent des fontaines, des pergolas et des gloriottes: c'est Castle Howard. Sur le plan de l'architecture, de la peinture, du mobilier, de l'art des jardins, on l'imagine pas mieux. A elle seule, la « Long Gallery » du château, avec ses centaines de toiles de maîtres — dont le portrait universellement connu de Henry VIII, par Holbein, et celui, ensorcelant, d'Isabella Byron, comtesse de Carlisle, grand-tante de l'auteur de *Child Harold*, par Gainsborough, est un enchantement digne du Louvre. La « faveur » en plus dispensée aux visiteurs par des jeunes filles de famille riches du Royaume-Uni, et où nous avons eu la délectation d'admirer l'authentique collection de conte de fées créée par Bakst pour la Belle au bois dormant des Ballets russes de Diaghilev. Castle Howard vaut le déplacement, mais reste la distance. L'Ecosse, en effet, n'est pas loin.

Or, rallier un château après l'autre, quand on ne dispose que d'une semaine, c'est la rattrapage, si l'on considère les détours, et la limitation de vitesse. La route anglaise, même

pour les habitués du volant qui se familiarisent vite avec la conduite à gauche, est des plus sinueuses, à la différence des « motorways » à grande circulation que nous ne saurions trop vous conseiller d'emprunter, quitte à augmenter le kilométrage. D'autant que l'hospitalité des auberges fleuries incite à la prolongation des étapes et que s'imposent les haltes aux cités chargées d'histoire, telles que Salisbury, Bath, Winchester ou Stratford.

Les nouvelles « franchises » des grandes demeures sont motivées par les difficultés financières dans lesquelles leurs propriétaires se débattaient avant leur transformation en amphitryons touristiques. En raison des impôts fonciers qui les accablent, ceux-ci ne pouvaient en aucun cas se contenter, à l'image de l'Etat pour ses palais et musées nationaux, des simples visites payantes des recettes sont de loin inférieures aux frais d'entretien. D'où l'innovation d'enseignes commerciales dans les encintes d'autrefois, d'où l'association lucrative des Magnificent Seven, chacun vendant sa « formule d'imagination » pour la plus grande satisfaction du public (1).

OLIVIER MERLIN.

* Office de tourisme de Grande-Bretagne: 6, place Vendôme, 75002 Paris, tél. 288-47-80.

(1) A titre d'exemple, 540 000 personnes ont visité Beaulieu en 1976.

Vieilles voitures, Sèvres et Canaletto

Ayant débarqué à Southampton par l'avion du Touquet, notre première étape fut Beaulieu, disant d'une vingtaine de kilomètres, où nous trouvâmes gîte et bonne table à Buckler's Hard, le petit port historique au fond d'une anse où Chichester, après les grands armateurs d'autrefois, fit gréer son *Gipsy Moth*. La visite fut d'autant plus chère à notre cœur que Beaulieu (prononcez Bioulai) a comme principale attraction le Musée national des vieilles voitures, et que The Hon. Mrs. Elizabeth Valley prit la peine de nous présenter les collections rares de véhicules acquis par son père lord Montagu, l'un des pionniers de l'automobile en Grande-Bretagne, accrues chaque jour par son frère, propriétaire actuel des lieux, le premier des sept Magnificent à avoir ouvert sa demeure séculaire au public. Car c'est ici, avec les garages géants, la salle de concert en plein air, le manoir faisant le tour de la propriété, les effets

Son et lumière sur le château et l'abbaye du treizième siècle, sans oublier la librairie, la cafétéria et le restaurant, que nous trouvâmes implantée de la manière la plus spectaculaire la technique du « pôle d'attraction ».

Woburn Abbey, dont la duchesse de Bedford fut l'originale championne de la porte ouverte, ne s'honore pas moins de son célèbre « zoo » qui inspira Thoiry, et des trésors artistiques de ses appartements privés qui vont de services de Sèvres sans prix à une collection complète de Canaletto, en passant par des vitrines de soldats de plomb uniques au monde.

Au Blenheim Palace, l'immense bâtisse à 15 kilomètres d'Oxford qui érige à partir de vue ses lanternons sur un romantique parc anglais tel que le décrivent les premières pages de la *Foray* de *Sage*, c'est le souvenir de Churchill — « *Greetings from Sir Winston* » — lit-on sur les

Plus de six millions de campeurs en 1980 ?

Selon des statistiques publiées récemment par le Commerce moderne, la revue du CECOD, la France compte actuellement

5,2 millions de campeurs et de caravaniers, dont 3,7 millions dorment sous la tente. Compte tenu du nombre de nouveaux adeptes enregistrés chaque année, en 1980, ils devraient être 6,4 millions au total à préférer qui la tente, qui le « dur » à sur vous — à tout abri traditionnel.

Cette étude fait apparaître que la clientèle du camping est faite de personnes dont le revenu mensuel varie de 1 900 F à 3 000 F; 60 % des campeurs-caravaniers français sont des ouvriers, des employés et des étudiants, 20 % des cadres moyens et des commerçants, les 20 % restants étant des chefs d'entreprise, des cadres

supérieurs ou des personnes exerçant une profession libérale.

Enfin, on a recensé 6 170 camps dans l'Hexagone: non classés et en cours de classement: 390; catégorie une étoile: 1 372; deux étoiles: 3 260; trois étoiles: 857; quatre étoiles: 291. Au total, environ 1 600 000 places.

GENÈVE • Centre de Tourisme, de Congrès et d'Études

**HOTEL
INTERCONTINENTAL
GENÈVE**

**l'Hôtel de prestige
international**
Tél. 1941/22/346091

**adler
joailliers**

GENÈVE
19, passage Malinvaud
et Galerie Centrale, 42, r. du Rhône
Tél. 1941/22/213221
ATHÈNES — ISTANBUL

CREDIT LYONNAIS

GENÈVE et ZÜRICH
depuis 100 ans
en Suisse
Toutes opérations
de commerce international

PRÉPARATION AU
BACCALAURÉAT FRANÇAIS
BACCALAURÉAT INTERNATIONAL
(Excellents résultats aux examens)

**FONDATION DE L'ÉCOLE
INTERNATIONALE DE GENÈVE**
Internat et Externat mixtes
Informations:
Secrétariat aux admissions,
62, route de Chêne, 1208 GENÈVE
Tél. 1941/22/36 71 30

découvrez le mexique



Franchissez
l'océan qui vous
sépare d'un rêve...

mexique

SECRÉTARIA DE TURISMO • DIRECCIÓN NACIONAL DE TURISMO • MÉXICO D.F.
DIRECCIÓN GENERAL DE PROMOCIÓN • AV. GEORGE V. 75003 PARIS
BUREAU D'INFORMATION POUR LA FRANCE, 34, AV. GEORGE V. 75008 PARIS. Tél. 720 68 15



Que de tentations à Mexico, ancienne ville du peuple du soleil, capitale moderne aux musées parmi les plus beaux du monde, où boutiques et marchés vous retiendront par tous les objets que seul le Mexique sait créer. De Mexico, par avion, vous êtes en moins d'une heure et demie à Mérida, point de départ pour les grandes rencontres avec le passé, à Chichen Itza, Uxmal, où temples et pyramides se succèdent. De Villahermosa, vous découvrirez Palenque émergeant de la forêt vierge. Le charme des villes coloniales, vous le ressentirez à Taxco, Oaxaca, d'où vous pourrez vous rendre aux centres cérémoniels de Monte Alban

et Mitla. Le soleil présente toute l'année dore les plages... Acapulco, de renommée mondiale, Carreyes, au bord du Pacifique, Cancun, la dernière née, baignée par la mer des Caraïbes. Toute une gamme d'hôtels vous est proposée, vous apprécierez les spécialités mexicaines et la cuisine internationale. Mais les prix? Il faut bien en parler. Maintenant le change vous est plus favorable; le Mexique est moins cher que vous ne le pensez.

Renseignez-vous vite - Consultez votre Agent de Voyages
De nombreux vols quotidiens relient l'Europe au Mexique



ET DES LOISIRS

La Yougoslavie et

Deux cent ving

Un transfert



Quiberon: Le bien-être retr

à l'Institut de thalassot
de Quiberon

Initiation à la plongée
Tél. 02 97 70 02 ou à Paris 63
Forfait vacances d'automne sur



**REFU
CURE
DE CH
EN R**
Association
de voyageurs
MONTAIGNE
OFFICE
BY CIEA
34, Avenue
Tél. 107578

TOURISME

ORDS

La Yougoslavie et la politique de la porte ouverte

(Suite de la page 19.)

Les cas sont fréquents de paiement de main à main, et au lieu de régler son hôte privé en dinars, l'étranger lui verse la somme correspondante en marks, schillings ou francs. Des journaux affirment que de cette manière, 30 à 40 millions de dollars de devises restent chaque année chez l'habitant. Ils ne figurent, bien entendu, sur aucune statistique officielle. Au début, dans ce genre d'opération, le cours du dinar acheté était sensiblement inférieur à celui du cours officiel. Aujourd'hui le cours officiel et celui du « noir » sont identiques, le dinar étant devenu lui aussi une monnaie « forte ».

Mais si beaucoup d'étrangers viennent en Yougoslavie, non moins nombreux sont les Yougoslaves qui se dispersent chaque année, surtout pendant les mois d'été, à travers le monde. En

1976, il y a eu seize millions de sorties de citoyens yougoslaves, y compris, bien entendu, ceux qui ont quitté leur pays à plusieurs reprises. Il est difficile de s'imaginer combien les gens ont la bougeotte. On se déplace en groupe ou individuellement. Les grandes agences touristiques annoncent quotidiennement dans la presse : une semaine à Londres, Paris, Vienne ou Istanbul ; dix jours pour visiter l'Italie, la Grèce, les châteaux de la Loire, la Tunisie ou l'Égypte ; deux semaines en Union soviétique. Trains et avions spéciaux se rendent fréquemment en Allemagne, en France ou en Suisse pour ramener, le temps de leurs vacances, les ouvriers émigrés, et emmènent régulièrement des milliers de personnes vers ces pays où elles séjournent, selon les cas, de six jours à deux mois. Tout cela à des prix très avantageux. Depuis ces dernières années, les déplacements de

l'autre côté de l'Atlantique, en Australie, à Singapour ou Hongkong, voire Honolulu, — l'Europe on connaît déjà, — et les tours du monde sont fort à la mode.

Pour voyager à l'étranger, le citoyen yougoslave pouvait obtenir, au-delà de la banque nationale contre des dinars, une modeste somme en devises. Ce système a été supprimé, mais les gens continuent à se déplacer plus nombreux encore qu'auparavant. Ils le font avec leurs propres devises. En effet, la Yougoslavie est également le seul pays communiste où le citoyen peut avoir en banque un compte personnel de devises. Il l'approuve avec les sommes qu'il a parquées à divers titres tout à fait légalement, provenant, par exemple, des économies faites lors des déplacements officiels, des droits d'auteur, des envois qui lui sont faits par des parents ou des amis séjournant à l'étranger, sur-

tout des ouvriers émigrés, etc. — mais aussi de manière moins claire. Mais comme il n'est pas tenu de justifier l'origine de ses devises, il les dépose à sa banque, touche un intérêt non négligeable et peut les utiliser à tout moment, soit pour des achats avec rabais de certains produits vendus en Yougoslavie, soit pour se rendre à l'étranger.

Plus de 100 millions de dollars ont été dépensés au cours de la seule année dernière par les touristes yougoslaves qui se sont rendus en Grèce. Ce système de va-et-vient perpétuel a fait de la Yougoslavie un pays touristique et des Yougoslaves des touristes. Le régime y voit un élément de rapprochement des peuples et des États et une contribution à la mise en œuvre des principes de la libre circulation des hommes à travers le monde.

PAUL YANKOVITCH.

Hippisme

Deux cent vingt mille moteurs à avoine

On nous excusera de n'évoquer que brièvement, pour une fois, les choses de la piste. Non pas que l'envol qu'y a pris Super Concorde — retrouvant dans le Grand Critérium, où il n'a pas été obligé de mener, une suprématie qui avait vacillé lorsque, dans le prix de la Salamandre, les circonstances avaient été inverses — ne mérite tous les éloges ; non pas qu'il ne faille également applaudir ses trois suivants, Pylaris Hunt, Acamas et Jazzeiro, groupés en guère plus d'une longueur, à moins d'une longueur de lui. Mais, dans l'immédiat, l'attention se porte vers d'autres sujets et une autre catégorie de chevaux.

La récente conférence sur l'énergie a derechef fait prendre conscience aux Français de ce qui sera probablement le grand problème de la fin du siècle : la pénurie d'énergie. Tous les pays consacrent ou vont consacrer des budgets considérables à des recherches sur de nouvelles

formes d'énergie ou sur l'utilisation d'énergies existantes, comme celle du Soleil. Mais force est de constater que, dans le même temps, presque tous les pays laissent disparaître une réserve énergétique certes modeste mais non négligeable si la pénurie doit s'installer : le cheptel de chevaux lourds.

Un transfert via la paille et le foin

Il ne s'agit pas de rêver et d'imaginer que le frison, l'ardenais ou le percheron de grand-père pourraient reprendre totalement la relève de pipes-lines, tractors, tracteurs, et sauver une humanité affamée et transie. Mais, à un moment où la plupart des spécialistes constatent que le dilemme, pour l'an 2000 ou l'an 2020, est « l'énergie ou rien », il s'agit de se souvenir, avec toute la mesure souhaitable, que le « rien »

pourrait encore recevoir un petit coup de pouce si l'on sait sauver puis développer, avant l'échéance, le dernier carré des chevaux de trait.

Le cheval de trait n'offre certes pas un potentiel d'énergie facile à utiliser : pour ne retenir que le facteur humain, on passe plus facilement son permis de conducteur qu'on passerait celui de charretier. Mais, par ailleurs, il est relativement économique et constitue encore, via l'avoine et le foin, le meilleur transfert de l'énergie solaire. D'autre part, il peut développer une activité qui est directement motrice puis que — un millénaire l'a montré — bien adaptée aux travaux agricoles.

Un cheval vit sur la production végétale de 2 hectares de terre et peut en cultiver une dizaine. Au temps de l'agriculture de subsistance, trois millions de chevaux entretenaient la terre qui nourrissait trente millions de Français. Attendant-on actuellement de meilleurs rendements avec d'autres formes d'énergie solaire et n'est-ce pas paradoxal, devant la perspective de lendemains incertains, de laisser s'éteindre ce qui offrirait une telle certitude, même mesurée ?

C'est cette certitude s'éteignant : De trois millions au début du siècle, l'effectif des chevaux de trait est tombé en France à environ deux cent vingt mille (exactement deux cent vingt mille cinq cent quatre-vingt-quatre, selon un recensement de 1976). Le nombre des juments en âge de reproduire ne dépasse pas une cinquantaine de milliers. Ne considérons que les femelles : une jument n'a, en moyenne, une poulaine que tous les trois ou quatre ans, et cette poulaine, elle-même, ne commence à reproduire qu'à l'âge de quatre ans.

On peut faire les comptes : dans la meilleure hypothèse, si l'on ne sacrifie plus une seule femelle, nos cinquante mille survivantes n'auraient encore reconstitué qu'une population de l'ordre de cinq cent mille têtes quand sonnera l'heure qu'on nous dit devoir être celle de la grande pénurie.

La situation est meilleure dans les pays où la motorisation de

l'agriculture est plus récente, comme l'U.R.S.S., la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, qui ont presque gardé leur cheptel du début du siècle. Par contre, elle est plus qu'en France dans la plupart des autres pays occidentaux.

En France, en effet, l'administration des haras nationaux a sagement essayé, depuis vingt ans, de freiner le déclin. Elle maintient dans toutes les régions d'élevage des étalons de grande qualité dont les services sont presque gratuits. A l'occasion de concours itinérants qui, dans les mêmes régions, se tiennent une fois l'an dans chaque chef-lieu d'arrondissement — voire de canton — elle distribue aux propriétaires de poulains des « primes de conservation » qui peuvent atteindre un millier de francs pour les meilleures d'entre elles.

Le dernier carré

Cette action a permis de maintenir intégralement la sélection et, par conséquent, la qualité. Elle n'est plus suffisante pour maintenir le nombre, encore moins pour l'accroître. Les éleveurs, un à un, se séparent de leurs derniers juments (le plus souvent : leur seule singulière) pour faire place à quelques vaches ou bœufs supplémentaires. Un renversement de tendance sous l'influence de facteurs économiques est, dans l'immédiat, exclu. Un tel renversement ne pourrait venir que d'un effort budgétaire de l'État qui encouragerait davantage la survie du « dernier carré ».

A une époque qui est celle de l'examen des budgets, nous posons une question : la distinction entre les quelques 20 millions de francs offerts à nos cinquante mille dernières juments et l'enjeu qui peut être lié à leur survie est-elle raisonnable ? Que ceux qui ont à répondre considèrent encore deux chiffres : si le déclin continue, notre cheptel de 1976 qui encourageait davantage la survie du « dernier carré », à condition encore qu'il reste des hommes sachant atteler à des charrettes ces cent mille survivantes.

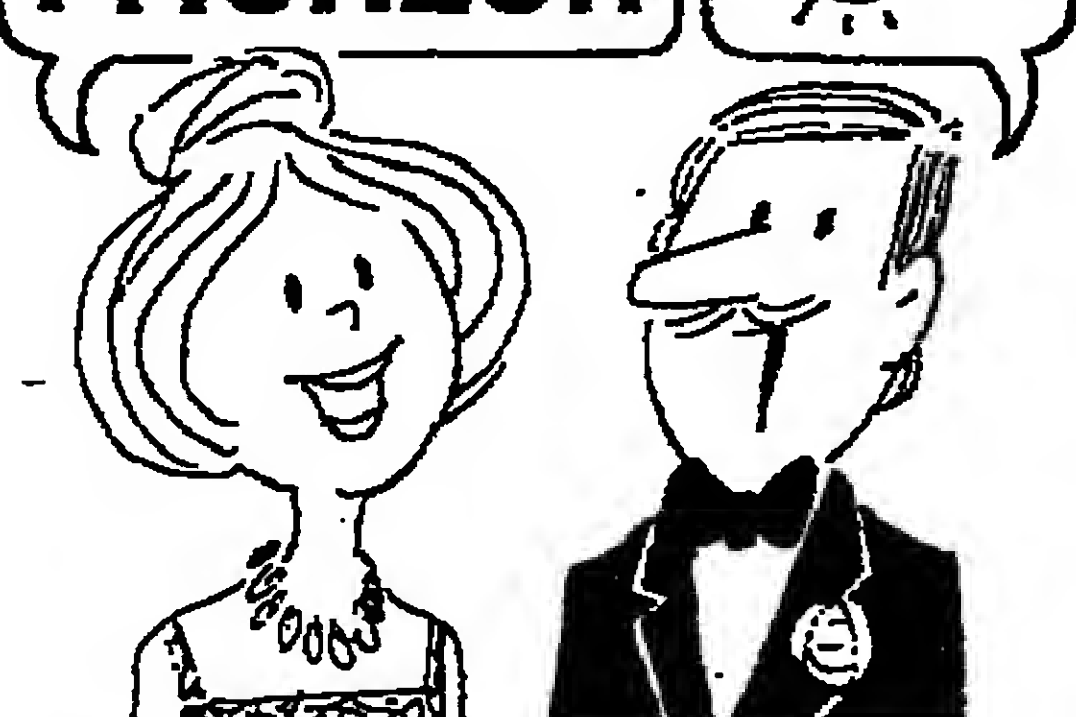
LOUIS DENIEL

Offre exceptionnelle

Pour 3 500 F. par personne (tarif normal minim. 4 210 F) offrez-vous le plaisir d'une croisière de 14 jours Maroc-Canaries - Madère sur le « Black Prince » de la compagnie Fred. Olsen Lines. Départs de Rotterdam les 28 octobre, 11 et 25 novembre. Logement en cabine double attribuée au départ. Quelques cabines encore disponibles. Contactez vite votre agence de voyages ou Voyages Benett, agent général pour la France : 5, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. 742.91.89 (l.c. 9A).

Fred Olsen Lines

J'aime l'Horizon



L'annonciateur et joyeuse petite île de Jersey (à 70 minutes de Paris Orly-Sud), paradis d'un shopping délectable à faire rêver, possède un merveilleux hôtel : l'hôtel l'Horizon, « Quatre Soleils », très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe dans son ambiance très britannique. Une situation exceptionnelle : 140 mètres de façade, plein sud, le long de la magnifique baie de Saint-Brelade. Le sable fin et les vagues en direct... Un confort maximum (télé, radio...) dans les quelques 100 chambres... Trois salons-bars dont l'un donnant sur la splendide piscine intérieure chauffée (8 x 16 m)... Un restaurant et un Star grill réputés... Un excellent orchestre qui anime des dîners dansants d'une grande élégance... Et toujours une ambiance particulière pour des amis-clients exigeants et raffinés... Monsieur John Wilman, le jeune Manager, qui régit, souriant, sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs, ainsi que les tarifs très doux. Écrivez-lui directement en timbrant à 1.40 F et en vous recommandant du journal. Téléphone automatique : 19 (44) 554-45101. Télex N° 41281. Hôtel l'Horizon, Baie de Saint-Brelade, Jersey (Iles Anglo-Normandes).

Vienne

Vois quotidiens en DC 9 départ 21 h 50 Orly-Sud

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes aériennes Autrichiennes
12, rue Auber, Paris - Tél. 266.34.66

Renseignements touristiques : Office National Autrichien du Tourisme

le tourisme français

80 circuits ou séjours au bout du monde

l'Asie

HONGKONG
FORMOSE
COREE
16 jours
9 250 F



INDONESIE
THAILANDE
BIRMANIE
SINGAPOUR
24 jours
11 450 F

SEJOURS A BANGKOK
ET PATTAYA
17 jours
3 975 F

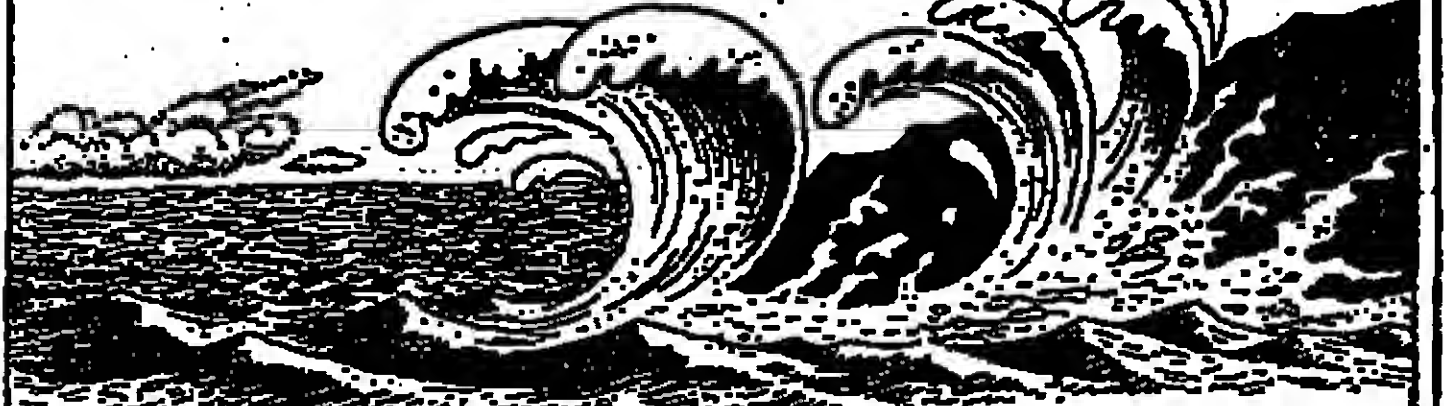
THAILANDE
BIRMANIE
17 jours
7 850 F

Participez gratuitement à une réunion d'information sur ces voyages le 17 Octobre à notre cercle

Invitation sur demande à une agence ou par téléphone.

le tourisme français

Paris 9° 98, rue de la Victoire - Tél. 280.67.80
Paris 11° 277, bd Voltaire - Tél. 344.78.03
Paris 13° 107, rue de la Glacière - Tél. 588.92.41
Paris 14° 177, rue d'Alsace - Tél. 542.47.03 (agence correspondante)
Paris 14° chez la Société Générale Tour Maine-Montparnasse Tél. 538.71.18
Paris 15° 32, avenue Félix-Faure - Tél. 250.88.74
Paris 17° 14, avenue de Villiers - Tél. 227.62.18
Paris 18° 147, rue Ordener - Tél. 078.52.42 (agence associée)
Levallois-Perret 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.06.70 (ag. corresp.)
Saint-Ouen 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 280.67.80 (p. 280)



Quiberon : Le bien-être retrouvé

à l'Institut de thalassothérapie de Quiberon

Information et Réservation:

56170 Quiberon
Tél. (97) 52 67 02 ou à Paris 657 11 43

Forfaits spéciaux d'automne sur demande.



REFUSEZ DE VIEILLIR ! CURES DE GERIATRIE EN ROUMANIE

Réservations et inscriptions auprès de votre agence de voyages habituelle.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN

ET CIE AERIENNE TAROM

35, avenue de l'Opéra - 75002 Paris

Tél. : 073.79.08 et 073.27.14

DOCUMENTATION :

Je désire recevoir des renseignements détaillés sur les cures de gérontologie du Professeur ASLAN.

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

Entrez en Roumanie, profitez de cet excellent moyen pour combiner vos vacances avec un séjour "repos-sant" à Bucarest. Les cures de gérontologie d'une durée de 14 à 21 jours, sont admises dans des instituts spécialisés, de renommée mondiale, sur la base du traitement répété du Professeur ASLAN. Prix tout compris pour 14 jours : à partir de 3780 F.

Clin d'œil

ÇA TACHE ?

Il suffit à certains messieurs d'étrangler une gravate neuve pour que, dès le premier repas, surtout si figurent au menu des spaghetti à la Napolitaine ou de la blanquette de veau, une tache dégoûtante vienne endommager la robe. De même pour les dames qui ne sauraient supporter des traces de sauce Bercy sur leurs jupes ou de crème au café sur leurs jupes.

La tache, on peut le dire, c'est la plaie de la vie domestique. Un pot de confiture de mûres sur un tapis de Bérouchistan, du rouge à lèvres sur une chemise de soie, du cambouis sur un pédoncule de l'annelle, c'est la drame dans les familles, la zizanie dans les couples. La culpabilité, si l'on en trouve un, aggrave en général son cas en voulant se rendre utile. Partant d'une tache minuscule, l'homme le mieux intentionné peut rendre un vêtement inutilisable, vous empêchant d'acquiescer à un mariage définitivement, réduire un neveu de belle à la condition de chiton à poussière.

J'ai connu un gentleman qui, ayant renversé du macarochrome sur une maquette (chez des amis), réussit, en utilisant divers produits chimiques dont il paraissait certain de l'efficacité, à creuser un large trou dans la haute laine. Comme c'était un homme bien élevé, il prit du crédit dans un magasin spécialisé pour remplacer le revêtement irrispable. Il n'accepta depuis d'invitations à dîner ou à prendre le thé que chez des gens qui vivent sur des parquets.

C'est peut-être pour tenter d'éviter, ou tout au moins de limiter, la portée des drames nés des taches qu'un spécialiste vient de lancer « SOS anti-taches ». En composant la 067-04-00, vous aurez au bout du fil un conseiller compétent qui saura vous dire ce qu'il convient de faire et, surtout, ce qu'il ne faut pas faire si un enfant a écrié son sorbet à la framboise sur votre berçaire recouverte de soie pastel, ou si vous constataz, avant de rentrer chez vous, que cette amie d'enfance que vous n'avez pas vue depuis dix ans a laissé une partie de son fond de teint sur le revers de votre veston.

Le conseil sera gratuit, bien que l'on puisse difficilement croire le conseiller complètement désintéressé, étant donné qu'il représente une entreprise de Montrouge qui s'est fait une spécialité du nettoyage des tapis et des textiles d'ameublement. D'autre part, comme il est nécessaire d'agir le plus promptement possible après l'apparition de la tache, les maladroits seront désormais priés de ne s'abandonner à leur maladresse qu'aux jours ouvrables et heures de bureau. Quant aux gens qui constateraient un matin que leur réputation n'est plus sans tache, ils ne doivent attendre aucun secours de ce service social.

Au nombre des techniques que proposent ces consultants pour attaquer une tache, il en est qui peuvent servir quotidiennement à tout le monde. Ainsi, il est recommandé de commencer par enlever le produit tachant avec une petite cuillère en allant du bord de la tache vers son centre pour ne pas étaler davantage la confiture ou le godron. Ensuite, il faut tamponner la tache avec un papier absorbant blanc. Enfin, avec un chiffon — blanc — imbibé du produit détartrant conseillé par le détartrateur de service, tamponner sans jamais frotter. Cette opération ayant été renouvelée jusqu'à ce que l'on croie la tache évanouie on procédera à un tamponnage avec un chiffon sec — et blanc — pour sécher les traces humides du nettoyage.

Si, par hasard, la tache obstinée à demeurer à sa place, il conviendra de livrer le vêtement, l'objet ou le tapis taché au professionnel le plus proche. Celui-ci, dans tous les cas, se montrera aimable. Ou en essayant de détacher vous-même vous aurez déjà obtenu un petit résultat, ce qui lui aura, comme on dit, « avancé le travail », ou, au contraire, vous aurez sensiblement aggravé le mal, ce qui permettra au professionnel de prendre l'air perplexe d'un médecin au chevet d'un moribond et de vous faire payer, en cas de sauvetage réussi, un tarif que vous n'oserez contester.

Les spécialistes sont d'ailleurs eux-mêmes pris parfois au dépourvu. Ainsi, dans une liste de produits tachants avec leur antidote, figure entre « sucres » et « teinture », la rubrique « tache inconnue ». On s'attendrait que l'on conseillât au « tache » de laisser les choses en l'état. Pas du tout. On apprend, au contraire, au risque de faire mourir à la tache le vêtement à détacher, qu'une tache inconnue s'attaque soit au trichloréthylène, soit au shampooing-mousse, soit à l'ammocinase, soit au vinaigre blanc.

Pas étonnant que depuis le début des mondes, dans le ménage d'Adam et Eve, on n'ait jamais pu effacer la tache originelle !

MAURICE DENUZIERE

DES TROTTINS DANS LA VILLE

Je « jog », elle « jog »...

L'rythme du jog entre dans la ronde de la mode d'hiver en ville. Il suffit de se promener entre Saint-Germain-des-Près et l'Opéra pour se rendre compte de l'importance du phénomène. Quelles le pratiquent ou qu'elles fassent encore semblant, les jeunes Parisiennes reviennent de leur course quotidienne, chevelues au vent, maquillage « plein air » rose et habillées de styles d'inspiration très ouvertement des tenues de training.

Certes, celles-ci existent depuis

plusieurs saisons, mais elles étaient jusqu'ici confinées aux pyjamas et autres modèles d'intérieur. Maintenant les voilà dans la rue en toutes sortes de popelines de coton et surtout de velours côtelés, en tous naturels. Les plus nouvelles remplacent le manteau par des petites pièces superposées : blousons, parkas ou trois-quarts simples, imperméables et doublées en contraste. Ces vestes s'ouvrent sur un gilet près du corps d'une chemise en coton gratté ou en « vigella ».

Le mélange anglais de cette fibre avec de la laine. Plus tard, dans la saison, un gros chaud à col chemisé tiendra chaud pendant les gelées. Ce qui change la silhouette par rapport à l'année dernière, ce sont les pantalons confortables et amples, à poches multiples, se rétrécissant doucement vers la cheville qu'ils découvrent à moins d'être filiformes, on rassemble un peu à Mondrian Loyal, surtout dans les chaussettes à dessins et les bottillons lacés qui, avec une grande écharpe enroulée, complètent ces ensembles.

Une façon de s'habiller pour soi, de s'entourer d'une ambiance rustique et campagnarde sans sacrifier au prêt-à-porter.

SONIA DELAUNAY A ARTCURIAL

La vieille dame et les couleurs

DANS un monde vêtu de gris et de noir claquant comme commes un coup de foudre les couleurs d'un été ukrainien ! Cela se passe en 1914 au bal Bulier de l'avenue de l'Observatoire, à Montparnasse.

Sonia Delaunay y porte sa robe étonnante, alors des années abstraites qui ont permis de valoir formes de son corps. La mode d'aujourd'hui est entravée, plus costume que vêtement, même si Polaire délace les corsés. Pour Sonia, qui va révolutionner la mode en y apportant son sens merveilleux du mouvement et des couleurs franches, c'est le début d'une évolution qui aboutira aux arts décoratifs d'aujourd'hui. Les Ballets russes de Serge de Diaghilev avaient, avant 1914, marqué le triomphe de la couleur, des tissus chamarrés et de l'orientalisme. Après 1918, Sonia le rejoint et crée des costumes pour accompagner les décors de Robert Delaunay, son époux.

Is travaillent dans la bonne humeur et l'entraide, s'amusant en se donnant à fond dans l'extraordinaire ambiance du Paris des années folles. Toujours à Bulier, au cours d'un bal au profit de l'Union des artistes russes, en 1923, elle installe sa « baraque de mode » qui annonçait ce qu'elle présentera à l'exposition des arts décoratifs de 1925.

En 1922, elle commence à dessiner des imprimés abstraits pour les soyeux lyonnais. Des écharpes, des costumes, des gilets et des manteaux brodés vont suivre qui relèvent des collages, inspirés du

folklore de sa Russie natale où le mot « rouge » est synonyme de « beau ».

Elle lance des maillots de bain, des tricotés ; ouvre sa propre maison de couture avec un jeune fourreur nommé Jacques Helm. « L'Exposition de 1925 consacre son triomphe », nous dit Jean Damase, avec Collet, Jenny, Lenoir et Worli, parmi la jeune génération des mannequins d'été de Stéphanie... dans son ouvrage Sonia Delaunay (1), qui, avec infiniment de pénétration dans ce jardin enchanté du goût, de la sensibilité et de la création.

La rétrospective des œuvres de Sonia Delaunay, aujourd'hui âgée de quatre-vingt-deux ans, à Artcurial (2), est un enseignement indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la mode et à ses développements. Les amateurs pourront ici choisir, selon le principe des lithographies signées et numérotées, des châles d'étoffe de laine, des mousselines de soie, des nappes reprenant, sur fonds de grosse toile de coton, le dessin d'une gouache, des tissus d'ameublement (3) à utiliser ou à encastrer comme les artistes le font d'une toile, avant de la peindre.

N. M.-S.

- (1) Hermann, éditeur, 410 pages.
- (2) 9, avenue Matignon, jusqu'au 31 décembre.
- (3) Prix de 230 F, l'assiette à 1200 F le panneau de 3 mètres.

Les « pompes » basses

LES chaussures de l'hiver se partagent en deux tendances. Les premières font rentrer au bureau des modèles rustiques, adaptés des baskets, des chaussures de « jog » ou de randonnée. Les fabricants nous les proposent en cuirs naturels, sur semelle souple, crantée ou non, avec, en outre, des effets de talons surhaussés cherchant à allier une démarche « écologique » et une production industrielle. Ainsi les « pompes » basses, de bottillons ou de mi-bottes, les banlieusardes seront bien protégées de la pluie.

Les citadines pour leur part ont le choix en peaussures fines entre la ballerine à ller autour de la cheville et la sandale ou l'escarpin à talon « epic », avec une hauteur intermédiaire plus nouvelle, sur bout en bottillons et mi-bottes qui s'attachent autour du mollet par des systèmes de courroies croisées.

Dans le domaine des chaussures de haut de gamme, les techniques de fabrication évoluent pour arriver à maintenir un rapport de qualité-prix et s'ouvrir à une clientèle plus importante. Une preuve, le nombre de Françaises prêtes à dépenser 1 000 francs pour leurs bottes et plus de 400 francs par paire de chaussures reste très limitée. L'exportation, pour fleurir, tant en bottillons et mi-bottes qui ont besoin de s'appuyer sur un marché intérieur, même pour sa promotion à l'étranger.

NATHALIE MONT-SERVAN.



Croquis de MARCO.

JOUSSE : ensemble d'Anne Dupuy comprenant une veste de chasse en velours côtelé et soie vert luisant, doublée de lainage écossais (400 F), un gilet de velours milleriettes à poches, doublé de chamois (185 F), une juquette écossaise (168 F) et un pantalon en velours à attaches de toile (186 F). En vente du 30 au 46 N, au Bon Marché ; Pistache, 50, passage du Havre ; Toulouse, Ferry, place du Capitole ; Orfèvre, Cassegrain, 21, rue Royale. Sac et ceinture de la Bagagerie, chaussures Riga.

Marcel BUR
a créé un fantaisie pure laine, absolument inimitable
le saxbury
pour le début de saison.
COSTUMES à vos mesures
1.450 F au lieu de 1.750 F
138, boulevard Saint-Honoré

AUTEUIL
Paris
COLLECTION AUTOMNE-HIVER 77
PRET-À-PORTER DE LUXE
GRANDES TAILLES
DU 44 AU 58
41, RUE LAFAYETTE-75008 PARIS
ARCADE DU LIDO-99, RUE DE PASSY

chaud, léger, imperméable
Loden
chasse
345 F
CORSINO
LA MAISON DU LODEN
146 rue de Rivoli Paris 1^{er}
tél. 260.13.31 métro Louvre
Ponting Place du Louvre

SÈVRES "33"
PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX
33, rue de Sévres, Paris
tél. : 548.66.73

TROUVAILLES

Bricolage

Atout carreaux

Un centre d'exposition et d'information sur les carrelages vient de s'ouvrir rue La Boétie. Il groupe les productions des grès de Saintonge et les créations de Max Boissoud. Le sol de ce grand local est revêtu de divers carrelages fabriqués en Charente-Maritime : grès naturel, de ton havane, grès satiné, d'un ton plus soutenu, ou grès émaillé. Particulièrement réussi en blanc sablé. Les divers formats de ces carreaux sont présentés, horizontalement, dans des meubles spéciaux à tiroirs. En 30 X 30 cm, les grès de Saintonge valent de 125 à 170 F le mètre carré, selon qu'ils sont naturels, satinés ou émaillés.

Max Boissoud crée et fabrique dans ses ateliers de Mours-Sar-toux, près de Cognac, des carreaux

en terre cuite émaillée. Décorés à la main, ils sont destinés à l'habillage décoratif des murs. Ils sont présentés, rue La Boétie, soit au mur, encadrés comme des tableaux, soit dans des ensembles représentant des coins de cuisines ou de salles d'eau, où ils sont accompagnés d'accessoires assortis. Ce centre d'exposition est ouvert aux particuliers et aux professionnels.

Maison

Sur du liège

Parce que c'est un produit naturel (écorce d'un chêne), qu'il a de bonnes qualités d'isolation et que sa surface est d'une blancheur dorée, le liège est apprécié pour le décor des murs et du sol. Un nouveau parquet de liège reprend le motif décoratif d'un revêtement mural, créé également par les lièges H.P.K. des dolles carreaux, de 30 cm de côté, ont une épaisseur de

3 mm ; leur décor est constitué de larges bandes de liège dont la disposition fait ressortir les diverses veinures du matériau. Très souple sous les pieds et d'un contact agréable, le parquet de liège est tout indiqué dans une salle de bains ou d'une chambre d'enfants. La pose se fait par un double encollage de néoprène sur un sol plan et sec. Le liège n'est pas un matériau bon marché : les dolles de Carolège « Godelle » valent 150 F environ le mètre carré. Société des lièges H.P.K., 4-6, rue Claude-Decan, 75012 Paris, indique ses revendeurs à Paris et en province.

Meubles

Quatre quarts

Sur le catalogue « Mobilier des Trois-Suisse », nous avons trouvé l'une des expressions les plus réussies du petit meuble d'appoint pratique et sans prétention. Il s'agit d'une table basse ronde faite de quatre éléments en quart de cercle, séparables. Réalisés en panneaux de particules plaqués pin de ton naturel, ils peuvent servir

de table basse mais aussi s'emboîter dans l'angle d'une pièce pour faire des étagères d'encadrement, s'associer par deux pour créer une mini-console ou, séparément, faire office de chevet ou de tablette. Posséder lors d'une réception officielle. Le lot des quatre quarts coûte 495 F.

Table

A la française

Nos grands-mères et arrière-grands-mères aiment recevoir avec faste. Micheline Parraut, dans sa boutique consacrée à la vaisselle et au linge anciens, a puisé dans ses trésors pour montrer comment on recevait « à la française », il y a cinquante ans ou même cent ans. Jusqu'au 20 novembre, on peut y voir plusieurs tables habillées de nappes somptueuses en dentelles ou brodées (vendues entre 1 000 et 2 500 F) et sur lesquelles sont disposées des assiettes de grand prestige : vieux Paris à décor rose et or, personnages anciens sur du Choisy bleu, service Napoléon III orné de poissons, assiettes 1925 à fleurs orange.

(PUBLICITE)

TRICOT PRATIQUE

Retour aux traditions, redécouverte d'un jeu d'aiguilles ou de crochets, le tricot est plus et plus à la mode. Mais la réussite dépend d'un savoir-faire. Il faut maintenant apprendre avec application des techniques de base autrefois transmises oralement.

TRICOT PRATIQUE a réuni les éléments essentiels qui entourent la connaissance du tricot et qui vous permettront de réaliser vos vêtements aussi bien que le décor de votre maison. Que vous soyez ou non débutante, conseils d'entretien et astuces de tricotage viendront compléter votre formation.

Trois grandes parties, illustrées de très nombreuses photos couleur et noir/blanc, composent ce livre :

- 1 - TECHNIQUE DE BASE : le matériel du tricot, le langage du tricot, le tricot aux aiguilles, le tricot au crochet, les points au crochet, les matières et les couleurs.
- 2 - PRATIQUE ET CREATION : le pull tube, le pull classique en V, le pull raglan, le gilet, la veste, le châle, les bonnets, les gants, les chaussettes, le peignoir, la fantasia du crochet, la robe de bébé, etc.
- 3 - MAINTIEN DU TRICOT : l'assemblage d'un tricot, la vérification, le repassage, les coutures, les finitions, les fermetures, les boutons, les doublures, l'entretien des tricotés, les astuces du tricot, la machine à tricoter, etc.

Éditions SOLAR

40 F TTC

LES GRANDS TAILLEURS DE PARIS

Restez élégant... dans un costume ultra-léger.

- ANDRÉ BARROT
19, av. Grande Armée, 16^e
tél. 500.25.02
- LARSEN
346, rue St-Honoré, 1^{er}
tél. 260.49.31
- OPELKA CUMBERLAND
25, av. Kléber, 16^e - tél. 727.10.77
- PAUL PORTES
104, rue de Rivoli, 1^{er} - tél. 260.55.34
- CLAUDE DOMINIQUE ROUSSEAU
270, rue St-Honoré, 8^e - tél. 260.15.13
- HENRI URBAN
5, rue Montebello, 8^e - tél. 252.00.97
- PAUL VAUCLAIR D'ORSSEN
10, rue Royale, 8^e - tél. 260.58.43

roff schulte design-team
Créations Haute Fourrure et Boutique

Exceptionnellement pendant le premier mois, 15% de réduction sur tous les articles (du 30 septembre au 31 octobre 1977).

Marie-Martine
Exclusivité roff schulte design-team
75 rue des Saints-Pères PARIS 7^e - tél. 222.41.70

TRICOT PRATIQUE

Retour aux traditions, redécouverte d'un jeu d'aiguilles ou de crochets, le tricot est plus et plus à la mode. Mais la réussite dépend d'un savoir-faire. Il faut maintenant apprendre avec application des techniques de base autrefois transmises oralement.

TRICOT PRATIQUE a réuni les éléments essentiels qui entourent la connaissance du tricot et qui vous permettront de réaliser vos vêtements aussi bien que le décor de votre maison. Que vous soyez ou non débutante, conseils d'entretien et astuces de tricotage viendront compléter votre formation.

Trois grandes parties, illustrées de très nombreuses photos couleur et noir/blanc, composent ce livre :

- 1 - TECHNIQUE DE BASE : le matériel du tricot, le langage du tricot, le tricot aux aiguilles, le tricot au crochet, les points au crochet, les matières et les couleurs.
- 2 - PRATIQUE ET CREATION : le pull tube, le pull classique en V, le pull raglan, le gilet, la veste, le châle, les bonnets, les gants, les chaussettes, le peignoir, la fantasia du crochet, la robe de bébé, etc.
- 3 - MAINTIEN DU TRICOT : l'assemblage d'un tricot, la vérification, le repassage, les coutures, les finitions, les fermetures, les boutons, les doublures, l'entretien des tricotés, les astuces du tricot, la machine à tricoter, etc.

Éditions SOLAR 40 F TTC

JEUNES MEUBLES

Du contemporain

A TOUS PROBLEMES D'ÉCLAIRAGE

LAMPE ABAY
LAMPAD
LAMPAD

READY-MADE

Pan Haute Fidélité
"La musique d'abord"

LA HAUTE FIDÉLITÉ

Pan Disques
Pan Haute-Fidélité
Paris, France
10, rue Jacob, 75001

du temps

JEUNES MEUBLES D'OCCASION

Du contemporain à bon prix

ACHETER ou revendre des meubles anciens ne pose guère de problèmes : le marché est florissant et chacun y trouve à peu près son compte, qu'il soit particulier ou marchand. Pour le mobilier contemporain, quelques initiatives isolées n'ont pas encore « normalisé » un marché de l'occasion pour lequel il y a pourtant de plus en plus de demandes.

Une plus grande mobilité dans le logement est à l'origine de ce désir de revendre, ou d'acquiescer de seconde main, des meubles qui ont un passé tout proche. Un déménagement (pour s'agrandir ou se réduire), une mutation en province ou à l'étranger, bouleversent le genre de vie et incitent à changer de décor. Et même sans déménager, on ne se sent plus, aujourd'hui, pour toute une vie ; lorsqu'on achète de nouveaux meubles, il faut bien se débarrasser de ceux qu'on possède pour leur faire de la place. Il est possible de passer une annonce et le succès de la rubrique « Meubles » du journal Les Occasions de la Centrale des particuliers témoigne de l'intérêt suscité par cette formule (1). Mais tout le monde ne souhaite pas ouvrir sa porte à des inconnus et discuter du prix proposé plusieurs jours d'affilée. Il y a désormais d'autres possibilités.

Georges Huet a eu l'idée, il y a une dizaine d'années, de lancer un marché de l'occasion d'un mobilier contemporain de haute qualité. Le succès avait été immédiat mais, sollicité par d'autres occupants, il avait abandonné ce secteur. Avec trois associés, il vient d'ouvrir un vaste magasin où sont proposés des meubles modernes signés de grands noms de l'architecture et du design.

L'enseigne du magasin, « Antiquités 2000 », indique ce désir de valoriser le style de notre époque par le truchement de ses meilleures expressions. Un meuble de renom, en excellent état, est acheté ferme, par le magasin, au tiers de sa cote actuelle ; il sera revendu environ 30 % moins cher que neuf. La clientèle (vendeurs et acheteurs) exerce généralement une profession libérale et les meubles les plus demandés sont le fauteuil avec pouf de Charles Eames (vendu ici 5 000 francs), la table à plateau de marbre et les sièges-coquilles de Saarinen, les chauffeuses de Mies van der Rohe, la chaise longue de Le Corbusier. Les créations italiennes les plus originales ont également leurs amateurs.

Avec des ambitions plus modestes, mais le souci de présenter un mobilier d'occasion de bonne qualité, Catherine Protti et René Leprieux ont ouvert en mai dernier une boutique à la Minette. Si les meubles anciens sont également représentés, ce sont surtout les canapés et tables basses qui se vendent le mieux. Les meubles — et objets, luminaires, tapis, tableaux — sont pris en dépôt et payés après leur vente, les prix étant fixés à la moitié environ de leur valeur d'achat, avec une commission de 30 % pour la boutique. Le transport des meubles est à la charge du vendeur (pour les amener au magasin) et de l'acheteur pour les emporter à son domicile. Le jour où nous étions à la boutique « Troc-décor », il y avait plusieurs canapés contemporains (un canapé à deux places, recouvert d'un velours imprimé, valait 3 300 F), une table basse à plateau en métal doré et dessus en glace à 1 200 F, une table de

repas ronde à 1 000 F. Mais la rotation des meubles laissés en dépôt est très rapide et pour éviter aux clients de revenir plusieurs fois, un fichier des demandes est établi et un coup de téléphone prévient les intéressés que l'objet qu'ils recherchent est arrivé.

C'est sur ce même principe de dépôt-vente et achat d'occasion que fonctionne la « Salle des ventes du particulier ». Patrick et Edith Bourdier ont ouvert, il y a cinq ans, un local dans le dix-neuvième arrondissement où se trouvent réunis, pêle-mêle, des meubles de style, du mobilier moderne et des objets de toutes sortes. La sélection est opérée, seulement, ici au niveau du bon état des meubles, sans souci spécial de l'esthétique. Ils sont pris en dépôt et exposés pendant un mois ; le prix est fixé généralement à la moitié de la valeur d'achat, avec une commission de 30 % pour la « Salle des ventes du particulier ». Au bout d'un mois, le meuble non vendu doit être repris ou son prix est automatiquement baissé par moitié ; ce sont les sièges et les lits qui partent le plus vite.

Le transport est à la charge des clients, vendeurs et acheteurs. Devant le succès remporté par cette formule de l'occasion, M. et Mme Bourdier vont ouvrir une seconde salle, début novembre, rue d'Alsace. Dans ce grand magasin, une présentation plus soignée permettra de différencier les divers types d'occasion : l'ancien, le contemporain et une brocante d'objets.

JANY AUJAME.

(1) Dans les kiosques, 3 F, parution le jeudi.
« Antiquités 2000 », 30, rue de l'Université, 75007 Paris.
« Troc-décor », 6, rue François-Ponsard, 75016 Paris.
« Salle des ventes du particulier », 63, quai de la Seine, 75013, et 117, rue d'Alsace, 75014 Paris.

● **Idees de coussins.** — Un fabricant de fils à coudre et à broder, D.M.C., vient de lancer quatre nouvelles collections de guides destinées à découvrir les joies des ouvrages faits à la main. L'une de ces collections, sous le titre « Idées », propose des thèmes variés pour décorer la maison. Le guide « Coussins naifs » est ainsi consacré à la réalisation d'une vingtaine de modèles utilisant les techniques les plus diverses : crochet, broderie, rubans, feutrine, application de tissus, etc. La présentation est esthétiquement réussie (photos couleurs et décors modernes), les explications sont claires et accompagnées de croquis.

● **Bibliothèque D.M.C.** collection « Idées », 11,75 F. En vente en kiosque et mercerie. (D.M.C., 52, bd Sébastopol, 75012 Paris Cedex 12.)

● **Tableaux de laine.** — Laine après laine, minutieusement en les coiffant une par une, Annette Huster compose des tableaux figuratifs, naïfs et chauds. Des bouquets de fleurs multicolores bien serrées dans des paniers ronds. Des paysages et des villages avec toujours une église et un château. Des champs en fleur d'avant le remembrement, roses vifs et chinés, des chemins gris qui mènent tout droit à la porte des maisons. Sa dernière œuvre, qui s'appelle le Paradis, est un village de neige dans un ciel de moiré blanc. Cinq lignes roses seules figurent les dernières rayures du crépuscule et la route est en coton. Annette Huster réalise volontiers une maison, un paysage ou un portrait d'après une photo. A partir de 800 francs. Tél. : 858-27-31.

La boutique folle

ELLLE porte un œil sur le plus ébahi sur son chemin. Le jeune ne coupe pas. C'est une broche. Dans la vitrine blanche et verte de sa boutique, qui fait courir Paris et la province, un écrivain très bien élevé est assis les jambes croisées dans une petite chaise longue et une voiture en rond et en porcelaine prend éternellement les virages.

Tout a commencé par une galerie où Laurence Dumaine et Gérard Saint-Fort Paillard organisaient des expositions différentes des autres. Ce sont eux, notamment, qui lancèrent, sur le thème du petit déjeuner, la vitrine anglaise à petits pains, dont la sucrerie à jambes croisées est un membre illustre. Mais ces expositions n'étaient qu'un temps. Les clients, surtout ceux de province, qui voyaient les objets dans les journaux, regrettaient de ne plus pouvoir les trouver. « A côté de la galerie, nous avons donc décidé d'ouvrir une boutique d'objets drôles », dit Gérard Saint-Fort. Sur le marché de l'art et des cadeaux, le créneau était libre. Nous l'avons pris d'assaut. Les gens ont besoin de distraction. Encore faut-il ne pas leur proposer de l'humour à des prix astronomiques.

Laurence et Gérard vont donc moissonner par monts et par vaux. Plutôt déçus par les créateurs français — « ils ont des idées mais elles sont mal réalisées », — les voyageurs préfèrent porter leurs pas à l'étranger. « En Angleterre, déclarent-ils, l'exécution et la technique sont prodigieuses. En Italie, la belle époque du design est passée, mais on trouve encore des

choses dérivées. Des fauteuils que l'on habille comme des personnes. Des colonnes tronquées en caoutchouc qui servent de sièges. L'illusion est parfaite. On dirait des ruines. » Récemment, Laurence a rapporté de Los Angeles une trouvaille plus insolite que drôle qui ravira les amateurs : un lot de quatre mille cartes postales couvrant la période 1929-1936. Maisons de stars à Hollywood, points de vue sublimes, routes, ponts, tunnels et collection complète sur la foire de New-York de 1939. L'ensemble sera exposé et vendu à la galerie à partir du 18 octobre.

Les sandwiches en sautoir

Passons à la boutique. Drôles d'objets que ces objets drôles. Le sourire varie selon le client. Il peut être pâle devant la cheville basket-candide, qui est pourtant un bon-seller avec le Pierrot gourme à d'orteillettes. Grinçant devant la petite poubelle en porcelaine, mais là encore ce n'est pas l'avis de tout le monde. « Formidable, a dit une cliente, cette poubelle de table pour mettre ses os de poulet ! » Grimaçant enfin devant ces vases en zinc, naïfs et grands, que l'on trouve d'ordinaire dans les cimetières.

Mais certains objets provoquent des sourires ébahis, épanouis, conquis. Incroyable, inutile mais irrésistible, la boîte géante de crayons de couleur à poser contre un mur. Rappelant la « maxi-transatlantique » que la styliste Emmanuelle Khanh a offert à la styliste Li-

son Bonita. Charmante, bouffante, cabossée, fléchée et fleurie, la théorie de la céramiste anglaise Carol McNeill. Sadique : la sucrerie des Britanniques Roger et Denise Mitchell. Copiée sur un modèle ancien du musée Victoria et Albert, elle représente un dompteur succombant sous une panthère. Au niveau du cou, ce n'est pas le sang mais... la sauce qui coule. Poétique enfin, les bijoux de Danièle Poulain, qui a créé un collier « Au clair de la Lune », bleu, violet et gris, où se succèdent un Pierrot, une étoile et un croissant qui rit.

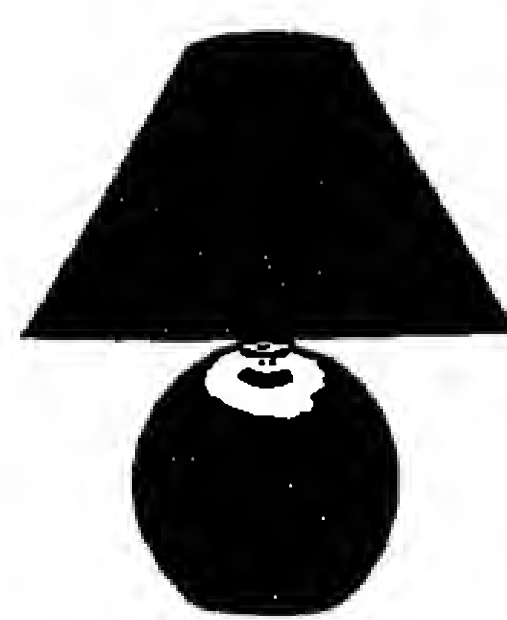
Qui achète ? Des jeunes et des plus âgés qui s'estiment jeunes. Un dentiste a emporté des tasses à petits pains pour amuser les enfants qu'il soigne. Les sandwiches en plastique que l'on porte en sautoir s'envolent comme des petits pains. Et on vend des meutes de chiens noirs et de chiens blancs, les fameux « Rio », montés en broches. On traverse Paris et on vient de province. « Il s'est forcément créé autour de la boutique un certain engouement, reconnaît Laurence, mais il est léger. »

Une note triste dans ce tableau gai. Le drôle s'use vite. On le copie mal et vulgairement. Les objets originaux en souffrent. « Un jour, il faudra trouver autre chose, dit Laurence. Mais nous ne sommes pas trop inquiets. Partout où nous allons, nous sommes super-reçus. »

FLORENCE BRETON.

* Asie, 18, rue Guénégaud, 75006 Paris.

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE



LAMPE ABAT-JOUR
LAMPADAIRES
SUSPENSIONS
SPOTS

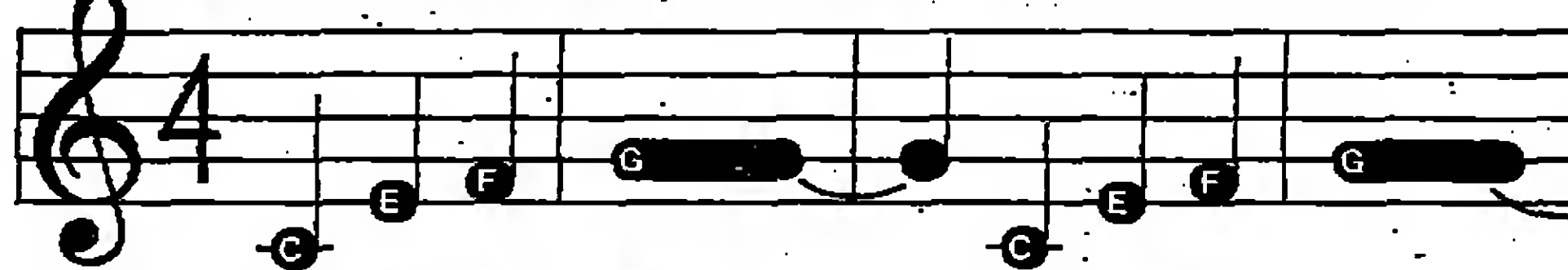
Une solution :
READY-MADE ELECTRIC
38, rue Jacob - 75006 PARIS - 260-28-01

Pan Haute Fidélité
"La musique d'abord!"

Pour retrouver chez vous l'acoustique unique obtenue à Bayreuth...
... de la musique... chez Pan, nous concevons les chaînes Haute-Fidélité avec le même soin qu'un chef d'orchestre rassemble ses musiciens pour interpréter une œuvre.
... de l'espace... afin de faciliter le choix de ses clients, Pan a agrandi son magasin du 11, rue Jacob. Avec ses 3 auditoriums "Pan-rue Jacob" se consacrent désormais à la haute-fidélité.
... des prix... tous les grands noms de la Haute-Fidélité, BO-Technics, Sony, Linear Speaker, Cabasse, etc. vous sont proposés à des prix et des services très concurrentiels.

Pan Disques
Disques, Cassettes
176, bd Saint-Germain
75006 PARIS

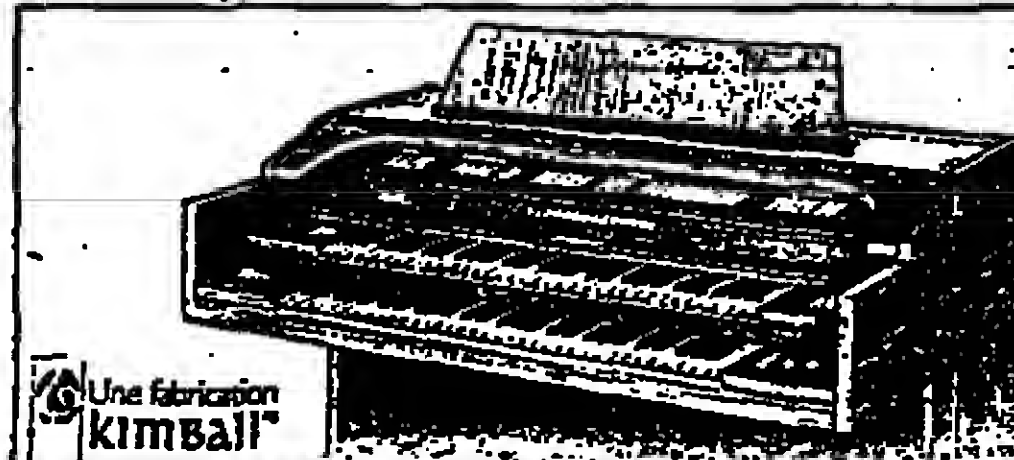
Pan Haute-Fidélité
Haute-Fidélité.
Télévision, radio-cassettes
11, rue Jacob, 75006 PARIS

ORCHESTRON SINGER: JOUEZ
SANS CONNAÎTRE UNE SEULE NOTE.

Qui n'a jamais rêvé de savoir faire de la musique sans l'apprendre? Avec l'orgue électronique "Orchestron Singer" tout devient facile. Une touche à enfoncer et vous jouez du violon ou du piano, une autre, vous dirigez tout un orchestre. Tout cela sans aucune notion de solfège : la méthode Singer, conçue avec des partitions spéciales, vous permet de jouer dès les premiers instants vos mélodies préférées.

Avec "Orchestron Singer", il n'est pas trop tard pour vous offrir les satisfactions d'un virtuose. Faites de votre famille une famille de musiciens.

ORCHESTRON SINGER: LE PLAISIR DE LA MUSIQUE SANS LES TRACES DU SOLFÈGE.



Sans engagement de ma part, j'aimerais recevoir votre documentation sur les "Orchestrons Singer" ainsi qu'une invitation à un cours gratuit.

Adresse _____ Nom _____ Prénom _____

Tél. _____

SINGER

27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Visitez les magasins : 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris • 88, rue de Rivoli, 75001 Paris
• Centre Commercial Rosny II • 80, avenue Edouard-Vaillant, 93500 Pantin • Centre Commercial Belle Epine
• Centre Commercial Parly II • Centre Commercial Cergy-Fontaine.

PIANOS
ANDERS

NEUFS ET OCCASIONS
TOUTES MARQUES

LOCATION • VENTE • CRÉDIT • RÉPARATIONS

INSTRUMENTS DE MUSIQUE

Orgues, amplis, guitares, synthétiseurs, etc...

CRÉTEIL (Village)
109, avenue du Général Leclerc
Tél. 207.98.85

PARIS
17, rue Monge 5^e
Tél. 325.56.79

Fermé lundi
ouvert dimanche matin

Ouvert tous les jours
sauf dimanche

Invitation
au Voyage...

Dans leur atelier, Louis Cordesse et Françoise Bailly peignent des meubles anciens et créent des originaux. Des meubles pour rêver. Avec la lumière de la Méditerranée, ses collines antiques ombragées de cyprès et d'oliviers... De véritables "meubles tableaux". Ils vous invitent à venir les voir.

Atelier du Pré

183 RUE SAINT-MARTIN,
PARIS 3^e 277.63.37
Ouvert tous les jours de 10h30
à 19h et de 14h à 19h30
(sauf dimanche et lundi)

Jeux

scrabble

N° 18

LES TROMPETTES DE JÉRICO

Le scrabbleur Michel Piatat a fait une trépanation fracassante dans les médias : après douze tours passés au feu idéologique des chiffres et des lettres, le mur de silence dressé autour du scrabble est enfin tombé. Inuité par Antenne 2 à la suite d'un défi gagné contre les organisateurs (le Monde du 15 juillet, « Les candidats collent le jury », c'est tout juste si Piatat était autorisé, lors de la première séance, à prédire qu'il pratiquait « un jeu avec des lettres en plastique sur

une grille de 15 sur 15 » ! Avant pourfendu douze adversaires les uns après les autres (un mois d'antenne), il a fait la une de France-Soir. Depuis, la presse nationale et régionale fait chambre chez lui pour apprendre ses secrets et photographier sa barbe. Voici quelques-uns des tirages auxquels il a été confronté.

PSFEAUR - SMBOORI
AOECLINS - EBNIUHC
SCHEOAME - ETROLUNI
(Solution dans les notes.)

DEUXIÈME FESTIVAL DU CLUB MÉDITERRANÉE

Troisième manche, Vittel, 1^{er} octobre 1977

	TIRAGE	SOLUTION	REF	PTS
1	IEADDLU	DEDIA	H 4	18
2	UL+EEPTT	TTPE (a)	H 8	33
3	EN+ENEN	LUNEE	K 8	20
4	EN+EXCRO	CODEX (b)	F 6	43
5	EN+RAAJ	RAJA (c)	I 1	22
6	EN+AAIA	ARANEAI (d)	2 0	76
7	NAROSEM	PONCAMES	F 3	68
8	U?EKB	(C) EIB (C) UK (e)	1 A	127
9	QTEUATN	ENQUETAT (f)	N 8	112
10	IESVAOR	RIVETA	15 J	39
11	SO+EROLT	LUSTRE (g)	L 7	28
12	OO+FOGES	OSE	O 1	21
13	OGOG+CLU	CUL (h)	G 9	33
14	OGOF+OTM	FAGOT (i)	M 1	18
15	GOM+WEMP	POMME	12 C	34
16	WG+VTLAI	WATT	5 K	26
17	VLGI+DSE	GELIPS (j)	3 B	35
18	DV+ENILI	ENVI (k)	B 12	35
19	DLI+IRUU	RUDE (l)	M 12	20
20	LUI+ZBS	BIZUTS	13 J	33
21	LUI+RSON	SOULIONS	D 7	59
22	E	CULEE	G 9	11
23				
24			TOTAL	899

Le dictionnaire de référence est le PLI (Petit Larousse Illustré). Les cases horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; les cases verticales, par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage du tirage précédent a été réjeté, faute de voyelles ou de consonnes.

RESULTATS
1. Piatat 886 (88,56 %) ; 2. Le-wandowski (Lyon) 832 (81,43 %) ; 3. F. Lumbroso 805 (80,32 %).

CLASSEMENT GENERAL
1. Piatat 93,97 % ; 2. F. Lumbroso 91 % ; 3. Charlemagne 90,89 % ; 4. Bohlé (Lyon) 89,52 %.

NOTES
Chiffres et lettres. REAUPRES, RIBOSOME, EUCALANT, CEE-RUBIN, AMOCHESE, CHAINERA, BOHARNAI pour 11 points de moins. (e) solo Piatat (cette tirage à long tuyau). BU(N)K(ER) en 1 D : 77. (f) le double bat le triple grâce à la surmultiplication du (g) STORIS en O 1 aurait fait deux points de plus. (h) belle maçonnerie permettant de faire ECTYFE, idée provenant de la représentation. (i) ou GROCOE en L 1 (i) ou SEVI en H 15. (k) ou VIDENT en H 15. (l) solo de Chantal Oesne.

PENTASCARABLES
de M. Outtrent, Villepreux
Il s'agit de faire le maximum de points avec cinq tirages successifs de sept lettres, le premier mot devant passer par l'étoile rouge.

EARRUGG - XIMARNE
EAAAY ? SN - EAUDDQ - PHEC ? SZ

Solution proposée : plus de 900 points.

Solution du problème n° 17

AMASSETTE.
NU.
OR.
PI.
RA.
ETHMOIDE.
LE.
ESERINE.

ASSETTE, marteau de couvreur, H 3, 66 ; MURATE, chaudière, H 7, 78 ; SERINE, O 2, 53 ; ETHMOIDE, os de la tête, M 1, 80 ; ANOPHELE, moustique.

Le Monde de l'éducation

Numéro d'octobre

Qui sont les étudiants

— attitudes politiques
— vie quotidienne
— drogues
— sexualité
— loisirs
— les études où l'on travaille le plus, et le moins...

L'école à l'hôpital

En vente partout 15 F

ÉTUDE CLINIQUE
DE LA «SCRABBLITE»

LES atteintes générales surviennent avant et après la partie. Avant le début de l'épreuve, surtout si celle-ci est d'importance, elles constituent le compendium-syndrôme caractérisé par un sentiment de doute qui envahit le sujet à propos de ses capacités et de ses connaissances en vocabulaire « technique » et par de petits troubles neuro-végétatifs : angoisses, fébrilité, nœud dans la gorge ou dans la poitrine, mal au ventre s'accompagnant parfois d'une petite débâcle intestinale — bref toute une étiologie commune à un début d'épreuve intellectuelle ou sportive, et nuancée par le degré d'émotivité du sujet. Puis tout rentre dans l'ordre dès le tirage de la première lettre.

Après l'épreuve, la scrabblite se traduit par une impatience logorrhée (ou jabotage), qui pousse le joueur à commenter les bons et les mauvais coups de sa partie, les petits incidents conjoncturels, et à émettre courtoisement des phrases au conditionnel pleines de regret. L'intensité des troubles est inversement proportionnelle à la réussite de la partie. Mais il est bizarre de constater que, quel que soit le résultat de cette partie, la scrabblite a un effet toxique, voire sado-masochiste, c'est-à-dire qu'elle incite le sujet à rejouer immédiatement ou le plus tôt possible. Heures malsaines où plus on souffre, plus on a envie de souffrir !

Les atteintes psycho-sensitives surviennent essentiellement au cours de l'épreuve, et ont pour caractéristique commune d'aboutir toutes à la complication majeure, bien connue en dermatologie : la bulle, l'irréparable bulle, qui démolit les sujets atteints et réconforte les indemnes. Et ces atteintes sont nombreuses et variées.

Dysorthographe : le sujet perd le sens de l'orthographe et s'angoisse. — **Dysgraphie** : l'écriture du sujet est devenue tellement défectueuse que personne ne peut la lire, pas même lui. — **Dyslexie** : trouble de lecture, où le sujet inverse le mot, généralement un terme court et bien connu, exemple : OS et SO.

Panique-syndrôme : le sujet, nerveux et inquiet, pressent qu'il

se mâtine de l'avance 22. 24 et 25. Ce-42.

PROBLEME T. GORGIEV 1961

PASSAGES

Philatélie

FRANCE - Abbé Breuil.

FRANCE - Nouvelles de - Sabine.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

FRANCE - la « Marianne » sans barres phosphorescentes.

CAMPAGNE NATIONALE ANTIPOLLUTION CO/CO²

sous le patronage du Ministère de la Culture et de l'Environnement



Plus de 5000 professionnels de l'automobile affichant cette enseigne sont à votre service pour régler le moteur de votre voiture :

- elle polluera moins
- elle consommera moins.

C'est l'intérêt de tous... mais aussi le vôtre.

(La dépollution des automobiles à essence est obligatoire. Arrêté du 16 janvier 1975.)

EP 1150 150

Chénas

Les enfants

Les enfants de Chénas, dans le département de la Loire, ont été victimes d'un attentat à la bombe. L'explosion a eu lieu dans un local scolaire, causant la mort d'un enfant et blessant plusieurs autres. Les autorités locales ont exprimé leur profonde tristesse et leur solidarité avec les familles touchées.

Théâtre

« Pauvre

Le théâtre de la ville de Chénas présente une pièce intitulée « Pauvre ». Cette œuvre explore les thèmes de la misère et de l'exploitation sociale. Les critiques ont salué la performance des acteurs et la puissance du message.

Jazz

Concert

Un concert de jazz a été donné à Chénas, attirant un public nombreux. Les musiciens ont joué une série de standards du genre, accompagnés par un orchestre local. L'ambiance était festive et les applaudissements ont été frénétiques.

ADA et Roumanie

Un voyage en France

Une délégation roumaine, accompagnée par l'ADA (Association pour le Développement de l'Automobile), a effectué un voyage en France. Ils ont visité plusieurs sites industriels et culturels, échangeant des idées sur le développement automobile.

2^e Festival

Le 2^e Festival de la ville de Chénas a eu lieu récemment. Il a rassemblé de nombreux artistes locaux et régionaux pour célébrer la culture et le patrimoine.

LE JOUR
DU CINÉMA

« La vie est à nous »
dans l'Isère

Une rétrospective qui va du Front populaire à 1968, une sélection de films « mai 68 », et une semaine de la décentralisation : c'est la vie est à nous, un cycle organisé par la Maison de la culture de Grenoble, en collaboration avec les associations cinématographiques de la région. Depuis le 6 octobre, et jusqu'au 10 décembre, un certain cinéma français, caractérisé, dit le programme, « par une commune affirmation de son utilité sociale et par sa volonté d'émancipation du spectacle de pur divertissement », est présenté au public.

Outre de nombreux débats avec les réalisateurs, des tables rondes sur la diffusion des films et la diffusion non commerciale (le 26 octobre), le cinéma à Grenoble (le 4 novembre), les États généraux du cinéma en 1968 (le 25 novembre). Enfin, les premières rencontres de la décentralisation cinématographique réuniront, du 29 novembre au 3 décembre, les cinéastes qui travaillent dans les régions : René Allu, René Vautier, Armand Gatti et d'autres, et des représentants des unités de production mises en place dans quelques maisons de la culture (Le Havre, Grenoble, Bobigny) et au Centre culturel d'Annecy.

* Maison de la culture de Grenoble : 4, rue Paul-Claudel, 38000 Grenoble, tél. 25-05-42.

Quelle formation

pour les cinéastes ?

C'est sur l'indispensable revalorisation de la pratique — négligée par manque de crédits et manque de confiance, dans les universités — qu'a été conçu le colloque sur l'enseignement et la pédagogie du cinéma, organisé le 7 octobre, pendant le Festival de l'homme-les-Bains (le Monde du 13 octobre), par un des laboratoires du C.N.R.S., le SERRAV (Service d'étude et de réalisation de documents audiovisuels). Les participants, les écoles subventionnées par l'État, les départements universitaires, l'U.N.A. — se sont aussi préoccupés d'un éventuel enseignement du cinéma dans les écoles primaires et secondaires. Qui s'en chargerait ? Ne se contenterait-on pas, là encore, de la lecture de films, au risque de dégoûter les enfants du cinéma ?

En février, à Paris, le C.N.R.S. réunira une deuxième « table ronde » pour la rédaction d'un cahier des charges.

Films de femmes

Existe-t-il un cinéma de femmes ? En tout cas, le Jean-Renoir, à Paris, propose depuis le 12 octobre une Quinzaine du cinéma féminin, avec vingt-cinq longs métrages et vingt courts métrages. Les vendredis, samedi, dimanche, sont jours de débat : le court métrage, avec les collectifs Musardes, Femmes-média (ce vendredi, à 20 h. 30) ; Femmes et cinéma, avec Paula Delval, Claudine Guillemin, des techniciennes et des réalisatrices (le 15 octobre, à 19 h. 30) ; le Mariage et la sexualité, avec le Planning familial, des groupes Femmes, Mai Zetterling, Nicky de Saint-Phalle, Delphine Seyrig (le 16 octobre, à 19 h. 30).

* Cinéma Jean-Renoir : 43, boulevard Clichy, 75009 Paris, tél. 331-81-52.

R.D.A. et Roumanie
à travers la France

La Fédération française des ciné-clubs (F.F.C.C.) organise une série de manifestations avec l'Allemagne de l'Est. Les réalisateurs Kurt Maetzig et Conrad Wolf vont de ciné-club en ciné-club, du 17 octobre au 17 novembre. Et les 22 et 23 octobre, il y aura un week-end d'information et d'étude sur l'organisation de la cinématographie en R.D.A. et sur la production de ces dernières années.

De son côté, l'Association française des cinéastes d'art et d'essai (A.F.C.A.E.) présente quatorze films roumains au cinéma La Clé, à Paris. Cette « semaine » portera ensuite pour Aulnay, Dives-sur-Mer, Nantes, Lyon, Villeurbanne.

* F.F.C.C. : 8, rue Ordener, 75018 Paris, téléphone 208-96-06 ou 208-96-08.
* A.F.C.A.E. : 22, rue d'Artois, 75008 Paris, tél. 338-21-36.

Cinéma

« Les enfants du placard », de Benoît Jacquot

Sur l'épaule de Juliette, une petite croix blanche. Matérialisation d'un souvenir ineffaçable, clouée par un rite semblable à l'échange du sang. C'est avec la canne-épée de leur père que Nicolas a ainsi marqué sa croix. Ils n'étaient alors que des enfants qui se réfugiaient pour jouer dans un placard encombré de vêtements. Lieu magique que cette cachette, devenue lieu maudit le jour où, s'y étant enfermés, ils n'avaient pu empêcher leur mère de se pendre.

Aujourd'hui, Juliette a épousé un associé de son père, un homme qui a fait fortune en organisant un trafic de travailleurs immigrés. Nicolas, lui, est au-delà de la pauvreté. Il n'a rien et ne veut rien avoir. De dégoûts en refus, il vit comme en hibernation dans une sorte de non-monde, l'indifférence. Tous deux n'en restent pas moins les enfants du placard, liés l'un à l'autre par le même sentiment de culpabilité (la mort de la mère) et par une complicité qui n'a pas de nom (ou dont le nom est indéchiffrable), enfants terribles ancrés dans un passé que les adultes du présent ne pourront jamais abolir.

L'Assassin musicien, le premier film de Benoît Jacquot, témoignait déjà de son goût pour les brouillards de réqu沿海 et de l'ambiguïté. Sous l'assommoir du style transparent, l'influence de Brasseur, influence quelque peu desséchante (Brasseur est inimitable) qu'on retrouve au début des Enfants du placard, mais dont le cinéaste progressivement s'écarte. Au fil des scènes, la vie s'insinue dans le récit, la vie et Brigitte Fossey (elle surtout,

remarquable de sensibilité) apportant à cette histoire d'un amour impossible une présence charnelle, une palpation, qui l'arrache aux rigueurs de l'épave. Le style demeure hautain, hiératique, les personnages s'affrontent dans la pénombre silencieuse du narcissisme et des désirs insoufflés, autour d'eux le climat est glacé, l'air raréfié, mais le feu qui les consume n'en est pas moins perceptible. Et derrière le conflit très cadencé qui oppose le père au fils, la femme au mari, se dessine une satire virulente de la bourgeoisie d'affaires.

Benoît Jacquot affirme qu'entre Brasseur ses maîtres sont Mizoguchi et Fritz Lang (une citation de *Moanin* en fait foi) : que seule la fiction l'intéresse ; qu'il est temps de réinventer un cinéma romanesque. A ceux qui prétendent aux références cinématographiques les références littéraires on pourrait dire que l'atmosphère des Enfants du placard leur rappelle certains romans de Julien Green (*Moins*, par exemple). Initiée de poser sur ce film une grille psychanalytique pour en découvrir la richesse : obsession de l'enfance, attitudes mystérieuses des êtres, lambeaux d'innocence et lambeaux de remords traînés inégalement, réalité qui semble parfois déborder sur l'imaginaire. Benoît Jacquot dit de manière un peu floue des choses simples et vraies. La plus vraie étant qu'en dépit des avatars que la vie nous impose nous restons toujours des « enfants du placard ».

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir Les films nouveaux.

ENTRETIEN AVEC DAVID PERLOV

Le réalisateur israélien doit vendre sa maison

La semaine officielle est terminée, mais la Cinémathèque continue de projeter à Chailot des films israéliens. « Nous, les gens de cinéma vivant en Israël, sommes émus d'être présents ici, à la Cinémathèque française. Le fait que nos films vont être vus, c'est déjà pour nous un acte de reconnaissance », a expliqué le réalisateur David Perlov, qui était à Paris pour présenter la rétrospective. Il parle ici des « habitudes » du cinéma israélien.

« Le cinéma, en Israël, dit David Perlov, vient très loin derrière les autres arts. Dans la révolution sioniste, il s'agit d'abord d'acquiescer à une langue nouvelle, l'hébreu. Avant d'arriver, les poètes ont appris la langue sacrée et l'ont modernisée. La poésie, la littérature, vont avec le théâtre, qui est né en U.R.S.S., dans la petite communauté juive. La peinture a commencé aussi à l'est, adaptée à l'action juive. Pour l'architecture, c'était simple, il fallait bien que les gens habitent quelque part. Et, au début des années 30, les émigrés d'Allemagne, qui présentaient le régime nazi, sont arrivés avec la musique, qui faisait tout naturellement partie de leur culture.

« Le cinéma, lui, a d'abord été une expérience sans continuité dans les années 20 et 30. Il devenait trop cher, c'était un luxe qu'une communauté pauvre ne pouvait pas se permettre. Il a dû attendre la création de l'Etat d'Israël en 1948 pour commencer d'exister. A ce moment-là, l'influence des pays socialistes était très forte parmi les immigrants ; les

films étaient épiques, les héros se détachaient dans une lumière blanche et brillante ; on avait des décors peints, nuageux. C'était complètement faux, hybride. Par la suite, grâce au théâtre, on a eu des acteurs meilleurs et des dialogues mieux rythmés. C'était fini, les beaux usages cinématographiques, on approchait la réalité des rues. C'est ce que l'on continue de faire aujourd'hui, avec parfois des tendances folkloristes et une langue mal cristallisée, mais il y a toujours une valeur informative, un climat. Nos films ne parlent jamais de la guerre, mais ils témoignent d'un désir de réalisme et de création, ils s'emparent beaucoup des grands mythes, ils contiennent des efforts iconoclastes.

« Mais, en 1948, pour sa plus grande malchance, on a fait dépendre le cinéma du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il est condamné à être rentable, à une échelle qualitative bien trop basse. Il faut que 20 % de la population voie un film. C'est comme si onze millions de Français devaient assister à un film de Rivette. Pour qu'il soit rentable, si le réalisateur a des ambitions plus élevées, alors c'est un idéaliste, presque un martyr. Il fait ses films avec son propre argent. Il met six ans, sept ans, pour en réaliser un. Puis il travaille cinq ans pour rembourser ses dettes. En quinze ans, il aura fini deux films et il aura dû vendre sa maison. Mais il veut faire du cinéma, il y tient, et des morceaux de grandeur passent dans sa vie.

« Sur quinze longs métrages, il y a un seul film d'auteur. Dix sont des réalisations commerciales, et leurs réalisateurs commencent à être installés. Ils savent aujourd'hui fabriquer des produits standard. Ceux-là vont à Cannes se présenter en paquets, au lieu de se présenter en égal dans les ciné-clubs parisiens. Cependant, des équipes tournent, des techniciens apprennent à travailler vite et bien. Tout cela a de l'importance pour nous.

« On ne voit pas, en Israël, les mêmes films que dans les capitales occidentales. On ne voit pas le travail des pays qui ont le même mode de développement que le nôtre (la Grèce, l'Espagne, Cuba, l'Argentine, etc.). Ce que l'on montre en Israël, c'est le grand cinéma français, américain, italien, qui fascine. Beaucoup d'Israéliens sont comme cassés par cette illusion d'optique. Si on la compare à d'autres cinématographies, la production israélienne de qualité en est encore aux balbutiements. Mais en soi chaque film est un chapitre de plus et, dans très peu de temps, nous aurons fait d'immenses progrès. C'est une émulation interne qui nous fait avancer. Et puis, un département de cinéma a été créé à l'université de Tel-Aviv. Depuis ces dernières années, il y a une énorme production de films en 16 mm. Ils sont quelquefois naïfs, mais ils sont authentiques.

Propos recueillis par CLAUDE DEVARREUX.

Théâtre

« Pauvre assassin », de Pavel Kohout

L'écrivain tchèque Pavel Kohout vit à Prague où il est né voici cinquante ans. Il a été l'un des quelques trois cents signataires de la Charte 77, par laquelle des citoyens tchèques exigent le respect des droits constitutionnels et des droits de l'homme. Il a écrit *Pauvre assassin* en 1972 : les idées de départ de cette pièce lui furent données par la lecture de

deux nouvelles du conteur et dramaturge russe Leonid Andreïev. L'action de *Pauvre assassin* est située dans une clinique psychiatrique, en Russie, au début de ce siècle.

Le comédien Kerjensév est interné depuis quelque temps. Il a une idée fixe : il croit avoir assassiné sur scène, au cours d'une représentation de *Hamlet*, son

camarade acteur Savielov. Kerjensév aime une actrice, Tatiana, et Savielov est son mari.

A la clinique, Kerjensév a écrit une pièce de théâtre dans laquelle il met en scène son propre rôle, comme Tatiana et Savielov tiennent le leur. Le médecin-chef de la clinique est au premier rang de l'histoire, d'un psychodrame avant la lettre, qui ne « guérira » pas Kerjensév. Mais Tatiana, disant adieu à son mari, restera à la clinique pour soigner l'homme qui l'aime.

C'est donc une pièce-matlochia (du nom de ces poupées russes qui s'emboîtent l'une dans l'autre) : il y a la pièce-matlochia où l'on voit le médecin, les infirmières, Kerjensév, les comédiens, qui « opèrent » à la clinique ; il y a la pièce écrite et jouée par l'acteur interné : il y a *Hamlet*, dont des scènes sont interprétées ; il y a, bien sûr, mille passereaux, ruptures, contre-ordres, d'une de ces pièces à l'œuvre.

Pavel Kohout n'apporte pas de vues neuves sur la folie, les cliniques, l'amour, la vie extérieure et intérieure des comédiens. Il n'ébauche pas non plus une dramaturgie inédite. Sa pièce, nous l'avons vue plusieurs fois déjà, par fragments, sous d'autres titres, d'autres signatures, quoique le propos de détail soit différent.

Mais *Pauvre assassin* est une œuvre habile, mûrie, contrôlée, et intérieure des comédiens. Il n'ébauche pas non plus une dramaturgie inédite. Sa pièce, nous l'avons vue plusieurs fois déjà, par fragments, sous d'autres titres, d'autres signatures, quoique le propos de détail soit différent.

Le décor de Jean Mandaroux, la mise en scène de Michel Fagadau, est clair et bien rythmé. L'acteur Jean Négroni (le médecin-chef) se bonifie en prenant de l'âge — aussi bien resté-il fort jeune. Claude Rich (Kerjensév) trouve à son meilleur rôle depuis quatre ou cinq ans : Rich a un grand talent, il n'investit pas ses personnages (comme des soudards investissent une place forte), il l'indique, le corrige, le gomme, le re-profilé, c'est amusant.

Cette pièce travaillée, aux finitions soignées, garnie d'accessoirs divers, cette pièce confortable qui mérite la mention « bien », paraît, à la Michodière, dans la bonne traduction de Jean Jourdain et Heinz Schwarzwälder, plus belle qu'elle n'est, parce qu'elle bénéficie de la présence sur scène de Nelly Borgaud (Tatiana), actrice d'un art accompli et caché, présence calme, donnée d'énergie spirituelle, l'une de ces actrices vraies qui agrandissent l'espace et grâce à qui le public, comme dit Saint-John Perse, « voit au fond du ciel à jeun de grandes choses pures qui tournent au plaisir ».

MICHEL COURNOT.
* Michodière, 20 h. 30.

En bref

Cinéma

« L'Espion
qui m'aimait »
de Lewis Gilbert

James Bond a pris un coup de vieux. C'est le sentiment qu'on éprouve à le retrouver dans « L'Espion qui m'aimait ». Non qu'il ait perdu de son courage et de sa virilité, mais ses exploits sont moins étonnants que jadis. Sédurre en la personne de l'agent Triple X la plus jolie des citoyennes soviétiques, bricoler une missile atomique, éviter la destruction de New-York et de Moscou, voilà certes qui n'est pas à la portée du premier venu. Et pourtant ces prodiges ne nous surprennent plus. Tout tabulaire qu'il soit, ce film est un habile air de déjà vu. Plus grave : le héros lui-même apparaît démodé. Victime de ses émaux et de ses éponges, victime plus encore de sa virilité, il est à quelques détails près (fin de la guerre froide) sur celle des précédents films. Condamné à se répéter, à se pasticher, à se faire à se pasticher. Mais lui, sans les beaux yeux de Barbara Bach, sans quelques trépassés qui lui font une place de choix, ce héros de l'espionnage ne nous séduit plus. C'est dommage. James Bond a-t-il fait son temps ? Ou est-ce nous qui avons vieilli ? — J. B.

* Voir Les films nouveaux.

« Ne laissons pas
les morts
enterrer les morts »

On n'oublie jamais les crimes commis par les nazis au nom des théories raciales. Ce film du souvenir, produit et réalisé par la Maison des combattants des ghettos, rassemble des documents sur la vie des juifs en Allemagne, après l'arrivée de Hitler au pouvoir, sur la mécanique de la déportation et de l'extermination dans les camps, sur l'histoire du ghetto de Varsovie. La plupart de ces documents — films et photographies — sont d'origine allemande. Les boueux ne se pri-

valent pas d'enregistrer les images de la misère, de l'humiliation, des violences qu'ils faisaient subir à leurs victimes. Des témoignages de survivants, cités au procès d'Eichmann en 1961, servent de commentaires.

Ce montage ne nous apprend rien de plus que ce que nous savions déjà. Il le répète, il le confirme à l'adresse des générations nouvelles. Derrière le mot « nazisme », mais en son fond, il nous rappelle, et parfois porteur d'inquiétantes nouvelles, il y avait cette réalité terrible, ce martyre de tout un peuple qui ne peut s'effacer.

JACQUES SICLIER.

* Voir Les films nouveaux.

Expositions

Les façades
de Tironflet

Tironflet est un artiste encore jeune, mais non point débutant, un abstrait, pourtant on presque dire, qui se fait une douce violence à rester figuratif, à moins que ce ne soit l'inverse. La savant de sa peinture tient beaucoup à cette ambiguïté des détails précis concrets et de formes géométriques, comme cette ligne toute pure qui dessine tout de même un toit au-dessus d'un carré nettement trop grand pour n'être qu'un mur.

Tironflet, c'est toujours la même vision épurée de la grille que l'édifice, toujours le même petit côté désert, un peu bête, un peu triste, de paysages andins : la rue, la place, l'usine et ces façades de pavillons de banlieue qui occupent l'artiste depuis deux ans. Des paysages à petite échelle, qui donne la petite mesure de l'homme, celle de l'anonymat, mais non son épaisseur. En fait, il n'y a pas le moindre personnage dans la peinture de Tironflet. La vie passe pourtant, mais autrement, filtrée par le silence de murs aveugles et de fenêtres qui n'ouvrent sur rien. Peut-être par cette drôle de chimie qui ne fume pourtant pas, ou par cette poussière qui brille, mais ne peut pourtant pas. Ces façades gardent leur secret et nous renvoient finalement au jeu beaucoup plus subtil qu'il n'est à l'air des surfaces colorées toutes blanches, ou toutes grises.

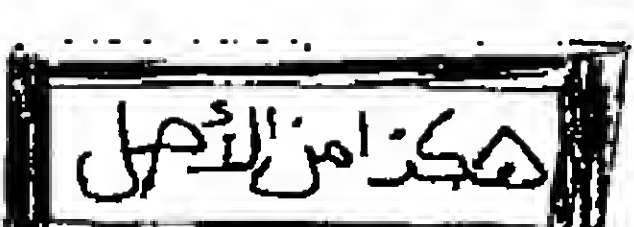
ORNEVIEVE BRERETTE.

* Galerie Krief-Raymond, 10, rue Guénégaud, jusqu'au 18 octobre.

M. Alain Lombard, directeur de l'Opéra de Paris, qui était porté candidat à la succession de M. Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra de Paris (le Monde du 9 juillet), a fait savoir, jeudi 13 octobre, qu'il retirait sa candidature, les nouvelles conditions d'exploitation de l'établissement ne lui semblant pas compatibles avec ses conceptions artistiques.

Lévon Sayan
présente son
2^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'OPERA
au Studio MARGNY - Carre MARGNY - Champs-Élysées
Tél. 225-20-74
du 11 Octobre au 1^{er} Novembre 1977
Tous les jours, séance à 14 h. - 17 h. - 20 h. - 22 h.

Pour le nouveau film
de Charles Belmont
Clemence



RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 14 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : L'Archipel Lenoir, d'Armand Salacrou. Avec H. Virlojeux, P. Lombard, M. Déa, R. Party, A. Abbade, P. Nunzi.

Comment d'ailleurs un scandale dans un château, la veille des funérailles de Marie-Blanche Lenoir avec la vicomtesse Gascot.

22 h. 30. Sports. Télé-foot 1.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilleté : D'Artagnan amoureux, d'après R. Nimier, adapt. J.-L. Bory, réal. Y. Andrei, avec N. Silberg, A. Bardi (troisième épisode).

21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivrot (De l'anglais).

Avec le professeur Léon Schwartzberger et M. Pierre Vianou-Ponté, auteurs de « Changer la mort », MM. Henri Pradal (« Le Marché de l'antiquaire »), Pierre Desgranges (« Le lit du siècle »), Yves Bata (« Les propos des dévils de Jean Rostand »).

22 h. 45. Journal.

23 h. 30. Documentaire : Le bien-aimé, de J. Doziol-Vieljeux (1987), avec M. Morvan, P. Guera, J.-M. Bory, E. Hirt, N. Borgeaud. Adaptation d'un scénario de Lucie Faure (rediffusion).

À la fin du siècle dernier, une femme, opérée, se laisse passionner, découvre que son amant n'a cessé de lui mentir sur lui et sur sa personnalité. Histoire follement romanesque relatée avec une élégance raffinée.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine Vendredi... Service public, marchands d'avenir, l'astrologie, de L. Dalezer-Kahane et D. Berkani.

Que faut-il penser du développement des pratiques prévisionnelles dans notre société technicienne ?

21 h. 30. Série documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (la Loire).

22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. La vie entre les lignes : Michel de Saint-Pierre : 19 h. 35. Les grandes avenues de la science moderne : la révolution électronique ; 20 h. 15. Essai : La mémoire verte des arbres, par P. Christian ; 21 h. 30. Musique de chambre (Szymanowski, Tchernichev, Hindemith, Berg) ; 22 h. 30. Culture avec J. Talmont ; 23 h. 30. Tout cela est fragmenté : travail sur « Pierres », de R. Caillots.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 15. Stéréo postale : 14 h. 15. Méthodes sans paroles... Tchaikovsky, R. Strauss, P. Tchernichev ; 15 h. 15. Chœurs de P. Schmitt, P. Arma, J.-P. Bergalet ; 16 h. 30. Œuvres de Liszt, Bartók, Stravinsky, Liszt ; 17 h. 30. Équivalences : Leguay, Mendelssohn, L. Thirv ; 18 h. 30. Émission musicale : 19 h. 15. 45. Demain, en direct de Nancy pour le Festival Jazz Pulsations ; 19 h. 45. Entre chien et loup ; l'Orchestre symphonique de Stuttgart, dir. Z. Kocler, avec W. Boellcher ; 20 h. 30. Ouverture (Beethoven), « Zyklus » (F. Portier) ; Symphonie du nouveau sonnet (Dvorak) ; 21 h. 15. Le coin des collectionneurs : 22 h. 30. Jazz forum ; 23 h. 30. Portraits de compositeurs : O. Bressi et M. Bédouin présentent le groupe de musique expérimentale de Marseille.

SAMEDI 15 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 10. Émissions régionales : 12 h. 30. Cuisine légère : 12 h. 45. Jeun pratique : 13 h. 10. Journal : 13 h. 35. Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50. La France défigurée : 14 h. 8. Rester donc avec nous : 18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 10. Magazine auto-moto ; 19 h. 13. Six minutes pour vous défendre : 19 h. 43. Le message mystérieux : 19 h. 45. Eh bien ! raconte : 20 h. 10. Journal.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Enrico Macias) ; 21 h. 30. Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 20. Sports : Catch (en direct de Bagneux) ; 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 15. Journal des sourds et des malentendants : 12 h. 30. Journal : 12 h. 45. Chansons hebdo musique : 14 h. 10. Les jeux du dimanche : 17 h. Des animaux et des hommes ; 18 h. 10. Concorde : La course autour du monde ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Ouvre l'œil ; 20 h. 10. Journal.

20 h. 30. Les Soirées du Grand Théâtre historique : L'enlèvement du régent, d'après A. Dumas. Réal. C. Verrez. Chorégraphie, J. Moussy. Musique, V. Cosma. Avec la troupe du Grand Théâtre historique D. Auteuil, P. Craych, P. Raynal ; 22 h. 10. Questions sans visage ; 23 h. 10. Drôle de baroque.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 15. Brève verra : 19 h. 45. Pour les jeunes : Les travaux d'Hercule Jonsson ; 19 h. 5. Émissions régionales : 19 h. 40. Samedi entre nous ; 20 h. 10. Magazine outre-mer ; 20 h. 30. Soirée lyrique : Boris Godounov, de Moussorgsky, mise en scène A. Pokrovski, par E. Nesterenko, L. Arkhipova, V. Plavko.

l'orchestre et les chœurs du Bolchoï, sous la direction de B. Khalidin.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Jacques Garrell ; et à 14 h. 15. 55. 23 h. 50. 7 h. 5. Matinales : Inde vivante : 8 h. 15. Les chemins de la poésie : 1977 : 9 h. 30. Concerto ; 8 h. 32. 77... 3000, comprendre aujourd'hui pour vivre demain (la culture) : 8 h. 7. Le monde contemporain, par J. de Brier, M. Crémieux ; 10 h. 45. Démarches ; 11 h. 2. La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 13 h. 15. Les samedis de France-Culture : « Mère » ou l'histoire d'une humanité nouvelle racontée par S. Prem, avec J.-C. Bringuier et Y. Jaigu ; 18 h. 20. Le livre d'or : cycle d'orgue à Avignon ; 19 h. 30. Pour mémoire : Fernand Deligny, par P. Sate et J. Courty ; 20 h. 30. Tentatives II : le Bateau du pour et du retour, avec B. Pons, J. Lin (rediffusion) ; 21 h. 30. Carte blanche : du petit village bien tranquille, de B. Méner, avec C. Aler, D. Coiffa, M. Santini ; musique de J. Wiener ; réalisation G. Peyrou ; 22 h. 45. Adieu à M. de Breuille ; 23 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-fugue mi-railin, divertissement de B. Jérôme.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Pictosques et légères : 8 h. 15. Méthodes : Beethoven, Tchaikovsky, Weber ; 9 h. 2. Ensembles d'anciens : les Chevaliers 1977 ; 9 h. 30. Concerto ; 9 h. 32. 77... 3000, comprendre aujourd'hui pour vivre demain (la culture) : 8 h. 7. Le monde contemporain, par J. de Brier, M. Crémieux ; 10 h. 45. Démarches ; 11 h. 2. La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 13 h. 15. Les samedis de France-Culture : « Mère » ou l'histoire d'une humanité nouvelle racontée par S. Prem, avec J.-C. Bringuier et Y. Jaigu ; 18 h. 20. Le livre d'or : cycle d'orgue à Avignon ; 19 h. 30. Pour mémoire : Fernand Deligny, par P. Sate et J. Courty ; 20 h. 30. Tentatives II : le Bateau du pour et du retour, avec B. Pons, J. Lin (rediffusion) ; 21 h. 30. Carte blanche : du petit village bien tranquille, de B. Méner, avec C. Aler, D. Coiffa, M. Santini ; musique de J. Wiener ; réalisation G. Peyrou ; 22 h. 45. Adieu à M. de Breuille ; 23 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-fugue mi-railin, divertissement de B. Jérôme.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Émissions religieuses et philosophiques : 12 h. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 10. Journal : 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10. Les rendez-vous du dimanche : 15 h. 30. Série : Gorri le Diable, avec R. Etcheverry ; 16 h. 15. Tiercé : 16 h. 5. Vive le cirque ; 16 h. 45. Sports première.

18 h. 15. FILM : LE TEMPS DE MOURIR, d'A. Furberg (1986), avec B. Crenier, A. Karim, J. Rochefort, B. Kearns, C. Rich. (Rediffusion).

Une jeune fille amnésique et sans nom surgit dans le domaine bien clos d'un milliardaire. Elle porte sur elle un film qui représente l'assassinat du milliardaire par un inconnu. Est-ce une prémonition ou une machination ?

Un casel — peu convaincant malgré de belles images de fantaisie moderne par les jeux de l'imaginaire et du réel.

19 h. 45. Les animaux du monde : 20 h. 10. Journal.

20 h. 30. FILM : UNE VIERGE SUR CANAPE, de R. Quine (1964), avec N. Wood, T. Curtis, H. Fonda, L. Bacall, M. Ferrer.

Un journaliste à scandale prend le nom d'un ami marié pour consulter une jeune prostituée, spectacle en scénario, et découvrir si elle est vierge ou non.

Un caudex d'assauts musicaux goût et fausement audacieux dans sa mise en cause de certains travers du mode de vie américain.

22 h. 30. Connaissance de la musique : Les castrats, de M. Le Roux. Réal. P.-A. Boutang ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 10. Toujours sourire : 13 h. 10. Journal : 13 h. 30. La lorgnette, avec J. Martin ; 14 h. 20. Ces messieurs nous disent ; 15 h. 40. Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h. 40. Trois petits tours ; 17 h. 25. Les Muppets ; 18 h. 10. Contre-ut ; 19 h. 10. Stade 2 ; 20 h. 10. Journal.

20 h. 30. Variétés : Musique and Music ; 21 h. 40. Documentaire de l'INA : « Odyssée transatlantique » ; 22 h. 30. Documentaire d'art : Chefs-d'œuvre en péril (Les arts et traditions populaires), de P. de Lagarde.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Musique ; à 10 h. 30. Musique ; 16 h. 55. Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (la Loire, reprise de l'émission du 14 octobre) ; 17 h. 50. Espace musical : « Le chant de la terre », de Mahler, par J.-M. Damis ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. 10. Hexagonal ; 20 h. 5. Cheval mon ami ; 20 h. 30. L'homme en question : Alphonse

Boudard ; 21 h. 30. Entretien : Trois scènes avec Ingmar Bergman (première partie).

21 h. 55. Arts : Technique de l'email, de Cl. Hocquard et L. Laupies.

22 h. 30. FILM : Caméra de minuit, cycle Gary Cooper : L'INTRIGANTE DE SARATOGA, de S. Wood (1945), avec G. Cooper, J. Bergman, J. Warburton, F. Bates, F. Robson, J. Auslender.

Une jeune fille amnésique et sans nom surgit dans le domaine bien clos d'un milliardaire. Elle porte sur elle un film qui représente l'assassinat du milliardaire par un inconnu. Est-ce une prémonition ou une machination ?

Un casel — peu convaincant malgré de belles images de fantaisie moderne par les jeux de l'imaginaire et du réel.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Jacques Garrell (reprises à 14 h. 20 h. 15. 7 h. 5. Matinales : 8 h. 15. Les chemins de la poésie : 1977 : 9 h. 30. Concerto ; 8 h. 32. 77... 3000, comprendre aujourd'hui pour vivre demain (la culture) : 8 h. 7. Le monde contemporain, par J. de Brier, M. Crémieux ; 10 h. 45. Démarches ; 11 h. 2. La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 13 h. 15. Les samedis de France-Culture : « Mère » ou l'histoire d'une humanité nouvelle racontée par S. Prem, avec J.-C. Bringuier et Y. Jaigu ; 18 h. 20. Le livre d'or : cycle d'orgue à Avignon ; 19 h. 30. Pour mémoire : Fernand Deligny, par P. Sate et J. Courty ; 20 h. 30. Tentatives II : le Bateau du pour et du retour, avec B. Pons, J. Lin (rediffusion) ; 21 h. 30. Carte blanche : du petit village bien tranquille, de B. Méner, avec C. Aler, D. Coiffa, M. Santini ; musique de J. Wiener ; réalisation G. Peyrou ; 22 h. 45. Adieu à M. de Breuille ; 23 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-fugue mi-railin, divertissement de B. Jérôme.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Pictosques et légères : 8 h. 15. Méthodes : Beethoven, Tchaikovsky, Weber ; 9 h. 2. Ensembles d'anciens : les Chevaliers 1977 ; 9 h. 30. Concerto ; 9 h. 32. 77... 3000, comprendre aujourd'hui pour vivre demain (la culture) : 8 h. 7. Le monde contemporain, par J. de Brier, M. Crémieux ; 10 h. 45. Démarches ; 11 h. 2. La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 13 h. 15. Les samedis de France-Culture : « Mère » ou l'histoire d'une humanité nouvelle racontée par S. Prem, avec J.-C. Bringuier et Y. Jaigu ; 18 h. 20. Le livre d'or : cycle d'orgue à Avignon ; 19 h. 30. Pour mémoire : Fernand Deligny, par P. Sate et J. Courty ; 20 h. 30. Tentatives II : le Bateau du pour et du retour, avec B. Pons, J. Lin (rediffusion) ; 21 h. 30. Carte blanche : du petit village bien tranquille, de B. Méner, avec C. Aler, D. Coiffa, M. Santini ; musique de J. Wiener ; réalisation G. Peyrou ; 22 h. 45. Adieu à M. de Breuille ; 23 h. 5. La fugue du samedi, ou mi-fugue mi-railin, divertissement de B. Jérôme.

TRIBUNES ET DÉBATS D'une chaîne à l'autre

VENDREDI 14 OCTOBRE

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

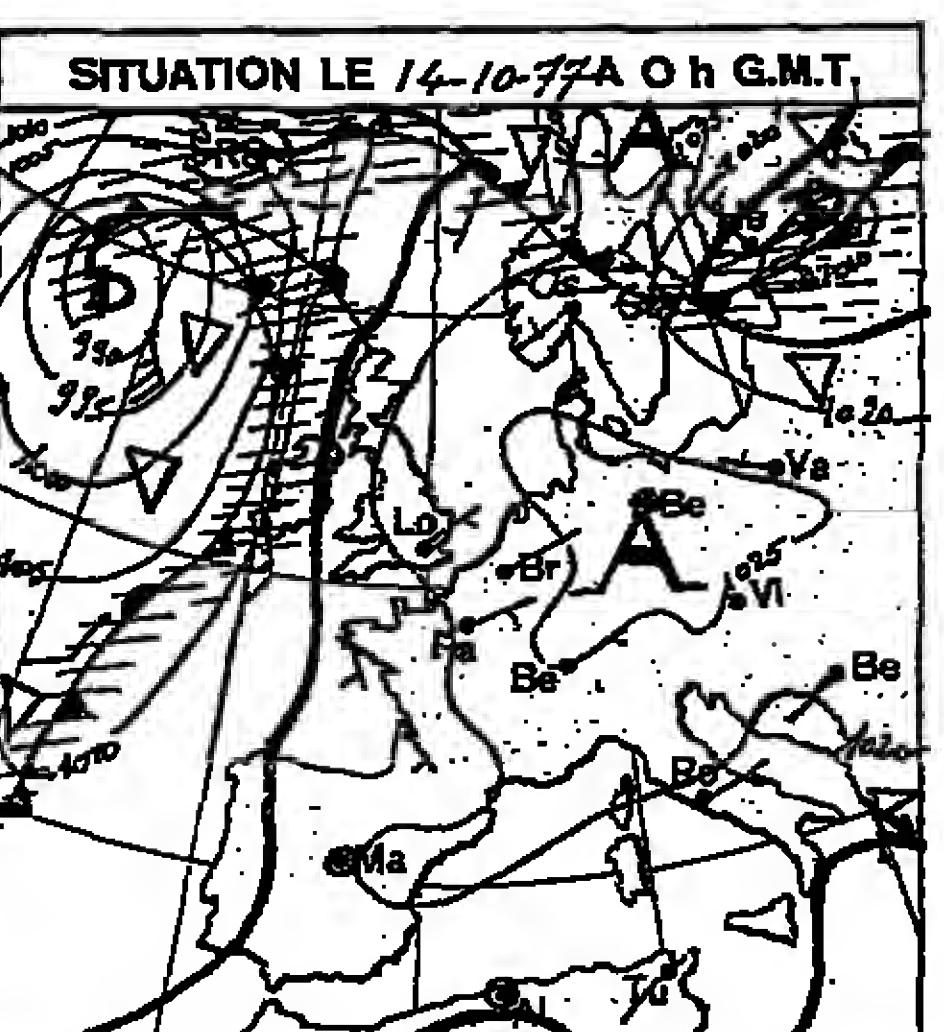
SAMEDI 15 OCTOBRE

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 14 octobre à 0 heures et le samedi 15 octobre à 24 heures :

Les hautes pressions persisteront sur l'Europe occidentale ; elles protégeront la France des perturbations océaniques, qui s'attarderont que l'Irlande et le Portugal.

Samedi 15 octobre, le ciel sera clair ou peu nuageux en France, mais il y aura des brouillards, le matin dans les régions de l'intérieur. Ces brouillards seront parfois à se dissiper dans le Nord-Est.

Les vents, faibles, viendront du sud-est. Les températures seront en hausse par rapport à celles de vendredi ; elles dépasseront souvent 20°C.

Vendredi 14 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget, de 1020,6 millibars, soit 765,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Alais, 21 et 11 degrés ; Biarritz, 25 et 12 ; Bordeaux, 21 et 9 ; Brest, 19 et 12 ; Caen, 20 et 8 ; Clermont-Ferrand, 21 et 10 ; Dijon, 13 et 3 ; Grenoble, 21 et 5 ; Lille, 18 et 4 ; Lyon, 11 et 8 ; Marseille, 24 et 10 ; Nancy, 14 et 8 ; Nantes, 20 et 9 ; Nice, 22 et 13 ; Paris-Le Bourget, 20 et 8 ; Pau, 24 et 8 ; Perpignan, 22 et 7 ; Rennes, 20 et 9 ; Strasbourg, 15 et 3 ; Tours, 19 et 8 ; Toulouse, 22 et 7 ; Poitiers-Pi, 28 et 23.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 14 octobre 1977 :

DES DÉCRETES

8. Relatifs au statut particulier du personnel éducatif et de probation et du personnel technique et de formation professionnelle des services extérieurs de l'administration pénitentiaire.

LOTO

TIRAGE N° 41

DU 12 OCTOBRE 1977

5	6	25	27	42	47
---	---	----	----	----	----

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 31

6 BONS NUMÉROS	779 406,80 F
5 BONS NUMÉROS	114 618,60 F
5 BONS NUMÉROS	9 535,90 F
4 BONS NUMÉROS	138,40 F
3 BONS NUMÉROS	9,30 F

PROCHAIN TIRAGE LE 19 OCTOBRE 1977

VALIDATION JUSQU'AU 18 OCTOBRE 1977 APRES-MIDI

Syndicat national des journalistes a été suivi, selon la direction des régions, par 17,6 % des journalistes et n'a touché ni le journal national ni les stations d'outre-mer. Un communiqué du S.N.J. fait état de « mesures d'indignation de la direction » et proteste « contre les nouvelles atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales dont la direction de FR 3 a pris l'initiative ».

Cette grève avait pour objet de s'opposer aux sanctions prises contre M. Norbert Salt, de la station Nice-Côte d'Azur (le Monde date 9-10 octobre) et de défendre, comme le rappelle le S.N.J. dans son communiqué, « l'indépendance professionnelle et la liberté de jugement » des journalistes de FR 3.

Le mot d'ordre de grève lancé pour le jeudi 13 octobre auprès des journalistes des rédactions de FR 3 par le bureau du

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Éducation et membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur A 2.

— Les Scouts de France disposent de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., répond à Pierre Dumayet à « Questions sans visage » d'A 2, à 22 h. 10.

— Mme Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la culture, est l'invitée du Club de la Presse d'Europe 1, à 19 heures.

— M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, participe au magazine « Samedi » et d'abord à consacré aux rapports football-télévision, sur A 2, à 13 h. 30.

— M. François Cepran, président du C.N.P.F., intervient au cours du journal de R.M.C. à 18 heures.

— M. Roland

L'immobilier

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,40
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,70
IMMOBILIER	20,00	22,90
AUTOMOBILES	20,00	22,80
AGENDA	20,00	22,80

REPRODUCTION INTERDITE

constructions neuves

13° - PEUPHIER

Landes, 10 km. de la mer.
Construct. d'un petit immeuble, 3 appart., ATTELIERS d'arts et métiers.
Livraison OCTOBRE 1972.
Téléph. 16 28-29-37.

UN GRAND CHOIX d'appartements Paris et banlieue, dans immeubles prestigieux.

HABITABLES IMMÉDIATES

12° 5, de la voûte, 2 p. av. terr. 115 m².
Félix-Faure, studio, 2 et 3 p. 15° Camille, 3 p. 15 m².
73 - Bobigny, 3 pièces

LIVRAISON FIN 1977

1° H. Hoch, studio, 35 pièces
1° H. Hoch, 2 p., 35 pièces
1° H. Hoch, 2 p., 35 pièces
1° H. Hoch, 2 p., 35 pièces
1° H. Hoch, 2 p., 35 pièces

VENDRE, av. murs, chef-lieu de canton, 10 km.

BAR - TABAC - P.N.O. - V.I. - 200 m. de la mer.
Ventes, 2 p., 35 pièces
Ventes, 2 p., 35 pièces
Ventes, 2 p., 35 pièces

ALX-OR PROVENCE

Drôl. au ball. tous commerces
Maison entre, restit. 11 m. 10 p.
Cité, 10 p., 35 pièces
Cité, 10 p., 35 pièces

locaux commerciaux

12° - BASTILLE

Cave commerciale, 10 p., 35 m²
Cave et légal, 1.500 p. 35 m²
Sous reprise, Téléph. 28-29-37

12° - DAUMESNIL Local

Livre 30 m² et 14, 1.400 m²
Sous reprise, Téléph. 28-29-37
A louer, SARRIENS (Avalanche),
30 m² d'Avignon, ancienne usine,
30 m² d'Avignon, ancienne usine,
30 m² d'Avignon, ancienne usine,
30 m² d'Avignon, ancienne usine

fonds de commerce

GARAGE AGENCE MERCEDES VOLKSWAGEN AOUT-PORCHÉ

Dans villes touristes, de Province
sur 14, 17. Quatre voitures, héli d'expo, gar., station libre
Vente, 30 m², 35 m², 35 m²
20.000 F. Facilités. Ventes pro
15° Camille, 3 p. 15 m²
C. n° 1 02724 M. Regie-France
85 bis, rue Réaumur, Paris-9

A vendre, en Périgord, tout ou partie, 10 km. de la mer.

S.A.R.L. très bel abbat. cant. 10 p., 35 m², 35 m²
S.A.R.L. très bel abbat. cant. 10 p., 35 m², 35 m²
S.A.R.L. très bel abbat. cant. 10 p., 35 m², 35 m²

GANNES Gros commerce

WILLAS, piscine, mer extra.
Tel. 45-70-71

Entre SENSILIS et CHANTILLY (Oise), 12 km.

particulier vend maison 1955
particulier vend maison 1955
particulier vend maison 1955
particulier vend maison 1955

CARRIÈRE/SEINE 700 m

CHARMAINE VILLAS
Récept. 3 ch. Bains. T. cont. gar.
PRIX : 350.000 F.
AGENCE : VESINET 76-65-90

PARC DE SCAUX

Bel. pôté de l'arb. 900 m² env.
Prix à DEBATRE. RDB, 34-46

EZE 10 km de NICE

12° 10 km de NICE
12° 10 km de NICE
12° 10 km de NICE
12° 10 km de NICE

villas

SION SUR L'OCÉAN 85° part.

vil. bord mer fort.
Tel. (31) 48-04-12

PACY-SUR-SEINE 10 km Paris

Particulier à particularier
VILLA 300 m² et 100 m. Récept.
3 ch. 2 p., 2 ch. 2 p., 2 ch. 2 p.
cent. Tél. jardin d'agrément.
C. n° 1 02724 M. Regie-France
85 bis, rue Réaumur, Paris-9

CÔTE D'AZUR

Casse urgente vend son
valeur vil. vil. vil.
P. 100 m², mer, cour, s'abat.
Tel. 194 63-851
(H.S.) M. DURIF

GANNES Gros commerce

WILLAS, piscine, mer extra.
Tel. 45-70-71

Entre SENSILIS et CHANTILLY (Oise), 12 km.

particulier vend maison 1955
particulier vend maison 1955
particulier vend maison 1955
particulier vend maison 1955

CARRIÈRE/SEINE 700 m

CHARMAINE VILLAS
Récept. 3 ch. Bains. T. cont. gar.
PRIX : 350.000 F.
AGENCE : VESINET 76-65-90

PARC DE SCAUX

Bel. pôté de l'arb. 900 m² env.
Prix à DEBATRE. RDB, 34-46

propriétés

30, 30.85. REGION LUBYRIE

(Rte. autor. PARIS-LE MANNE)
MAISON CAMPAGNE de belle
1 km vil. entr. restaur.
(Tôt et charpente neuve) 50
p. 50 ch. 2 p., 2 ch. 2 p., 2 ch. 2 p.
cent. Tél. jardin d'agrément.
C. n° 1 02724 M. Regie-France
85 bis, rue Réaumur, Paris-9

EURE-ET-LOIR 120 km PARIS

Tel. BELLE FERME RESTAUR.
Gros commerce, 2500 m²
2 bns ch., cu. grande cuisine, et ch.
vastes armoires, 2500 m²
vastes armoires, 2500 m²
vastes armoires, 2500 m²

BOIS - Carle chetlin 83, 6 ha

TARN - Carle chetlin 83, 6 ha
TARN - Carle chetlin 83, 6 ha
TARN - Carle chetlin 83, 6 ha

Prix VILLEMUDES/SEURE

Maison bretonne plain-pied,
grande réception 4 ch. 2 p., 2 ch. 2 p.
PRIX 600.000 F. - 579-49-00

LIVRY-GARGAN

Belle propriété, sur terr. jard. etc.
2 p. 2 p., 2 p. 2 p., 2 p. 2 p.
2 p. 2 p., 2 p. 2 p., 2 p. 2 p.
2 p. 2 p., 2 p. 2 p., 2 p. 2 p.

PARC DE SCAUX

Bel. pôté de l'arb. 900 m² env.
Prix à DEBATRE. RDB, 34-46

EZE 10 km de NICE

12° 10 km de NICE
12° 10 km de NICE
12° 10 km de NICE
12° 10 km de NICE

propriétés

25 km QUEST PARIS

MAISON XVIIII restaurée, 7 pces.
côté neuf, jardin cur. clos murs.
52.900 F. - 77-64-25

HI-PROVENCE (04)

Ancien mas + 30 ha Pêche
Bassin, 2 ch. 2 p., 2 ch. 2 p., 2 ch. 2 p.
50.000 F. Ag. Hte-Provence Immo.
Dauphin 0000 et 0001 S. HIER
Tél. (92) 78-58-12
78-58-12

Prix PACY-SUR-SEINE

S/6 ha
A vendre, 100 m², 100 m²
A vendre, 100 m², 100 m²
A vendre, 100 m², 100 m²

RAMBOUILLET

Maison de caractère, 10 pces
plain-pied, dépendances + 3 box
Restant, annuel, 2500 m²
4.200 m². Tel. : 684-4-4-07

40 km autoroute QUEST

Très belle, mas. Dans village
de 100 m², 100 m², 100 m²
1.650.000 F. Justifié. - 67-60-30

CERNAY (78) Dans petite

Piscine, belle résidence
à manger, salon, bibliothèque,
chambre, 2 salles, 100 m²
1.650.000 F. - 67-60-30

PERIGORD




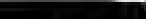






GENTILHOMME XVIIII
A vendre, 100 m², 100 m²
A vendre, 100 m², 100 m²
A vendre, 100 m², 100 m²

terrains

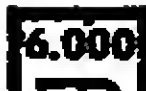




50 km QUEST PARIS

MAISON XVIIII restaurée, 7 pces.
côté neuf, jardin cur. clos murs.
52.900 F. - 77-64-25</

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/B 78	2500 RÉVISABLE	2000 FD	90% 15	CF.	1974										
N° Dép. et grille	Prix moyen du m ² ferme	Prix moyen du m ² ferme	montant des prêts complets	prêt du Crédit Foncier	année de livraison et	Immeubles	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol ou box	Parings en surface	Gare	R.E.R. Station	Autoroute ou périphérique	


A map of the Paris region showing the Seine river and surrounding towns. The map is divided into a grid with letters A-F across the top and numbers 1-8 down the left side. Towns labeled include Magny-en-Vexin, Marines, Chantilly, Senlis, L'Isle-Adam, Pontoise, Taverny, Meulan, Montmorency, St-Denis, Bobigny, St-Germain, Nanterre, Versailles, Clamart, Meaux, Lagny, Trappes, Antony, Creteil, Boissy-St-Leger, Chevreuse, Evry, Corbeil-Essonnes, Arpajon, Nemours, and Dourdan. Large numbers (60, 95, 93, 78, 92, 94, 91, 77) are placed in various areas, possibly representing population or a specific metric.

B/5  30 %  
78  171  Versailles-Rive Droite

VILLA DU ROI - 7, rue Exelmans à VERSAILLES.
2 immeubles pierre de taille, ou calme, avec jardins, studios
à 6 pièces. Renseignements s/place de 11 h à 13 h et de
14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi). — Tél. 953-18-92


SERCO 14, rue Magellan **723-72-00**
PARIS (8^e)

B/5 **5.700** **80 %**
78 **FD** **20** **1977** **Dispo.** **42**

  **GARÉ À 1 KM**
VERS ST-LAZARE  **AUTOBUSSTE, DE**
L'OUEST À KM

LE PARC DE LA MAYE - 17, av. de la Maye, YER-
SAILLES - Prés du Chesnay résidentiel. 3 petits immeubles d'un
 par de 6.000 m². Grandes terrasses. Jardins privatifs. Du
 stud. au 6 p. Bur. vite s. pl. jeudi de 14 h à 18 h 30 et
 samedi de 10 h 30 à 12 h 30 et de
 14 h à 18 h 30. — Tél. 954-06-07
SPEI 14, av. F.-Roosevelt, Paris (8^e).

B/S
92 **A.500** **FD** **80 %**
20 **LIVRAISON**
IMMEDIATE



144
158



19, RUE P.-BROSSETTE Russ.-Malgache - Deux
 élégants petits immeubles entourés de jardins dans un quar-
 tier résidentiel à proximité du centre. - 2 à 5 pièces - Ex-
 position plein soleil - Balcons - Terrasses - Appartement témoin
 lundi, jeudi, samedi et dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.

PROMEX - 65, rue Rennequin, Paris-17^e
 Tél. 755-82-10

C/S
92

F.98P
FD

80 %
20%

1977

E 18

Logo of a car on a ramp.


Logo of a circle containing the letter M.


Logo of a truck.

RÉSIDENCE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine -
un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours
sf mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.
ou LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaughrand,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.

Ouv réisations!
CAPRI

GSCIC PARIS

6/5
92  **80 %**
  **52. 72**  **A 13**

LIVRAISON IMMEDIATE  

LE PARC DES ABONDANCES (5.500 m² entre Bois et Pont de Saint-Claude) 31, rue Anne-Jacquie; 92100 Boulogne - (Erix-beauté de Paris 72). Dans 4 petits immeubles entoures d'arbres, quelques appartements disposant de vastes terrasses et jardins d'agrément. App. témoin tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 14 h. 30 à 18 h. 30.

PROMEX 65, rue Rennequin, Paris (17^e)
Tél. 755-82-10.

E/R 59-200 80 %

94 1971

4 PARTIS
FD
SS
M

Garage
P
A

Une réalisation
CAPRI

VERGERS D'ORMESSON - *Chemin des Haute-Berges, Ormesson. Prox. chât. d'Ormesson, dominant parc 16 ha, 57 mois. indiv. av. sèd. double, 4 ch. Constr. tred. en dur av. vid. sanit., s. pl., lum., jeu., ven. 73 à 19 h. sam., dim. de 10 à 13 h. et de 14 à 19 h.*

OLEA-MATSON DU G. SCIC
15, boulevard de Vauglarde,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.

OSC
FRAN

933 - 27 - 32

**... et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Voiney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

LE CONGRÈS DE LA F.N.T.R.

Les routiers demandent une augmentation substantielle de leurs tarifs

L'intention, récemment manifestée par M. Raymond Barre devant l'Assemblée nationale, de plafonner à 6 % en 1978 la hausse des prix, a plongé dans la stupeur la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), qui réunissait, le jeudi 13 octobre à Paris, son trente-deuxième congrès. Selon M. François de Brétil, « une telle situation est manifestement inadmissible et impensable et ne pourrait déboucher, si une solution constructive n'était avancée, que sur une véritable explosion ». Pour M. Marcel Cavalié, secrétaire d'Etat aux transports, « cette émotion est injustifiée dans la mesure où la norme de 6 % sera modulée avec discernement d'une branche d'activité à l'autre ».

Quant à la seconde grande préoccupation du moment — le problème de l'emploi — la F.N.T.R. souligne que le transport routier, un des secteurs de l'économie dans lequel il y a eu le moins de licenciements, est encore à même d'offrir des débouchés intéressants pour des conducteurs qualifiés. A ce propos, il faut adapter la réglementation relative aux permis de conduire qui posent de nombreux problèmes à dix-huit ans et notamment faire en sorte que le permis B permette, comme dans d'autres États de la Communauté européenne, de conduire des véhicules de 7,5 tonnes maximum, a indiqué M. de Brétil. « Les épreuves théoriques du permis de conduire pourront être passées avant l'âge

de dix-huit ans dans certaines conditions », a annoncé M. Cavalié. L'approche des élections législatives d'autre part a donné cette année un ton politique inhabituel aux travaux de la F.N.T.R., qui a réaffirmé son attachement fondamental à la libre entreprise. « Nous refusons d'être un pion sur l'échiquier contrôlé par des entités anonymes cherchant l'appui de l'appareil de l'Etat et mettant en jeu des mécanismes destinés à nous fuir, à nous déjouer, à nous trahir », a déclaré M. de Brétil. Les routiers estiment de leur devoir de dénoncer « les milieux qui cherchent à saper les fondements de notre économie et de notre société et une situation qui aboutirait à la dictature des minorités agissantes sur la vie des entreprises et des particuliers ».

M. Cavalié a aussitôt renouvelé devant les routiers sa profession de foi libérale et s'est attaché à démontrer la logique d'un système qui désorganiserait l'économie par des nationalisations en chaîne, en viendrait à « intervenir partout et pour tout ». Selon le secrétaire d'Etat, sous un tel régime, « cela en serait, bien sûr, fini du libre choix des usagers. Le développement du transport routier serait systématiquement brisé et la liberté d'entreprendre supprimée, sans prétexte d'éviter des gaspillages ou de défendre la qualité de la vie ». — J.-J. B.

ENVIRONNEMENT

Devant les représentants des associations

M. Giscard d'Estaing annonce neuf mesures nouvelles pour améliorer la qualité de la vie

Comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions de jeudi le président de la République, le 13 octobre, a annoncé au cours d'une allocution prononcée devant les représentants des associations du cadre de vie et du haut comité de l'environnement, réunis à l'Élysée, neuf mesures nouvelles destinées à améliorer les conditions de vie des Français.

Il s'agit de la création du conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire; de l'installation de l'agence de lutte contre la pollution atmosphérique à Metz en 1980; de la publication du décret d'application de la loi sur la protection de la nature instituant les études d'impact; de la mise au point d'une procédure d'auditions publiques pour les projets d'équipement et d'aménagement les plus importants; de l'institution de cinq nouvelles zones spéciales de lutte contre la pollution atmosphérique (départements de la petite couronne de Paris et Marseille); du regroupement en missions départementales de l'environnement de différentes commissions départementales compétentes en matière d'urbanisme; de la mise à l'étude de facilités de crédits pour les associations prestataires de services; de l'élaboration d'un plan de l'année d'une charte de la qualité de la vie valable pour les cinq ans à venir. Enfin, chaque année le président prononcera un message à la nation sur l'état de l'environnement en France.

TRECA
EPEDA
SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez:
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TOUTE RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
21, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 11^e • TEL. 357.65.33
Métro: Parmentier

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5497.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

IL FAUT MODIFIER LA GÉOGRAPHIE INDUSTRIELLE DE LA FRANCE

déclare le nouveau ministre de l'équipement

(De notre envoyé spécial.)

Rouen. — « Il est indispensable de modifier progressivement la géographie industrielle de la France et en même temps d'apporter aux problèmes d'emploi immédiats les solutions les plus rapides », a déclaré jeudi 13 octobre à Rouen, devant le Conseil national des économistes régionaux, M. Fernand Icart, le nouveau ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire seront donc, « sous peine de perdre le bénéfice des efforts passés, de poursuivre avec ténacité l'effort d'industrialisation de l'Ouest, persévérer dans la conversion du Nord et de la Lorraine et reprendre le problème de la réanimation économique du Languedoc ».

A propos du rôle des collectivités locales dans l'aménagement du territoire, le ministre a indiqué qu'il ne croyait pas à l'efficacité du despotisme éclairé, mais qu'il préférerait faire confiance à la concertation. « L'essor des collectivités locales ne passe pas par le dépassement de l'Etat ».

La collaboration entre l'Etat et ses différents partenaires locaux doit, selon le ministre, trouver comme terrain privilégié d'action la politique des villes moyennes, celle des contrats de pays, l'aménagement de la montagne et enfin les schémas collectifs de transport. — F. Gr.

● Les maires des grandes villes.

Le bureau de l'Association des maires des grandes villes de France, réuni jeudi après-midi 13 octobre au Palais du Luxembourg, a élu pour président M. Roger Quilliot (P.S.), maire de Clermont-Ferrand, sénateur du Puy-de-Dôme, a examiné un projet de Livre blanc visant à « mettre en lumière les diverses solutions imaginées d'une ville à l'autre pour remédier aux excès de la vie urbaine et susceptibles d'être appliquées par toutes les cités intéressées ».

L'association se propose de déposer plusieurs propositions. Le bureau demandera audience à M. Barre.

RÉGIONS

Corse

M. RAYMOND BARRE PROCHAINEMENT DANS L'ÎLE

M. Raymond Barre se rendra prochainement en Corse. Si les services de la préfecture de région et du premier ministre travaillent déjà sur ce projet de voyage, aucune date n'a encore été fixée pour ce déplacement. Le premier ministre précèdera en Corse le président de la République, qui avait annoncé le 19 septembre son intention de se rendre dans l'île, « le moment venu », pour examiner avec la population et les élus « la solution de leur difficile situation dans un climat débarrassé des médiocres aventures et conforme à la fière dignité de la Corse ». Le dernier voyage d'un premier ministre en Corse remonte aux 25 et 26 mars 1974. M. Pierre Messmer avait visité Bastia, Corte et Ajaccio et s'était adressé aux assemblées régionales.

Ile-de-France

LES ÉLUS DEMANDENT À ÊTRE REPRÉSENTÉS DANS LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

La première Société de développement régional (S.D.R.) de l'Ile-de-France vient d'être constituée entre les banques de la région, les principaux établissements financiers et les trois compagnies d'assurances nationales. Il s'agit de la SORIPAR (Société financière de Paris et de l'Ile-de-France) qui, avec un capital social de 33,3 millions de francs, pourra prendre des participations dans le capital des petites et moyennes entreprises de la région. En revanche à la différence des S.D.R. des autres régions, elle n'est pas habilitée à faire des prêts à long terme.

M. Michel Girard (R.P.R.), président du conseil régional, a déploré que les élus n'aient pas été consultés pour la constitution de la loi statut des S.D.R. soit modifiée afin que les établissements publics régionaux puissent être représentés à leur conseil d'administration comme le souhaite d'ailleurs la Délégation à l'aménagement du territoire.

Les élus de l'Ile-de-France réclament depuis longtemps la constitution pour la région d'une S.D.R. dans laquelle ils seraient représentés. M. Jacques Chifas (R.P.R.), maire de Paris, a récemment proposé la création d'une S.D.R. en Ile-de-France (« le Monde » du 28 avril 1977).

VÉCU

Seize cents habitants sans chauffage

Les mille cinq-cent quatre-vingt-six locataires de la cité des Hauts-Halles à Creil (Oise) vont-ils passer l'hiver sans chauffage ? C'est la question qu'ils se posent depuis qu'une affiche, apposée dans les cages d'escalier, les a informés : « Voici quelques jours, que la société de chauffage n'ayant pas été payée depuis plusieurs mois, les radiateurs ne seraient pas rallumés le 15 octobre ».

« Nos factures de chauffage n'ont pas été réglées depuis deux mois », explique-t-on à la Coresh, chaufferie des Hauts-Halles. Depuis longtemps, nous avons attiré l'attention des pouvoirs publics sur ce grand problème : les installations sont mal entretenues ; dès février 1977, nous avons coupé le chauffage pour non-paiement de nos factures. Nous avons rallumé sur les promesses de la Société civile immobilière gérante de l'ensemble, mais ces promesses n'ont pas été tenues. Actuellement, la S.C.I. nous doit 1 200 000 francs. Nous avons donc décidé de ne pas respecter le contrat de chauffage qui prend effet à compter du 15 octobre ».

A la Société civile immobilière propriétaire et gérante de l'ensemble, on affirme que c'est le taux important des loyers impayés (environ 40 %) qui est à l'origine des difficultés que rencontre la société. Depuis la crise de l'énergie, après laquelle les charges de chauffage ont pratiquement doublé, le nombre des loyers impayés a augmenté très sensiblement.

Mais l'affaire est plus complexe. La S.C.I. est endettée et ses créanciers ont demandé, au printemps dernier, que le montant des loyers soit gelé et versé à un sequestre. D'autre part, la société est également en dette vis-à-vis de l'administration fiscale, qui prélève une partie des loyers au profit des locataires afin de se rembourser directement des sommes qui lui sont dues. Le montant des loyers n'est versé que pour 20 % seulement à la S.C.I. afin qu'elle puisse continuer à gérer l'ensemble. Cette somme n'est cependant pas suffisante pour lui permettre de régler son arriéré de chauffage.

Des garanties suffisantes

L'affaire en est là. Les responsables de la Coresh affirment que, s'ils obtiennent des garanties suffisantes pour le paiement des factures à venir, ils honoreront leur contrat de chauffage pour l'année 1977-1978. Une solution est donc actuellement à l'étude. Un mandataire de justice pourrait aller collecter les charges chez les locataires et les remettre directement à la Coresh. La S.C.I. pourrait, pour sa part, obtenir de nouvelles garanties bancaires, et le pré-chauffage a été rallumé ce vendredi.

Pour les locataires, cette nouvelle affaire vient s'ajouter à une liste déjà bien longue de déboires et de revendications : « Le domaine est infesté d'arabes depuis des années », explique M. Paul Lagarde, président de l'amicale. L'électricité est défectueuse ; il n'y a pas assez d'extincteurs ; les escaliers sont restés plusieurs jours en panne ; on nous a même demandé de couper l'eau, car les factures n'avaient pas été payées ; nous manquons enfin de terrain de jeux. Nous demandons que le domaine soit déclaré zone sinistrée et remis en état. D'autre part, nous mettons en cause la mauvaise gestion de l'ensemble, qui est à l'origine de toutes ces difficultés. Un certain nombre de locataires ont récemment intenté un procès pour charges indûment perçues, et la justice leur a donné raison ».

Pour le moment, une pétition, forte de mille signatures, circule dans le grand ensemble. Les habitants des Hauts-Halles attendent, en espérant que cette attente ne se prolongera pas trop.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

La réorganisation du groupe Terrin à Marseille

Des licenciements mais des perspectives

De notre correspondant régional

Marseille. — La direction du groupe de réparation navale Terrin, à Marseille, a décidé de procéder à de nouvelles réductions d'effectifs — licenciements ou mises à la retraite anticipée — visant environ quatre-vingts salariés des sociétés du secteur Industrie, dont cinquante-quatre de la Société des Ateliers de la Méditerranée (S.A.M.). Selon le directeur général, M. Jacques Bojin, il s'agit d'une mesure complémentaire du plan de redressement économique et financier d'urgence du passif, approuvé le 8 septembre dernier par le tribunal de commerce de Marseille.

Les conseils du groupe avaient déjà réalisé, depuis le début de l'année, d'importantes réductions de personnel affectant sept cents salariés, dont deux cent vingt-trois avaient été licenciés pour cause économique et cent soixante-dix, neuf mis en pré-retraite (« le Monde » des 10 et 11 juin). Des élus communistes de Marseille ont réuni une trentaine de députés, jeudi 13 octobre, devant les portes de la société pour « souligner la gravité de la situation dans la réparation navale maritime » et « protester contre le démantèlement du groupe Terrin ».

Si le carnet de commandes de la S.A.M. demeure nettement insuffisant, une certaine reprise s'est manifestée en revanche au cours des dernières semaines dans le secteur de la réparation navale proprement dite. Un important projet de construction de plates-formes offshore représentant environ cinquante mille heures de travail a été, en particulier, conclu avec une société américaine. Avec la mise en place des nouvelles structures de direction, les responsables du groupe se sont donné d'autre part les moyens de renforcer sa compétitivité et son dynamisme sur les différents marchés où il intervient.

Le groupe Terrin, dont la présidence continue à être assurée par M. Pierre Terrin, comprendra, en effet, désormais trois divisions opérationnelles : la division Réparation navale dirigée par l'ingénieur civil du génie maritime M. Bernard Rabellat ; la division Sud-Marine, placée directement sous la responsabilité de M. Bojin ; et la division Industrie, dirigée par l'ancien secrétaire général de la Société provençale des Ateliers Terrin (S.P.A.T.), M. Jacques Pointud. Un secrétariat général dirigé par M. Pierre Richard coordonnera d'autre part l'ensemble des services administratifs.



SALON 78
LANCIA GAMMA
EXPOSITION DES SALONS TOUS LES AUTOMOBILES
21, Av. de Suffren 1^{er} étage

Les Nouveaux Constructeurs lancent

Les Hauts de Bures

OUVERTURE 1^{re} TRANCHE
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

De nouvelles maisons : 5 modèles entièrement renouvelés de 5 à 8 pièces (132 à 206 m²). Une architecture exceptionnelle et une construction traditionnelle, une isolation renforcée. 5 maisons décorées à visiter tous les jours de 10 h à 19 h.

Un nouveau domaine : 13^e programme des Nouveaux Constructeurs : les maisons sont harmonieusement disposées autour de calmes places. A deux pas : écoles, centres commerciaux, équipements sportifs. Accès ultra rapide : F18 et A10 sortie Courmoult/Mondétour ; métro : bien-être 32 mn du Châtelet à la gare de Bures.

Les Hauts-de-Bures • 91440 Bures-sur-Yvette • TEL. 907.25.82

Les Nouveaux Constructeurs
Des maisons pour mieux vivre

ÉCONOMIE
AFFAIRES

Arabie Saoudite
qu'équiperait l'Arabie Saoudite

ÉCONOMIE - SOCIAL

AFFAIRES

BILLET

Téléphone : qui équiperait l'Arabie Saoudite ?

De notre envoyé spécial

Atlanta. — Veillée d'armes pour les grands fabricants mondiaux d'équipements de télécommunications. Dans quelques semaines, on connaîtra le nom de l'heureux élu qui recevra la commande pour l'équipement téléphonique de l'Arabie Saoudite. Dans les allées d'Intelcom 77, la première exposition mondiale de télécommunications, qui s'est tenue du 10 au 14 octobre à Atlanta (Georgia), les pronostics concernant l'attribution de ce « contrat du siècle », comme certains l'appellent peut-être abusivement, vont bon train.

L'appel d'offres de l'Arabie Saoudite porte non seulement sur l'installation en trois ans d'un réseau téléphonique complet (centraux, transmissions, câbles, bâtiments), utilisant les technologies les plus modernes, d'une capacité de 470 000 lignes, mais aussi sur son exploitation pendant cinq ans. Le total du contrat représente 3 milliards de dollars environ (une quinzaine de milliards de francs).

Dans un premier temps, le groupe néerlandais Philips, associé à Continental Telephone (société d'exploitation américaine concurrente de American Telephone and Telegraph), espérait traiter le marché de gré à gré. De bonnes âmes ayant laissé entendre que ses prix étaient largement supérieurs à la normale, le gouvernement de Riyad a décidé de lancer un appel d'offres international. Trois groupes ont répondu globalement : I.T.T. ; un consortium réunissant Ericsson, Philips et Bell Canada (pour son expérience dans l'exploitation d'un réseau) ; A.T.T., qui fait ainsi sa première sortie officielle importante hors des États-Unis, s'est associé à l'anglais Plessey. D'ores et déjà, A.T.T. a obtenu un contrat de 400 millions de dollars, conjointement avec le fabricant américain d'équipement de radio Collins, pour la fourniture notamment de télécentres hertziens. De son côté, le groupe japonais Nippon Electric a répondu qu'il n'a pas pris part à l'appel d'offres.

Citant aux lignes françaises,

elles brillent par leur absence. Certes, lors de sa récente visite en Arabie Saoudite, M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a tenu de « vendre » les centraux Metaco et A.X.E. fabriqués en France sous la responsabilité du groupe Thomson. Apparemment sans succès. Les interlocuteurs de M. Ségard lui auraient fait valoir que pour ce qui concerne les centraux, pièces maîtresses d'un réseau, ces deux matériels étaient soit d'origine I.T.T. (Metaco), soit sous licence Ericsson (A.X.E.).

Dans ces conditions, nous préférons, ont expliqué en substance les Saoudiens, nous adresser à celui qui détient la maîtrise technologique du produit plutôt qu'à ses licenciés.

Les choses paraissent donc bien compromises pour les firmes françaises. A moins qu'une alliance ou un arrangement de dernière heure avec l'un des trois groupes en course ne permette à Thomson, à la filiale I.T.T. en France — la Compagnie générale de constructions téléphoniques — ou encore à C.I.T. Alcatel d'avoir quelques miettes du marché.

Le dépouillement des réponses à l'appel d'offres est en tout cas aujourd'hui terminé. I.T.T. avait présenté les meilleurs prix pour l'installation du réseau, suivi par A.T.T. et le consortium Philips-Ericsson. En revanche, ce dernier serait le plus compétitif pour la partie exploitation, A.T.T. venant à l'arrière, en deuxième position, et I.T.T. en dernier.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

LES RESPONSABLES DES NOUVELLES GALERIES ANNONCENT UNE AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DU GROUPE.

Pour les neuf premiers mois de 1977, le chiffre d'affaires global de la Société française des Nouvelles Galeries s'est élevé à 3 520 millions de francs, contre 3 340 en 1976, soit une augmentation de 5,4 %. Selon M. J.-L. Delpech, président de la société, qui présentait ces résultats à la presse le jeudi 13 octobre, l'amélioration de la gestion et le renforcement du contrôle des frais généraux se traduisent à fin juin par une amélioration sensible des résultats, qui devraient être bénéficiaires à la fin de l'année. Les pertes du premier semestre s'élevaient à 19,3 millions pour les Nouvelles Galeries, à 9,6 millions pour le S.N.C.F. et à 1,5 million pour le groupe. Un résultat bénéficiaire de 200 000 F.

Au total, le déficit du groupe intégré s'élève à 44,1 millions de francs. Ce n'est qu'en apparence que ce déficit paraît plus élevé que l'an dernier, où il atteignait 52,3 millions de francs en raison de l'incorporation d'une provision pour les primes de fin d'année, a précisé M. Delpech. Le déficit de 1976, si l'on y inclut cette provision, s'élevait en réalité à la même date, à 64,4 millions de francs.

AGRICULTURE

LA CAMPAGNE 1976-1977 A ÉTÉ « SATISFAISANTE » POUR LE COGNAC

Les ventes de cognac ont atteint 114,5 millions de bouteilles au cours de la campagne 1976-1977 (terminée le 1^{er} septembre) contre 115 millions lors de la précédente campagne, ce qui est « satisfaisant », a annoncé le 11 octobre M. Jean Graille, directeur du Bureau national du cognac. Un léger recul a été enregistré sur le marché intérieur (3 millions de bouteilles vendues en moins), dû principalement au contrecoup des achats d'anticipation qui avaient eu lieu l'an passé. En revanche, les exportations ont globalement progressé, atteignant 81 500 000 bouteilles, soit 2 % de plus, représentant un chiffre d'affaires de 1,54 milliard de francs.

Le recul des ventes sur le marché intérieur a été plus que compensé par les augmentations réalisées en Grande-Bretagne, en Extrême-Orient (Hongkong et Japon) notamment.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

(Horaires du 10 au 29 octobre)

New York

sans escale.

Le premier 737 de la journée. Départ : 12 h 00 - Arrivée : 14 h 15

Boston

sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 12 h 15 - Arrivée : 15 h 00

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ : 12 h 15 - Arrivée : 19 h 05

Washington

sans escale.

Le seul vol quotidien 8707 sans escale. Départ : 11 h 45 - Arrivée : 15 h 30

Los Angeles San Francisco

747. Vol direct quotidien via le Pôle.

jusqu'au 22 octobre :

Départ : 10 h 40 - Arrivée Los Angeles : 16 h 10 -

Arrivée San Francisco : 16 h 48

De 23 au 29 octobre :

Départ : 11 h 40 - Arrivée Los Angeles : 17 h 10 -

Arrivée San Francisco : 19 h 46



N°1 sur l'Atlantique TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

AUTOMOBILE

LA CHRYSLER-SUNBEAM : UNE ANTI-JAPONAISE

Les constructeurs européens, les français notamment, ne font-ils pas fausse route ? La question peut être posée après le lancement, en Grande-Bretagne, de la Chrysler-Sunbeam. Voici un modèle familial (3,5 mètres) à trois portes, qui est confortable et silencieux, qui tient bien la route même sur sol mouillé, qui trône efficacement dans l'intérieur et qui est à la ligne musclée. Son niveau d'équipement en série surpasse largement celui de la concurrence, son entretien est facile et le réseau d'après-vente bien développé. Quant aux prix des trois versions (5, 7 et 9 CV), ce sont ceux dont les Japonais avaient le monopole avant la montée du yen.

Un détail cependant : bien qu'elle ait des freins à disque assistés, une direction à servomoteur et un allumage transistorisé, elle reste une automobile archaïque comparée aux autres avec des solutions archaïques peu coûteuses. Mais il est vrai que la Sunbeam représente un maximum d'équipement de la gamme Chrysler Coupé, Avenger et 1300 et que sa création n'a pris que dix-huit mois. Un record !

La commercialisation en France débute en avril, deux mois après le lancement de la C-2, la nouvelle Sunco. Cette nouvelle Sunbeam n'est pas une « petite » de plus, mais une voiture moyenne capable de concurrencer les japonais dans les pays les plus peuplés (Grande-Bretagne, Scandinavie et Benelux) et elle préfigure les modèles d'aujourd'hui auxquels les constructeurs devront bientôt trouver une parade. La moins chère possible. — M. H.

MONNAIES ET CHANGES

La baisse du dollar se poursuit

(Suite de la première page.)

Parti de Tokyo, le mouvement s'est donc étendu aux autres places financières. Il a été d'autant plus important qu'en raison du niveau des investissements, il existe actuellement une masse non négligeable de dollars en quête d'emploi. Les opérateurs sont d'ailleurs convaincus que les autorités américaines, exception faite de M. Burns, voient d'un bon œil la dépréciation de leur devise. En auraient-ils douté que M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, les aurait rassurés en déclarant jeudi que le raffermissement actuel du yen était « minime » et qu'il ne suffirait pas à entraîner des modifications sensibles de la balance commerciale des États-Unis.

Les responsables de la Banque nationale suisse ont d'ailleurs dénoncé jeudi, au cours d'une conférence de presse, l'attitude de l'administration américaine qu'ils ont accusée publiquement d'utiliser systématiquement la perspective du déficit commercial américain pour faire baisser le dollar. Pour les dirigeants de la B.N.S., ces manipulations sont déplorables à plus d'un titre : — elles faussent le jeu des cours flottants et provoquent des fluctuations erratiques de monnaies, plus dommageables encore que la chute du dollar elle-même ; — elles sont à contre-productives pour l'économie internationale, car elles augmentent le climat d'insécurité ; — enfin elles ne sont pas économiquement justifiées : pour la B.N.S., le dollar est actuellement sous-évalué par rapport à la situation économique américaine.

En l'occurrence, les dirigeants de la B.N.S. se sont fait les porte-parole des banques centrales européennes et notamment de la Bundesbank. La baisse du dollar

place, il est vrai, les instituteurs d'émission dans une situation inconfortable : tenter d'enrayer la chute de la devise américaine, comme ils l'ont fait la semaine dernière, c'est prendre le risque de devoir à avaler « des dollars » ; laisser filer son cours, c'est prendre celui de dévaluer encore le mouvement spéculatif. Ne dit-on pas, ce vendredi, que les pays exportateurs de pétrole avaient commencé à vendre des dollars ?

L'avertissement lancé par les responsables helvétiques sera-t-il entendu ? Est-il de nature à inciter certains opérateurs soucieux de ne pas être pris à contre-pied par une brutale remontée du dollar, comme cela s'est produit en août, à racheter les devises américaines vendues, alors qu'aux États-Unis s'annonce une hausse des taux d'intérêt ? « Dans la situation présente, tout est possible », commentait un cambiste en fin de matinée.

PHILIPPE LABARDE.

CONJONCTURE

LE C.N.P.F. CONSTATE UNE « AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES »

Après un relâchement de l'activité depuis le second trimestre, l'économie française semble aujourd'hui en passe de sortir du creux de la vague, indique le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière analyse de conjoncture. « Qu'il s'agisse de la consommation, d'électricité, de commandes d'emballages de papier carton, du tonnage chargé par la S.N.C.F., on constate que la plupart des indicateurs conjoncturels ont progressé en août et septembre. En outre, il faut souligner la reprise des achats des entreprises, par exemple, et l'augmentation sensible des offres d'emploi dans les petites annonces des quotidiens », précise la note.

Ces évolutions plus favorables ne sont évidemment pas étrangères à l'amélioration du climat des affaires constatée au cours des mois de septembre. Mais cette amélioration s'explique aussi incontestablement par les mesures de soutien apportées fin août par le gouvernement.

SALON 78

LANCIA GAMMA

ouvert samedi et dimanche

EXPOSITION ET ESSAIS TOUTE LA GAMME

LANCIA AUTOMOBILES S.A.

56, Av. de Suffren 13600 - 1350 50 70

Le sans-faute de Datsun



DATSUM 2800Z COUPE

2800 cc - 160 km/h - 100 km/h - 100 km/h

2800 cc - 160 km/h - 100 km/h - 100 km/h

2800 cc - 160 km/h - 100 km/h - 100 km/h

FRANTEL METZ
A deux pas de la Vieille Ville

FRENCH ORDINATEURS
de l'Office de l'Automatisme du Plan Cade

"Un livre ahurissant...
Un livre terrible qui
laissera les citoyens
interloqués..."
René-Victor Pihes (Le Monde).

"Un livre étonnant..."
Michel Chevalier (La Croix).

"Édifiant..."
Jean Maran (Le Canard Enchaîné).

"(...) une bombe..."
René Backmann
(Le Nouvel Observateur).

Éditions ALAIN MOREAU
3 bis, quai aux Fleurs - 75004 PARIS

(Publité)

PREFECTURE DU CHER
Première Direction - Premier bureau
N° 77-015 - A/1
PREFECTURE DU LOIRET
PREFECTURE DE LA NIEVRE

AVIS AU PUBLIC

Relatif à l'ouverture d'une enquête préalable
à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction
de la centrale nucléaire de BELLEVILLE-SUR-LOIRE
et de ses installations annexes

Il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet
présenté par l'Electricité de France (Service National) en vue de la
construction d'une centrale nucléaire et de ses ouvrages annexes
sur le territoire des communes de BELLEVILLE-SUR-LOIRE et de
SURY-PRÉ-LEZ-LEZ (département du Cher).

Est désignée une commission d'enquête dont le siège est à la
Préfecture du Cher composée des membres suivants :

- M. Georges BARROT, ingénieur, 26 bd de Strasbourg, à Bourges ;
- M. Georges FERRIER, membre de la Chambre d'Agriculture, à La Selve ;
- M. André BESSE, membre de la Chambre de Commerce, Impasse Poulard à Bourges ;
- M. Henry LANGE, ingénieur, 37, avenue d'Antibes, Montargis ;
- M. Joseph MESSAGE, ingénieur des Mines en retraite, 2 bis, rue Jean-Dessaux à Nevers ;
- M. Georges BARROT, ingénieur, 26 bd de Strasbourg, à Bourges ;

M. Georges BARROT assurera la présidence de la commission d'enquête.

Le dossier du projet restera déposé à la Préfecture du Cher (salle de commissions n° 5, entrée par la grille d'honneur, place Marcel-Frémont) pendant 7 semaines, du Jeudi 27 Octobre 1977 au Jeudi 13 Décembre 1977 inclusivement, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (à l'exclusion du lundi 31 octobre et des samedis, dimanches et jours fériés) aux personnes qui voudront en prendre connaissance.

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le président de la commission d'enquête ou l'un de ses membres, sera ouvert, pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet dont il s'agit.

Pendant le même délai, des exemplaires du dossier et des registres subsidiaires d'enquête, à feuillets non mobiles, destinés à recevoir les observations du public, seront également déposés :

- 1) Dans le département du Cher : en mairie de BELLEVILLE-SUR-LOIRE, LERIE et SURY-PRÉ-LEZ-LEZ ;
- 2) Dans le département du Loiret : en mairies de BEAULIEU et BONTY-SUR-LOIRE ;
- 3) Dans le département de la Nièvre : à la Sous-Préfecture de Cosne-Cours-sur-Loire et en mairies d'ANNAY, LA CELLE-SUR-LOIRE et NEUVY-SUR-LOIRE.

Les registres subsidiaires cotés, paraphés et ouverts par les sous-préfets et maires concernés, seront tenus à la disposition du public pour recevoir ses observations sur le projet aux jours et heures normales d'ouverture au public des bureaux.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées :

- au président de la commission d'enquête qui les annexera au registre déposé à la Préfecture du Cher ;
- au sous-préfet de Cosne-Cours-sur-Loire ;
- ainsi qu'aux maires des communes sus-indiquées qui les annexeront aux registres d'enquête qu'ils tiennent à la disposition du public ;

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public :

- à la mairie de BELLEVILLE-SUR-LOIRE les vendredis 9 et 13 décembre 1977, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- à la sous-préfecture de COSNE-COURS-SUR-LOIRE le mardi 13 décembre 1977, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- à la sous-préfecture du Cher les mardis 14 et 15 décembre 1977, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport dans lequel la commission d'enquête a émis ses conclusions motivées sera déposée dans les préfectures du Cher, du Loiret, de la Nièvre, dans les sous-préfectures de Montargis et de Cosne-Cours-sur-Loire, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes énumérées ci-dessus où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance. Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au Préfet du Cher.

Bourges, le 10-10-77 le Préfet du Cher, (préfet centralisateur pour l'enquête) André COLLOT.

Orléans, le 10-10-77 le Préfet de la Région, Bernard COUZIER.

Nevers, le 10-10-77 le Préfet de la Nièvre, Christian LEROY.

26 HOTELS EN FRANCE
frantel
Des hôtels au cœur des villes
Réservation centrale PARIS 828.88.00

ECONOMIE - SOCIAL

L'amélioration du travail manuel

II. — Le rôle de l'État : incitations limitées

par JEAN-PIERRE DUMONT

Le C.N.P.F. va dresser lors de ses prochaines assises un bilan des initiatives prises ces dernières années pour améliorer les conditions du travail manuel : concertation accrue avec les cadres, renforcement de la sécurité, meilleur environnement, horaires variables, enrichissement des tâches, suppression de chaînes... Beaucoup a été fait (« Le Monde » du 14 octobre). Mais cela ne concerne encore qu'un nombre limité d'entreprises et dans une petite partie des effectifs. L'Etat fait-il tout ce qu'il peut pour accélérer cette évolution ?

Dès 1971, le président Pompidou avait lancé un appel en faveur du travail manuel : « Il faut être imaginatif et généreux pour les immigrés et les O.S. » Permettre de nouveaux progrès à la fois par la loi et par des incitations diverses respectant la liberté des négociations, telle fut la stratégie adoptée par les pouvoirs publics dès le gouvernement de M. Chaban-Delmas. Et lors de son accession à la présidence de la République, M. Giscard d'Estaing devait placer l'amélioration des conditions de travail parmi les priorités de son septennat : « Tâche historique qui ne peut être réalisée en un ou deux ans », rappelait le président en se rendant, le 1^{er} mars dernier, au ministère du travail.

Visible à moyen terme

Depuis quatre ans les pouvoirs publics ont effectivement développé une politique qui tend à « encadrer les négociations » entre salariés et patronat par des lois et diverses mesures d'incitation au développement des expériences de revalorisation du travail industriel.

Une batterie de textes législatifs à l'initiative du législateur a été adoptée. En décembre 1973, une première loi facilite le développement des horaires variables, crée l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) et institue dans les entreprises de plus de trois cents salariés une commission d'amélioration des conditions de travail (CACT). Il s'agit là, précise-t-on, d'une « première étape » et l'annonce d'une politique d'ensemble.

Effectivement, la législation s'enrichit progressivement : en décembre 1975, une nouvelle loi sur la retraite à soixante ans des manuels ; juillet 1976, loi sur le repos compensateur ; décembre 1976, à nouveau une loi sur la prévention et la lutte contre les accidents du travail ; 1977, loi sur le bilan social d'autres mesures sont adoptées sur le livret d'épargne manuelle, la limitation de la durée hebdomadaire maximale du travail (cinquante-sept à cinquante-deux heures), le régime du travail posté, le logement des travailleurs en équipe, l'enseignement manuel dans les écoles, etc.

Au total une série de dispositions législatives et réglementaires dont l'effet ne sera perceptible qu'à moyen terme. Des mesures qui sont aussi limitées, en raison des contraintes financières ou des réticences patronales, tel le cas de la retraite à soixante ans des manuels, qui appliquée depuis un an, a bénéficié qu'à quelques milliers seulement d'ouvriers. Tel est le cas aussi de la loi de 1973

sur les commissions d'amélioration des conditions de travail (CACT). Revenues au comité d'entreprise, donc aux syndicats, ces commissions sont concurrencées dans la métallurgie par les ERACT, équipes constituées autour de cadres, qui ont les mêmes objectifs que le CACT mais évitent le passage par les syndicats. Selon un sondage de l'ANACT auprès de cent vingt-huit entreprises (340 000 salariés), on ne trouve de telles commissions CACT que dans une entreprise sur deux, alors que leur création est obligatoire.

Mais rédiger des lois — aussi limitées et inapplicables soient-elles — ne suffit pas. Les pouvoirs publics ont décidé, dans le gouvernement Chaban-Delmas, d'accompagner les mesures obligatoires par des initiatives qui incitent les employeurs à intégrer le social dans leur stratégie économique et financière. Tel est le rôle de l'Agence et du Fonds pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT et FACT).

La première — l'Agence — a pour rôle de diffuser les expériences, d'organiser des colloques et d'admettre, mais aussi d'appuyer les entreprises qui veulent innover à la condition que le comité d'entreprise et la CACT participent au projet d'amélioration. Selon le dernier bilan qui vient d'être soumis au conseil d'administration paritaire de l'Agence, 24 opérations-pilotes ont été réalisées, 12 en cours de réalisation (2 en 1975, 6 en 1976, 16 en 1977) en raison de leur caractère exemplaire. Sur ces 24 opérations, 12 ont porté réellement sur la revalorisation de la production par enrichissement des tâches aussi bien dans le textile, l'électronique que dans la métallurgie ; les autres sont consacrées à la formation, l'expression des salariés et à l'amélioration des postes (bruit, encombrement, etc.).

La seconde — le Fonds d'amélioration des conditions de travail, financé par le ministère du travail — a pour rôle d'organiser et d'organiser les deux cent cinquante dossiers concernant un peu plus de cent cinquante entreprises ; soixante-quatre d'entre eux ont reçu un avis favorable et ont donné lieu à la signature d'une convention avec l'Etat, qui finance 10 à 15 % des investissements et 1 à 20 % des stages de formation des salariés. Les résultats de ces opérations sont limités. Premier exemple : l'usine SEB à Vézou va modifier le système de montage ; coût de l'investissement, avant un aspect social : 850 000 F ; subvention exceptionnelle de 28 %, soit 237 000 F. Deuxième exemple : la Savim entend transformer à Blainville le travail à la chaîne pour les trains avant de camion, l'habillage des moteurs et des cabines des véhicules lourds ; des groupes de trois à cinq personnes, deviens polyvalents, vont être mis en place, et cent douze O.S. vont devenir P.I. Cette vaste opération, coûteuse, sera financée par le FACT : une convention a été signée fin septembre pour la

modification de l'atelier concernant le garnissage et l'habillage des cabines (coût : 2 millions de francs), le FACT va verser 335 000 F (25 %).

Autre exemple intéressant : celui de Colgate-Palmolive, qui propose de supprimer, dans son usine de Picardie, le travail de nuit d'ici à la fin 1978. L'opération est très onéreuse (13 millions de francs) ; le FACT vient d'accepter de verser 1,350 million de francs (10 %).

D'autres aides financières sont accordées pour la formation des ouvriers. Afin de les aider à participer à la préparation d'un projet de revalorisation du travail, celui de Colgate-Palmolive, qui propose de supprimer, dans son usine de Picardie, le travail de nuit d'ici à la fin 1978. L'opération est très onéreuse (13 millions de francs) ; le FACT vient d'accepter de verser 1,350 million de francs (10 %).

En ordre dispersé

A ces coups de pouce, positifs mais limités, le gouvernement a ajouté toute une série d'initiatives de portée très inégale. Le secrétariat d'Etat au travail manuel, créé par M. Giscard d'Estaing, a multiplié les campagnes de sensibilisation : visites d'usines, colloques d'affiches sur l'intérêt du travail manuel, colloques avec les cadres, concours d'usine et de conception architecturale, appel en faveur de l'installation de téléphones dans les ateliers (cinq mille réalisées...), autant d'opérations qui ne sont pas toutes des gadgets. Mais leurs résultats demeurent très limités.

Sans grands moyens financiers, installé dans un petit coin du ministère du travail, M. Stoléru a dû tout à la fois affronter un patronat sceptique et des syndicats moqueurs. Ses efforts pour sensibiliser employeurs et syndicalistes sur la nécessité de valoriser le

travail manuel n'ont persuadé que les convaincus. Ni l'entrée au cabinet d'un O.S., délégué syndical C.F.D.T., ni ses multiples visites d'usines, ni ses appels aux cadres n'ont vraiment réussi à faire naître « d'ardentes obligations ». Peut-être a-t-il cependant réveillé l'opinion publique par des affiches contestées qu'aujourd'hui le négocier utilise à son tour. Plus certainement a-t-il lancé des idées originales et novatrices, sattaquant au travail de nuit du dimanche, etc.

Que dire enfin des rapports commandés par les pouvoirs publics ? Depuis le document publié en 1971 par M. Delamotte sur l'enrichissement des tâches à l'étranger, d'autres dossiers ont été publiés. Citons les trois principaux : celui de M. Giraudet sur les salaires, celui de M. Wisner sur le travail posté, celui enfin de M. Sudreau sur la réforme de l'entreprise. Rapports spectaculaires qui foisonnent d'idées, de propositions, dont les trois quarts soulignent encore dans les études

Le bilan du gouvernement est loin d'être négatif. Depuis 1973, date de la première loi sur les conditions de travail, un processus a été déclenché. Mais les mesures restent dispersées : le patronat demeure circonspect et même très réservé sur le rôle de l'Etat. Plus grave, des pans entiers de la vie du travail manuel sont négligés (insuffisance des salaires, durée du travail excessif). Et pourtant l'entourage du président de la République a proposé d'adopter enfin une « politique globale de revalorisation ». C'est du moins le contenu d'un autre rapport — confidentiel — qu'il serait bon de publier et surtout d'appliquer.

Prochain article :
L'URGENCE D'UNE POLITIQUE GLOBALE

FRANTEL NICE
A deux pas de la place de la République

(Publité)

Dans le cadre du Projet d'Amélioration du café Arabica au Burundi, l'OCIBU lance un appel d'offres pour la fourniture de CENT CINQUANTE MILLE (150.000) sacs de jardinier avec une majoration éventuelle de 10 %.

Les descriptions de cet article sont contenues dans le cahier des charges que les personnes intéressées peuvent retirer à l'OCIBU, B.P. 450 à BUJUMBURA en République du Burundi.

Le présent avis s'adresse à tous les fournisseurs au Burundi et dans les pays membres de la Banque Mondiale y compris la Suisse.

Les soumissions seront ouvertes publiquement le jeudi 15 décembre 1977 à 15 h. (heure locale) dans les locaux de l'OCIBU, boulevard du Port à Bujumbura.

FRANTEL NANCY
A deux pas de la place Stanislas

CUIR CENTER
Seul à Paris
100 salons cuir en exposition

**commandé le matin
livré le soir**

Seul Cuir Center a la puissance de vous proposer ces 7 salons vedette en stock permanent à des prix choc.

le canapé cuir 3 places 2.950 f.

Colorado Le salon cuir 5 places 12.150 f. Prix Cuir Center : 5.300 f.

Atlanta Le salon cuir 5 places 10.800 f. Prix Cuir Center : 6.500 f.

Miami Le salon cuir 5 places 11.000 f. Prix Cuir Center : 9.975 f.

Los Angeles Le salon cuir 5 places 11.500 f. Prix Cuir Center : 11.500 f.

Barbizon Le salon cuir 5 places 11.900 f. Prix Cuir Center : 11.900 f.

Dakota Le salon cuir 5 places 12.560 f. Prix Cuir Center : 12.560 f.

Oxford Le salon cuir 5 places 14.500 f. Prix Cuir Center : 14.500 f.

CUIR CENTER
176 à 182 Bd de Charonne
75020 PARIS
tel. 373.36.13
METRO : Alexandra Dumas

Nocturnes :
mardi, mercredi,
jeudi, vendredi
jusqu'à 22 h

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. ORGANISENT UN COMITÉ D'UNE MEILLEURE CITE

EMPLOI

REVISION ET L'EDUCATION

DE L'INNOVATION SEMAINE DE CONGRES PAYS

FAITS ET CHIFFRES

Consommation

ÉCONOMIE - SOCIAL

EMPLOI

LE CENT VINGT MILLIÈME KILOMÈTRE DU « TOUR DE FRANCE » DE LA C.G.T.

L'autobus multicolore de la C.G.T. pour l'emploi des jeunes, parti de Montreuil (Seine-Saint-Denis) le 10 octobre, a achevé, jeudi 13 octobre, place de l'Alma à Paris, son « tour de France » après avoir parcouru, selon la C.G.T., plus de 120 000 kilomètres au cours d'une centaine d'étapes. Sous un soleil estival, le message de la C.G.T. auprès des jeunes qui veulent vivre au travail, a été de nombreuses voitures présentant des conflits sociaux actuels, à travers Paris et diffusé au son des klaxons les mots d'ordre cégétistes.

« Sur cent dix mille chômeurs à Paris, trente-cinq mille ont moins de vingt-cinq ans », souligne l'association. « A Paris, nous avons des chômeurs », rue la Botz, « Union, action avec la C.G.T. », sur les Champs-Élysées. Avenue Pierre-1^{er} de la Sorbonne, près du siège du C.N.F.F., le haut-parleur proclame les « traditions démocratiques et révolutionnaires de la capitale ». Place d'Orléans, où une fanfare joue « l'Internationale », une estrade attend des orateurs de l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL), de la coordination permanente des C.E.T. et de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Après eux, M. Henri Kreschel, secrétaire confédéral de la C.G.T., annonce qu'une pétition en faveur de l'emploi et portant quatre cent mille signatures a été remise à l'ôtel Matignon et qu'une délégation a été reçue au C.N.F.F.

Même la voiture de police, qui précédait jusqu'au pont Mirabeau un cortège de cinq mille personnes, selon les organisateurs, affichait une apparente solidarité avec les manifestants : des macarons collés sur le coffre affirmant : « Plus forte la C.G.T., plus grand les succès ! ».

● Dans la Loire, les établissements Lewinger, bonneterie rouennaise employant quatre-vingt-cinq salariés, qui a déposé son bilan devant le tribunal de commerce de Lyon, ont été admis, le 12 octobre, à bénéficier du régime de liquidation judiciaire et à poursuivre provisoirement leur activité. Un syndicat et un juge-commissaire ont été désignés. Au cours de la même audience, a été prononcée la liquidation de biens d'une autre bonneterie, la société Lebreton qui, installée à Saint-Denis-de-Cabanne depuis 1940, occupe quarante-sept salariés. — (Corresp.)

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. ORGANISENT UN DÉBRAYAGE D'UNE HEURE CHEZ RENAULT

Un mot d'ordre de débrayage a été lancé ce vendredi matin 14 octobre, de 10 heures à 11 heures, par la C.G.T. et la C.F.D.T., à l'usine de Boulogne-Billancourt « pour appuyer l'ouverture des négociations » sur le conflit des manutentionnaires du département 88. Ces derniers continuent leur « grève-bouclon », à laquelle la direction de l'entreprise a répliqué par la mise en chômage technique de huit cents salariés (le Monde du 8 octobre). Ces manutentionnaires ainsi que ceux du département 14 — qui avaient manifesté leur solidarité — ont reçu une lettre leur demandant un certain nombre de garanties quant à leur statut. Mais, en même temps, la direction a convoqué quatre grévistes ce vendredi matin « pour une éventuelle décision de licenciement », et l'atmosphère reste assez tendue dans les ateliers. Au département 74, le travail avait repris au début de la semaine sur la chaîne des R-4, mais le cas de M. Ben Lahouacine, l'ouvrier marocain licencié après un congé pour maladie, n'était toujours pas réglé. Le tribunal des référés devait statuer sur ce point vendredi.

M. BERGERON (F.O.) RÉCLAME UNE CINQUIÈME SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS

M. André Bergeron et le bureau de Force ouvrière se sont réunis le vendredi 4 novembre, à 10 h. 15, par M. Raymond Barre, et le 11 novembre, à 11 heures, par le président de la République. En outre, selon un communiqué de F.O., le secrétaire général de cette centrale a demandé audience à M. François Ceyrac et compte obtenir du président du Conseil national du patronat français l'octroi d'une cinquième semaine de congés payés pour l'ensemble des travailleurs de l'industrie, du commerce et des services.

« Sans vouloir faire preuve d'un optimisme excessif », M. André Bergeron a précisé à ce sujet qu'il « avait de bonnes raisons de penser que cette revendication pour- rait être satisfaisante sans trop de difficultés » et « peut-être pour 1978 ». Dans l'esprit de F.O., il ne s'agit pas de prolonger les vacances d'été, mais d'attribuer aux travailleurs le bénéfice d'un congé d'hiver.

M. Bergeron avait déjà avancé cette revendication lors d'un discours à Montélimar le 24 septembre (le Monde du 27 septembre).

LOGEMENT

Le scandale de l'Office d'H.L.M. de la région parisienne

M. André Girard est révoqué

M. André Girard, ingénieur en chef à l'Office public d'H.L.M. interdépartemental de la région parisienne, responsable du service chauffage-entretien, vient d'être révoqué après avoir été révoqué. Cette décision a été prise par M. André François, administrateur provisoire de l'Office, sur avis du conseil de discipline qui s'était réuni le 4 octobre (le Monde des 4 et 5 octobre). L'ensemble des faits reprochés constituant une faute grave.

Des « anomalies »

M. Girard, âgé de cinquante ans, qui était entré en 1951 à l'Office de la région parisienne, avait été suspendu de ses fonctions le 7 juin dernier, après un rapport établi le 22 mars par l'actuel directeur général de l'Office, M. Claude Ratier. Ce rapport recensait un certain nombre d'anomalies constatées dans le service chauffage-entretien : paiement de travaux dans le bien-fondé et la réalité sont impossibles à établir ; passation de marchés irréguliers, sans crédits budgétaires ; fonctionnement anormal de la commission d'appel d'offres au bénéfice de certaines entreprises.

On ne sait pas, pour l'instant, si M. Girard, qui avait mis en cause pour sa défense un ancien président de l'Office et l'un de ses supérieurs hiérarchiques, fera

Ca peut rapporter gros.

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO



COMMENT TRAITER UN V.I.P.

Il vient à son Club (fermé, discret, raffiné dans le moindre détail) savourer deux heures de charme et de détente. Comme on savoure un plaisir un peu secret.

Il l'a choisi pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son linge et sa cabine y sont personnels. Tout comme le salon-bains où l'accueille l'une des douze ravissantes jeunes femmes, venues de tous les coins du monde.

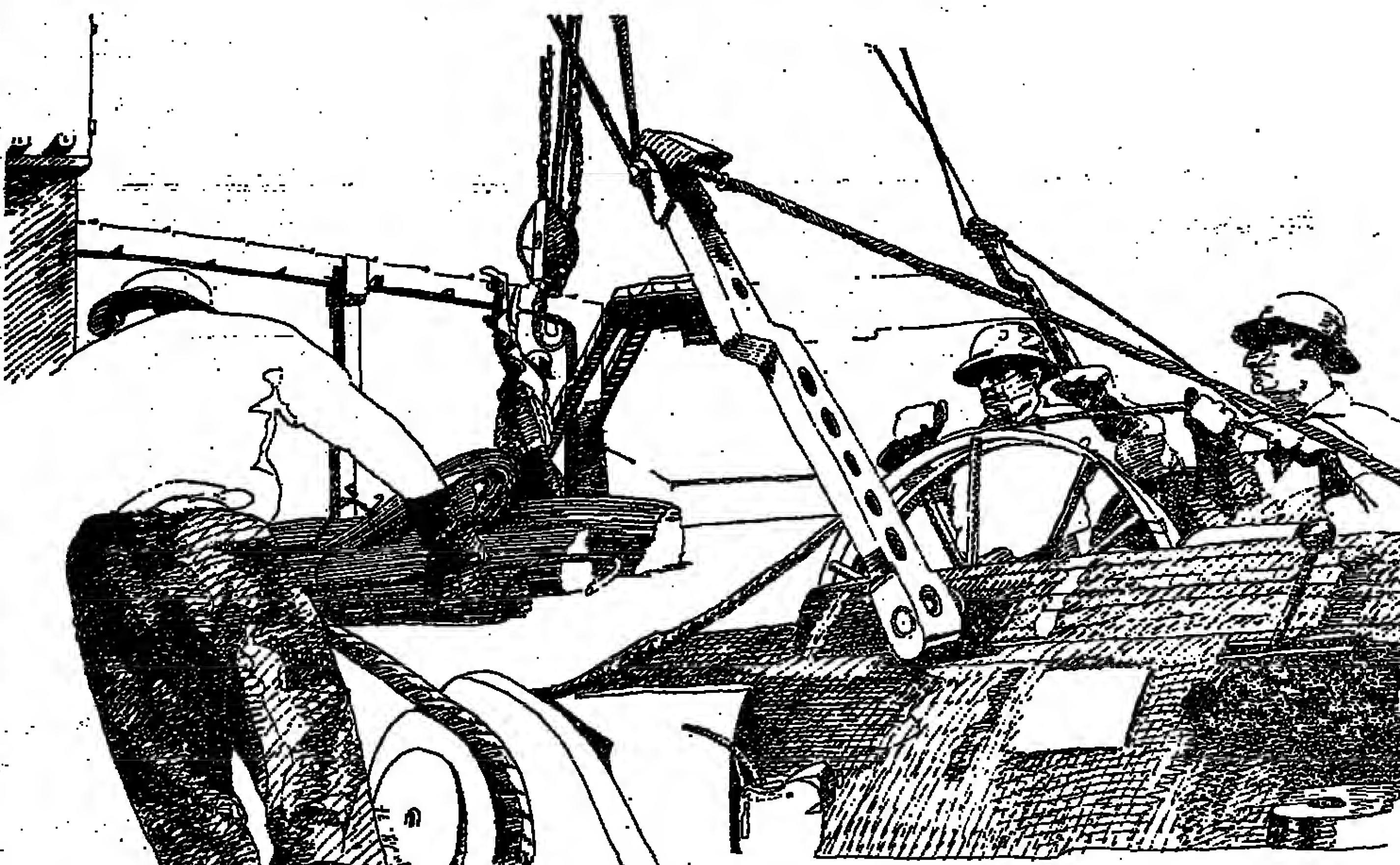
En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Sauna, hammam, soins esthétiques complèteront sa détente.

Cet homme est un V.I.P. Une « Very Important Person » à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

RELAX CENTER
261.27.25 - 261.27.97
6, rue de la Paix - 75002 Paris



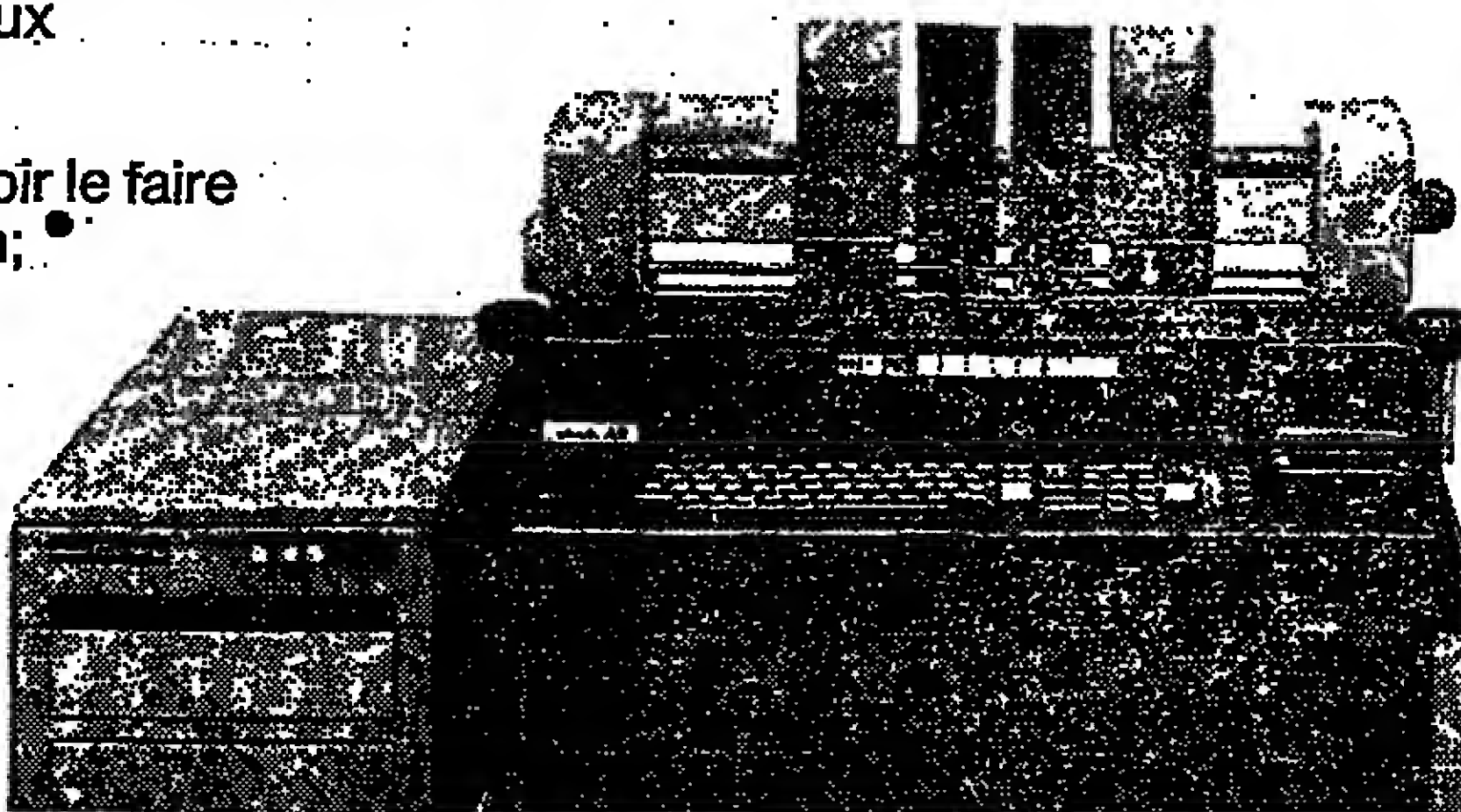
Une gestion aventureuse ou avisée?



Avisée bien sûr! Vous savez décider, donc vous pouvez gérer. A travers les relations avec votre personnel, vos clients, vos fournisseurs, le choix de vos produits, de vos financements, de votre stratégie de vente, vous devez décider. Vous nous avez appris, à travers des milliers de contacts et d'installations, l'importance et le contenu des informations dont vous aviez besoin pour gérer efficacement votre entreprise. Notre « savoir faire » est à votre disposition à travers des systèmes de gestion et ordinateurs de bureau, dotés d'une bibliothèque de programmes parfaitement adaptés aux entreprises les plus diverses.

Traiter vos problèmes, nous pensons savoir le faire grâce aux: 330.000 systèmes de gestion; 140.000 ordinateurs de bureau et mini-ordinateurs; 65.000 terminaux; 150.000 télécopieurs et systèmes de télécommunication installés par Olivetti dans le monde.

Olivetti A6



A5/A6 VOTRE PROCHAIN SYSTEME DE GESTION

olivetti

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Création d'Alstom-Unielec. — Trois sociétés du groupe Alstom-Atlantique contrôlées à 100 %, Alstom-Savoisienne, Le Transatlantique et Unielec, ont fusionné pour donner naissance à la société Alstom-Unielec.

● M. Roger Schults est nommé directeur général adjoint de la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.). — Dans ces nouvelles fonctions qu'il a prises à compter du 1^{er} octobre, M. Roger Schults reste vice-président délégué d'Alstom-Atlantique; il assiste M. Georges Feheran, administrateur directeur général de la C.G.E., dans l'exercice de la tutelle sur les filiales et participations industrielles du groupe dans les secteurs de l'entreprise générale, de l'ingénierie et de l'entreprise électrique. A cet effet, M. Schults a également été nommé vice-président de la Société générale d'entreprise, et de C.G.E.E.-Alstom.

Agriculture

● Les Fédérations de l'alimentation et de l'agriculture (C.F.A.) s'élèvent contre le prélevement de la taxe dite « responsabilité » sur le lait. « Au moment où le revenu des petits et moyens producteurs laitiers progresse avec difficulté, l'imposition de cette taxe (...) apparaît comme une injustice », écrivent les fédérations dans un communiqué commun. « La fraudeuse concurren- ce des producteurs laitiers, l'absence des investissements des laitiers et, d'une façon générale, de la production laitière, sont donc, nous estimons, responsables de la sur- production que les producteurs individuels », explique la C.F.A.

● Le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) prend position en faveur de l'application de la taxe de responsabilité sur le lait. Dans un éditorial paru dans le journal Jeunes Agriculteurs, Mme Simone Martin, vice-présidente du C.N.J.A., écrit : « N'est-il pas plus constructif de rester dans le système qui nous est proposé

et de nous battre ensuite pour qu'il atteigne les objectifs que nous nous sommes donnés, plutôt que de le rejeter en bloc, au risque de ne rien avoir ? (...) Une nouvelle taxe (...) peut apparaître aux yeux de certains comme une provocation. Mais elle peut aussi constituer un défi : n'est-ce pas enfin la porte ouverte à cette corresponsabilité que nous réclamons ? »

Conflits sociaux

● La grève à la Sécurité sociale : quelques centaines de milliers de dossiers sont bloqués à la Caisse d'assurance maladie de la région parisienne par la grève des informaticiens déclenchée le 28 septembre. Les assurés qui veulent se faire rembourser de leurs frais de santé doivent éviter d'envoyer leurs feuilles de soins et se rendre dans l'un des deux cent quarante centres de paiement implantés dans la région parisienne.

Consommation

● Un des cadres de l'Union fédérale des consommateurs, M. Gérard Laraine, vient de donner sa démission en faisant jouer la clause de conscience instituée par l'accord d'établissement. M. Laraine, qui était responsable du service juridique, a pris cette décision à la suite du changement des structures de l'U.F.C., association éditrice de la revue « Que choisir ? » où les associations nationales et les experts ont disparu du conseil d'administration (le Monde du 13 octobre). Au sein des unions locales, M. Laraine a été candidat aux élections municipales dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, sur les listes du Mouvement des démocrates de M. Michel Robert.

ÉCONOMIE - SOCIAL

A L'ÉTRANGER

BILLET

Sept ans de crise pour le port d'Alger

De notre correspondant

Alger. — Tous les ans à la rentrée, les autorités déclenchent une campagne de mobilisation, la presse dénonce les abus et publie des reportages sur les secteurs délaissés. Les organisations de masse multiplient les appels en faveur de la productivité. Ici ou là, on annonce quelques redressements spectaculaires, puis la vie reprend son train-train quotidien.

Cette année, à la suite des interventions du chef de l'Etat contre les « comportements parasitaires » (le Monde du 27 septembre et du 8 octobre), les journaux se montrent plus incisifs et commencent à ouvrir sérieusement quelques dossiers, traitant en cela de nouveaux ministres qui n'hésitent pas à regarder la vérité en face et à la dire. Certains articles « révélateurs » ce que tout le monde savait depuis longtemps, mais d'autres apportent des précisions qui soulignent à quel point on a eu recours, dans plusieurs secteurs, à des palliatifs, au lieu de s'attaquer réellement aux problèmes pour les résoudre durablement.

L'exemple du port d'Alger illustre bien le phénomène. Il y a deux ans, les autorités avaient fait grand bruit autour des « mesures radicales » qui avaient été prises pour désengorger la rade d'Alger et les quais et des plans à court, moyen et long terme, élaborés pour arrêter le gâchis (le Monde du 19 août 1975).

C'est-à-dire, au-delà des décisions et des projets ? El Moujahid constate avec consternation que « le port d'Alger en est à sa septième année de crise permanente » et que « plus de 110 000 tonnes de marchandises de toutes sortes végètent là, les trois quarts de cet important tonnage jouant les quais de puits au moins trois ans ». Le quotidien gouvernemental précise que, d'après une étude récente, les bateaux en rade, représentant pour le pays une perte sèche annuelle de 20 milliards

de centimes en devises. Et d'ajouter que, selon certains, on serait plus proche de la vérité en parlant de 40 milliards.

Il y a quelques jours, le port et les syndicats ont mobilisé quelque cinq mille volontaires pour « assainir le port ». Ils ont évacué « 12 000 tonnes de déchets, de marchandises avariées et de marchandises en souffrance », représentant plus de 2 000 mètres cubes de déchets ! El Moujahid note que l'opération a été réussie, mais il ajoute avec ironie qu'il ne faut pas confondre « volontariat et responsabilité ». Que l'on recoure, en effet, aux volontaires dans des situations exceptionnelles, soit, mais qu'il ne faut pas confondre le travail pour le bien-être et le travail pour la morale sociale et même à la morale tout court.

Pour sa part, le ministre de l'Habitat, M. Aouchiche, affirme qu'il faut « faire preuve de réalisme dans l'élaboration des futurs plans » et qu'il ne suffit pas de décréter que l'Algérie a besoin de cent mille logements par an pour qu'ils sortent de terre. En fait, elle n'en réalise annuellement que quarante mille, ce qui est dramatiquement insuffisant par rapport aux besoins et à la démographie. Une série de mesures sérieuses doivent être prises pour atteindre les objectifs fixés.

Les titres de la presse sont éloquentes. « Lutter contre le parasitisme », « Un peu de civisme », « Nul n'est au-dessus de la loi », « Améliorer la qualité des services », « L'assainissement est l'affaire de tous ». A bien des égards, l'homme de la rue a l'impression de revivre le débat sur la charte nationale en 1976. Mais comme l'adoption de ce texte fondamental n'avait pas été suivie des effets espérés par la population, celle-ci observe, en se demandant si cette fois « c'est sérieux ».

PAUL BALTA.

Opposée à un contingentement des importations d'acier

L'administration américaine va appliquer avec plus de rigueur la législation « anti-dumping »

Washington (A.F.P.). — L'administration américaine est opposée au contingentement des importations d'acier vers les Etats-Unis, mais entend appliquer avec une rigueur accrue la législation anti-dumping. Tels sont en substance les propos qu'a tenus le président Carter avec quelques soixante personnalités réunies le 13 octobre à la Maison Blanche, pour évoquer la situation de la sidérurgie américaine.

« Je n'ai pas l'intention d'adopter le point de vue simpliste et trompeur pour le peuple américain, selon lequel une solution rapide et simple doit être trouvée aux difficultés actuelles de nous protéger derrière des barrières douanières », a affirmé le président, qui estime qu'il n'est pas conforme à la réalité d'attribuer les difficultés de la sidérurgie américaine aux seules importations.

Opposé à un contingentement des importations, M. Carter entend néanmoins voir l'administration s'assurer désormais que « lorsque l'acier japonais, alle-

mand ou en provenance d'autres pays d'Europe entre sur notre marché, ses prix sont concurrentiels et ne troublent pas illégalement la commercialisation de l'acier américain ».

Les propos du président ont été accueillis avec satisfaction par les professionnels, qui considèrent que l'application plus rigoureuse de la législation anti-dumping actuellement en vigueur constitue le meilleur rempart contre les importations massives.

A l'issue de la conférence, M. Steel, président du groupe U.S. Steel, premier producteur d'acier américain, a indiqué qu'il allait porter plainte contre certains producteurs européens pour violation des lois anti-dumping. Ces plaintes s'ajoutent à celles déjà déposées contre certaines firmes japonaises.

De son côté, M. Blumenthal, secrétaire au Trésor, a déclaré que ses services examinent la possibilité d'accorder des avantages fiscaux à la sidérurgie pour l'aider à moderniser ses installations.

LA C.E.E. DEMANDE A NOUVEAU AU JAPON D'AUGMENTER SES IMPORTATIONS.

Tokyo (A.F.P.). — Après les Etats-Unis, la Communauté économique européenne vient de lancer un avertissement au Japon, à trois mois de l'ouverture prévue des négociations commerciales multilatérales (Tokyo Round). Toutefois Tokyo n'a pris aucun engagement en vue de réduire l'excédent de ses échanges avec la C.E.E.

A l'occasion d'une visite officielle, du 11 au 14 octobre, le président de la commission de la C.E.E., M. Roy Jenkins, a indiqué aux dirigeants japonais qu'ils porteraient la responsabilité d'un retour au protectionnisme si le Japon ne parvenait pas à réduire cet excédent. Il a ajouté que les exportations japonaises porteraient dans certains domaines un dommage intolérable aux industries européennes (construction navale, automobiles, roulements à billes, acier). Enfin, M. Jenkins a insisté sur la nécessité pour le Japon d'accroître ses importations de produits manufacturés, qui ne représentent que 20 % du total de ses achats à l'étranger. Il a proposé à Tokyo d'acheter des Airbus.

Le Japon s'est montré, selon M. Jenkins, « modérément intéressé » par cette suggestion.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	à	de	à	de	à	de	à	de
\$ E.-U.	4,8480	4,8510	+ 20	+ 60	+ 110	+ 150	+ 230	+ 250
£ S.T.	4,3980	4,3990	+ 20	+ 30	+ 50	+ 130	+ 200	+ 250
Yen (100)	1,9140	1,9170	+ 30	+ 30	+ 30	+ 30	+ 30	+ 30
D.M.	2,1270	2,1210	+ 30	+ 100	+ 240	+ 270	+ 510	+ 550
Florin	1,9950	1,9990	+ 20	+ 30	+ 120	+ 200	+ 420	+ 450
F. S. (100)	12,8250	12,7840	+ 170	+ 270	+ 720	+ 850	+ 1280	+ 1470
F. S. (1 000)	2,1230	2,1250	+ 110	+ 120	+ 210	+ 350	+ 630	+ 680
L. (1 000)	5,5420	5,5100	+ 300	+ 120	+ 230	+ 390	+ 680	+ 1200
S. (1 000)	8,3750	8,3820	+ 230	+ 230	+ 630	+ 750	+ 1210	+ 1220

TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/2	4	3 1/2	4	3 1/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4
\$ E.-U.	6 1/2	7	7 1/4	7 3/4	7 3/8	7 3/4	7 1/2	7 1/4
Florin	4 1/4	4 3/4	4 1/4	4 3/8	4 1/2	5 1/4	4 3/4	5 1/4
F. S.	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
L. (1 000)	10	12 1/2	12 1/2	15	15	15	15	15
F. Français	8	8 1/2	8 1/2	9	9 1/4	9 1/4	9 1/4	10 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

● ERREUR. — Les cours du deutschemark et du florin, qui figuraient dans le tableau ci-dessus, ont été publiés dans nos éditions datées du 14 octobre, étaient faux.

ALGERIE

● La Banque extérieure d'Algérie vient d'effectuer son premier emprunt sur le marché financier d'Allemagne fédérale. Cet emprunt d'un montant de 100 millions de deutschemarks, consenti par un consortium bancaire international, pour une durée de six ans, est destiné à financer divers projets économiques prévus au plan de développement algérien. (A.F.P.)

ETATS-UNIS

● Le plan de céréales américaines que l'Union soviétique avait accepté, sous condition que les gouvernements américains aient porté de 8 à 15 millions de tonnes. Toutefois, cette mesure ne signifie pas que l'U.R.S.S. devra la récolte est bonne cette année, achètera plus que les 6 millions de tonnes qu'elle s'est engagée à importer chaque année des Etats-Unis entre 1976 et 1981. (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

● La reprise de la production industrielle ne se manifeste toujours pas. En août, elle n'a enregistré qu'un redressement insignifiant en s'établissant à 102,7 (base 100 en 1970) et, pour l'ensemble du trimestre juin-juillet-août, elle accuse une chute de 1,3. Ces résultats interviennent malgré le développement de la production de pétrole en mer du Nord et l'accroissement de la production de gaz et d'électricité entraîné par l'été relativement froid. (A.F.P.)

ITALIE

● La balance commerciale a enregistré en août un excédent de 254 milliards de lire (1,8 milliard de francs), pour le troisième mois consécutif. Le déficit durant les huit premiers mois de 1977 s'est élevé à 742 milliards de lire, contre 3 304 milliards pour la même période de 1976. Cependant, la production industrielle a baissé de 0,8 % en août par rapport au même mois de 1976. En juillet, la baisse avait été de 7,7 %, la plus forte depuis le début de l'année. (A.F.P.)

R.D.A.

● L'Allemagne de l'Est, qui effectue un nouvel emprunt de 200 millions de dollars sur le marché international des capitaux, a baissé de 0,3 % le taux de ce pays à la fin de septembre. Ce pays a eu, à plusieurs reprises, recours à ce marché ces dernières années. Le prêt actuel, organisé par la CITICORP américaine, sera valable pour six ans. (A.F.P.)

RHODESIE

● Le dollar rhodésien a été dévalué de 13 %, de 12,5 % par rapport au rand sud-africain et de 6 % par rapport aux autres monnaies. Le dollar rhodésien valait jusqu'à 1,6 dollar américain. Les ministres des finances, M. David Smith, la situation du commerce extérieur de la Rhodesie n'a jamais été aussi mauvaise depuis 1965. (Reuter.)

SUISSE

● On comptait à la fin de septembre 7 752 chômeurs en Suisse, soit 500 de moins que le mois précédent et 2 239 de moins qu'il y a un an. Le taux de chômage est de 0,3 % la population active. Toutefois ces statistiques ne tiennent pas compte des 11 707 travailleurs étrangers qui ont quitté la Suisse durant les deux derniers mois. (A.F.P.)

● Le coût de la vie a augmenté de 0,1 % en septembre, alors qu'il était resté stable en août. En un an, par rapport à septembre 1976, la hausse s'élevait à 1,6 %. (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sélection Rendement Elysées Valeurs Sélection Mondiale			
Situation au 30.9.1977	Sélection Rendement	Elysées Valeurs	Sélection Mondiale
Vocation de la Sicav	obligations	portefeuille diversifié	valeurs étrangères
Valeur de l'action (F)	126,58	164,25	115,13
Dernier coupon net payé (F)	10,32	6,80	3,50
Actif net (MF)	280,99	180,22	62,52
Actions françaises	4,34 %	25,73 %	—
Actions étrangères	0,44 %	36,54 %	62,84 %
Obligations	22,51 %	30,57 %	33,58 %
Liquidités	2,91 %	6,36 %	3,50 %

GROUPE VICTOIRE

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE

BILAN ET COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 1976

Les effets de la restructuration intervenus à la fin de 1976, à la suite de laquelle la société Assurances Abellie et Paix, société holding du groupe, a pris la dénomination de Compagnie Financière du Groupe Victoire, rendent difficilement comparables les bilans et comptes consolidés au 31 décembre 1976 et au 31 décembre 1975. En effet : — L'ensemble des actifs français (notamment immobiliers) ont été réévalués ; — L'une des trois filiales françaises, l'Abellie Paix Vie, a fait l'objet d'une intégration globale, alors que l'an dernier l'Abellie Vie n'était intégrée que proportionnellement à la partie du capital détenue par le groupe, soit 37 % ; — Le pourcentage de détention des filiales étrangères s'est trouvé augmenté par le fait que leurs actions sont maintenant regroupées dans la société holding, alors qu'elles étaient réparties entre le holding et d'autres sociétés du groupe ; — La distribution aux actionnaires de 90 millions de francs sur les réserves, décidée par les assemblées en décembre 1976 et effectuée en janvier 1977, a fait l'objet dans le bilan au 31 décembre d'un transfert du montant correspondant du poste « réserves » au poste « dettes à court terme » ; — Le bilan consolidé au 31 décembre 1976 a été influencé par ces différents éléments, ainsi, bien entendu, que par l'évolution au cours de l'exercice des sociétés consolidées. Les éléments essentiels de ce bilan sont les suivants :

	En millions de francs	1976	1975
Provisions techniques	592	870	870
Situation nette	4 815	6 008	6 008
Total de l'actif	6 007	7 117	7 117

Les effets de la restructuration ont été surtout sensibles pour la situation nette et le total de l'actif et moins importants pour les provisions techniques. En ce qui concerne ces dernières, la comparaison à structures comparables ferait ressortir une augmentation d'un peu plus de 18 %.

Les comptes de résultats ont été également influencés, bien que dans une moindre mesure, par les modifications de structure du groupe.

En ce qui concerne les résultats d'exploitation, à structures comparables, les premiers signes sont en progression de 19,5 %, les produits financiers de 20,7 % et les charges d'exploitation de 16,8 %. Au total, le bénéfice d'exploitation ressort à 146 millions de francs, en augmentation due pour l'essentiel aux résultats de l'Abellie Paix Vie et de certaines filiales étrangères.

Cette progression satisfaisante se trouve annulée au niveau du résultat net par l'évolution défavorable des autres éléments du compte de pertes et profits. En effet la dépréciation des marchés boursiers dans les différents pays a eu pour conséquence, d'une part la constitution d'importantes provisions pour dépréciation du portefeuille d'actions et d'autre part une diminution sensible des profits sur réalisations d'actifs. En outre, l'exercice a pris en charge la totalité des frais consécutifs à la restructuration du groupe.

Le résultat net s'établit ainsi à 71 155 000 francs contre 71 771 000 francs l'an dernier. La part du groupe dans ce résultat net est cette année plus importante et s'établit à 70 784 000 francs contre 71 445 000 francs en 1976.

La valeur d'actif nette comptable de l'action de la Compagnie Financière du Groupe Victoire, telle qu'elle ressort du bilan consolidé, avant affectation du résultat, atteint 440 francs et le résultat par action 30,36 francs.

EPAL

EMPRESA PÚBLICA DAS ÁGUAS DE LISBOA

CONCOURS PUBLIC

ADDITION D'EAU DANS LA RÉGION DE LISBONNE :

CONDUITE ADDUCTRICE CASTELO DO BODE - VILA FRANCA DE XIRA

Tronçon intermédiaire

On annonce que le 2 février 1978 vers 15 heures, dans les locaux de « EPAL - Empresa Pública das Aguas de Lisboa », 22 Avenida da Liberdade, Lisbonne - Portugal, aura lieu l'acte d'ouverture des propositions pour l'adjudication du travail indiqué dans le titre.

Les propositions seront envoyées par la poste et avec avis de réception au contre reçu au Secrétariat des Services Techniques de l'Entreprise jusqu'à 17 heures, le 1^{er} février 1978.

Les travaux sont constitués par la fabrication et l'installation d'une conduite adductrice d'eau, longue de 72 kilomètres et ayant 1,80 mètre de diamètre intérieur.

Des copies du dossier de ce concours et du cahier des charges pourront être obtenues à « EPAL - Empresa Pública das Aguas de Lisboa » moyennant l'envoi de 8.000 escudos.

Lisboa, 7 de Outubro de 1977
Pela EMPRESA PÚBLICA DAS ÁGUAS DE LISBOA,
O Presidente da CFAL

João Bau

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 OCTOBRE

Nettement plus calme

La hausse des cours enregistrée mercredi a provoqué quelques ventes bénéficiaires, ce qui a permis de faire passer la Bourse de Paris, mais elle n'a pas été véritablement absorbée par un marché toujours assez calme.

L'indicateur instantané, en dépit de quelques tentatives, n'est toutefois pas parvenu à décoller véritablement de son précédent niveau.

De fait, la grande majorité des compartiments, hausses et baisses, se sont à peu de choses près équilibrées. Seules les valeurs d'investissement ont montré une certaine avance, dans une mesure modérée, les pétroles ont progressé avec un bel entrainement, les autres ont donné la métallurgie et la chimie.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par la Perrier, D.I.E. et Lafayette (+ 4 à 7,5 %), tandis que Chiers et Navigation Météo subissaient la plus nette recul.

Une offre publique d'achat lancée sur les actions Société française de banque par la Banque transatlantique a été accueillie avec une certaine réserve. Seize mille trois cents titres ont été souscrits.

Bien que les valeurs françaises ne soient finalement pas trop mal comparées, les opérations étaient généralement assez déçues de la séance de ce jeudi. Après les estimations de l'INSEE, selon lesquelles la conjoncture économique a été plus favorable à la fin de l'année, l'assistance de M. Barre à l'Assemblée sur la nécessité de défendre le franc a beaucoup entretenu une poursuite du mouvement de hausse. Les lois du marché en ont décidé autrement.

Sur le marché de l'or, l'activité est restée calme depuis deux semaines (5,55 millions de francs de transactions contre 4,45 millions), le lingot s'est encore effrité de 35 F à 250,00, après 250,50 F. La négociation a été plus calme, et s'est terminée à 1,10 F à 247,80 F.

LONDRES

Nouveau repli

Un nouveau repli des cours est enregistré vendredi matin aux valeurs industrielles. Les fonds d'Etat restent toutefois bien orientés, et ce dans l'attente d'un abaissement du taux de l'escompte. Remontée des milieux d'or à 157,40 contre 157,35 (le convertisseur) contre 157,40 contre 157,35.

Un plus bas depuis deux ans, Wall Street a été ébranlé, pour la première fois depuis le début de l'année, par une légère reprise enregistrée à l'approche de la clôture. L'indice des valeurs industrielles a enregistré un gain de 0,53 à 218,17, non plus bas depuis le 7 octobre 1975. L'activité s'est encore accrue et 2,57 millions de titres ont changé de mains contre 2,44 millions la veille.

Une fois n'est pas coutume : le phénomène du fait accompli n'a pas joué. Bien qu'attendu l'augmentation de la masse monétaire entre le 6 et le 13 octobre a produit l'effet d'une douche glacée. Cette augmentation, si elle est vraie, est considérable, faisant largement sortir l'indice de son précédent niveau. Dans ces conditions, un renouveau du mouvement de hausse apparaît désormais inévitable, et les investisseurs se désolent à qui mieux mieux sans tenir compte des nouvelles économiques plus rassurantes comme de l'augmentation récente des ventes au détail.

Sur 1.800 valeurs traitées, 1.114 ont baissé, 27 ont monté et 459 n'ont pas varié.

Les valeurs étrangères ont progressé avec un bel entrainement, les autres ont donné la métallurgie et la chimie.

NEW-YORK

Nouveau repli

Un nouveau repli des cours est enregistré vendredi matin aux valeurs industrielles. Les fonds d'Etat restent toutefois bien orientés, et ce dans l'attente d'un abaissement du taux de l'escompte. Remontée des milieux d'or à 157,40 contre 157,35 (le convertisseur) contre 157,40 contre 157,35.

Un plus bas depuis deux ans, Wall Street a été ébranlé, pour la première fois depuis le début de l'année, par une légère reprise enregistrée à l'approche de la clôture. L'indice des valeurs industrielles a enregistré un gain de 0,53 à 218,17, non plus bas depuis le 7 octobre 1975. L'activité s'est encore accrue et 2,57 millions de titres ont changé de mains contre 2,44 millions la veille.

Une fois n'est pas coutume : le phénomène du fait accompli n'a pas joué. Bien qu'attendu l'augmentation de la masse monétaire entre le 6 et le 13 octobre a produit l'effet d'une douche glacée. Cette augmentation, si elle est vraie, est considérable, faisant largement sortir l'indice de son précédent niveau. Dans ces conditions, un renouveau du mouvement de hausse apparaît désormais inévitable, et les investisseurs se désolent à qui mieux mieux sans tenir compte des nouvelles économiques plus rassurantes comme de l'augmentation récente des ventes au détail.

Sur 1.800 valeurs traitées, 1.114 ont baissé, 27 ont monté et 459 n'ont pas varié.

Les valeurs étrangères ont progressé avec un bel entrainement, les autres ont donné la métallurgie et la chimie.

VALEURS

précéd.			cours			précéd.			cours			précéd.			cours			précéd.			cours								
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)					
Pétrole (R.A.)						Pétrole (R.A.)																							

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
 - « Les hommes sans histoire », par Jean Guéhenno, de l'Académie française; « Au-delà du bien et du mal », par Gabriel Matzneff; « Fonder la philosophie aujourd'hui », par le pasteur André Dumas.
3. ÉTRANGER
 - La Knesset approuve le « document de travail » israélo-américain.
 - LIBAN : la « fausse guerre » du Sud.
- 4-5. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : le personnage de M. Carter échappe à ses compatriotes.
6. EUROPE
7. AFRIQUE
7. DIPLOMATIE
13. POLITIQUE
 - Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.
 - La majorité et le « nouveau paysage politique ».
14. SOCIÉTÉ-CULTURE
 - Un institut national de la presse à l'école va être prochainement créé.
15. SCIENCES
 - LIBRE OPINION : « Interdiction de recherche », par P.-H. Chambard de Larive.
15. MÉDECINE
 - Le prix Nobel décerné à trois chercheurs américains.
15. SOCIÉTÉ
 - Délinquants à dix ans.
16. JUSTICE
 - L'affaire de la clinique d'émigration de Rigby-Nonneuse (Aube).
16. POLICE
 - Matraques et poivres au vestiaire.
16. SPORTS

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 19 à 27

- La Yougoslavie continue à jouer la politique de la porte ouverte.
- La S.N.C.F. investit 48 millions dans l'industrie du voyage.
- Une agence pour les handicaps.
- Modes du temps : Des meubles contemporains (d'occasion) à bon prix.
- Pâtes de la table : Culin d'été; Animaux; Hippisme; Philatélie; Jeux.
- 29 à 31. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : les Enfants du placard, de Benoît Jacquot; entretien avec David Perlov.
 - THÉÂTRE : Pour l'assassin, de Pavel Kobout.
- 36. RÉGIONS
 - La réorganisation du groupe Tertiaire à Marseille.
- 36. ÉQUIPEMENT
 - Le congrès de la F.N.T.R.
- 37 à 40. ÉCONOMIE-SOCIAL
 - « L'amélioration du travail manuel » (II), par J.-P. Dumont.
 - A L'ÉTRANGER : sept ans de crise pour le port d'Alger.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)
Annonces classées (38 à 39)
Aujourd'hui (32); Carrière (17)
« Journal officiel » (32); Loto (32); Méthodologie (32); Mots croisés (32); Bourne (41).

Le numéro du « Monde » daté 14 octobre 1977 a été tiré à 539 994 exemplaires.

Ecole d'Orgue Hamm-Farfisa
3 méthodes : 120 à 160 F par mois.
CHF de 120 à 160 F par mois.

hamm
25006 PARIS - Tél. 544 38-66

un piano
de qualité
à un prix
très
étudié

HUPFELD

construction robuste
large choix de modèles
Revendeur exclusif

hamm

LOCATION-VENTE
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS Tél. 544 38-66
Exportateur
Demusa Berlin R.D.A.

LA FIN DE LA VISITE DU MARÉCHAL TITO A PARIS

**« La France attache la plus grande importance
à l'existence d'une Yougoslavie puissante et indépendante »
déclare M. Giscard d'Estaing**

Les conversations franco-yougoslaves se sont terminées, ce vendredi matin 14 octobre, au Palais de l'Élysée, après un nouvel entretien en tête à tête de M. Giscard d'Estaing et du maréchal Tito et une réunion élargie aux membres des deux délégations. Le communiqué résumant la substance de ces discussions devait être publié dans l'après-midi, après le départ du chef de l'État yougoslave pour Eugénie-les-Bains (Landes), où il séjournera à titre privé avant de se rendre lundi à Lisbonne.

À l'issue de leurs entretiens, le maréchal Tito et M. Giscard d'Estaing ont fait de brèves déclarations à la presse. Après s'être félicités des relations bilatérales qui existent entre les deux pays, les échanges commerciaux se sont élevés de 40-50 % depuis la visite effectuée l'an dernier à Belgrade par M. Giscard d'Estaing. — Le maréchal Tito a déclaré que les conversations de vendredi matin avaient surtout été consacrées à l'Europe. « Nous nous sentons un peu négligés par le Communisme », a-t-il déclaré. — M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Votre voyage a été

pour le peuple français une occasion de rendre hommage à la figure historique du maréchal Tito. Il a aussi été une occasion d'affirmer que la France attache la plus grande importance à l'existence d'une Yougoslavie puissante, indépendante et maîtresse des choix qui commandent son avenir. »

Le président invité à Belgrade

Après avoir affirmé que « la détente est une procédure globale », M. Giscard d'Estaing s'est félicité lui aussi des relations économiques entre Paris et Belgrade et a précisé que des possibilités de développement existent dans les secteurs de l'automobile, de l'industrie électrique et chimique, ainsi que dans certaines branches de l'électronique. Le président de la République a enfin annoncé qu'il avait accepté l'invitation du maréchal Tito de se rendre en Yougoslavie à une date qui reste à déterminer.

La journée de jeudi avait été marquée par un deuxième tête-

à-tête Giscard d'Estaing-Tito. Au cours de la rencontre, qui a duré une heure trente, soit trente minutes de plus que prévu, les deux chefs d'État ont notamment abordé les problèmes de la détente, du désarmement, du Proche-Orient et de l'Afrique. Le maréchal Tito avait également livré à son hôte ses impressions sur la Chine, à la suite du voyage qu'il y a effectué au mois de septembre. Selon le chef de l'État yougoslave, qui n'a jamais envisagé de jouer le rôle de médiateur entre Pékin et Moscou, le conflit sino-soviétique est toujours aussi grave, et il ne faut s'attendre à aucune amélioration à moyen terme.

Le maréchal Tito, qui avait commencé sa journée par la traditionnelle cérémonie de l'Arc de triomphe, avait ensuite reçu pendant une heure M. Jacques Chirac à l'hôtel Marigny. Dans la soirée, il s'était rendu au château de Versailles où le président de la République donnait une grande réception en son honneur. Quatre mille invités étaient présents. Avant la réception, les deux chefs d'État avaient assisté dans le Théâtre Louis XV à un ballet

LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE PARIS

Plus d'expulsions entre le 1^{er} novembre et le 31 mars

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a présenté, le vendredi 14 octobre au cours d'une réunion de presse, l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris du lundi prochain. Le 17 octobre, le problème des expulsions sera abordé. Il a également défini la politique culturelle de Paris pour les années à venir, qui sera mise en œuvre par M. Marcel Landowski et par M. Pierre Bas (R.P.R.), adjoint au maire, chargé de la culture.

M. Chirac a annoncé qu'il avait obtenu de la préfecture de police l'extension de la période de suspension des expulsions. D'ordinaire, les expulsions ne peuvent être effectuées entre le 1^{er} novembre et le 31 mars. Jusqu'à présent, la période d'interdiction des expulsions commençait le 1^{er} décembre au 1^{er} mars.

Le maire de Paris a par ailleurs indiqué qu'un service de cars spéciaux pour les personnes âgées et les handicapés serait organisé les 21 octobre, 1^{er} et 2 novembre dans les cinquièmes, dixième, dix-septième et dix-huitième arrondissements.

Il a également annoncé que, de 8 heures à 17 h 30, les différentes divisions à partir des portes d'entrée ou des plans indiquent les différents arrêts qui seront matérialisés sur le parcours.

Enfin M. Jacques Chirac a confirmé la restauration de l'ancien village de Charonne dans le vingtième arrondissement, l'aménagement de l'esplanade des Invalides et la suppression du stationnement de surface et la construction de différents équipements publics à l'intérieur de l'Îlot Richer, dans le dix-neuvième

arrondissement. Il a annoncé deux projets de construction de logements réservés aux jeunes ménages réalisés par la Ville de Paris, rue de la Vilette-rue Reussat, dans le dix-neuvième arrondissement, rue François-Miron, dans le quatorzième.

Culture : PRIORITÉ À L'ANIMATION

Sous l'impulsion de M. Marcel Landowski, récemment nommé directeur des affaires culturelles, une politique ambitieuse va être mise en œuvre dès l'an prochain grâce à un accroissement de 7 % des crédits de fonctionnement qui atteindront 162 millions de francs, les subventions augmentant de 41 %.

La priorité est donnée à l'action culturelle, au moment même où celle-ci est sacrifiée dans le budget de l'État au bénéfice de la conservation du patrimoine. Une sous-direction de la vie culturelle est créée, elle est confiée à M. Dominique Pouchet, actuellement chef de l'inspection générale des musées classés et contrôlés. Le titulaire de l'autre sous-direction, celle du centre de vie, n'est pas encore connu.

Les principales mesures annoncées par M. Chirac concernent l'animation, le théâtre et la musique. Vingt « ateliers d'expression culturelle et de voisinage » seront mis en place progressivement (un crédit de 4 millions pour le fonctionnement et de 5 millions pour l'équipement est prévu en 1978) : une opération permanente « théâtre et musique dans la rue » va être lancée par Jean-Louis Barrault; un atelier audio-visuel sera fondé.

Pour le théâtre, la Ville de Paris veut installer, par étapes, une troupe dans chaque arrondissement : les subventions de 1978 seront majorées de 30 %, comme le sera l'aide au théâtre privé.

Dans le domaine de la musique, un « ensemble instrumental de Paris », formé d'une trentaine de musiciens sous la direction de Jean-Jacques Walter, va être créé. De même, la Ville favorisera la naissance d'un orchestre de musique légère et l'organisation d'un Festival de musique sacrée.

Un Festival de France, qui présentera les productions des différentes régions, alternant avec un Festival des nations.

Enfin, les musées, à commencer par les trois principaux — le Musée d'Art Moderne, le Petit Palais et Carroussel — seront ouverts jusqu'à 20 heures. Leur budget d'acquisition sera augmenté de 75 %.

A la cour d'appel d'Aix-en-Provence

L'EXAMEN DE LA DEMANDE
D'EXTRADITION
DE M. APALATEGUI
EST RENVOYÉ « SINE DIE »

(De notre correspondant.)

Aix-en-Provence. — La chambre d'assises de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a renvoyé « sine die » l'examen de la demande d'extradition de M. Apalategui présentée par le gouvernement espagnol. La chambre d'assises a pris cette décision à la demande de l'avocat général, M. Yves Chauvy, après avoir constaté l'absence de M. Apalategui à l'audience. Libéré sous contrainte judiciaire le 6 septembre, le militant basque fait l'objet de deux mandats d'arrêt pour se faire pas présenté comme il en avait l'obligation le 3 octobre au commissariat central de police de Marseille. Depuis cette date, il n'a pas été retrouvé ni dans les Bouches-du-Rhône ni dans la région de Saint-Jean-de-Luz, où l'on pense qu'il se cache.

Après l'audience, les avocats de M. Apalategui, M. Schlegel, du barreau d'Aix, Abad, du barreau de Bayonne, et Castells, du barreau de Saint-Sébastien, ont déclaré que leur client n'avait pas encore reçu la carte de réquisition politique, alors que l'assurance leur avait été donnée par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides qu'elle lui serait attribuée. Les trois avocats déclarent ignorer où se trouve actuellement le militant, mais l'un d'eux a reçu de lui une communication téléphonique dans laquelle il a fait état de ses inquiétudes au sujet de menaces de mort qui seraient émanées publiquement contre lui en Espagne.

Breguet CONSTRUIT DES MAISONS A VILLECRESNES ET A MAUREPAS



"Mélée", 171 m², 6 pièces. Autres modèles de 134 à 278 m².

**A 18 KM au sud-est de Paris par la N. 19.
Et à l'ouest de Paris, par l'autoroute A. 13.**

Les maisons individuelles du Domaine du Réveillon occupent un vallon en partie cerné de bois tout près du centre de la charmante bourgade de Villecresnes (C.E.S., piscine, tennis). Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par la N. 19.

Les maisons du Domaine des Louveries sont en lisière de bois, à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès par l'autoroute Ouest (direction Chartres), la N. 10 et le C.D. 13.



VISITE DES MAISONS MODÈLES. TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
DOMAINE DU REVEILLON 94400 VILLECRESNES (Tél. 549 10.62)
DOMAINE DES LOUVERIES 78310 MAUREPAS (Tél. 662.96.43)

Op. D. 150

LES VENTES D'ARMES
Gise de confiance
entre Paris et Tripoli

L'assassin
relancé

L'harmonie
retrouvée
entre Paris
et Belgrade

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le prix Nobel
d'économie

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs

Le monde
du tourisme
et des loisirs